

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

LE
Salaire des Femmes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Le Lundi 30 Juillet 1906, à trois heures et demie

PAR

Charles POISSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS

SAUMUR

IMPRIMERIE P. GODET, PLACE DU MARCHÉ-NOIR

—
1906

LE SALAIRE DES FEMMES

« Ce qu'on peut espérer, ce qu'il faut demander avec une ardeur infatigable à Dieu et à la Société, c'est que le travail des femmes soit équitablement rétribué, qu'il n'excède pas la mesure de leurs forces, et qu'il ne les enlève pas à leur vocation naturelle, en rendant le foyer désert et l'enfant orphelin. »

« Jules SIMON (L'Ouvrière). »

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1905-1906

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✚, G.O. ✚, C.I.C. ✚, O. ✚, L. ✚), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ☉), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*, et chargé du cours de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ☉), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

M. ALLIX, professeur, *Président de la Thèse.*

M. VILLEY, professeur, *Doyen.*

M. CABOUAT, professeur.

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

LE
Salaire des Femmes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Le Lundi 30 Juillet 1906, à trois heures et demie

PAR

Charles POISSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS



SAUMUR

IMPRIMERIE P. GODET, PLACE DU MARCHÉ-NOIR

1906

BIBLIOGRAPHIE

Aftalion. — La Crise de l'industrie linière.

Aine. — Les Patronnes, employées et ouvrières de l'habillement à Paris. — Leur situation morale et matérielle (*Réforme sociale*, 1898, tome I).

V^{te} G. d'Avenel. — Le Mécanisme de la vie moderne.

M^{me} Avril de Sainte-Croix. — Rapport présenté au deuxième Congrès international des œuvres et institutions féminines. Paris 1900.

M^{me} Bélilon. — Des Raisons de l'avilissement du salaire féminin. Rapport présenté au deux. Cong. intern. des œuv. et inst. fém.

Charles Benoist. — Les Ouvrières de l'aiguille à Paris.

L. Bonnevey. — Les Ouvrières lyonnaises travaillant à domicile.

M^{lle} Bonnevial. — Rapport présenté au Deuxième Congrès international de la Condition et des droits de la femme. Paris 1900.

B^{ne} Georges Brincard. — Le Travail à domicile par les mères de famille (*Bulletin de la Ligue sociale d'Acheteurs*, troisième trimestre 1905).

Adolphe Brisson. — Florise Bonheur.

Jean Brunhes. — Rapport à la réunion catholique sociale de Fribourg, 22 décembre 1903 (*Association catholique*, 15 novembre 1903).

M^{me} Henriette-Jean Brunhes. — Les Ligues de Consommateurs (*Assoc. cath.* 15 nov. 1901).

— La Ligue sociale d'acheteurs. (Rapport présenté à l'*Association nationale française pour la protection légale des travailleurs*, 10 novembre 1903).

— L'Exemple des Américaines.

— Les Conditions de la femme dans l'industrie. (*La Quinzaine*, 1^{er} mars et 16 mars 1904).

— La Question du travail à domicile. (*Ass. cath.* 15 mai 1904).

— Le Mouvement syndical féminin.

— Le développement de l'enseignement ménager en Suisse. (Musée social. *Mémoires et documents*. Décembre 1901).

Paul Bureau. — La Femme à l'usine (*Bull. de l'Action sociale de la Femme*, août 1902).

Cauwès. — Cours d'économie politique.

Chambre de commerce de Saint-Etienne. — Réponse au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile. Octobre 1904.

Commission supérieure du Travail. — Rapports au Président de la République française. Années 1901, 1902, 1903, 1904.

Th. Cotelte. — Le Sweating-system.

Louis Dausset. — L'Enseignement ménager en France et à l'étranger (*Réf. soc.*, 10 juin 1906).

- M^{me} Déglin.** — Assistance par le travail spécialement envisagée au point de vue de la femme. (Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée).
- P. Digeaux.** — La Statistique pénitentiaire (*Revue pénitentiaire*, janvier 1906).
- E. Dubois et A. Julin.** — Les Moteurs électriques dans les industries à domicile (Office du travail de Belgique, 1902).
- M^{me} Marguerite Durand.** — Préface du Compte-rendu du deuxième Cong. intern. de la Cond. et des Dr. de la femme.
- E. Duthoit.** — La Protection légale des travailleurs. (Leçons données à la Semaine sociale d'Orléans, 3-4 août 1905. — *Ass. cath.*, 15 août 1905).
- Duval-Arnould.** — Les Ecoles professionnelles et ménagères de filles de la ville de Paris (*Réf. soc.*, 1902, tome I).
- F. Engerand.** — La Dentelle à la main. (*L'Action Populaire*).
- Fagnot.** — La Réglementation du travail en chambre. (Rapport présenté à l'*Ass. nat. fr. pour la protect. lég. des trav.*, 18 mars et 27 avril 1904).
- Fleurquin.** — Le Travail de la femme dans les ouvroirs de Paris.
- Flornoy.** — Les syndicats professionnels de femmes (*Réf. Soc.* 1901 tome II).
- M^{me} Froment.** — Ouvrières parisiennes (*L'Action Populaire*).
— Les ouvrières de l'équipement militaire à Paris (*Ass. cath.* 15 mars 1904).
- J. Gellé.** — L'apprentissage et l'enseignement professionnel (Rapport présenté au congrès social national tenu par l'*Association catholique de la jeunesse française* sur *Les conditions de travail de la jeunesse ouvrière*. Albi 25, 26, 27, 28 mai 1905).
- M^{me} Godefroy.** — L'enseignement ménager en Belgique (*Réf. soc.* 1902, tome I).
- René Gonnard.** — La femme dans l'industrie.
- C^{te} d'Haussonville.** — Salaires et misères de femmes.

Honoré. — Le chômage dans quelques industries (*Réf. soc.* 1896, tome II).

Raoul Jay. — La protection légale des travailleurs.

H. Joly. — Les maisons du Bon-Pasteur.

Keufer. — Rapport présenté au huitième congrès national de la Fédération française des travailleurs du Livre. Paris 1900.

S. du Lac. — Le fil et l'aiguille (*L'Action Populaire*).

Lambrechts. — Le travail des femmes en chambre et sa réglementation.

Le Foyer. — Rapport présenté au deux. cong. int. des œuv. et inst. féminines.

S. S. Léon XIII. — Encyclique sur la condition des ouvriers.

Jean Lerolle. — Rapport présenté au Congrès social national tenu par l'As. cat. de la jeun. fr. sur *Les Syndicats*. — Châlons 1903.

M^{mes} Jean Lerolle et Georges Piot. — Les blanchisseuses. Début d'enquête (*Bul. de la lig. soc. d'ach.* premier trimestre 1905).

Paul Leroy-Beaulieu. — Le travail des femmes au XIX^e siècle.

Pierre Leroy-Beaulieu. — La protection légale des travailleurs (*Economiste français* 9 juillet 1904).

— L'outillage et l'avenir de la petite industrie (*Econ. franc.* 4 mars 1905).

E. Levasseur. — L'ouvrier américain.

— Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789.

— Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870.

Dr Mangenot. — Enquête sur les logements, professions et salaires dans le quartier de la Pointe-d'Ivry.

Du Maroussem. — Le Jouet parisien.

— La petite industrie : Le Vêtement (*Off. du travail*).

M^{me} Maud-Nathan. — Les Ligues d'acheteurs présentées au Congrès international de Berlin (Juin 1904) par la présidente de la Ligue de New-York (*Bull. de la Lig. soc. d'ach.*, 4^e trim. 1905).

M^{lle} Marie Maugeret. — Le Travail (*Le Féministe chrétien*, 10 juin 1896).

A. Métin. — Législation ouvrière et sociale en Australie et en Nouvelle-Zélande (*Off. du travail*, 1901).

M^{me} Caroline Milhaud. — De la Nécessité d'une enquête officielle sur le travail à domicile des femmes (*Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1903).

— L'application du minimum de salaire dans les industries féminines en Victoria (*Revue pol. et parl.*, 10 janvier 1905).

Office du Travail. — Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901.

— Le Recensement professionnel du 24 mars 1901, premier article (*Bulletin* décembre 1905), deuxième article (*Bulletin*, janvier 1906).

Em. Ollivier. — Le Féminisme (*L'Action soc. de la fem.*, 10 janvier 1903).

Georges Picot. — L'Habitation de la jeune fille dans les grandes villes (*Réf. soc.*, 16 juin 1904).

N.-V. Ponomarev. — L'industrie domestique et rurale en Russie (*Journal de la Société de statistique de Paris*, 10 septembre et 10 octobre 1900).

Quillet. — L'Enseignement ménager (*L'Action populaire*).

J. Rambaud. — Eléments d'économie politique.

Ambroise Rendu. — Le Correspondant, 10 mai 1904.

Auguste Rivet. — La Vérité sur le Bon-Pasteur.

Em. Rivière. — Le Travail de la femme dans l'industrie typographique.

M^{lle} Rochebillard. — Le Travail de la femme à Lyon (*Réf. soc.*, 1901, t. II).

— Syndicats féminins (*Ass. cath.*, 15 mai 1903).

— Les Syndicats de femmes et leurs œuvres (*L'Action soc. de la fem.*, 20 fév. 1904).

— Syndicats d'ouvrières lyonnaises (*L'Action populaire*).

Dr Romme. — Le Sweating-system en France (*La Revue*, 15 septembre 1905).

Roger Roux. — Le Travail dans les prisons.

M^{lle} Kaethe Schirmacher. — Le Travail des femmes en France (Musée social. *Mémoires et documents*, mai 1902).

— Salaires de femmes (*Revue de morale sociale*, décembre 1899).

E. Schwiedland. — Comment il est possible d'organiser les ouvrières en chambre.

Léon de Scilhac. — L'industrie de la couture et de la confection à Paris.

Jules Simon. — L'ouvrière.

Société industrielle de Fourmies. — Réponse au questionnaire de la commission d'enquête parlementaire de l'industrie textile, 1904.

Syndicat des Peigneurs de laines. — Réponse, etc...

— normand au tissage de coton.— Réponse, etc...

— — de la filature de coton.— Réponse, etc.

Léon Storch. — Rapport du jury international (exposition universelle de 1900 à Paris), classe 85. Industrie de la confection et de la couture.

Charles Turgeon.— Le féminisme contemporain.

- Max Turmann.** — Initiatives féminines.
- Union de l'industrie cotonnière de Roanne, Thizy et la région.** — Réponse au quest. de la com. d'enq. parl. sur l'ind. textile, 1904.
- Union des syndicats patronaux des industries textiles de France.** — Réponse, etc...
- M^{mes} John et Marie Van-Verst.** — (Traduction Doumic).
L'ouvrière aux Etats-Unis.
- P. Verhaegen.** — La dentelle et la broderie sur tulle. (Office du Travail de Belgique 1902).
- M^{me} Paule Vigneron.** — Les métiers de famille (*Réf. soc.* 1902, tome II).
- Ctesse de Villermont.** — Le mouvement féministe.
- Ed. Villey.** — Principes d'économie politique.
- M^{me} Vincent.** — La domesticité féminine (*Réf. soc.* 1901, tome II).
- G. Worth.** — La couture et la confection des vêtements de femme.
-

INTRODUCTION

La question sociale est à la fois morale et économique. Lui reconnaître ce double caractère, c'est expliquer les causes de sa complexité et aussi celles de la difficulté qu'on rencontre dans la recherche des solutions qu'elle demande. A chaque instant, les théories élaborées par les économistes dans le silence du cabinet échouent devant les faits, et les réformes décrétées à la suite d'une docte discussion se heurtent à d'infranchissables barrières.

Il n'est pas de problèmes qu'il soit moins permis d'aborder avec des solutions toutes faites,

des données aprioristiques que les problèmes sociaux, non pas, bien entendu, qu'il soit impossible, en matière sociale, d'avoir un programme bien arrêté, un plan longuement mûri et un but précis, nous voulons seulement dire, qu'il y a souvent loin des principes à leur application intégrale.

La société est comme une machine très compliquée, très délicate dont on ne peut toucher un rouage, changer une combinaison sans bouleverser tout le système. Celui-là est bien vite ramené à la réalité qui entend poser des règles absolues, ou croit avoir trouvé un remède infailible à tous les maux. Il n'est pas long à s'apercevoir qu'un remède trop énergique risque d'être pire que le mal.

Et cette constatation s'impose encore davantage dès qu'on approfondit un point si limité soit-il de l'ensemble. C'est la dissection d'un organe qui donne une idée de la prodigieuse complexité du corps humain.

En abordant cette question toujours si palpitante du sort de la femme qui travaille, c'est-à-dire de la situation d'un nombre considérable de jeunes filles, d'épouses, de mères, nous pouvions bien faire cette remarque pour excuser ce que quelques-

uns peut-être pourraient appeler de l'indécision ou de la timidité.

Au reste, nous ne faisons que rappeler une idée contenue dans la préface du beau livre de Jules Simon : *L'Ouvrière*. Il ne voyait, lui, que deux réformes susceptibles d'arrêter l'assaut inconsciemment livré à la famille par la grande industrie : l'augmentation des salaires et le retour de la femme au foyer. Et cependant il ajoutait : « Puisque ces deux grandes mesures de salut public, qui seules détruiraient le mal dans sa racine, nous échappent également, il faut se résigner à faire le bien par le perfectionnement des anciennes méthodes, ce qui revient à dire, pour parler franchement, qu'on *peut* plutôt atténuer le mal que le détruire, ou qu'on ne le détruira que par de longs et persévérants efforts.... Cette conclusion est navrante. Le spectacle même de la misère fait moins de mal... Oui, le mal est affreux ; non, il n'y a pas de remède souverain, de remède unique ; il n'y a pas à compter sur une de ces découvertes qui changent une situation de fond en comble et comme par un coup de foudre. Faut-il se fermer les yeux pour cela ? ou renoncer à faire du bien parce qu'on ne peut ni en faire assez ni le faire assez vite ? Ce découragement serait aussi coupable que les vaines et présomptueuses espé-

rances qui ont fait tant de mal et qui avaient au moins une origine généreuse. Au contraire, il faut redoubler d'énergie et de pitié.»

Depuis l'époque à laquelle furent écrites ces lignes, les rangs se sont encore grossis des femmes que l'usine a pris à la famille et le mal — nous verrons si c'est un mal — s'est encore aggravé.

Nous ne voulons pas, en parlant ainsi, donner un argument à première vue péremptoire aux sceptiques qui, après s'être penchés en curieux sur les misères humaines, après les avoir minutieusement examinées, hochent tristement la tête et disent qu'il n'y a rien à faire, qu'il n'y a point de soulagement à leur procurer. Bien au contraire, et nous avons plutôt hâte de rendre hommage aux hommes généreux qui se sont émus du sort de la femme ouvrière et ont non-seulement « redoublé de pitié » mais aussi « d'énergie » pour l'améliorer.

Jamais on ne s'est autant occupé en France de la question féminine, — féministe est mieux porté — que de nos jours. Des drapeaux d'un peu toutes les couleurs se sont levés, autour desquels d'ardents combattants se sont groupés en vue de la moderne croisade.

Sur le point spécial qui nous intéresse, les

théories les plus contradictoires se sont entrechoquées. Il faut relever les salaires féminins, disent les uns. Non, non, répondent d'autres, il ne faut pas favoriser la concurrence faite à l'homme par la femme. Ramener la femme au foyer, voilà la vraie solution, pensent certains. Pas du tout, réplique-t-on, ne l'isolez pas, ne la cloîtrez pas ainsi, la femme aussi bien que l'homme a droit au travail, a droit de gagner sa vie et ne craint pas de le rencontrer dans la lutte pour l'existence. C'est toute la question du travail féminin qui se trouve ainsi mise en jeu.

Le tort d'un grand nombre est de ne pas assez tenir compte des contingences extérieures. Ce n'est rien que d'échafauder de beaux systèmes, s'ils sont inapplicables ; ce n'est pas tout que de tirer de beaux plans, si l'on sait que des difficultés sans nombre s'opposent à la construction de l'édifice.

Morale et économique, la question féministe l'est surtout lorsqu'il s'agit du travail et de la rétribution de la femme. A ce double point de vue, du moins, nous avons l'intention de la considérer.

Avec prudence et sans parti pris, nous essaierons de montrer les faits sous leur vrai jour, nous

en rechercherons les causes et les effets(1), désireux avant tout, sinon d'arriver à des solutions prématurées et irréalisables, du moins de chercher des adoucissements, des remèdes qui pour n'être pas souverains toujours auraient certes l'avantage d'apporter une amélioration sûre, immédiate et durable.

Pour exprimer notre idée tout entière, nous croyons qu'il y a beaucoup à refaire dans notre édifice social, tellement même à reconstruire qu'il ne serait pas sage de caresser l'illusion de le voir tout-à-coup se dresser comme ces palais qui surgissent par enchantement dans les contes, sous la merveilleuse baguette d'une fée bienveillante. Ce travail sera l'œuvre du temps et des bonnes volontés. Nous nous sommes assigné l'humble tâche d'apporter notre faible concours et notre entière bonne volonté à cette œuvre considérable.

(1) Nous avons contracté une grosse dette de reconnaissance envers toutes les personnes auxquelles nous nous sommes permis de nous adresser, aux avis desquelles nous avons recouru, particulièrement envers les industriels et les membres de syndicats ouvriers qui ont eu la grande complaisance de répondre à nos questions. Nous avons le devoir de leur exprimer ici notre gratitude.

LE SALAIRE DES FEMMES

PREMIÈRE PARTIE

Le Travail et le Salaire des Femmes

La femme travaille à l'usine, à l'atelier, au magasin, chez elle et au service des autres. Il n'est pas de branches de l'activité humaine où elle ne tienne une place. Elle est à la fabrique la surveillante attentive de ces machines lourdes et dociles que les puissants capitaux ont groupé sous les halls immenses des usines. Elle est à l'atelier, ouvrière délicate, façonnière de ces travaux gracieux qu'il n'y a que ses doigts habiles et légers à pouvoir accomplir. La machine n'a pas de goût. Il faut la main féminine pour draper une robe ou garnir un chapeau, pour faire éclore une fleurette aux tendres nuances. Elle est couturière, elle est modiste, elle est repasseuse, elle fait de la confec-

tion, elle fabrique des jouets... Où ne travaille-t-elle pas? Et pourquoi tenter une énumération qui doit être incomplète? Il est aussi impossible de la faire exacte que de tenter une délimitation absolue entre les différentes industries. On peut cependant les diviser suivant qu'elles emploient ou non les procédés mécaniques, suivant qu'elles groupent les ouvrières, ou leur fournissent du travail à domicile. Cette division, malgré son manque de précision, nous guidera dans cette première partie consacrée à l'étude des faits.

La femme dans la grande industrie, — la femme dans la petite industrie, — la femme travaillant chez elle et chez les autres, — tel est l'ordre que nous suivrons pour examiner enfin si les salaires féminins répondent aux besoins de la vie.

Nous ne pouvons essayer, dans cette première partie, que de donner un tableau d'ensemble, — ce serait de beaucoup dépasser le cadre de cet ouvrage que de vouloir entrer dans les détails, — afin d'établir une base solide à notre étude et à nos discussions.

CHAPITRE PREMIER

LES OUVRIÈRES DE L'USINE

« L'histoire du travail des femmes
dans les siècles rapprochés de nous
serait l'histoire même de l'industrie. »

Paul LEROY-BEAULIEU.

Le perfectionnement du machinisme, en déchainant une révolution dans la production, bouleversait également le monde du travail, et en même temps qu'il se développait et développait avec lui la grande industrie, les femmes se mêlaient de plus en plus nombreuses à des travaux qui jusqu'ici avaient paru le monopole de l'homme. La nécessité aidant, elles se laissaient facilement tenter d'accepter un travail qui paraissait facile et rémunérateur.

De nouvelles places, de nouveaux emplois se sont offerts à l'homme. La transformation rapide qui s'est opérée dans l'industrie n'a pas eu, en effet, pour résultat de le chasser irrémédiablement de l'usine pour le remplacer par la femme et de le priver de travail. C'est lui tout d'abord qui a forgé et ajusté ces machines de fer qui filent, qui

tissent, qui tricotent. Il est monté sur les locomotives et a trouvé une abondante occupation dans les immenses entreprises de locomotion. Les chemins de fer emploient des milliers et des milliers d'ouvriers et il n'est pas une ville de moyenne importance qui n'aient des tramways nécessitant un nombreux personnel masculin. Pour compléter le chiffre des ouvriers compris dans cette catégorie, il resterait à recenser le nombre des constructeurs de cycles et d'automobiles et aussi des chauffeurs. Le progrès s'est chargé de trouver de nouveaux débouchés au travail masculin.

Les industries qui groupent la plus grande partie des ouvrières de fabrique sont les filatures (coton, laines, soie, lin, chanvre, jute) et les tissages (cotonnades, lainages, bonneterie, soieries, toiles, cordages, dentelles, broderies..., etc.). Dans la même classe se rangent les industries de teinture, apprêt, blanchiment, impression de fils et tissus. Ces diverses industries prennent la dénomination générale d'Industrie textile.

Les autres grandes industries employant des femmes sont les industries de l'alimentation, des cuirs et peaux, du livre, du papier, et on peut ajouter des mines et carrières.

Evaluer le nombre des ouvrières de la grande industrie est assez malaisé. Les statistiques sont difficiles à dresser en pareille matière, nous ferons notre possible pour tirer de celles qui sont parues un aperçu approximatif.

Quel est au total le chiffre des travailleuses ?

«D'après le *Statistisches Jahrbuch fuer das Deutsche Reich*, pour 1903, nous pouvons constituer le tableau suivant(1). Sous l'étiquette de «travailleuses» sont comptées globalement toutes les salariées, y compris les servantes ; et l'on a exclu naturellement toutes les femmes qui dirigent leur propre maison, soit à la campagne, soit à la ville, toutes les *Hausfrauen*. Voici donc un tableau d'ensemble pour quatorze pays d'Europe et pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord :

Pays	Date du recensement	Nombre total des femmes	Nombre des Travailleuses	0/0 des travailleuses sur la population féminine totale
Allemagne.	1895	26.361.123	6.578.350	25,0
Angleterre et Galles.	1891	14.949.624	4.016.230	26,8
Ecosse.....	1891	2.082.930	556.564	27,7
Irlande.....	1891	2.385.796	634.948	26,6
Autriche....	1890	12.206.284	5.771.734	47,3
Hongrie....	1890	8.795.616	2.189.978	24,9
Belgique....	1890	3.042.367	797.143	26,2
Danemark..	1890	1.112.223	233.453	21,0
France.....	1896	19.346.360	6.382.658	33,0
Hollande....	1899	2.583.535	433.548	16,8
Italie.....	1881	14.194.245	5.701.275	40,2
Suède.....	1890	2.467.794	486.872	19,7
Norvège....	1891	1.037.384	244.747	23,6
Suisse.....	1888	1.500.180	435.190	29,0
Etats-Unis..	1900	34.244.145	5.329.807	14,3
TOTAL. . .		149.310.607	39.792.497	»

(1) Extrait d'un rapport général de M. et M^{me} Jean Brunhes sur le *Travail de la femme* présenté à la RÉUNION CATHOLIQUE SOCIALE DE FRIBOURG le 22 octobre 1903.

Quelques réserves faites sur les différentes interprétations auxquelles un recensement aussi vaste a pu prêter avec les différents pays, il ressort de ce tableau que sur une population d'environ cent cinquante millions de femmes appartenant « à l'ensemble des pays les plus civilisés, c'est-à-dire aussi les plus industriels de l'Europe et de l'Amérique, quarante millions de femmes travaillent à gages, quarante millions sont des salariées. » Et les rapporteurs « croient pouvoir affirmer que la population industrielle féminine est égale, pour l'ensemble des pays considérés, à une proportion qui peut varier du cinquième au quart du total des femmes travailleuses, soit de 20 à 25 pour 100; et cela nous donnerait pour la population féminine *proprement industrielle* un total d'environ huit à dix millions. » Mais ce total embrasse la population de la grande et de la petite industrie réunie.

Voici pour quelques pays le chiffre des ouvrières de la grande industrie.

En Allemagne, le nombre des ouvrières de fabrique a augmenté de 1895 à 1900 dans les proportions suivantes (1) :

	Ouvrières de 16 à 21 ans	Ouvrières au-dessus de 21 ans	Total
1895	260.303	403.813	664.116
1900	311.041	522.578	833.619

(1) La *Monatschrift fuer Christliche Socialreform* (1 août 1903) citée par M. et Mme Jean Brunhes. — Rapport de Fribourg.

soit une augmentation de 34,000 environ par an. Le total atteint maintenant doit être de près de un million.

En Suisse, le nombre des ouvrières adultes âgées de dix-huit ans, était dans les différentes branches de l'industrie en 1901 de 73.728 (1).

En Belgique, où le travail à domicile est encore très répandu, sur 270,000 travailleuses de l'industrie, 70,000 seulement travaillent dans les usines (2).

La France, comme nous venons de le voir, se trouvait placée, d'après l'enquête de 1896, au troisième rang des nations employant la plus forte proportion de femmes. Sur 19,346,360 femmes, le nombre des travailleuses était de 6,382,658 (3), c'est-à-dire 33 0/0 de la population féminine totale.

Le recensement professionnel de 1901 (4) porte l'ensemble de la population active du sexe féminin à 6,804,510 personnes, dont 6,794,933 ont une profession spécifiée et se répartissent comme suit :

Femmes chefs	1,933,363
Employées et ouvrières	3,222,754
Travailleuses isolées	1,638,816

Voici du reste un tableau où elles se trouvent réparties en catégories professionnelles. (On n'a

(1) *Ibid.*

(2) *Recensement industriel de Belgique du 31 octobre 1896.*
Cité dans le rapport.

(3) *Bulletin de l'Office du Travail.* Juin 1900.

(4) *Bulletin de l'Office du Travail.* Décembre 1905.

pas compris, dans les calculs, les professions libérales, les employées de l'Etat, des départements, des communes et les domestiques) :

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES		PERSONNEL FÉMININ EN	
		1901	1896
PÊCHE, FORÊTS ET AGRICULTURE	{ Chefs d'établissement. .	1.440.319	1.253.040
	{ Employées & ouvrières	814.888	1.086.655
	{ Travailleuses isolées. .	407.397	413.473
Total.		2.662.604	2.753.153
INDUSTRIE. . .	{ Chefs d'établissement. .	251.059	196.422
	{ Employées & Ouvrières	1.198.364	1.036.282
	{ Travailleuses isolées. .	907.504	783.418
Total.		2.356.927	2.016.122
COMMERCE. . .	{ Chefs d'établissement. .	227.853	171.390
	{ Employées & ouvrières.	200.895	170.082
	{ Travailleuses isolées. .	268.451	215.502
Total.		697.199	556.974

Revenons à l'industrie textile.

C'est le recensement publié en 1901 par l'Office du Travail qui nous fournira les chiffres qui serviront à établir certaines proportions. Si les chiffres ont subi quelques modifications depuis, les proportions restent du moins sensiblement les mêmes.

Le nombre des ouvriers et employés est
de 825,383
dont 394,134 hommes
et 431.249 femmes

La main-d'œuvre féminine y est donc de
51,24 0/0.

Les 431,249 travailleuses textiles peuvent ainsi
se diviser :

Petites patronnes, ouvrières isolées ou travail-	
lant à façon.	124,544
Ouvrières proprement dites. . .	306,705

Du reste, un schéma que nous empruntons à un
rapport (1) présenté par les syndicats patronaux
des industries textiles de France, donnera une idée
bien plus claire de la situation qu'une longue
énumération de chiffres.

Population totale : 825,383 :

Enfants (des deux sexes) au-dessous de 18 ans :
103,959, 12.60 0/0 ;

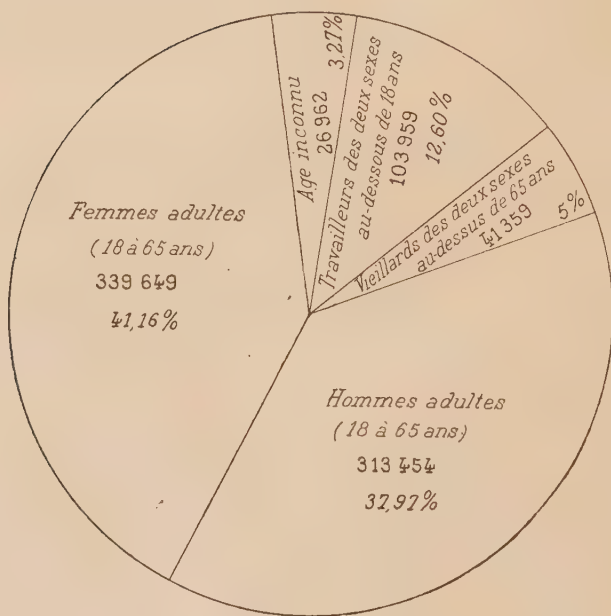
Vieillards (des deux sexes) au-dessus de 65 ans :
41,359, 5 0/0 ;

Adultes/hommes/18 à 65 ans : 313,454, 37.97 0/0 ;

— (femmes) — 339,649, 41.16 0/0 ;

Age inconnu des deux sexes : 26,962, 3.27 0/0.

(1) Réponse au questionnaire de la Commission d'enquête
parlementaire sur l'industrie textile. Octobre 1904.



Une remarque s'impose pour compléter cet exposé succinct du travail de la femme dans l'industrie textile, c'est que la proportion entre les hommes et les femmes n'est pas toujours la même. Elle varie suivant la difficulté du travail et suivant les régions.

Les filatures de lin emploient plus de femmes que d'hommes. Dans le Nord, la proportion des ouvrières qui est de 65 0/0 dans les filatures de lin n'est que de 45 0/0 dans les filatures de coton. D'autre part, une enquête absolument consciencieuse faite dans un certain nombre de filatures de

coton de Normandie, conclut à une proportion de 60 0/0 de femmes, et une autre faite dans 35 tissages à 69 0/0.

Ces statistiques prouvent suffisamment l'importance de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie textile et montrent assez quelle place les ouvrières de cette profession tiennent dans le total des ouvrières des fabriques. L'étude de leurs salaires a par là même une double importance.

La moyenne a été établie à 2 fr. 10 par jour pour la province, et à 2 fr. 70 pour Paris (1). Ce chiffre qui est le quotient du montant des salaires de 463.217 ouvrières, n'offre qu'un intérêt limité, à cause de la variabilité infinie des salaires et des occupations très diverses des ouvrières, dont les unes sont fileuses, les autres tisserandes, d'autres dentellières.

Le taux des salaires change avec les pays, avec les industries. Il change surtout avec les personnes et dans le même emploi une femme gagnera quelquefois jusqu'au double d'une autre. La rémunération aux pièces, de plus en plus répandue, est très favorable à cette inégalité des salaires proportionnée à l'inégalité de l'habileté, de l'attention, du travail de l'ouvrier.

Toutefois une classification suivant les différents emplois donne des résultats plus conformes à la réalité et permet d'instructifs rapprochements.

Quelques chiffres parmi ceux que nous fournissent les auteurs qui ont étudié les salaires

(1) *Le Travail des Femmes en France*, M^{lle} Schirmacher, (*Mémoires et documents du Musée social*, Mai 1902).

féminins démontreront d'abord qu'une hausse s'est produite en quelques années sur les salaires parallèlement au développement du machinisme. M. Paul Leroy-Beaulieu cite d'après Villermé quelques taux de la rétribution moyenne d'ouvrières de l'industrie du coton. Elle était, vers le milieu du règne de Louis-Philippe, dans les filatures de 0 fr. 75 à 1 fr. 75 à Lille; de 1 fr. 20 à 1 fr. 50 à Rouen; d'un peu moins à Mulhouse où les dévideuses, par exemple, n'obtenaient que 0 fr. 75 à 1 fr. 10.

« Dans une brochure publiée en 1840, écrit M. Levasseur, un manufacturier du Nord, Mimerel, affirmait que dans les filatures de coton de Rouen, de Lille, de Roubaix, la moyenne générale comprenant hommes, femmes et enfants était de 9 fr. par semaine » (1). Cette évaluation s'accorde assez bien avec la précédente et, — le salaire des hommes étant supérieur au salaire des femmes — fait ressortir la rétribution de celles-ci à environ 1 fr. par jour.

Dès 1860, les salaires ont monté. Ils atteignent pour les ouvrières de filature de Saint-Quentin et de Lille 1 fr. 25 à 1 fr. 50; mais bien que cette moyenne se soit pas forcée, dans certains emplois ils descendent à 1 fr. et même pour les bobineuses à 0 fr. 60 (2).

Les salaires des tissages étaient plus avantageux. L'enquête Villermé ne semble pas cependant

(1) *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, tome II, livre IV, chapitre IX.

(2) L. Reybaud, cité par Leroy-Beaulieu.

en faire la preuve puisqu'elle indique des salaires de 0 fr. 40 à 0 fr. 60 pour les tisseuses d'un article léger, le calicot. Par contre, dans les indiennages de Lille, les rentreuses obtenaient 2 fr. L'enquête Reybaud — une vingtaine d'années après — donne comme moyenne des salaires des tisserandes 1 fr. 50 pour le Nord et pour l'Est. Le minimum était obtenu dans les Vosges. Les ouvrières les plus favorisées travaillaient dans les usines de Normandie où les salaires évoluaient entre 1 fr. 25 et 1 fr. 50, pour atteindre — et assez normalement — 2 fr. 50, voire 2 fr. 75.

Dans l'*Ouvrière* qui parut en 1861, Jules Simon cite une moyenne de 3 fr. 50 pour les tisseuses. Il y en a même, dit-il, qui gagnent 5 francs et 6 francs. A Elbœuf, les ourdisseuses arrivent à 3 et 4 francs. « Le minimum de la journée pour les femmes de préparation et les soigneuses de carderie est de 1 fr. 15 à Mulhouse, 1 fr. 25 à Lille, 1 fr. 40 à Reims, 1 fr. 50 à Sedan et à Deville près Rouen. Dans toutes ces villes, le salaire des femmes peut s'élever jusqu'à 1 fr. 75 et 2 fr. Il en est de même des nopeuses et épinceteuses et des rentreuses et imprimeuses de seconde main dans les indiennages de Mulhouse.

Cette hausse des salaires a-t-elle persévéré et où en sommes-nous maintenant?

Une distinction s'impose entre les ouvrières cotonnières et les ouvrières linières. Le déclin de l'industrie du lin et la prospérité de l'industrie du coton n'ont pas manqué d'avoir une grosse influence sur les salaires.

Des feuilles de salaires que nous avons sous les yeux et un tableau très complet du livre de M. Aftalion sur *La Crise de l'Industrie linière* (1), s'accordent pour constater ce phénomène d'ordre général et sur lequel nous reviendrons, à savoir que l'élévation de la main-d'œuvre est en proportion directe du perfectionnement des instruments de production.

M. Aftalion met en parallèle les salaires payés dans trois filatures de coton et trois filatures de lin de la région du Nord. Les salaires dans l'industrie du coton peuvent être classés parmi les meilleurs salaires payés aux femmes (2). La moyenne dans l'enquête dont il s'agit est de trois francs, trois francs douze centimes pour être exact. Elle est un peu grossie pour l'ensemble des salaires, car les usines visitées « sont des établissements bien organisés, aux salaires un peu plus élevés qu'ailleurs, que dans les filatures à vieil outillage ». Les salaires les plus bas sont de 2 fr. 25 pour un petit nombre de soigneuses de cardes, pour passer à 2 fr. 83 pour des dévideuses. Les salaires les plus élevés sont de 3 fr. 60 pour les étirageuses. D'autres dévideuses ont 3 francs et des étirageuses dans la filature la plus importante n'ont que 2 fr. 85. Les bambrocheuses gagnent de

(1) *La Crise de l'industrie linière et la Concurrence victorieuse de l'industrie cotonnière*, par Albert Aftalion, professeur à l'Université de Lille (Paris 1904).

(2) M^{lle} Schirmacher, ayant résumé les tableaux très détaillés de l'enquête de l'*Office du Travail*, divise les salaires de l'industrie française en quatre catégories. Dans la première, les salaires, par jour, vont de 2 fr. 50 à 3 fr. 20.

2 fr. 95 à 3 fr. 50, et encore ce chiffre de 2 fr. 95 ne s'applique-t-il qu'à un tout petit nombre de bambrocheuses, toutes les autres ont des salaires dont la moyenne est de 3 fr. 28. A 300 jours de travail par an, M. Aftalion arrive ainsi à une moyenne de salaires féminins dans les trois filatures étudiées, de 915 francs, de 934 francs et de 962 fr. 50. Il importe de tenir compte que les fillettes qui travaillent comme soigneuses aux bancs à broches ont été mises à part. Leur salaire est de 1 fr. 40 à 1 fr. 50.

Dans les filatures de lin, la moyenne des salaires féminins descend à 2 fr. 33 avec un minimum de 1 fr. 85 à 1 fr. 95 pour les étirageuses et un maximum de 2 fr. 50 à 2 fr. 60 pour les cardeuses et les fileuses. Les bambrocheuses ont des salaires variant de 2 fr. 30 à 2 fr. 50. Les dévideuses gagnent de 2 francs à 2 fr. 50, les étaleuses environ 2 fr. 25. Les filles mineures qui tiennent ici les rôles de démonteuses, varouleuses et parfois dévideuses ont des salaires variant entre 1 fr. 40 et 1 fr. 80 pour arriver à 2 francs. Dans une grande filature de lin et de coton de Lille, les ouvrières linières parviennent même à un salaire de 3 francs. Les salaires féminins débutent à 1 franc par jour pour les fillettes, puis ils montent de vingt-cinq centimes en vingt-cinq centimes suivant les qualités de l'ouvrière. Les chiffres qui nous sont fournis permettent de fixer le salaire à 2 francs et 2 fr. 25 environ. Mais, redisons-le, les moyennes que nous donnons sont de bonnes moyennes et on trouve encore dans des filatures de lin mal organisées, des

salaires de 1 fr. 50 pour les étirageuses et de 1 fr. 75 à 2 francs pour les autres ouvrières.

En Normandie, les salaires dans les filatures de coton sont moins élevés que ceux du Nord. Ceux que nous reproduisons (1) se rapprochent le plus de la vérité, car les calculs qui ont été faits portent sur 41 usines sans distinction de perfectionnement et de bonne ou mauvaise organisation. La moyenne des salaires est de 2 fr. 35 pour les femmes et les mineures. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire quelques chiffres qui montreront les salaires et leur progression en dix ans :

	1882	1892	1896	1900	1903
Soigneuses d'étirage...	2.23	2.42	2.50	2.59	2.78
Maîtresses bambro -					
cheuses.....	2.65	2.95	2.91	2.96	2.97
Aides bambrocheuses.	1.50	1.65	1.79	1.84	1.79
Veilleuses de continus	2.31	2.91	3. »»	3.04	3.07
Aides veilleuses de					
continus.....	1.32	1.59	1.72	1.85	1.79
Dévideuses.....	2.05	2.14	2.22	2.31	2.38

Dans une filature dotée d'un matériel soigné qui dépend d'un établissement de tissage, les salaires sont meilleurs. Les fillettes de 13 à 15 ans qui débutent et ne sont que des apprenties gagnent de 1 fr. 20 à 1 fr. 60, celles de 15 à 18 ans qui sont des aides et dont quelques-unes sont presque des ouvrières gagnent 1 fr. 75 pour le moins et arrivent

(1) D'après la déposition de la *Chambre syndicale du syndicat normand de la filature de coton* devant la Commission parlementaire de l'industrie textile. Rouen, mai 1904.

facilement à 2 francs, 2 fr. 40 et même 2 fr. 60. Les ouvrières suivant leur habileté, suivant le nombre et l'importance des machines qu'elles peuvent conduire gagnent, aux machines de préparation, de 3 francs à 3 fr. 50 et 4 francs, et aux machines de filature, de 3 fr. 10 à 3 fr. 55 en moyenne et jusqu'à 4 fr. 15 au maximum.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la supériorité des salaires de l'industrie cotonnière sur ceux de l'industrie linière se poursuit également au tissage, mais d'une façon cependant moins sensible.

Avant de donner d'autres chiffres, nous nous reporterons à l'enquête de M. Aftalion. Bien qu'elle soit moins rigoureusement dressée que pour la filature, nous pouvons en tirer des indications que d'autres documents corroborent et compléteront. Notamment dans un établissement de 200 métiers à toile, les salaires sont les suivants :

Bobineuses.	. 2 fr. 50
Ourdisseuses .	3 fr. 30
Canetières . .	2 fr. 16 et 2 fr. 33
Tisseuses . .	3 fr. 05

Dans une fabrique de toile métis (200 métiers) et dans un tissage de coton (420 métiers), ils sont :

Pour les bobineuses de.	. 3 fr. 08
Pour les ourdisseuses de.	. 3 fr. 66
Pour les tisseuses de.	. 3 fr. 80

Les salaires des canetières mis à part et en ne comparant que les emplois semblables, on arrive à

une moyenne de 2 fr. 95 pour les ouvrières des tissages de lin et 3 fr. 50 pour les ouvrières des tissages de coton.

Il reste entendu que dans chaque spécialité industrielle, les salaires sont loin d'être uniformes et que le salaire indiqué est celui autour duquel se groupe le plus grand nombre.

En Normandie, le taux des salaires est, d'après le syndicat normand du tissage du coton, un peu moins élevé, mais, comme pour la filature, cette infériorité vient surtout de ce que l'enquête du Nord a porté sur les usines payant les meilleurs salaires, tandis que l'enquête normande est le résumé des réponses fournies par 35 tissages. Voici la moyenne des salaires :

	1882	1892	1900	1903
Bobineuses	2.24	2.20	2.36	2.42
Ourdisseuses	3.26	3.43	3.68	3.62
Rentreuses.	2.82	3.03	3.08	3.16
Tisserandes(2métiersau plus)	3.06	3.02	3.15	3.20

La moyenne générale est ainsi ramenée à 3 f. 10.

Voici encore la moyenne des salaires d'une maison du Calvados dont la principale fabrication est le coutil. Ces chiffres sont le résumé de dix feuilles de paie se suivant. Les ourdisseuses sont ici de beaucoup les plus payées :

Dévideuses . .	2 fr. 70
Trameuses . .	2 fr. 90
Ourdisseuses .	4 fr. 50
Rentreuses . .	3 fr. 65
Tisserandes . .	3 fr. 50

Dans un établissement se rapprochant de la région du centre qui fabrique des cotonnades à bon marché, les salaires des bobineuses sont de 2 fr. 83. Pour certaines, ils ne dépassent guère 2 fr. ; pour quelques autres au contraire, il arrive presque à 3 fr. 50. Les salaires des ourdisseuses atteignent parfois aussi ce maximum, la moyenne est de 2 fr. 66, ils descendent jusqu'à 2 francs. Les tisseuses dépassent ces deux catégories. Quelques-unes très habiles et très vives font des journées de 4 francs. La moyenne est de 3 fr. 18 et le minimum de 2 fr. 80.

L'union de l'industrie cotonnière de Roanne, Thizy et la région a fourni à la Commission d'enquête parlementaire (1) les chiffres des salaires calculés à la journée et à l'année. Il est à remarquer que les salaires annuels ne correspondent pas à plus de 280 jours de travail et même dans certaines professions à plus de 220 jours. La moyenne est de 250 journées. Les évaluations par catégories sont :

	Salaire journalier	Salaire annuel
Dévideuses. . .	2 25 à 2 75	500 à 750 fr.
Caneteuses. . .	3 à 3 50	800 à 1000 fr.
Ourdisseuses. . .	4 50	1000 à 1200 fr.
Piqueuses. . . .	4 à 5	1000 à 1200 fr.
Tisseuses. . . .	3 75 à 4 25	950 à 1200 fr.

Si le salaire annuel correspondait à 300 jours, il pourrait paraître exact, car le salaire journalier est

(1) Union de l'industrie cotonnière de Roanne, Thizy et la région. Réponse au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile.

notablement plus élevé qu'une juste moyenne. Il faut donc considérer les chiffres de cette enquête plutôt comme un maximum, puisque le rédacteur prend soin lui-même d'écrire que « les femmes composant près de 60 0/0 de l'effectif gagnent en moyenne un salaire de 3 fr., sauf les ourdisseuses qui gagnent davantage. »

Dans la région de Cholet, en Anjou, centre très important de fabrication des toiles, les salaires féminins vont de 1 fr. 50 à 3 fr. 50. La moyenne vérifiée et reconnue exacte par la Commission d'enquête parlementaire est de 2 fr. 35.

La qualité de l'objet fabriqué, sa valeur influe toujours sur le salaire, et plus les tissus sont bon marché plus le fabricant porte ses efforts à réduire ses frais de production et de main d'œuvre ; c'est pourquoi les salaires payés aux tisseuses sont inférieurs à la moyenne des salaires de tissage dans les établissements qui fabriquent les grosses toiles, souvent mélangées d'autres produits que le lin, et toujours d'un prix plus bas que les toiles de lin pur. Les salaires féminins y sont d'environ 1 fr. 50 et parviennent à un peu plus de 2 francs, mais stationnent souvent aussi à 1 fr. 25.

Nous connaissons une fabrique du Nord où contrairement à la méthode jusqu'ici employée en France les tisserands de lin mènent deux métiers, comme cela se pratique pour les métiers de coton. Dans un même atelier, les femmes travaillent près de leurs maris, les filles près de leurs pères. De cette façon, à deux, homme et femme, on surveille quatre métiers. Cette combinaison qui permet

d'employer des ouvrières dans une partie où elles sont moins employées que les hommes leur procure des beaux salaires de 4 francs à 4 fr. 25, surtout si l'ouvrier peut aider l'ouvrière. La femme tisserande gagne autrement de 3 francs à 3 fr. 25. Les autres salaires que nous avons relevés sont plutôt en dessous de ceux qui nous sont fournis par l'ouvrage de M. Aftalion : bobineuses, 2 fr. 25 ; épouleuses, 2 fr. 50 ; ourdisseuses, 3 francs (1).

A Oldham, en Angleterre, les ouvrières de préparation des filatures de coton et les fileuses au continu touchent un salaire dont la moyenne a été fixée à 3 fr. 80 par les enquêtes officielles (2). D'après les mêmes enquêtes les ouvrières en préparation de l'industrie linière obtenaient de 1 fr. 50 à 1 fr. 70 et les fileuses à peine ce dernier chiffre. Les salaires ont haussé depuis et sont de 1 fr. 85 environ pour les fileuses. Les tisseuses de coton qui surveillaient deux métiers en 1886 recevaient 2 fr. 30, celles qui en dirigeaient trois avaient un salaire d'un tiers plus fort. On voyait même des tisseurs et des tisseuses d'une plus grande habileté mener quatre et six métiers, ils gagnaient alors 4 fr. 25 et 5 fr. 50. Les tisseuses de lin n'avaient

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu, dans *le Travail des femmes au XIX^e siècle* donne un tableau dressé spécialement pour lui dans une grande manufacture de Normandie au mois d'octobre 1869. La matière en fabrication est le lin. Les ouvrières sont divisées en mauvaises, bonnes et très bonnes. Elles gagnent, suivant cette division, au dévidage mécanique 1 fr. 72, 2 fr. 05. 2 fr. 30 — au bobinage 1 fr. 75, 2 fr. 36, 2 fr. 69 — au tissage 1 fr. 94, 2 fr. 07, 3 fr. 75 — à l'épluchage 1 fr. 10, 1 fr. 30, 1 fr. 87. Dans la seconde et la troisième catégorie, les salaires sont pour les étaleuses et les bambrocheuses de 2 fr. 15 et 2 fr. 40, pour les fileuses de 2 fr. 50 et 3 fr. 07.

(2) Aftalion. *La crise de l'industrie linière* p. 92.

pendant ce temps que 2 francs, et aujourd'hui elles n'ont qu'un salaire de 0 fr. 15 à 20 centimes plus élevé.

Les diverses enquêtes faites (1) en Belgique rendent très difficiles la fixation d'un salaire moyen tant les salaires varient avec les ouvrières. En 1892, les salaires des ouvrières dans les filatures de lin s'échelonnent entre 1 fr. 50 et 2 francs à peine, et encore d'après l'enquête de Liège le chiffre de 1 fr. 50 est-il au-dessus du salaire généralement pratiqué. Les ouvrières cotonnières sont plus favorisées. A Gand, les étirageuses gagnent 2 francs, les fileuses 2 fr. 25, les bobineuses 2 fr. 35, les bambrocheuses 2 fr. 40, les dévideuses 2 fr. 50. Dans le tissage du lin et du coton les salaires ne descendent pas au dessous de 2 fr. 10 et atteignent 3 francs. L'enquête de 1898 signale une baisse sensible qu'il est facile de constater en rapprochant les chiffres par catégories d'ouvrières.

	1891	1898	1898
		Réponses des patrons	Réponses des ouvriers
Epouleuses	2 40	2.15	1.66
Bobineuses	2.60	2.31	1.93
Warpeuses	2.75	3.53	2.60
Tisserandes	2.85	2.67	2.61

Une autre partie de l'industrie textile se classe sous la dénomination de « teinture, blanchiment, impression ». Les places des femmes dans les manufactures sont peu rémunérées. La plupart

(1) Cf. l'enquête faite en Belgique par les Conseils de l'industrie et du travail en 1892 et l'enquête de M. Varly sur les salaires dans l'industrie gantoise.

des établissements les paient à la journée. Dans une maison des Vosges, on donne aux ouvrières ordinaires 1 fr. 50, 1 fr. 75 et 2 francs et les plus jeunes ont 1 fr. 10 à 1 fr. 50, mais on emploie peu de femmes. Une importante Société de la Saône donne à ses ouvrières des salaires de 2 francs à 2 fr. 50, mais les femmes n'ont guère qu'un rôle de manœuvres.

Elles retrouvent une occupation plus active et plus prépondérante dans l'industrie de la laine : filature, tissage, bonneterie. Reybaud donnait les salaires de différentes villes dans son enquête de 1862 sur *La Laine*. A Lodève, les salaires communément payés étaient de 1 fr. 25. A Reims, les tisseuses gagnaient 2 fr. 25 à 2 fr. 50 et dans les emplois de préparation 1 fr. 25 à 1 fr. 70. A Sedan, le salaire moyen était de 1 fr. 20. A Roubaix et à Elbeuf, les ouvrières touchaient des salaires de 1 fr. 60, 1 fr. 75, 1 fr. 80. Les tisseuses gagnaient 1 fr. 80 et 2 francs. Vingt-cinq ans plus tard, M. Paul Leroy-Beaulieu rencontrait dans une importante maison de Normandie des rémunérations de 2 fr. 50 pour les cardeuses et les bobineuses à la mécanique, de 3 francs à 3 fr. 25 pour les ourdisseuses; les noueuses parvenaient au maximum, 4 francs. Les salaires des tisseuses étaient de 2 fr. 25 à 2 fr. 50.

La filature de la laine est bien encore maintenant une des industries où les salaires sont très bons pour les ouvrières. Comme dans l'industrie du coton, elles sont payées aux pièces. Voici ce qu'elles gagnent dans une filature souvent citée

comme usine modèle du département du Nord. Les soigneuses de préparation touchent de 17 à 20 francs par semaine, les voyageuses ou apprenties de 14 à 16 francs. Les rattacheuses sont encore mieux payées; elles travaillent avec des hommes, sur le même métier, et sont payées autant qu'eux. Leurs salaires varient entre 22 et 27 francs; la moyenne est de 24 francs. Les ouvrières qui travaillent au retordage, au doublage, au moulinage ont un salaire d'environ 19 francs. Il monte à 22 francs et descend à 15 francs. Les ouvrières qui sont occupées au gazage atteignent parfois 27 et 28 francs. C'est aussi le tarif payé dans deux autres filatures, l'une de la Marne, l'autre du Nord, sur lesquelles nous avons des renseignements personnels :

	Minimum	Maximum	Moyen
Catégorie des doubleuses	11 fr.	22 fr.	16 fr.
— soigneuses	13.75	17.50	16.50

La *Société du commerce et de l'industrie lainière de la région de Fourmies*, dans sa *Réponse à la Commission d'enquête parlementaire*, a établi un tableau des salaires de 22,000 ouvriers et ouvrières qui montre le mouvement suivi en vingt ans. Nous ne relevons ici que les salaires des femmes.

	1883	1893	1903
Peignage, ouvrières	2. » »	2.25	2.10
Filature, soigneuses	2.15	2.25	2.10 à 2.25
Tissage, tisseuses	4.40	4.40	2.50 à 4. » »
— bobineuses	1.80	1.75	1.50 à 1.70

Dans les fabriques de tissus de laines, les salaires varient du reste comme ailleurs suivant la qualité et le prix des étoffes. Une maison qui fabrique de bons articles paie 1 fr. 50 les fillettes et de 2 fr. 25 à 3 francs les ouvrières adultes suivant leurs emplois. Une fabrique du Tarn produisant des lainages à bon marché donne à ses ouvrières des salaires de 1 fr. 50 au minimum à 2 fr. 25 au maximum.

Les femmes tiennent dans l'industrie de la soie une place non moins importante que dans les autres filatures et tissages. Cette industrie est surtout localisée dans le Sud-Est, et son centre le plus important est la région lyonnaise. Jules Simon a consacré toute une partie de son livre sur le travail féminin à la condition de la femme dans les fabriques de soie. Leurs salaires n'assuraient guère alors l'opulence aux ouvrières. Les heureuses étaient celles qui gagnaient 1 fr. 75 par jour. Et encore le salaire moyen de la tisseuse n'était pas de plus de 1 fr. 50.

La transformation de cette fabrication en grande industrie devait avoir, et eut en effet, une influence sur les salaires, et dès 1869 M. Monnier évaluait la hausse à 25 0/0 au moins.

Un caractère spécial de l'organisation de l'industrie de la soie est d'être pratiquée dans des internats industriels où les ouvrières, en plus du logement, sont nourries et entretenues. Ce régime a pris plus d'extension à mesure que les fabriques ont quitté les centres industriels pour s'établir dans la campagne. Ce sont dans ces internats, fait

remarquer M. Leroy-Beaulieu, que la hausse s'est surtout produite, et vers 1875, M. Reybaud relevait dans l'établissement de la Séauve des salaires annuels de 140, 150 et exceptionnellement 250 fr. (logement, nourriture, entretien déduits). Les jeunes filles ayant été plus tard mises aux pièces et seulement logées, éclairées, chauffées, c'est-à-dire chargées de leur nourriture et de leur entretien, gagnaient des semaines moyennes de 15 à 18 fr.

Si l'on dressait une courbe des salaires on se rendrait compte qu'elle aurait tendance à rester stationnaire à notre époque. Un industriel de Lyon nous disait, en effet, que le salaire varie entre 1 fr. 50, 2 francs et 2 fr. 50 dans les tissages. Pour des dévideuses en soie, de Lyon, que nous avons également pu interroger, la journée à l'usine est d'environ 1 fr. 75 à 2 fr. 25.

Le tissage du ruban et du velours qui se fait particulièrement à Saint-Etienne procure des salaires se rapprochant assez de ceux-ci. D'après la Chambre de commerce stéphanoise « les ourdisseuses, plieuses, etc., gagnent environ 2 francs 2 fr. 50 par jour, les apprenties 1 fr. 50 » (1).

Il est vrai de dire que la faveur de la mode revint aux rubans quelques temps après la publi-

(1) Chambre de Commerce de Saint-Etienne. *Réponses au questionnaire de l'enquête parlementaire sur les industries textiles*, préparées par la Commission de la soie de la Chambre de commerce et approuvée par la Chambre le 4 mars 1904.

« Dans la rubannerie, le nombre des personnes employées au tissage est d'environ 30 000 ; celui des personnes occupées dans cette industrie ou dans les industries connexes, de 70 000 ; celui des personnes vivant de cette industrie ou des industries connexes, de 90.000. *Les femmes représentent les trois quarts ou les quatre cinquièmes de cette population.* »

cation de ces chiffres et que les salaires subirent de ce fait une légère augmentation. Voici du reste les salaires actuellement payés dans une des premières fabriques de Saint-Etienne :

	Durée du Travail	Minimum	Maximum	Moyen
Pliage	9 h.	1.75	3.»»	2.50
Ourdissage.....	9 h.	1.50	2.75	2.25
Moulinage	10 h.	1.50	»	2.»»
Tissage.....	10 h.	»	3.»»	2.50

Les fils de lin, de coton, et de soie aussi comme nous venons de le voir, entrent dans la fabrication de tissus de petite largeur : lacets, gallons, tissus élastiques, dentelles, passementeries et toutes ces garnitures fantaisies qui ornent les toilettes féminines. Cette fabrication exige peu d'efforts et un grand nombre de femmes y sont occupées. De renseignements recueillis dans les départements du Nord, de l'Eure et de la Loire, il résulte que la moyenne des salaires des ouvrières est environ de 2 francs à 2 fr. 50. Une fabrique de rubans de fil et de coton nous cite comme salaires hebdomadaires maximum 21 francs, minimum de 10 à 13 francs, moyen 15 francs. Les salaires de début payés aux apprenties sont de 0 fr. 70, 0 fr. 80 et 1 franc.

Mais en dehors du tissage proprement dit, il existe encore toute une autre branche très importante de l'industrie textile : la bonneterie. Le procédé ne consiste plus à entrecroiser des fils sur une chaîne régulièrement tendue. La méthode de fabrication qui est employée n'est ni plus ni moins

que celle de la bonne vieille tricoteuse. La machine qui tout d'abord a remplacé la quenouille fait mouvoir maintenant les aiguilles.

Le tissu qui sort de la machine à tricoter est beaucoup moins serré, partant beaucoup plus souple que celui produit par le métier à tisser ordinaire. A la différence de ce qui se passe pour le tissage, la fabrique de bonneterie livre des articles complètement achevés. Ce ne sont pas des pièces qui en sortent mais des gilets, des chandails, des caleçons, des bas, des chaussettes, des gants tout faits et tout prêts à être livrés à la clientèle. Les femmes sont employées à la fabrication même ou aux différents travaux de couture, de remmailage, de bâtissage, d'appairage, de visitage, de raccourage. On nous dispensera d'entrer dans les détails des salaires, il nous suffira de dire que la moyenne est d'environ 2 francs à 2 fr. 50 à l'usine. Il est payé aux pièces. Dans une des importantes sociétés de bonneterie de Troyes, on nous signale des salaires de 2 fr. 50, 3 fr. 75 et même 5 francs. Les salaires d'une manufacture de ganterie tissée de Lyon sont au début de 1 franc à 1 fr. 50, les ouvrières arrivent ensuite à la moyenne que nous avons donnée. Les poseuses de boutons pression peuvent se faire 3 francs, celles de boutons de nacre 1 franc à 1 fr. 50, mais ces dernières travaillent chez elles. Dans une manufacture de bonneterie de l'Aube, les salaires sont : minimum 1 fr. 75, maximum 3 fr. 75, moyen 2 fr. 75. Une grosse maison du Nord, filature de laine et fabrique de bonneterie à la fois, paie ses ouvrières une moyenne

de 1 fr. 50, elles commencent à 0 fr. 90 et peuvent arriver à 2 fr. 25.

Notons enfin, avant de quitter le domaine de la grande industrie textile, la filature du chanvre et du jute. La main-d'œuvre féminine trouve encore là un emploi. Un aperçu des salaires, dans une grande corderie de l'Ouest, nous donnera une indication sur la rémunération des ouvrières :

Fillettes de 13 à 16 ans, salaire moyen	1. » » à 1.25
(Payées dès leur entrée).	
Jeunes filles de 16 à 18 ans	— 1.50 à 2. » »
Femmes et filles au-dessus	
de 18 ans.....	— 2.25 à 2.75

Mais où s'arrête la grande industrie? (1) Il est particulièrement difficile de répondre à notre époque où la tendance est vers la centralisation de la production. Il serait puéril de se défendre de ne pouvoir en passer en revue toutes les branches. Nous terminerons par l'examen de quelques-unes, très différentes, sur lesquelles nous avons pu recueillir des documents personnels et précis.

On sait que la femme a une place très importante dans les industries se rapportant à l'habillement. Elle tresse des chapeaux de paille, elle foule les chapeaux de feutre, elle travaille aussi à la fabrication des corsets, des chaussures, principalement des chaussures légères dont l'usage est considérable : pantoufles, chaussons, espadrilles.

La fabrication des corsets s'exécute concurrentement dans les ateliers de grande manufacture

(1) Cf. Brants. *La petite industrie contemporaine.*

et à domicile pour le compte des mêmes patrons, mais à l'usine les machines à coudre sont généralement actionnées par une force motrice. Cette industrie occupe environ, en France, 20.000 ouvrières et un millier d'ouvriers. Les centres de fabrication sont la région lyonnaise, l'Orne et Paris. Les salaires payés aux pièces sont éminemment variables car ils dépendent exclusivement de l'activité de l'ouvrière. C'est ainsi, racontait un fabricant à M. Bonnevey « que dans son atelier, il arrivait que sur deux ouvrières occupées côte à côte, au même travail et sur le même article, l'une arrivait à un salaire de 3 francs tandis que la seconde n'atteignait que 1 fr. 75 » (1). Le salaire normal dans deux fabriques sur lesquelles nous nous sommes renseignés est de 2 fr. Les ouvrières qui fabriquent le bel article ont 3 fr. 25 et 4 francs, les débutantes et les moins habiles à qui l'on donne à faire des corsets communs et des brassières d'enfants ont 1 franc et 1 fr. 25. C'est à peu près le même tarif qui est payé dans les ateliers de la capitale.

L'industrie de la chaussure de cuir occupe surtout les femmes en qualité de piqueuses. Le travail se fait à la machine à coudre. L'ouvrière est généralement payée à la pièce ou à la douzaine. « Quant à déterminer le prix moyen des façons, nous écrivait un fabricant, cela est presque impossible, car, dans la fabrication des chaussures, il y a une infinité d'articles avec des prix différents

(1) Bonnevey. *Les Ouvrières lyonnaises travaillant à domicile.*

variant entre 1 franc et 10 francs la douzaine. Peut-être pourrait-on fixer la journée moyenne entre 2 fr. 50 et 4 francs. » Mais le prix de façon étant proportionné à la difficulté ou à la longueur de l'ouvrage, une ouvrière peut se faire d'aussi bonnes journées en travaillant aux articles à bas prix qu'aux articles chers. Les habiles et celles qui font les travaux les plus minutieux gagnent 2 fr. 50 et 3 francs par jour. C'est environ ce que gagnent également les autres ouvrières, poseuses d'œilletons, finisseuses, etc. Malgré la résistance énergique des syndicats d'hommes, dans certaines régions, quelques femmes ont pu se faire embaucher comme coupeuses. Elles peuvent arriver alors à de beaux salaires de 3 fr. 50, 4 francs et 4 fr. 50.

La fabrication de la chaussure légère procure environ le même salaire moyen lorsqu'elle est exécutée à l'usine. A domicile les salaires sont inférieurs. Dans des établissements de la Seine-et-Oise produisant des chaussons de feutre et des chaussons de tresse le salaire moyen est de 2 fr. à 2 fr. 50, le maximum peut être de 3 fr. 50. Voici décrit par un industriel lui-même le travail de la femme dans une fabrique d'espadrilles du Midi : « Les fillettes ne sont admises qu'à partir de 13 ans. Elles ne concourent pas directement à la production la première année de leur entrée chez nous et ne font pour la plupart du temps que préparer le travail dans la mesure de leurs forces et de leurs aptitudes. C'est ainsi que nous en avons plusieurs pour faire les « cannettes » aux jeunes filles conduisant les machines Singer, pour mettre

des étiquettes à chaque douzaine, pour les numérotter. Ces fillettes gagnent trois francs la première semaine et sont augmentées de 25 centimes par mois jusqu'à concurrence de six francs. Au bout d'un an, elles continuent à être payées à la journée et sont employées à des besognes un peu plus minutieuses. Elles ont eu, en effet, l'occasion de se familiariser d'assez près avec les principales opérations de notre industrie. Elles sont employées soit à coller des premières cartons sur des premières cuirs, soit à placer les lacets sur les empeignes, soit à recouper les empeignes. A cette besogne elles gagnent de 6 à 7 francs suivant leur âge. Vers 16 ans, elles changent encore de série et chacune d'elles choisit la partie qu'elles conservera généralement pendant toute sa vie d'usine ou d'atelier. Les unes sont versées au montage, les autres conduisent des machines à coudre, d'autres des machines à tresser. A partir de ce moment, la jeune fille travaille à ses pièces et gagne plus ou moins suivant ses aptitudes et son travail. Au montage nos ouvrières gagnent en moyenne d'un bout de l'année à l'autre, dix francs par semaine. Aux machines à coudre, elles gagnent toujours une moyenne de 11 fr. ainsi qu'aux machines à tresser. Les femmes employées à la journée ont 1 fr. 50 par jour. »

Dans une autre manufacture de chaussons de tresse et de feutre à bon marché située dans un gros village de Vendée, les salaires d'usine pour les coupeuses, piqueuses et assembleuses s'échelonnent entre 0 fr. 60 pour les fillettes jusqu'à 1 fr. 50, la moyenne est de 1 fr. 10.

Nous avons donné ces deux derniers exemples pour montrer dans quelles proportions les salaires sont plus ou moins élevés, suivant que le travail est accompli en ville ou à la campagne : le coût de la vie n'est pas sans influence sur leur établissement.

Veut-on quelques indications sur les salaires des femmes dans l'industrie des métaux ? Citons les salaires payés par une Société pour la fabrication de l'encre et du cirage, les boîtes métallurgiques et l'impression sur métaux. Elle occupe un assez grand nombre de femmes. Dans une de ces usines situées dans la banlieue de Paris les salaires se répartissent ainsi :

Jeunes filles de 14 à 15 ans . . . 1 fr. 50.

Jeunes filles de 15 à 17 ans. . . 1 fr. 75.

Jeunes filles de 17 à 18 ans . . . 2 francs.

Au dessus minimum 2 fr. 50, maximum 4 fr. 50,
moyen 3 à 3 fr. 50.

Dans une tréfilerie d'une petite ville de Normandie, les salaires féminins ne sont que de 1 fr. 25, 1 fr. 50 et 2 francs.

Nombreuses encore sont les femmes dans l'industrie du papier et du livre. Quels y sont les salaires ? Les voici pour une usine d'Angoulême qui emploie 200 femmes et 110 à 130 enfants (garçons et fillettes) au façonnage du papier. Les apprenties, qui jadis n'étaient pas payées et parfois même payaient les ouvrières qui les mettaient au courant, débutent à 0 fr. 50 par jour. Un dixième seulement des femmes est payé à la journée, elles ont 1 fr. 50, 1 fr. 75 et 2 francs à

2 fr. 25. Le salaire moyen calculé sur une quinzaine pour les ouvrières aux pièces est en temps normal de 1 fr. 50 à 1 fr. 75 et pour quelques-unes de 2 fr. 50 à 2 fr. 80. La moyenne est de 2 francs. C'est du reste le taux fixé pour les ouvrières aux pièces qu'on est obligé de mettre à la journée, lorsqu'on leur donne à faire un travail sortant de leur besogne ordinaire. En temps de surproduction (fabrication de deuil, confection d'enveloppes pour cartes de visite, papeteries) les salaires montent à 3 francs et 3 fr. 20.

C'est surtout dans l'imprimerie que l'entrée de l'ouvrière a été le plus combattue et qu'elle a été et est encore le plus discutée. — Nous aurons à en parler ailleurs. — Les femmes n'ont pas cessé cependant d'y chercher du travail et des places, car l'imprimerie est une des industries où elles gagnent leurs meilleurs salaires. L'ouvrière est surtout employée comme compositrice, soit qu'elle lève la lettre, soit qu'elle compose les lignes de métal à la linotype. La « typote » est payée aux pièces, la linotypiste est payée tantôt aux pièces, tantôt à l'heure.

En province, les compositrices sont parfois payées 0 fr. 17 le mille de lettres (1), c'est-à-dire pour la femme qui lève 10,000 lettres à la journée, un salaire quotidien de 1 fr. 70. Nous avons été à même de constater que ce salaire est au-dessous du salaire généralement payé. Les femmes typographes gagnent en province des

(1) M^{me} Froment. *Ouvrières parisiennes*. Brochure de l'Action populaire.

salaires de 2 fr. 50 en moyenne à 3 francs et 3 fr. 50. Il est vrai que nous avons rencontré des salaires de 1 fr. 50. A Paris, les salaires sont bien plus élevés. Les femmes sont payées 0 fr. 50 et 0 fr. 55 le mille de lettres, mais un grand nombre encore reçoivent moins, 0 fr. 45, 0 fr. 40 et même 0 fr. 35 et 0 fr. 30. Les journées sont ainsi de 3 fr., 3 fr. 50 et plus généralement de 4 fr., 4 fr. 50 et 5 francs.

Les femmes linotypistes payées à la journée ont 5 et 6 francs, mais souvent, à la différence des hommes, elles sont payées aux pièces. Le prix du mille de lettres composées est de 0 fr. 15 et 0 fr. 20. Les ouvrières peuvent se faire des journées de 6 francs, 6 fr. 50 et 7 francs et pour celles qui sont exceptionnellement habiles, de 7 fr. 50, 8 francs et 8 fr. 50.

Dans une grande maison d'imprimerie et d'édition de Paris où les femmes sont payées le même tarif que les hommes, les salaires des compositrices s'échelonnent de 21 francs par semaine (3 fr. 50 par jour) à 44 francs (7 fr. 30 par jour), mais le travail journalier est de 9 heures seulement. Au brochage les ouvrières ont de 21 à 36 francs par semaine.

Quelques femmes sont encore employées dans l'imprimerie pour les travaux « en conscience ». En province elles gagnent alors 3 francs à 3 fr. 50, à Paris 5 francs.

Il est assez inutile, on s'en rend compte surabondamment, d'essayer d'établir une moyenne des salaires féminins dans *la grande industrie*. Le chiffre qu'on pourrait donner répondrait à trop et

à trop peu à la fois. Tout au plus, pourrait-on, en restant dans une grande imprécision, les grouper approximativement entre 2 et 3 francs. Bien au contraire, il y a un intérêt beaucoup plus direct à chercher les causes qui les déterminent et les modifient.

Dans la grande industrie, l'âge des ouvrières n'est pas, pour ainsi dire, un facteur d'influence sur les salaires. La machine a supprimé la difficulté professionnelle. L'apprentissage a souvent perdu beaucoup d'importance. Par suite de l'extrême division du travail, le talent de l'ouvrière consiste dans sa vivacité et dans son application. Elle n'a plus besoin de qualités spéciales acquises au prix de longs efforts. Qu'elle ait des qualités générales d'attention, de goût, de bonne volonté et elle sera, en quelques mois, en quelques semaines même, une excellente ouvrière. L'infériorité de la fillette viendra principalement de sa moindre force physique et de son étourderie, quoique, dans les industries où elles sont payées aux pièces, les plus jeunes ouvrières reçoivent parfois des salaires équivalents aux salaires des anciennes. C'est ce qui fait que dans une occupation absolument identique une ouvrière peut gagner un salaire deux fois plus élevé que celui d'une autre.

Les ouvrières d'usine sont relativement jeunes. Ce n'est pas une règle générale; mais visitez les établissements industriels, ou attendez l'heure de la sortie des ateliers et vous ne serez pas long à avoir la preuve de ce fait que nous avons vérifié. Le plus fort contingent des ouvrières

industrielles sont des jeunes filles et femmes ayant entre 18 et 35 ans. Les nécessités de la vie retiennent chez elles les plus âgées.

Le machinisme a eu une influence très marquée sur le taux des salaires. En effet, plus il se perfectionne et plus il produit. Le coût de la fabrication est donc diminué pour chaque objet. Cet avantage a le triple résultat de faire diminuer le prix de vente en vue d'augmenter la consommation, de procurer un bénéfice au patron, de produire une hausse du salaire de l'ouvrier. Ces opérations ne se font que très lentement et si la concurrence effrénée fait surtout profiter le consommateur du perfectionnement de l'industrie, l'ouvrier toutefois en ressent le bienfaisant contre-coup. N'avons-nous pas vu que le salaire des ouvrières du coton est plus haut que le salaire des ouvrières du lin et que l'une des principales causes de cette différence provient du perfectionnement de l'outillage de l'industrie cotonnière ? N'avons-nous pas vu que le salaire des ouvrières linotypistes est plus élevé que celui des compositrices ordinaires ? Dans l'industrie du tissage les ouvrières gagnent plus maintenant que les perfectionnements successifs du machinisme permettent à chacune de surveiller plusieurs métiers au lieu d'un seul.

Un établissement limitrophe de la Normandie dont la fondation remonte à plus d'un siècle, mais qui est toujours au courant des derniers perfectionnements, nous servira d'exemple. Au tissage les ouvrières conduisent des métiers ordinaires et des métiers américains (Northrop). Les gains des ou-

rières qui conduisent deux métiers ordinaires sont : minimum 1 fr. 89, maximum 4 fr. 52, moyen 2 fr. 90 ; ils sont pour celles qui conduisent trois métiers ordinaires minimum 3 fr. 71, maximum 5 fr. 07, moyen 4 fr. 32. Mais les métiers américains demandant une surveillance moins attentive sont confiés en plus grand nombre que les autres à une seule femme. Une ouvrière peut arriver à en conduire huit et obtient alors des salaires dont le minimum est 4 fr. 55, le maximum 6 fr. 29, la moyenne 5 fr. 43. Ce sont là des chiffres qui sortent des limites ordinaires et qui sont dus au perfectionnement de l'outillage. Nous tenons d'un fabricant de tissus cette phrase typique : « Depuis 45 ans que je suis dans l'industrie, les salaires ont doublé et grâce au machinisme le prix de la main-d'œuvre a cependant diminué dans les frais généraux ».

Le machinisme a donc eu pour effet de donner plus de prix au travail féminin tout en diminuant la peine de l'ouvrière, puisque la journée de travail des femmes n'est plus que de 10 heures. Tout compte fait, c'est bien la grande industrie qui procure à la femme les emplois les plus avantageux. Si elle a eu ce mauvais résultat de l'amener à l'usine, elle lui a en échange donné un salaire plus rémunérateur. Ainsi le veut la loi du progrès. Elle sait toujours, lorsque par quelque côté son action est nuisible, la compenser par un bienfait.

CHAPITRE II

LES OUVRIÈRES A L'ATELIER ET A DOMICILE

« Où les salaires de famine commencent, c'est pour les ouvrières qui travaillent non point en ateliers, mais chez elles, et à la tâche généralement, pour le compte d'entrepreneuses, travaillant elles-mêmes pour les grands magasins. »

C^{te} d'HAUSSONVILLE

Nous savons qu'il y a une difficulté presque insurmontable à cataloguer les métiers sous les titres de grande industrie et de petite industrie. A chaque instant les deux régimes empiètent l'un sur l'autre. C'est ainsi, pour donner un exemple, que l'industrie textile malgré sa concentration dans de vastes usines est encore exercée à domicile par toute une population d'ouvriers et que l'industrie de la confection généralement classée dans la petite industrie s'exerce aussi dans des ateliers comprenant des centaines d'ouvrières. On peut donner comme critérium que les caractères de la grande industrie sont l'emploi du machinisme et d'un nombreux personnel ouvrier. La petite

industrie, au contraire, a son cadre dans les ateliers à personnel restreint ou est pratiquée au domicile même du travailleur. La distinction est, nécessairement imprécise, elle permet cependant de déduire immédiatement les particularités de l'organisation du travail sous les deux formes.

Qui dit grande industrie dit aussi réglementation, régularité, rapidité. Petite industrie, au contraire, est trop fréquemment synonyme de mauvaise installation, de lente production. C'est justement lorsqu'on compare la même fabrication faite sous les deux régimes qu'on vérifie le mieux ces qualités bonnes et mauvaises. La répercussion sur le salaire est immanquable et la petite industrie paie généralement des salaires plus bas que la grande. Mais il y a à cela une dernière cause qui pour être indirecte n'en est pas moins très puissante. C'est que les ouvrières sont victimes à la fois et de leur isolement et de leur grand nombre. Elles ne peuvent se défendre, elles se font mutuellement tort. Le mal des petits métiers est donc d'être de petits métiers, le mal du travail à domicile est de se faire à domicile.

L'industrie de la soie est une de celles qui ont été les plus longues à se transformer et qui ont résisté avec le plus de tenacité au flot envahisseur de la grande industrie. Jules Simon a consacré un de ses plus captivants chapitres de *l'Ouvrière* à la description de l'atelier de l'artisan en soieries — ouvrier et patron en même temps — et à la vie et aux mœurs de l'ouvrière. A cette époque, le fabricant de soie n'est qu'un intermédiaire qui

achète la matière première, la donne à façonner dans les petits ateliers et se charge ensuite de livrer les pièces de soie au commerce. Dans des ateliers de tissage comptant de deux métiers au moins à six au plus le petit entrepreneur a groupé parfois des ouvriers, d'autres fois des ouvrières seulement. Il travaille avec sa femme au même rang que ses compagnons ; il ne reçoit pas du fabricant un salaire plus élevé qu'eux ; son bénéfice s'opère par le prélèvement de la moitié du salaire des autres artisans. Comme les frais de loyer, d'amortissement, d'éclairage, etc. sont évalués à environ un quart de la rétribution, l'autre quart est le bénéfice net du petit patron. La femme du petit entrepreneur a alors un salaire d'environ 4 francs, qui se réduit, défalcation faite des frais, à 3 francs, mais il faut ajouter les retenues opérées sur les tisseuses, ses compagnes, qui lui procurent encore 2 et 3 fr. Elles sont les reines du métier. Les ouvrières ordinaires qui ne possèdent que leurs bras et vont travailler chez les autres n'ont en définitif que des salaires de 1 fr. 75 et même de 1 fr. 50 seulement. Ce n'est pas l'opulence assurée et lorsqu'elles ont payé le loyer d'une chambre plus que modeste et leurs vêtements, il leur reste tout juste de 0 fr. 80 à 0 fr. 55 pour vivre...

Et pourtant les ouvrières tisseuses étaient des privilégiées. Les ovalistes ou moulinières ne gagnaient pour un long et dur travail que 8 francs par semaine. Les dévideuses avaient 1 franc à 1 fr. 25 quand ce n'était pas 0 fr. 80 seulement, les canetières 1 franc, les ourdisseuses 1 franc à 1 fr. 25.

Elles n'étaient pas nourries, mais il était de coutume de leur servir la soupe deux fois par jour. La journée de la metteuse en main était de 2 francs et la remetteuse, qui allait d'atelier en atelier remonter les métiers au commencement de chaque nouvelle pièce, se faisait des journées de 4 fr., mais elle n'était guère occupée que 3 jours par semaine.

Malgré l'usine, tous ces ateliers — ateliers de famille peut-on les appeler — n'ont pas disparu. La plus grande cause d'infériorité de cette industrie est sa lenteur de production. Elle fait encore de beaux ouvrages, mais des ouvrages dont le fabricant n'est pas pressé... et les lois de la mode ne permettent pas au fabricant d'attendre ou de produire à l'avance. Les conventions sont les mêmes qu'en 1860 et l'ouvrière doit faire l'abandon de la moitié de son salaire au chef d'atelier. Nous copions textuellement l'explication que nous avons prié l'un de ceux-ci de nous laisser par écrit : « Supposons qu'un fabricant fasse tisser en usine, c'est-à-dire mécaniquement, une étoffe qui lui coûtera 0 fr. 50 le mètre par exemple. Un maître d'atelier sollicite de le faire au même prix. Si le fabricant a un délai suffisant pour lui permettre de laisser tisser son étoffe au métier à bras — qui produit trois ou quatre fois moins que le métier mécanique — il accepte. Le maître d'atelier aura pour lui la façon complète soit 0 fr. 50 par mètre si lui-même fait marcher son métier. Si c'est un ouvrier qui vient travailler chez lui, il donne à cet ouvrier 0 fr. 25 (c'est le tarif du syndicat) et garde pour lui 0 fr. 25 afin de se couvrir des frais. »

Le salaire quotidien des ouvrières en atelier ne semble pas numériquement différent du salaire de l'ouvrière d'usine, mais le travail est plus dur et surtout plus long. Au lieu de travailler les 10 heures légales, l'ouvrière en atelier travaille douze heures et plus. Elle gagne 1 fr. 50, 2 francs et 2 fr. 50.

Le dernier degré dans la fabrication de la soierie est le travail accompli par l'ouvrière à son domicile même. Les chiffres de salaires relevés en 1896 par M. Bonnevey, dans sa monographie qui reste un modèle du genre sur *les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*, se sont à peu près maintenus. C'est le travail plutôt qui a diminué et aussi le nombre des ouvrières isolées. Il reste peu de metteuses en main en dehors des fabriques ; les dernières peuvent encore se faire environ 4 francs. La dévideuse qui se sert d'une mécanique à dévider d'une valeur de deux cents francs qu'elle a dû acheter n'arrive qu'à 2 fr. 50 et 2 francs par jour, et quand la soie est trop difficile, à 1 fr. 75 seulement. L'ourdissage est plus productif et une ourdisseuse gagne de 2 fr. 75 à 3 francs, 3 fr. 50 et 3 fr. 75. Son métier est à son compte. Le salaire brut de la tisseuse qui est beaucoup plus élevé doit supporter des frais considérables pour être évalué à son juste prix. M. Bonnevey donne l'exemple d'une ouvrière qui travaillait 12 heures par jour à la fabrication de taffetas uni qui lui était payé 0 fr. 60 le mètre. Son salaire brut s'élevait à 5 fr. 40, mais il fallait déduire : dévidage 1 fr. 35, canetage 0 fr. 45, montage, tordage, pliage 1 fr. 26, si bien que le salaire net n'était plus que de 2 fr. 34 pour

12 heures et de 1 fr. 95 pour 10 heures. L'amortissement du métier et les réparations ne sont pas comprises dans ce calcul. Une tisseuse en façonné gagnait un salaire moyen net de 4 francs à 4 fr. 50.

Nous sommes dans la petite industrie sans être sorti de la grande, ou plutôt, nous venons de voir que la grande industrie s'accommode parfois du régime de la petite. Cette connexité se rencontre dans un grand nombre de professions qui s'exercent encore à l'usine, à l'atelier et à domicile. Il s'agit surtout de professions féminines, parce qu'elles consistent en travaux qui n'exigent ni l'emploi des machines, ni la réunion de forces importantes.

Les inspecteurs du travail s'accordent pour constater l'accroissement considérable qui s'est produit depuis 1901 dans le nombre des ateliers de famille. On sait que la limitation de la durée du travail et l'âge d'admission ne sont point réglementés dans ces ateliers et que seules des mesures d'hygiène peuvent y être prescrites dans certains cas délimités. Aussi de nombreux industriels ont-ils trouvé le moyen d'éviter à la fois l'application des lois sur le travail des femmes et les frais de constructions d'établissements coûteux, en confiant à des façonniers des travaux que ces derniers font à domicile sous le régime des ateliers de famille. Quelques personnes chargées de la distribution et de la réception de l'ouvrage, de la préparation et du finissage suffisent dès lors à constituer l'établissement principal. Ce mode d'opérer est fréquent dans les établissements où

le travail peut s'accomplir à domicile avec ou sans petits moteurs.

L'inspecteur divisionnaire de Lille cite un fait caractéristique qui met en évidence les causes de cette reconstitution de l'atelier familial. « A la suite d'un procès-verbal dressé dans une fabrique de lingerie pour emploi d'enfants en sous-âge, de filles âgées de moins de seize ans au travail des machines à coudre mues par des pédales, etc... l'industriel fut condamné. Aussitôt après le prononcé du jugement, l'atelier qui occupait une trentaine de filles et de femmes fut licencié ; les machines furent transportées chez les ouvrières, et depuis lors des petites filles de dix à douze ans peuvent travailler impunément, avec leur mère ou leurs sœurs, de douze à quinze heures par jour.

» Ce même fait a entraîné dans la région une autre conséquence : par suite du surmenage que se sont imposé ces ouvrières, elles sont arrivées à gagner un peu plus que celles qui travaillaient dans les tissages ; ces dernières attirées par l'appât du gain ont déserté les usines au point de raréfier la main d'œuvre et de motiver des plaintes de la part des tisseurs (1) ».

Ce développement de la petite industrie greffée sur la grande est très variable suivant les métiers, les régions. Parfois le travail à domicile est seulement toléré pour permettre à des femmes qui ne pourraient quitter leur foyer, de gagner leur vie

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail. *Journal Officiel* 4 août 1904.

chez elles. Il n'y a pas proprement spéculation de la part du patron, ni avantage sérieux pour lui que dans le cas d'ateliers à l'entreprise. En effet, lorsque c'est l'industriel lui-même qui distribue l'ouvrage aux ouvrières du dehors, cette combinaison leur profite autant qu'à lui-même, car il leur procure en général du travail alors qu'elles ne pourraient pas en avoir autrement. Ce n'est pas à dire cependant que le salaire d'une journée soit aussi élevé et même comparable à celui d'une ouvrière d'usine. Le salaire, pour les unes comme pour les autres, est bien aux pièces et presque toujours il est le même. Mais les ouvrières à domicile n'ont pas à leur disposition une force motrice, un mécanisme perfectionné et nécessairement elles fournissent beaucoup moins d'ouvrage. Evaluer leur rétribution est à peu près impossible, car elle varie avec le temps que chacune d'elles peut consacrer à son travail. Lorsque les salaires quotidiens s'égalisent, il faut compter que l'ouvrière à domicile a travaillé deux, trois, quatre ou cinq heures de plus que l'ouvrière de l'usine et qu'en plus elle a eu à son compte ses frais d'éclairage, de chauffage et de machine si elle en a besoin.

On nous a cité l'exemple de fabriques de chaussures où les piqueuses travaillant au dehors ont des salaires aux pièces de 20 0/0 plus élevés que ceux payés pour un même travail dans les établissements industriels. Cette différence est juste puisque les piqueuses y travaillant ont à leur disposition des machines fonctionnant à la

vapeur et bénéficient de tous les frais d'installation, d'assurances, payés par le patron. Eh bien ! malgré cette différence pourtant très grande, les piqueuses isolées sont loin — à durée de travail égal — de parvenir à un salaire égal à celui des ouvrières des usines.

Mais la petite industrie est surtout d'une décourageante dureté et nos proportions tombent encore plus bas quand elle n'est plus une sorte d'annexe de la grande, mais une concurrente directe. Les salaires s'abaissent alors à des prix de famine, c'est le symptôme de l'agonie d'une industrie à domicile qui disparaît lentement.

Le voyageur qui traverse les belles campagnes de la Vendée angevine dans le rayon textile de Cholet peut observer ce phénomène. Il est frappé par la construction identique des maisons des villages, toutes percées de petites fenêtres à fleur de terre. Du lever au coucher du soleil, on entend le va et vient monotone de la navette que lance et relance sans relâche le fabricant de toile. Il est dans la cave qui lui sert d'atelier au milieu de son métier de bois. Parfois c'est la femme qui le fait encore marcher quand le mari a pris une autre profession, ou quand il est occupé aux travaux des champs. Dans certains ménages, pour ne pas laisser « chômer » l'ouvrage, l'homme et la femme se remplacent à tour de rôle. Ils prennent leurs repas successivement. L'un veille tard, l'autre se lève tôt, de sorte que le métier fonctionne alors 18 heures sur 24. Comment apprécier le salaire de ces ouvrières à domicile ? Les conditions de travail sont si variables ! Il est rare

qu'une bonne ouvrière, après une longue journée, arrive à gagner 2 francs. La tisserande se fait souvent des journées de 20 à 30 sous au plus. Sa situation est plus que précaire et ne peut que le devenir encore davantage dans la lutte contre la grande manufacture (1).

La dentelle et la broderie à la main sont par excellence des travaux féminins et parce qu'ils ne demandent que du goût, qualité bien féminine, ils sont exercés dans tous les milieux et dans toutes les régions. Cependant, considérée au point de vue industriel, la dentelle surtout s'est localisée dans certaines provinces qui ont conservé chacune leur spécialité. On le sait car les jolis travaux de leurs ouvrières ont pris leur nom, et le point d'Alençon et la dentelle du Puy aussi bien que la Valenciennes ou la dentelle des Vosges et de la Haute-Saône ont fixé le talent particulier de chaque région. Mais partout il y a des brodeuses. La broderie est souvent la dernière ressource de femmes devenues pauvres après avoir connu l'aisance. Elles ne peuvent se résigner, pauvresses honteuses, à prendre un métier et cherchent à utiliser, pour gagner leur vie, les connaissances qu'elles utilisaient pour occuper agréablement leurs loisirs.

(1) Les tisserands travaillant chez eux ne font guère dans le rayon industriel de Cholet que des mouchoirs et uniquement parce qu'aucun usinier n'a encore monté de petits métiers à mouchoirs. Le jour où un industriel en établira dans son usine, le tissage à la main devra disparaître fatalement. Ces petits métiers ne se montent pas par un certain sentiment d'humanité : ne pas priver de leur gagne-pain quantité de travailleurs, et aussi peut-être parce que le tissage à la main est une excellente école pour former des ouvriers de premier ordre.

Elles se font ainsi des petites rentes — 0 fr. 75, 0 fr. 90, 1 franc par jour — mais si aléatoires !

Cet amateur passée ouvrière ne trouve que de loin en loin une maison qui veuille bien lui donner de l'ouvrage sur une recommandation. Les bons jours sont ceux où elle trouve à travailler pour des particuliers. Les vraies brodeuses, les brodeuses de profession qui travaillent pour des petits magasins d'articles de dames ou pour des magasins de lingerie sont payées à la journée ou au mois et gagnent 1 fr. 25 à 1 fr. 50. Celles dont le travail est recherché peuvent demander 1 fr. 70 à 2 francs.

Lyon et Paris sont des centres de broderie. Il y a une dizaine d'années, on comptait à Lyon seulement 1200 brodeuses d'or et de soie, patronnes et ouvrières de petits ateliers et ouvrières isolées. Elles travaillaient principalement sur ornements d'église. Beaucoup sont actuellement sans travail. « Leur salaire est établi à raison de 0 fr. 30 par grammes de filet or employé. Elles peuvent en employer 10 grammes en 12 heures. De ce salaire quotidien de 3 francs, il faut déduire environ 0 fr. 50 pour le drap, la gomme et la soie qu'elles doivent fournir. La journée ressort donc à 0 fr. 20 par heure donnée au travail ». Les ouvrières qui font la frange, les *bouillonneuses* se font en moyenne 2 fr. 50, les habiles ont 3 francs, mais elles doivent posséder un outillage d'un millier de francs (1). Cette sorte de broderie est alors un art dans toute l'acception du mot.

(1) Bonnevey, *op. cit.* p. 29, 30, 31.

Art aussi la broderie d'ameublement, mais beaucoup plus concurrencé par la machine qui produit à deux tiers moins cher que la brodeuse à la main. Les brodeuses mécaniciennes sont employées à l'atelier, car le métier est de grande dimension, 4 à 5 mètres de long, et difficilement logeable dans un appartement d'ouvrière. Leur profession est excellente, elle rapporte de 8 à 9 fr. par jour, mais elle est extrêmement dure et elle détermine des accidents chez presque toutes les femmes qui l'exercent. La brodeuse ordinaire travaillant chez elle gagne en moyenne un salaire de 3 francs et 3 fr. 50 en une journée de 12 heures. Les moins adroites n'obtiennent guère que 2 francs et les plus habiles arrivent à 4 francs et 4 fr. 50, mais comme toujours les heureuses ne sont que le petit nombre. Jules Simon ne citait que deux brodeuses d'armoiries qui gagnaient 3 et 4 francs à Nancy. Les ouvrières de la campagne ont, lorsqu'elles sont d'excellentes brodeuses, 1 fr. 75 et 2 francs, la masse a 0 fr. 75. M. Leroy-Beaulieu donne pour les ouvrières rurales des salaires de 1 franc à 1 fr. 25 et même de 0 fr. 85 à 0 fr. 90 pour un grand nombre. En mettant en dehors les brodeuses-artistes des villes, ce sont les chiffres qu'il faut encore conserver pour rester dans la vérité.

Les dentellières sont encore très nombreuses bien que leur nombre ait beaucoup diminué (1).

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu évalue leur population pour la France seulement à 220,000 (*La femme au XIX^e siècle*, page 87.)

Le recensement industriel de 1896 comptait dans les Flandres, où s'est concentrée une grande partie de la fabrication de la dentelle, 47,571 dentellières. Il y en avait 150,000 en 1875.

Leur industrie subit en effet une crise épouvantable. Rien que dans le Calvados il y avait plus de 50,000 ouvrières avant 1870, elles sont tout juste maintenant un millier de régulièrement occupées. Les salaires tombent extrêmement bas et les malheureuses ouvrières sont écrasées par la concurrence de la machine, la mode et la camelote. « Songez-donc, écrit M. Engerand (1), qu'une machine fait en dix minutes ce qui demanderait à une ouvrière exercée six mois de travail à 12 heures par jour et pour rivaliser sur le terrain de la confection, il faudrait qu'une dentellière, pour une journée de 10 heures, se résignât à gagner 3 ou 4 sous. » Le même auteur, avant de présenter la loi sur l'enseignement professionnel de la dentelle qui a pris son nom, dit avoir vu au cours de ses enquêtes des ouvrières de mérite gagner 7 à 8 sous par jour. Et dire que sous le second Empire, le salaire des dentellières était un des meilleurs salaires d'ouvrières à domicile! (2)

Dans toute la France, la dentellière est peu rétribuée. Son milieu a une influence sur son salaire. La dentellière est souvent une campagnarde pour qui la dentelle est un lucratif passe-temps. Elle va par les verts chemins, comme dans la Haute-Loire par exemple, conduisant devant elle

(1) Fernand Engerand, *La dentelle à la main* (brochure de l'Action Populaire).

(2) Cf Engerand, *La dentelle à la main* et Levasseur, *L'histoire des classes ouvrières et de l'Industrie en France de 1789 à 1870 Tome II*. Le savant membre de l'Institut cite une statistique d'après laquelle les dentellières gagnaient 1 fr. 71, tandis que l'ensemble des ouvrières ne gagnaient que 1 fr. 51.

un troupeau et au lieu de flâner elle façonne, de son crochet rapide, une fine dentelle Renaissance, — c'était la mode l'an dernier — ou d'Irlande, — qui a la vogue cette année. — L'hiver, les veillées sont longues et la femme a peu d'occupations au dehors, elle fait de la dentelle. Ses journées peuvent être de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 pour 10 à 12 heures de travail soutenu. Nous interrogeons récemment une de ces ouvrières dont le mari gagne bien sa vie, elle n'a pas d'enfant, et en dehors de son ménage, elle consacre tout son temps à son métier. Elle gagnait de 28 à 30 sous par jour. Le travail qu'elle recevait lui était fournie par une épicière du pays, petite entrepreneuse d'une grande maison de la ville qui prélevait de gros bénéfices, parfois le quart, le tiers, la moitié du salaire versé par le fabricant. Notre ouvrière devait rendre ses commandes dans un temps limité, aussi pour aller plus vite et s'assurer une réputation d'exactitude avait-elle elle-même trois ou quatre autres femmes en sous-ordre. Elle donnait à faire des feuilles à l'une, des fleurettes à une autre et se chargeait de réunir le tout et d'achever l'ouvrage. Elle gagnait quelques sous sur chacune de ses ouvrières et sa sous-entreprise augmentait son salaire d'un bénéfice de 50 à 60 centimes. Il ne restait plus grand chose comme bien l'on pense pour les dernières exploitées et l'une d'elles n'arrivait pas à plus d'un sou par heure. Le travail qu'elle accomplissait alors, n'était pas « avantageux » il est vrai, mais il fallait bien le faire pour en avoir d'autre mieux payé. Dans certains cantons de l'Auvergne

où se font des dentelles grossières le salaire quotidien descend à 0 fr. 30 et 0 fr. 40.

La profession de dentellière moins que tout autre méritait ce triste sort et nous aurons l'occasion d'étudier les remèdes qui ont été employés pour en tenter la restauration.

Du reste il n'y a pas que les dentellières françaises à posséder un art aussi peu rémunérateur. « La dentelle occupe uniquement la partie féminine de la population en Russie. Ce métier existe dans beaucoup de régions ; plus de 10,000 familles de paysans et plusieurs milliers de citadins y prennent une part active. On travaille à domicile... Les dentellières reçoivent d'habitude des fournitures de revendeuses auxquelles elles revendent leurs dentelles. Ces revendeuses voyagent dans toute la Russie pour écouler la marchandise. Une dentellière commence son apprentissage à l'âge de 8 ou 10 ans. Même en possédant bien son métier, elle n'arrive qu'à un gain insignifiant : pour un travail de 18 heures par jour, elle touche à peine 0 fr. 53 et elle ne gagne que 95 francs par saison (1) ».

Ses sœurs de Belgique sont aussi mal partagées. Une enquête officielle de 1902 présente des exemples d'ouvrières habiles obtenant pour 12, 13 et 14 heures de travail 0 fr. 75, 0 fr. 90, 1 fr. 40, à la rigueur 1 fr. 60. Une ouvrière fait un beau volant de Valenciennes à mailles carrées large de 8 centimètres. En travaillant 10 heures par jour, elle met

(1) N. V. Ponomarev. *L'industrie domestique et rurale en Russie, Les Koustari*. — JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS (septembre et octobre 1900).

exactement 10 jours à faire une aune de cette dentelle qui lui est payée 8 fr. 70, soit 0 fr. 85 par jour. Une autre fait du point à l'aiguille pendant 9 heures par jour pour gagner 0 fr. 81, soit 9 centimes de l'heure. Une jeune femme de Bruxelles gagne 1 fr. 40 en faisant de jolies fleurs au point de Bruxelles aux fuseaux depuis 6 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir.

On est d'ailleurs condamné à rester dans la série des bas salaires pour toutes les ouvrières en lingerie (1).

Ils redeviennent meilleurs et parfois même élevés avec les blanchisseuses. Le nombre des « snobs » qui font blanchir leur linge à Londres est sans doute très restreint, car le blanchissage est une industrie qui fait un chiffre d'affaires considérable en France. Pour Paris et ses environs seulement, on l'a évalué à 350 millions par an, et dans toutes les villes la corporation des blanchisseuses, laveuses, repasseuses est une des professions locales qui compte le plus de membres. Il n'y a que dans les grandes villes qu'on emploie pour le blanchissage du linge les *barbotteuses*, les *essoreuses* et ces machines perfectionnées qui lavent le linge à la minute et l'usent avec non moins de rapidité. Partout ailleurs la blanchisseuse travaille comme ouvrière d'une petite patronne ou pour les particuliers eux-mêmes. Elle a toujours de bien meilleurs salaires que les femmes de journée ordinaire et pour 9 à 10 heures elle touche 2 fr. 50 à 3 francs en

(1) Cf. Chapitre suivant.

ville. A la campagne elle a 1 fr. 50, mais elle est nourrie. A Paris et dans la banlieue, les derniers salaires des blanchisseuses sont de 3 francs. Dans de grands établissements qui ne blanchissent que du linge neuf pour la vente, les repasseuses payées à la pièce peuvent se faire de 5 à 7 francs par jour (1). Dans les blanchisseries de linge pour les particuliers, les journées sont de 3 fr. 50 à 5 francs au maximum. Les ouvrières sont payées aux pièces dans quelques grandes maisons : 5 francs est alors un minimum et certaines ouvrières ont 6 et 7 francs et même 11 francs. Le travail ne dépasse pas 10 heures. On retrouve 3 fr. 50 et 3 fr. 75 dans les maisons moins bien organisées et pour les blanchisseries de gros comme les 53 établissements de Meudon.

Le métier de blanchisseuse, surtout dans les maisons mal organisées, est souvent très dur. Nous nous rappelons une visite d'une blanchisserie du faubourg Poissonnière, à Paris, où les ouvrières étaient entassées dans une arrière-boutique, sans air et sans autre lumière que celle des becs de gaz allumés tout le jour. Elles avaient les pieds dans l'eau et vivaient dans une atmosphère étouffante. Leur situation était d'autant plus pénible que, dans la pièce même où elles travaillaient, se trouvait le moteur qui actionnait les différents appareils et produisait un tapage assourdissant. Dans un autre quartier, des repasseuses étaient alignées tout le

(1) Nous empruntons ces chiffres et les suivants à une très intéressante enquête faite par M^{mes} Jean Lerolle et Georges Piot. *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs* 1^{er} trimestre 1905 p. 12 à 38.

long d'un étroit couloir vitré, elles se servaient de fers chauffés au gaz et une personne inaccoutumée à respirer l'air qu'elles respiraient n'aurait pu rester là un quart d'heure.

Il y a, sans conteste, plus d'attrait pour une jeune fille à faire éclore de jolies fleurs, roses opulentes, lilas délicatement nuancé, ou humble muguet. C'est l'industrie parisienne, par excellence, que celle des fleurs, mais l'heureux temps dont parle Jules Simon n'est plus, où « les jolies femmes des deux mondes achetaient à Paris les fleurs qu'elles mêlaient à leurs cheveux ». On fabrique ailleurs qu'en France, et à moins cher, les fleurs artificielles. Les salaires s'élevaient alors à 3 francs et ne descendaient pas au-dessous de 2 francs. L'enquête de 1896 a fixé depuis les salaires des ouvrières fleuristes à 3 fr. 25 au minimum, à 6 francs au maximum. Dans la grande fleur, quelques rarissimes ouvrières peuvent dépasser ce chiffre. La patronne d'un atelier de rosiéristes — c'est une spécialité — des environs de la place de l'Opéra, nous montrait des guirlandes de roses auxquelles il ne manquait que le parfum pour qu'on les crût fraîchement coupées. Les ouvrières qui les créaient étaient payées 7 et 8 francs.

Les fleuristes ordinaires ont en moyenne de 2 fr. 50 à 4 francs. La petite fleur qui voit le jour dans les mansardes de quartiers excentriques ou dans de petits ateliers d'entrepreneuses n'est pas payée. Dix grosses de clochettes de lilas rapportent dix sous, et c'est seulement tout ce que peuvent gagner, en un jour, des fillettes qui prennent ce

métier pour gagner tout de suite au lieu de faire un apprentissage sérieux. Nous questionnions une enfant de 13 ans qui colle des tiges de fleurs et est payée 0 fr. 30 par grosse, elle peut arriver à 300 tiges au plus par jour, c'est-à-dire à 62 centimes !

Le bon côté de l'industrie de la fleur est que sa morte-saison correspond avec la saison d'une autre industrie, celle de la plume. Fleuriste l'hiver, l'ouvrière devient plumassière l'été. Le salaire d'une journée normale est alors de 1 fr. 50 à 2 fr., mais en veillant très tard il peut monter à 3 francs, dans l'article riche à 4 francs (1).

Ces salaires féminins de 3 à 4 francs sont également ceux des ouvrières du métal, orfèvrerie et bijouterie, mais à condition qu'elles ne soient pas victimes de la petite entreprise. Ils ne dépassent pas alors 2 fr. 50 et descendent à 1 franc. Des brunisseuses d'objets d'art en bronze, en vermeil et en or, gagnent 4, 5 et 6 francs. Mais souvent le métier est très fatigant. On nous signalait une pauvre fille, polisseuse dans une maison très connue pour sa spécialité de métal blanc imitant l'argenterie. Elle gagne 3 francs par jour, mais elle est déjà usée et elle n'a que seize ans !

La pseudo-bijouterie, le clinquant rapporte encore bien moins. C'est dans des petits ateliers non surveillés que se fabriquent ces épingles et ces broches brillantes et ces milles petits riens qui enjolivent les toilettes féminines. Le salaire des ouvrières y varient entre 1 franc et 1 fr. 50, le

(1) Cf. M^{me} Froment. *Ouvrières parisiennes* (brochure de l'Action Populaire).

maximum est de 2 francs. Voici une soudeuse au charbon, elle est payée 1 franc pour un mille de grains de soudure qu'elle pose, elle peut en faire 2,000 tout au plus. Voilà une autre ouvrière qui fait des petites têtes d'épingles en verres multicolores. Elle travaille au-dessus d'une lampe à gaz et en fabrique 4 à 5,000 par jour, elle est payée 1 franc pour 3,000.

Les derniers degrés de l'échelle des salaires sont occupés par ceux que reçoivent les fabricants de jouets parisiens. L'ouvrage de M. du Maroussem, publié par l'*Office du Travail*, a éclairé d'une vive lumière le douloureux tableau que présente cette industrie domestique : salaires misérables de quinze sous, de vingt sous, longues veillées et saison plus courte que le chômage. Il faut être monté dans ces maisons de Belleville et de Ménilmontant où s'entasse la population ouvrière des fabricants de jouets pour se faire idée de l'état rudimentaire dans lequel végète cette branche de la petite industrie. Tantôt le personnel de l'atelier se compose du père, de la mère et des enfants, tantôt il compte quelques jeunes ouvrières, deux ou trois, cinq ou six. Une chambre, l'unique chambre, sert à la fois de logement et d'atelier et dans une atmosphère pestilentielle où l'odeur de la colle et de la peinture s'harmonise avec l'odeur âcre et pénétrante spéciale aux petits appartements pauvres trop chauffés et sans air. Là on fabrique des troupeaux de moutons et de chevaux en carton, des balles, des mirlitons et quantité de petits objets en papier plissé ; là se recrutent des

armées de soldats... que sais-je?... Les jouets en fer découpé sont devenus le monopole des grandes usines depuis que l'inventeur et premier fabricant a fait une grosse fortune et est passé grand industriel.

L'ouvrière qui gagne 30 à 35 sous à peindre en blanc des chevaux ou à mettre du poil sur le dos des moutons est une ouvrière très bien payée. Comment pourrait-il en être autrement? Le petit fabricant vend ces chevaux ayant dix centimètres de haut et adaptés sur roulettes, 16 francs la grosse, deux sous et demi la pièce!

.....Combien y en a-t-il de ces malheureuses qui meurent de la « faim lente » à faire ainsi ces jouets si coquets et si ingénieux, ces poupées si gentiment troussees qu'on croirait que leur fabrication doit être un amusant et gai passe-temps et qui serviront à amuser et à faire rire les petits enfants des autres? (1)

(1) Les 7, 8 et 9 mars 1904, s'est tenu à Berlin le *Premier Congrès pour la protection légale des travailleurs à domicile*. Le compte-rendu qui en a été publié révèle l'infortune des ouvriers et ouvrières en chambre. L'industrie du jouet est une de celle qui, en Allemagne comme en France, connaît les plus invraisemblables salaires. Un rapporteur citait « une famille de cinq personnes qui fabrique des jouets dans le *Erzgebirge* et reçoit pour l'article « voiture et cheval » un salaire de 2 mk 40 par douzaine, et en fait quatorze douzaines par semaine : elle a 14 marks de frais divers et gagne donc par semaine 10 marks. Une autre famille fabrique de petits bateaux de bois pour 18 pfg pièce et en fait 80 par semaine. Après paiement des frais de transport et autres, il lui reste 6 marks par semaine. » Dans la province de Weimar le tourneur fabricant de sifflets est payé 1 mk 20 pour une grosse, et avec l'aide de toute sa famille, il arrive à en faire 4 à 5 par semaine. (*Protokoll der Verhandlung des ersten Allgemeinen Heimarbeiterschutzes-Kongresses*, Berlin 1904). Voir l'*Association catholique*, 15 novembre 1904; *La Réforme sociale*, 1904. T. II, p. 819.

CHAPITRE III

LES OUVRIÈRES DE LA MODE, DE LA COUTURE ET DE LA CONFECTION

Couds, couds, couds toujours !
Dans la pauvreté, la faim et la hâte,
Tu couds avec un fil double
Un linceul en même temps qu'une chemise.

THOMAS HOOD. *Le Chant de la Chemise.*

Un auteur raconte qu'un père peu fortuné sur le point de marier sa fille lui offrit en dot un petit écrin en lui disant : « Il contient le commencement d'une fortune ». L'écrin renfermait une aiguille et une pelote de fil. La leçon du père était bonne et c'est, en effet, une fortune pour un petit ménage qu'une ménagère soigneuse qui sait coudre et raccommoder le linge et les vêtements. Mais l'aiguille est-elle le commencement de la fortune pour toutes les ouvrières qui doivent en vivre ? Hélas non ! A quelques-unes elle assure tout au plus *l'aurea mediocritas*.

On ne s'étonnera pas qu'on ait fait une place à part aux ouvrières qui vivent de leur aiguille. Le

métier de l'aiguille est Le Métier Féminin. Il est — l'industrie du vêtement d'hommes excepté — le monopole de la femme. D'après les statistiques de l'*Office du Travail*, sur les 1.893.706 femmes occupées, en 1896, dans l'industrie, 1.135.553 étaient des ouvrières du vêtement. Le nombre des hommes était de 168.096. Ces chiffres se sont modifiés depuis et ont augmenté, — c'est ainsi que le nombre des *couturières en robe* est passé de 625.000 à 725.000, le nombre des ouvrières de lingerie de 144.000 à 180.000, — mais les proportions restent les mêmes. Ils ne sont qu'une indication et s'il est toujours difficile de dresser une statistique, la difficulté est double quand il s'agit de la statistique d'une industrie aussi répandue et très pratiquée à domicile.

Nous avons divisé les ouvrières de l'aiguille en trois classes, celles qui font les chapeaux de femmes : les modistes ; celles qui font des vêtements sur commande et sur mesure : les couturières ; enfin les ouvrières qui travaillent à la façon des vêtements fabriqués en grande quantité et livrés en gros au commerce de détail : les ouvrières de la confection.

« Il y a dit-on, en France, écrit M. Ambroise Rendu..., 300.000 modistes — ce chiffre est, croyons-nous, supérieur à la réalité (1) — qui peuplent surtout les villes où leur profession peut être fructueuse ». Fructueuse... la profession de modiste l'est parfois. « De toutes les ouvrières de l'aiguille,

(1) *Le Correspondant* 10 mai 1904.

elles sont certainement les moins malheureuses. La mode c'est le paradis des ouvrières de l'aiguille du moins lorsqu'elles sont sorties d'apprentissage, et tant qu'elles restent jeunes (1).» Dans un tableau des salaires les plus élevés, une enquête de 1851 mettait les modistes en première ligne avec 5 francs, la moyenne de leurs salaires était fixée à 1 fr. 98. Depuis l'Office du Travail a donné les chiffres suivants :

	1896		1901	
	SALAIRES MOYENS		SALAIRES MOYENS	
	par heure	par jour	par heure	par jour
Paris.....	» »	» »	» 40	4 »
Autres villes..	» 21	2.09	» 21	2.14

Quatre francs, cinq francs, c'est beau dira-t-on. Mais il n'y a guère qu'à Paris qu'on trouve ces salaires. Paris est, en effet, le centre de la mode. On y invente, on y crée le chapeau. Dans certaines grandes maisons on adopte une forme et on dit : « Voilà ce qui se portera cette année ! » et à moins d'être ridicules toutes les femmes des grandes et des petites cités devront porter telle année un chapeau à larges bords surchargé de fleurs et de fruits, et arborer l'année suivante une minuscule capote seulement ornée de quelques rubans. Les patronnes des maisons de modes de province vont à l'entrée de chaque saison acheter des modèles à Paris. On s'explique que les modistes qui créent la mode

(1) Charles Benoist. *Op. cit.*

soient considérées comme des artistes et payées en conséquence. Elles sont les reines du métier et ont de 300 à 500 francs par mois, elles peuvent monter à 700. La maison qui les possède, possède la renommée et sa fortune.

Mais n'est pas reine qui veut. Au dessous de ces premières, le monde des « modillons » se divise en apprêteuses et en garnisseuses. Toutes les ouvrières sont nourries, « du moins elles l'étaient toujours jusqu'à ces derniers temps où des monopolisateurs ont fait ces maisons de mode que l'on sait et ont dit : « Puisqu'on ne travaille plus la nuit, on ne sera plus nourri (1) ». Elles sont payées au mois et gagnent 25 à 40 francs, lorsqu'elles débudent comme apprenties, elles ont ensuite de 50 à 60 francs. Vers 18 ans, elles peuvent encore si elles sont bonnes ouvrières arriver à 100 francs et passer garnisseuse à 100 francs, 200 et 300 !

A côté de ces maisons qui vendent au détail, il y en a d'autres, véritables usines à chapeaux, qui fournissent des chapeaux pour les magasins ou qui fabriquent des séries de chapeaux à bon marché. C'est ainsi qu'à Paris il existe une maison où l'on ne fabrique que des chapeaux à 4 fr. 80. A l'année, les ouvrières font du 4 fr. 80. L'ingénieux créateur qui est un excellent patron et un travailleur acharné a gagné quelques millions dans sa spécialité. Les ouvrières gagnent chez lui des journées de 3 francs en moyenne.

(1) Stanislas du Lac. *Le fil et l'aiguille*. (Brochure de l'Action Populaire).

Nous avons indiqué une cause pour laquelle les salaires des modistes de province sont plus bas, il y en a une autre, c'est qu'en province, la première, la petite reine de la mode, est la patronne elle-même (1). Les ouvrières ne sont que des aides. La patronne reçoit la cliente, lui montre ses modèles. Ensemble on choisit, on modifie, on assortit les rubans, les oiseaux, les fleurs et les feuilles. L'ouvrière sous les ordres de la patronne construit le chapeau. Il lui faut naturellement le tour de main, le goût inné grâce auquel de presque rien elle fait ce petit chef-d'œuvre qui embellit le visage sans charme... et défigure quelquefois le plus gracieux. En province l'ouvrière modiste est toujours nourrie. La bonne ouvrière ne peut espérer plus de 60 francs... Une très bonne aura 70 ou 80. Le plus souvent la modiste gagne de 30 à 50 francs après avoir débuté à 15, 20 et 25.

Dans l'industrie du vêtement plus encore que dans la mode, les salaires subissent des écarts considérables suivant les différentes classes que les besoins de la production ont créées. La couture comprend à elle seule trois subdivisions : la grande couture, la moyenne couture, la petite couture à façon (2).

M. Gaston Worth, dans un intéressant

(1) On nous a fait encore remarquer que dans la mode comme dans la couture, la concurrence est grande. Des ouvrières qui ont quelques économies s'établissent, elles connaissent les clientes et leur envoient des prospectus avec des prix avilis... Les salaires s'en ressentent.

(2) Léon Storch. *Rapport du jury international de l'Exposition universelle internationale de 1900 à Paris.*

Léon de Seilhac. *L'industrie de la couture et de la confection à Paris.*

ouvrage (1) estime qu'on peut fixer entre 60 et 65.000 le nombre des ouvrières travaillant à Paris et à 400.000 le nombre des personnes faisant exclusivement le costume féminin. « De sorte que si l'on prend pour base le chiffre de 2 francs par jour auquel on évalue le gain moyen d'une couturière travaillant 200 jours par an, on arrive à trouver un salaire moyen de 400×400.000 (2) = 160 millions de francs. Il paraît résulter que le salaire représente en moyenne 13,75 0/0 du prix de vente ; en prenant cette moyenne et les sommes ci-dessus on arrive à un chiffre d'affaires annuel de 1.163.630.000 francs. »

La *grande couture* est la grande « lanceuse » de la mode, elle crée les modèles et, cela va sans dire, c'est Paris qui en est le centre. Toutes les femmes de l'Ancien et du Nouveau monde qui veulent se plier aux lois suprêmes de la dernière élégance doivent se soumettre aux arrêts des arbitres de la rue de la Paix. Les maisons qui font la grande couture sont des types de l'industrie agglomérée. Elles emploient dans leurs ateliers de 400 à 700 femmes. La *moyenne couture* reproduit les modèles du grand couturier pour une clientèle riche. La division du travail est moins complète que dans la grande couture et la même ouvrière peut être, par exemple, à la fois corsagière et jupière, manchière et garnisseuse. La province aussi bien que Paris

(1) *La couture et la confection des vêtements de femme.*

(2) Nous rappelons que le dernier recensement de l'*Office du Travail* classe sous le titre général de *couturières en robe* 725,000 personnes, mais ce chiffre comprend les patronnes et les ouvrières.

compte un grand nombre de maisons de moyenne couture dont le personnel varie de 7 à 8 ouvrières à 25 et 30. La *petite couture* travaille à façon pour des clientes qui fournissent l'étoffe. Les ouvrières de la petite couture travaillent ou chez elles ou à la journée chez les particuliers. A la campagne les ouvrières à la journée confectionnent entièrement les robes, en ville, elles sont prises plutôt pour faire des raccommodages. Elles sont alors nourries et payées 0 fr. 50 à 1 franc dans les campagnes, 1 fr. 50 à 2 francs dans les villes, 2 à 3 francs à Paris.

Qu'il y a loin de ces humbles ouvrières à ces ministres écoutés du royaume de la couture qu'on appelle les *premières* chez le grand couturier ! « Celles qui ont des aptitudes de vendeuses, écrit un professionnel (1) et qui ont souvent une clientèle personnelle reçoivent des émoluments considérables qui atteignent parfois 20,000 et 25,000 francs par an. » La place de première qui demande beaucoup de qualités, de tact et de distinction donne en effet, à celle qui sait la tenir, une influence considérable sur ses clientes mondaines dont elle est l'oracle, et qui souvent la remercient de ses conseils et de son habileté par de riches cadeaux.

Dans ces maisons et dans celles de second ordre les autres grands personnages ont de belles situations de 5 à 8.000 francs. Des essayeuses ont de 3 à 10 et 12.000 francs.

(1) M. Storch. *op. cit.*

Les meilleures ouvrières d'atelier de la grande couture sont payées 6 fr. 50 et 7 francs, le salaire moyen est de 4 fr. 50 à 4 fr. 75, les petites mains, généralement jupières, ont 3 francs et 3 fr. 50. Ce dernier salaire qui peut atteindre au maximum 4 francs et 4 fr. 50 est celui des ouvrières de la moyenne couture.

En province les salaires sont tout différents et pour la majorité des ouvrières le métier de couturière ne pourrait les faire vivre sans le soutien de leur famille. Elles travaillent dans des ateliers dépendant de magasins de nouveautés et dans les ateliers de patronnes couturières et débutent à 0 fr. 30 et 0 fr. 40 par jour après un apprentissage de 2 ans pendant lequel elles n'ont pas été payées. Après six mois, elles ont 0 fr. 50 et 0 fr. 75. Il n'y a que les ouvrières les plus âgées, celles qui composent le « noyau » à être payées 1 fr. 50 et 2 francs, 3 est un maximum et 3 fr. 50 est un salaire extraordinaire.

Dans un atelier d'une grande ville comptant 20 ouvrières voici, lorsque nous nous sommes renseigné, quels étaient les salaires et dans quelles proportions ils étaient répartis. Quatorze ouvrières avaient 0 fr. 50 et 0 fr. 75, trois avaient 1 fr. 50, deux gagnaient 2 francs, une seule gagnait 2 fr. 50. Dans cet atelier, les deux sœurs qui étaient patronnes faisaient l'office de vendeuses, coupeuses et apprêteuses, comme le sont souvent les patronnes des petits ateliers.

Les ouvrières de la *confection* travaillent à la maison même du patron, dans les ateliers des

entrepreneuses et à leur domicile. Les maisons de confections comme les maisons de "couture fabriquent des modèles et les vendent à des maisons de nouveautés qui les reproduisent durant la saison. Mais, surtout, explique M. de Seilhac, « la confection comprend les articles fabriqués d'avance en grandes quantités sans que l'on sache à qui ils seront vendus. » Cette industrie est très importante : on a la preuve de son développement lorsqu'on parcourt certains quartiers du centre de Paris et que l'on observe le nombre des maisons avec l'enseigne « Confections », ou que l'on voit les multiples petites affiches demandant « de bonnes ouvrières sachant faire le manteau, la jaquette, le corsage, la blouse, payées de suite. »

Une grande partie de la confection commune, — vêtements de femmes, d'hommes, et lingerie — émigre en province dans les centres ouvriers et dans les milieux ruraux.

Les ouvrières qui peuvent trouver à se placer pendant la saison dans les maisons de belles confections de la capitale gagnent des salaires presque aussi élevés que chez les couturières. Les monteuses et apprêteuses ont de 3 à 5 francs, les mécaniciennes de 5 à 6 francs. Les coupeuses sont payées au mois et ont des appointements de 150, 200, voire même 300 francs.

La *première* qui a la direction et reçoit les clients qui viennent choisir des modèles touche de 4 à 6,000 mille francs, mais la confection s'exécute surtout à l'entreprise. La maison donne à l'entrepreneuse des pièces taillées et la charge de

la façon, ou bien elle donne à l'entrepreneuse l'étoffe et celle-ci aura mission alors de la tailler et de reproduire le modèle. Quelquefois même c'est la maison d'entreprise qui a eu l'initiative d'un modèle, elle le propose alors à la maison de confections et s'il est agréé elle reçoit la commande de « séries ». Il y a actuellement plus de 2,500 entrepreneurs et entrepreneuses de confections à Paris.

Nous savons ce qu'est le travail à l'entreprise. M. Charles Benoist lui a donné une dénomination qui fait image et qui est très cruellement vraie : c'est le système du *pressurage* et de la vis sans fin. Autrement dit c'est le *sweating-system*. A proprement parler toutes les ouvrières de l'entreprise ne le subissent pas et c'est ainsi que celles qui travaillent dans les ateliers de confections soignées arrivent à 2 fr. 75, 3 francs et 3 fr. 50. Mais comment voulez-vous qu'une ouvrière puisse recevoir une retribution raisonnable, quand elle confectionne des collets vendus 12 et 15 francs la douzaine, ou des corsages blouses depuis 15 et 16 francs la douzaine (1). Nous voudrions reproduire tous les chiffres que nous avons sous les yeux, tous les exemples qui nous ont été fournis, afin de donner une idée de la situation désespérée de la malheureuse femme qui « travaille dans la camelote. » « Cette situation est la moins enviable de toutes pour les ouvrières (2). » Elle travaille

(1) Léon Storch. *Rapport cité*.

(2) Office du Travail. *La Petite Industrie* Tome II. *Le Vêtement* p. 665.

chez elle ou chez une sous-entrepreneuse. Il n'y a plus de limite à la durée du travail. En temps de presse c'est 12, 13, jusqu'à 15 heures qu'il faudra tirer l'aiguille ou coudre à la machine pour avoir 20, 25 ou 30 sous, à la rigueur 40, après un travail opiniâtre. La confection pour hommes et pour enfants est d'ailleurs souvent faite aussi dans ces conditions. Il le faut pour que les magasins puissent offrir à la clientèle des costumes d'enfants à 2 fr. 95 et mettre bien en vue à leur étalage des complets d'hommes à moins de 20 francs (1).

Voici quelques exemples précis qui se passent de commentaires, ils sont assez poignants par eux-mêmes et dispensent de tout artifice pour les assombrir encore et pour nous faire pardonner d'abuser des chiffres, de l'éloquence des chiffres. La première d'une maison de confections nous a cité des femmes qui faisaient des jupons moyennant 15 centimes la pièce. Elles en achevaient, — au prix de quel labeur ? — une douzaine par jour. Mais elles devaient fournir le fil et les aiguilles. « On ne gagne 36 sous par jour, disait une ouvrière, qu'en abattant une douzaine de camisoles à trois sous la pièce. Encore faut-il fournir la machine et si l'on n'en a pas à soi, ou si elle n'est pas tout à fait payée, la louer moyennant trois francs par semaine (2). » Un magasin d'entreprise paie 1 fr. 60 de façon pour douze corsages ; en réalité il ne

(1) La confection se fait aussi dans de grandes usines à outillage perfectionné et à personnel nombreux situées à Paris et dans de grandes villes comme Lille, Amiens, Nîmes, etc.

(2) Charles Benoist. *op. cit.*

donne que 1 fr. 30 puisque l'ouvrière doit fournir des agrafes et du fil pour trente centimes. D'autres magasins ne donnent que 1 fr. 20 et même 1 fr., c'est-à-dire moins de deux sous pour la façon d'un corsage.

Trois sœurs travaillent ensemble pour une maison de confections en gros, à la façon de gilets d'enfants payés 0 fr. 60, 0 fr. 90 et 1 fr. 25. Elles finissent quatre gilets par jour et ont à leur charge les fournitures et l'entretien de la machine.

Une culottière du quartier du Temple reçoit 75 centimes à 90 centimes pour des pantalons d'hommes. Elle en fait deux ou trois par jour. Sa recette oscille autour de 10 francs par semaine (1).

Les confectionneuses de petits costumes touchent 20 centimes pour faire une blouse, 15 centimes pour une culotte, en tout 35 centimes et elles fournissent le fil.

« La façon d'un pantalon, dit M. Bonnevoy, est payée : en draps de 0 fr. 50 à 1 fr. 25, une bonne ouvrière fait en sa journée trois pantalons à 0 fr. 50 ou un et demi à 1 fr. 25 ; en couil de 0 fr. 35 à 0 fr. 50, de ceux à 0 fr. 35 elle peut en faire cinq. »

Une femme mariée qui emporte à faire chez elle des gilets de travail gagne 1 fr. 50, mais elle doit fournir le fil et supporter les réparations et l'amortissement d'une machine à coudre.

..... Et quand on s'est arrêté à ces dures réalités, quand on s'est apitoyé sur le sort de ces esclaves de l'aiguille, on est presque tenté de les qualifier

(1) Office du Travail. *La Petite Industrie* Tome II. *Le Vêtement à Paris*.

d'heureuses, si on compare leur situation à celle des ouvrières de la confection des autres pays. La grève qui éclata en 1896 à Berlin révéla au public des salaires de 8 à 10 m^k par semaine (10 francs à 12 fr. 50) pour une bonne ouvrière, de 5 à 6 m^k (6 fr. 25 à 7 fr. 50) pour une ouvrière ordinaire, de 2 à 3 m^k (2 fr. 50 à 3 fr. 75) pour une débutante. Et au congrès de 1904 (1) pour la protection légale des travailleurs à domicile, le délégué des ouvriers et ouvrières de la confection, Kaming, donna quelques salaires payés à des confectionneuses pour dames. En temps de presse, c'est-à-dire pour un travail de 14, 15 et 16 heures par jour, il atteint 11 m^k 11 par semaine, en demi-morte-saison il est de 6 m^k 72 et en morte saison il s'affaisse à 2 m^k 39. La situation est peut-être pire encore aux Etats-Unis (2).

La confection d'habillements militaires est une branche de l'industrie à domicile où la main-d'œuvre est la plus réduite. Les ouvrières qui montent le vêtement à la machine à coudre gagnent 2 francs à 2 fr. 50 en travaillant toute une journée, mais ce chiffre doit être diminué du coût du fil et des frais de machine (3). La mécanicienne

(1) Cf. *L'Association catholique* 15 novembre 1904. *La Réforme sociale* 1904 Tome II.

(2) Voir Cotelle *Le Sweating-System*.

(3) Les ouvrières de la confection qui sont obligées de s'acheter une machine tombent sous les griffes de ces véritables exploiters que sont — pas toujours, mais souvent — les marchands à la petite semaine. Un manufacturier d'habillements militaires nous disait qu'on vend ainsi 225 francs à ses ouvrières de la campagne des machines qu'il achète 110 francs. Les ouvrières se laissent tenter par la facilité qu'on leur donne de payer à longue échéance, « sans s'en apercevoir », par 5 ou 10 francs par mois. Le patron en question fait aux ouvrières l'avance des machines au prix coûtant et elles lui paient peu à peu sur leurs salaires sans qu'il leur retienne de bénéfices.

à qui on donne le pantalon rouge tout taillé et faufilé est payée 10 centimes pour faire les coutures. Elle coud 20 à 25 pièces. Des femmes qui travaillent à la campagne à la confection de caleçons sont payées 12 centimes 1/2 la pièce, elles en font 15 à 20 sans les achever entièrement, c'est-à-dire qu'elles gagnent 1 fr. 90 à 2 fr. 50, moins 80 à 50 centimes de fil. Les ouvrières finisseuses ont à grand peine 1 franc à 1 fr. 50. Celles par exemple qui achèvent les pantalons de soldat ont 0 fr. 05 par pièce et en font 8 à 10 par jour. Celles qui font les points d'arrêt, les boutonnieres et posent les boutons aux caleçons ont 4 centimes, elles en terminent 30 par jour au maximum et dépensent 15 à 20 centimes de fil.

Remonte-t-on de la confection à la sphère plus élevée de la mesure pour hommes, on y retrouve de meilleurs salaires. Les tailleurs pour hommes emploient des ouvriers pour les grandes pièces — pardessus, redingote, jaquette, veston — comme appièceurs; mais ce sont des femmes qui font les petites pièces — pantalons et gilets — et suivant leur spécialité elles s'appellent des *culottières* et des *gilettes*, elles sont ouvrières en *verniss* lorsqu'elles se sont spécialisées dans la façon des vêtements noirs. On appelle *pompières* les ouvrières qui font les retouches et les corrections à l'atelier. Celles-ci sont alors payées à l'heure 25, 30 et 40 centimes en province, 50 et 60 centimes à Paris. Elles se font ainsi des journées de 2 fr. 50 à 6 francs. Les salaires des autres ouvrières varient avec le prix des pièces dont elles sont chargées. Chez un grand

tailleur de Paris une culottière aura 6 à 8 francs pour une pièce et en fera une par jour, une giletière gagnera 5 à 7 francs par jour, si elle fait un gilet entier. Giletières et culottières travaillent chez elles et ont de petits frais. Chez le bon tailleur de province, les petites pièces sont payées de 2 fr. 50 à 3 francs et 4 francs et l'ouvrière en travaillant assidûment se fait des journées de 2 fr. 50 et 3 francs. Il est assez commun de rencontrer des ménages dont l'homme est appièceur et dont la femme est giletière ou culottière. Elle aide alors son mari, coud les boutons, fait les boutonnieres, et ils arrivent ainsi par cette division du travail à se faire de grosses journées de 8 à 10 et 12 francs. Les salaires des ouvrières descendent à 1 fr. 50 et 2 francs, lorsque la maison qui les emploie fait des complets sur mesures à 29 franc.

Les tailleurs militaires emploient des ouvrières comme culottières. Elles sont payées à la pièce et gagnent 4 francs pour un pantalon uni et 1 franc en plus pour une bande, 4 francs pour deux bandes (uniforme d'artillerie par exemple). Une très bonne ouvrière en trois journées de 12 heures peut finir deux pièces à 5 et 6 francs et gagner 3 et 4 francs par jour.

L'application la plus cruelle, la plus terrible de la loi de l'offre et de la demande se trouve dans la lingerie. C'est à ne plus essayer de déterminer un minimum de salaire dans cette industrie à domicile. Le dernier salaire qu'on rencontre sera encore plus bas demain s'il se trouve une ouvrière sans ouvrage pour disputer le travail à telle autre qui

ne l'avait déjà obtenu qu'en réduisant le tarif payé jusque-là. L'industrie de la lingerie est une plus terrible exploiteuse que la confection. Il est des femmes qui ne sauront pas tailler ou assembler les pièces d'un vêtement, il n'en est pas qui ne savent faire un ourlet à un drap, à un mouchoir ou à un torchon. On juge de la concurrence, surtout si l'on songe que la lingerie se fait presque toute dans les ouvroirs ou à domicile. Ce n'est plus la lutte pour la vie, c'est la lutte pour la mort. Les salaires de 0 fr. 50 et 0 fr. 75 ne sont pas rares par journée de dix heures et plus. Le salaire n'est pas toujours calculé pour produire si peu par la maison qui le donne et il ne serait pas tel, si l'ouvrière le touchait directement, avant que l'entrepreneuse et la sous-entrepreneuse ait prélevé leur dime ou plutôt leur impôt de 30, de 40, de 50 0/0.

L'Office du Travail entreprend en ce moment, une enquête sur cette industrie et nous pouvons prévoir qu'elle mettra à jour une triste situation. Elle sera doublement utile, car les chiffres publiés en 1901 (1) semblent enclins à une optimiste exagération. Dans un tableau comparatif de quelques professions féminines, nous lisons :

LINGÈRES		1896		1901	
		par heure	par jour	par heure	par jour
	Paris	0,25	2,50	0,32	3,25
	Autres villes. . .	0,18	1,76	0,18	1,78

(1) *Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901.*

Sans doute, on peut rencontrer ces chiffres, mais ils sont bien plutôt un maximum qu'une moyenne. M. Ch. Benoist dans son livre écrit en 1896 parle des « lingères qui gagnent 1 ou 2 francs par jour, 250 à 300 francs par an », et M. Bonnevay à Lyon n'a trouvé que les monteuses de chemises fines pour hommes qui gagnaient de 1 fr. 25 à 1 fr. 75 par jour. La finisseuse en achevant 6 chemises en douze heures avait un salaire de 1 franc à 1 fr. 20. Le salaire moyen était de 0 fr. 90 à 1 franc par jour. Les piqueuses de faux-cols avaient de 1 franc à 1 fr. 20. Nous sommes loin des chiffres de l'Office du Travail ! Et ces chiffres n'ont pas varié depuis dix ans, aucune hausse notable ne s'est produite. Il n'y a que les ouvrières privilégiées ou travaillant dans des ateliers qui arrivent à 2 fr. 2 fr. 50 et 3 francs. Les rapports des inspecteurs du travail font incidemment de douloureuses constatations : « A Elbeuf, dit l'inspecteur de la circonscription de Rouen, il y a deux maisons de confection de chemises qui fournissent du travail à 250 ouvrières environ, ce travail consiste à faire le montage des chemises, les boutonnieres et goussets. Par douzaine les ouvrières monteuses reçoivent, suivant la qualité, de 96 centimes à 1 fr. 50 et les ouvrières boutonnieres seulement 60 centimes, déduction faite pour les premières de 15 centimes et pour les secondes de 2 centimes pour le fil. Les unes et les autres arrivent en onze heures de travail à faire une douzaine et demie, ce qui fait ainsi ressortir le prix de l'heure de 10 centimes à 18 centimes pour les premières, à 7 centimes pour

les secondes. » (1) Dans son rapport de 1905, l'inspecteur de la région du Nord signale un atelier de lingerie où « deux femmes gagnent 1 fr. 50 à elles deux, pour quinze heures de travail à la machine à coudre. Et encore faut-il prélever le prix du fil, des aiguilles, le chauffage et l'éclairage. On cite à Bourges dans la lingerie des salaires journaliers de 40 centimes. » (2)

Dans un centre de tissage où s'est établie l'industrie de la confection du linge, les salaires varient entre 50 centimes pour les vieilles femmes qui ourlent les torchons et 1 franc, 1 fr. 25, 1 fr. 50, 2 francs, 2 fr. 25 pour les autres ouvrières suivant la difficulté de l'ouvrage. Mais une telle situation est exceptionnelle. Une lingère de Paris qui fait son ménage et qui travaille consciencieusement ensuite tout le reste de la journée ne peut arriver à plus de 75 centimes ou 1 franc. Et il ne faut pas qu'elle flâne quand elle doit ourler à la main une douzaine de serviettes pour 35 centimes, ou ourler un drap à jour pour 40 centimes, ou faire à la main un surjet de sept mètres et un ourlet de dix mètres pour une paire de draps moyennant 40 centimes!

Une ouvrière lingère reçoit des tabliers à confectionner chez elle. On les lui remet tout taillés et elle reçoit 24 sous pour en faire une douzaine. Certains jours où elle n'est pas obligée d'aller en chercher ou en reporter, elle peut, en restant quatorze heures à sa machine, en coudre

(1) *Rapport de la Commission supérieure du Travail. Journal Officiel*, 4 août 1904.

(2) *Rapport de la Commission supérieure du Travail. Journal Officiel*, 2 octobre 1905.

trois douzaines, mais sur les 3 fr. 60 qu'elle gagne il faut déduire 20 centimes de fournitures par douzaine. La journée se trouve ainsi réduite à 3 francs. Le travail est payé de la sorte 28 centimes et demi l'heure, sans faire entrer en ligne de compte l'amortissement de la machine à coudre. Il est bon d'ajouter que cette ouvrière ne passe pas par l'intermédiaire d'une entrepreneuse; mais la maison qui l'emploie ne peut pas payer bien cher la main-d'œuvre; toutes les marchandises y sont vendues « en solde » et le public est ainsi toujours certain de trouver de bonnes et exceptionnelles occasions.

Un magasin de blanc, en gros, de Paris (1) paie pour une douzaine de chemises de femmes cousues à la machine, 2 fr. 20, soit un peu moins de 20 centimes par chemise. A Rouen, une femme en quinze heures de travail à la machine, fait dix chemises d'homme; on la paie 0 fr. 20 par chemise. En quinze heures, elle gagne donc 2 francs. Une autre confectionne de jolies chemisettes fines, en batiste, garnies de petits plis de lingerie, de points d'épine, d'entre-deux. Tout ce travail, très soigné, est fait à la main pour... 1 fr. 50.

Voici quel est le prix de façon payé par un grand magasin à un ouvrier qui ne lui fabrique que des chemises de femme : petite taille, 65 à 90 centimes; taille moyenne, 75 centimes à 1 franc; grande taille, 90 centimes à 1 fr. 15. Les pièces sont taillées, mais les ouvrières fournissent fil et

(1) Exemple cité par M^{lle} Reuss, à la conférence des Œuvres féminines chrétiennes et philanthropiques, à Versailles, le 12 juin 1902. Elle en garantit l'authenticité. *La Femme*, juillet 1902.

aiguilles. Ces chemises doivent être entièrement cousues à la main et demandent beaucoup de soin. La division du travail permet à une bonne ouvrière de gagner dans une journée de dix heures, 1 franc à 1 fr. 20.

La confectionneuse de cravates, qui travaille chez elle et dans des petits ateliers d'entrepreneuses, n'est pas mieux partagée. Certains genres ne lui rapportent que 50 centimes et 75 centimes pour dix heures, d'autres 2 francs. Un patron de Lyon nous citait des ouvrières qui se faisaient 3 et 4 francs, mais ce n'était plus le salaire d'une journée, car ces femmes restaient 15 et 18 heures à l'ouvrage pour l'obtenir.

On pourrait poursuivre longtemps ainsi la dolente énumération des salaires toujours aussi bas quelque soit l'article fabriqué : de 1 à 2 francs dans la ganterie, dans la chaussure, dans le corset à bon marché (1)..... etc.

Tant mieux si l'ouvrière qui gagne si peu a une famille et si son salaire n'est qu'une source du budget commun, mais si elle est seule, si elle n'a que son travail pour vivre... hélas, c'est navrant ! si elle « tombe » faut-il donc la condamner avant de la plaindre ?

(1) Voir, par exemple, *l'Enquête sur les logements, professions et salaires dans le quartier de la Pointe-d'Ivry*, par le Dr Mangelot. *La Réforme sociale*, 1899. tome I.

CHAPITRE IV

LA FEMME EN DEHORS DE L'INDUSTRIE

« Combien y en a-t-il de ces malheureuses qui se rongent d'angoisses et de désespoir en attendant une nomination d'institutrice, une place dans un bureau ou dans un magasin, et dont l'existence de fonctionnaires sans fonction ou d'employées sans emploi est une énigme effrayante sur laquelle le penseur ose à peine se pencher. »

M^{me} Daniel LESUEUR.

Il n'y a plus guère de professions où la femme ne soit admise. Le bonnet de docteur sur la tête et la serviette d'avocat sous le bras, elle a gagné son procès et le barreau l'a admise enfin. On ne compte plus maintenant les doctoresses en médecine. Mais « provisions » et « honoraires » ne sont pas à proprement parler des salaires. Nous laisserons à d'autres le soin d'apprécier la valeur des paroles des Cicéron en jupons et le prix des visites des Esculape du beau sexe.

A défaut de mot plus noble, nous rangerons dans la classe des carrières salariées une profession libérale à l'assaut de laquelle se sont ruées —

l'expression n'est pas trop forte — toutes nos brillantes diplômées, celle d'institutrice. Les institutrices forment deux catégories distinctes, les unes sont gouvernantes, « préceptrices », les autres sont professeurs dans des pensionnats de jeunes filles ou maîtresses d'école. Dans une famille l'institutrice est logée et nourrie, le plus souvent elle vit de la même vie que ceux dont elle élève les enfants et sa rétribution dépend du milieu social où elle est entrée. Elle n'est payée quelquefois que 40 ou 50 francs par mois, ailleurs elle reçoit 1200 francs par an ou 1500 francs. Dans des familles très riches seulement ce maximum est dépassé.

Les institutrices publiques (1) débutent en province comme stagiaires à 900 francs et passent titulaires avec des traitements de 1.000 à 1.600 fr. A Paris, les stagiaires ont 1.400 fr. et les titulaires de 1.500 à 2.400 francs, les directrices ont de 3 à 4.000 francs. Elles reçoivent en outre des indemnités de logement. Dans l'enseignement supérieur les traitements les plus bas sont de 1.600 fr. pour les chargées de cours de collèges et de 2.500 à 3.000 francs pour les chargées de cours de lycée, les plus élevés sont de 2.400 à 4.000 francs pour les directrices de collège et de 4.000 à 7.000 francs pour les directrices de lycées. Dans les écoles pratiques de commerce et d'industrie, les directrices ont suivant la classe 2.500, 3.200 et 4.000 francs, les maîtresses titulaires 1.500 à 2.000 fr., les adjointes

(1) M^{lle} Schirmacher. *Le Travail des femmes*. Il y a en France entre 50.000 et 60.000 institutrices laïques, dont plus de 26.000 directrices d'écoles primaires.

1.200 à 3.000 francs, elles ont en outre des indemnités de résidence (1).

Le trop grand succès qui provoque l'encombrement des candidates à une place dans l'enseignement dépend d'une double cause. Pour beaucoup de jeunes filles l'attrait provient du désir d'atteindre une situation sociale d'un rang supérieur à celui qu'elles occupent. De plus, l'enseignement de l'Etat procure une vie assurée, sans crainte du lendemain et une retraite pour les vieux jours. Mais qui dira le nombre de celles qui n'arrivent jamais au but, qui dira combien de temps les « arrivées » ont dû attendre ?

L'encombrement du reste est le même à la porte de toutes les grandes administrations publiques ou privées. « Elles sont, dit le comte d'Haussonville s'excusant, bien qu'académicien, de recourir à un néologisme, les grandes fabriques de non classées. » Pour une qui sort des rangs, il y en a cinq, dix, vingt et plus qui marquent le pas. Le ministère du commerce emploie un petit nombre de sténo-dactylographes à 1.800 francs, avec augmentation

(1) Au 1^{er} juillet 1901, la direction des cultes accusait :

58.836 religieuses d'ordres autorisés ;

60.000 — — non autorisés ;

Au total 120.000 religieuses environ.

Sur le 3.247 établissements que possédaient les congrégations de femmes autorisées, 2.261 étaient les établissements hospitaliers et d'enseignement à la fois. On comptait à cette date 43.814 institutrices congréganistes d'enseignement primaire et d'enseignement secondaire. Les lois qui ont été votées et les décrets qui sont parus, ces dernières années, ont fermé, on le sait, un nombre considérable d'écoles congréganistes. Un certain nombre de religieuses se sont sécularisées et ont réouvert des écoles, mais le départ à l'étranger des autres a laissé des places vacantes qui ont été occupées par des jeunes filles qui en recherchaient.

graduelle de 200 francs jusqu'à 3.000 francs. Les inspectrices du travail qui dépendent du même département gagnent de 3.000 à 5.000 francs comme inspectrices départementales et de 6.000 à 8.000 francs comme inspectrices divisionnaires. Les Postes emploient environ 1.600 femmes. Les employées ont de 1.000 à 1.800 fr.; depuis 1886 un bon nombre, célébrées par la littérature de vaudeville, sont demoiselles du téléphone. Les receveuses sont logées et peuvent dans certains emplois avoir de 2.000 à 2.400 francs. Une dizaine de caissières à 1.200 francs sont aux Finances et des femmes employées à la confection du Grand Livre sont payées à la journée 3 fr. 50.

Aux guichets des chemins de fer de l'Etat, la femme a 3 fr. 25 et dans les autres compagnies elle a en moyenne 3 francs. Les banques — Banque de France, Société Générale, Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte — ont elles aussi accueilli des femmes dans leurs bureaux et leur procurent des places de 3 francs à 4 fr. 50 par jour, et même plus à la Banque de France.

La femme est par ailleurs très employée aux écritures dans les maisons de commerce. Son exactitude, sa minutie, lui ont assuré une bonne réputation de caissière-comptable. A Paris, dans des postes importants, ses appointements sont de 1.500, 1.800 et 2.000 francs par an, mais dans les nombreux magasins de détails où elle tient la caisse elle gagne seulement de 60 à 100 francs par mois. La sténo-dactylographie est encore à l'âge d'or et une femme sténo-dactylographe a de 150 à

200 francs par mois en moyenne. Elle dépasse quelquefois 300 si elle sait une langue étrangère. Mais il est à redouter que la... surproduction ne se fasse bientôt sentir.

Comme l'employée de bureau, l'employée de magasin est une « demoiselle ». Elle est tenue de par son métier de vendeuse à un air avenant et aimable, à une mise correcte et soignée, en un mot, nous disait un patron, « la demoiselle de magasin doit avoir du *chic* » (1). Dans les grands magasins, tels que le Louvre, le Bon Marché et d'autres de ce genre, elle est payée en conséquence. Une vendeuse du Bon Marché, rapporte Mlle Schirmacher, m'a affirmé avec un sourire content : « Une femme gagne bien sa vie ici. » On peut y évaluer les appointements féminins de 1.000 francs à 3.000 francs au maximum. Les employées sont de plus nourries, parfois logées et bénéficient aussi d'institutions philanthropiques (2).

Dans les petits magasins, dans les grands bazars, les vendeuses sont nourries, mais les

(1) « N'est-ce pas un joli métier ? écrit Jules Simon. Par malheur, le soir venu, il faut quitter ces beaux salons étincelants, ces grandes glaces, ces tapis moelleux, ces fleurs, ces parfums, se glisser en robe de soie dans de pauvres rues hantées par la misère, monter à un sixième étage et trouver sa famille sur le grabat. » (*L'Ouvrière*).

(2) Cf. *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1904. *Le Mécanisme de la vie moderne*. — *Les Grands Magasins*, par le vicomte d'Avenel.

« ... La nourriture des employées coûte à l'administration 1 fr. 60 à 2 francs par jour et par tête suivant les magasins... »

« J'ai copié le menu inscrit à la craie sur la porte des réfectoires (*Au Bon Marché*) : « Potage poireaux, pâté de canards, gigot rôti, purée de pommes, épinards au jus, dessert. » Sous le rapport du dessert, les dames ont partout un supplément de faveur : « *Au Printemps*, le jour où j'ai visité ce magasin, on leur avait servi du flan aux amandes. »

salaires ne vont pas au delà de 100 francs, ils atteignent ce chiffre très rarement et gravitent autour de 40, 50 et 60 francs. Ils descendent encore plus bas sans compter que les journées sont longues — la loi de 10 heures ne s'applique pas au commerce, — et le repos du dimanche souvent inconnu.

On appelle aussi « employés (1) », paraît-il, en Amérique tous ces hommes et femmes que leur genre d'emploi a fait jusqu'ici appeler en France des domestiques. Le Nouveau Monde subit, en effet, la crise de la domesticité et pour y parer, d'ingénieux inventeurs ont trouvé des machines à broser, à éplucher, à laver, à cirer les chaussures. Les filles de la libre Amérique ne veulent plus servir. M^{me} B. Van Vorst, qui se fit ouvrière quelques temps pour étudier de près *l'ouvrière aux Etats-Unis*, raconte qu'à Pittsburg elle se présenta à l'Association chrétienne des jeunes filles pour demander une place, et « affectant les manières qui convenaient à mon déguisement, ajoute-t-elle, je dis que j'ai déjà été en place, mais que je veux avancer dans le monde et devenir employée de fabrique. — Vous êtes comme les autres, me répond le secrétaire. Impossible d'avoir des domestiques à Pittsburg. Les jeunes filles ne veulent pas servir, les ateliers les prennent toutes (2). »

En France, il n'en est pas encore ainsi et il ne manque pas de jeunes filles de la campagne qui cherchent à « entrer en place » dans les villes. Il y a plus de 730,000 bonnes en France. Rien qu'à

(1) *Maîtres et serviteurs* (brochure de l'Action populaire).

(2) *L'ouvrière aux Etats-Unis* M^{me} Van Vorst.

Paris, on en compte plus de 110,000. Au point de vue social la domesticité subit cependant une crise en France et sans que nous insistions, il suffira pour comprendre de comparer les rapports qui existent actuellement entre les serviteurs et les maîtres. Ceux-là savent ce que nous voulons dire qui ont connu des vieux domestiques et ces vieilles bonnes dévouées qui avaient servi, parfois élevé, deux générations successives dans la même famille et qu'on traitait comme s'ils en étaient membres. Mais au point de vue économique, la profession de domestique s'est plutôt améliorée, du moins en général, car il faut bien reconnaître qu'elle est encore parfois très pénible. Son grand avantage est que le salaire y est un bénéfice net. Les domestiques sont nourris, logés, blanchis et parfois même habillés. A vrai dire, les gages du début ne laissent pas de grosses économies. Une jeune bonne, qui fait son apprentissage aux dépens de ceux qu'elle sert, est payée 10 francs par mois. Dans la plupart des maisons à une ou deux domestiques, les bonnes gagnent 20, 25 et 30 francs. Il n'y a que les spécialistes, femmes de chambre de grandes dames et Vattel féminins à pouvoir exiger 50, 60, 70 francs et plus (1).

Les nourrices ont aussi des gages en rapport avec la dignité de leurs fonctions et celles qui sont

(1) Sur cette question de la domesticité féminine, on pourra se reporter à la brochure de l'Action populaire : *Maîtres et serviteurs*, et à deux rapports parus dans la *Réforme sociale* 1901 Tome II : *La domesticité féminine* par M^{me} Vincent et *La domesticité féminine dans les grandes villes de France* par Alfred des Cilleuls. Voir également M^{lle} Schirmacher : *Le travail des femmes en France*, 5^e Service domestique.

en place en touchent d'assez élevés qui vont de 50 à 80 francs en moyenne plus les cadeaux. A titre rétrospectif, rappelons que sous le règne de Louis II une « remplaçante » avait chez un bourgeois d'Angers 110 francs, « tandis que la nourrice d'une princesse avait 500 francs et que le sein qui alimente au XIII^e siècle un frère de Philippe le Bel est appointé 8 francs par jour, allaitement exceptionnellement coûteux, puisqu'il ferait ressortir l'année entière à 2,900 francs (1). »

Les femmes qui vont à leur journée et que l'on prend pour aider les domestiques ou pour en tenir lieu gagnent en plus de la nourriture 20 à 30 sous. Celles qui dans les villes vont le matin faire des ménages sont payées à l'heure 25 et 30 centimes.

Les infirmières des hôpitaux sont payées jusqu'ici par l'Assistance publique 360 à 468 francs par an, quand elles sont nourries, logées et blanchies, ou reçoivent 940 à 1,040 francs, lorsqu'elles n'ont pas de salaires en nature. Les surveillantes, sous-surveillantes et suppléantes gagnent de 552 à 900 francs avec des indemnités de 1,100 à 1,400 francs. Une réforme est en train de s'accomplir et les traitements seront de 500 à 700 francs pour les infirmières plus 180 francs d'indemnités de logements et de 500, 900, 1,000, 1,100 et 1,200 francs plus 1,300 francs d'indemnités pour les surveillantes divisées en 5 classes.

Il y a encore les professions dangereuses, —

(1) V^{te} d'Avenel, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1896.

dangereuses pour la moralité, pour la vertu de celles qui les ont choisies. — La profession d'artistes dans les théâtres pourrait bien être rangée parmi celles-là, surtout lorsque les appointements ne sont que de 150 à 300 francs comme pour les étoiles de deuxième grandeur. « A moins d'un courage exceptionnel et d'une chance inespérée, la comédienne est presque invinciblement poussée vers la galanterie (1). »

Une religieuse qui voit de près les misères de Paris et qui a consacré sa vie à les soigner, nous signale encore la situation des jeunes filles qui posent devant les artistes peintres, modelleurs, sculpteurs. On ne leur demande que quelques heures de... travail et elles obtiennent 6, 8 et 10 francs.

La grande modiste, la grande couturière ont également leurs « modèles », pauvres mannequins vivants qu'on envoie en voiture découverte aux Champs-Élysées promener et faire connaître et lancer la mode nouvelle. On paie leur beauté 6 et 7 francs par jour. Mais que deviennent-elles après cet apprentissage ? Comment peuvent-elles renoncer à cette vie facile et factice... ?

(1) M^{lle} Schirmacher, *Le travail des femmes*.

CHAPITRE V

SALAIRE NOMINAL, SALAIRE NÉCESSAIRE

« Les ressources, qu'a l'ouvrier pour subvenir à son entretien et à celui de sa famille, nécessaires pour maintenir le nombre des travailleurs, ne tiennent pas à la quantité d'argent qu'il reçoit pour son salaire, mais à la quantité de subsistances et d'autres objets nécessaires et utiles dont l'habitude lui a fait un besoin et qu'il peut acheter avec l'argent de ses gages. »

RICARDO.

« Quand on aborde la question du salaire, écrit M. Villey, il faut tout d'abord faire une distinction fondamentale entre le salaire *nominal* et le salaire *réel*. Le salaire *nominal* c'est le salaire exprimé en argent, en monnaie. C'est un élément sans doute indispensable, mais qui pourtant ne nous donne qu'une notion très imparfaite de la situation des ouvriers. La monnaie n'est qu'un instrument d'échange et le sort de l'ouvrier dépendra évidemment de la puissance d'achat de cet instrument c'est-à-dire du prix des différentes choses que l'ouvrier consomme. C'est le rapport entre le salaire nominal et le prix des choses nécessaires à la vie

qui peut nous renseigner exactement sur l'état et le degré de bien-être des ouvriers ; en sorte que toute enquête sur la situation des salaires doit, à peine d'être destituée de toute valeur pratique, porter à la fois sur ces deux éléments (1). »

Mais ce rapprochement n'a de valeur scientifique qu'autant que la répartition du salaire nominal a été préalablement faite sur la durée du temps à laquelle il doit être appliqué pour subvenir aux besoins du travailleur. Par exemple un ouvrier qui gagne 4 francs par jour et qui travaille six jours dans une semaine ne pourrait dire que son salaire nominal est effectivement et intégralement de 4 francs pour un jour. Il lui faut vivre, en effet, pendant 7 jours et la somme qu'il a à dépenser est de 3 fr. 42 seulement.

On ne saurait trop faire cette remarque dans une étude du salaire féminin. Plus que l'ouvrier, l'ouvrière supporte des arrêts dans ses travaux, ils sont suspendus parfois pendant de longues périodes et ces interruptions modifient complètement les idées qu'on aurait pu se faire en considérant un salaire payé en temps normal.

L'organisation de la grande industrie, telle qu'elle existe, a eu, en plus des avantages que nous lui avons reconnus, celui d'atténuer les chômages dont la petite industrie souffre cruellement. Pour en avoir une preuve, *a contrario*, immédiate il n'y a qu'à remarquer que dans certaines branches de la grande industrie, dans la bonneterie par

(1) Edmond Villey, *Principes d'économie politique*, Livre III Chapitre IV.

exemple, où les industriels ont divisé leurs usines en ateliers d'entrepreneurs, le chômage se fait sentir plus fortement que dans l'industrie agglomérée et à grand machinisme. Cette différence vient de ce que l'arrêt du travail dans la grande industrie agglomérée a des conséquences considérables qu'il n'a pas dans l'industrie en atelier. Dans la première, les frais généraux courent toujours, et ce ne sera pas parce que les métiers ne marcheront pas pendant un ou deux mois, que les frais d'amortissement diminueront d'un ou de deux douzièmes dans l'année. Le chômage n'est pas une économie et il faut un cas de force majeure ou la ruine pour qu'un patron se résolve à fermer sa maison. Dans beaucoup d'industries, la diminution des affaires n'est qu'accidentelle. Elle est parfois saisonnière, le patron cherchera alors à l'atténuer. Il préférera travailler à bénéfices réduits, presque nuls, nuls peut-être, plutôt que de ne pas travailler du tout. Le plus souvent il met en réserves des produits fabriqués ainsi à l'avance en attendant la reprise des affaires.

Le perfectionnement du machinisme a évidemment pour résultat de tendre à occasionner une surproduction ou tout au moins une production si considérable qu'on soit dans la nécessité de la modérer. Et puis les brusques changements de prix des matières premières amènent à certaines époques des accalmies. C'est ce que nous expliquait un fabricant de tissus. « Autrefois, nous disait-il, on produisait l'été, on emmagasinait et l'on vendait l'hiver, ou on fabriquait l'hiver des tissus pour

l'été. Il n'y avait pas d'à-coups. Aujourd'hui coton, lin, soie, jute, chanvre subissent en quelques mois des différences de prix colossales. Prenez l'exemple du coton brut. Supposez qu'il vaille 100 francs et que l'industriel prévoie des cours de 40 ou 50 francs à quelques mois de là, que peut-il faire jusqu'à ce que les spéculateurs laissent le calme au marché et lui permettent de faire ses achats, afin de reprendre le travail à plein collier ? Il se ruinerait d'un seul coup, si pour fabriquer sans relâche, il achetait sans réflexion et vendait ses produits manufacturés moins cher que ne lui auraient coûté les matières premières ».

Malgré ces difficultés, il est rare que la grande industrie recoure à un chômage complet. Elle ne peut pas éteindre ses fourneaux ni arrêter ses machines. Elle est obligée de conserver son personnel au complet. L'industriel, plutôt que de renvoyer des ouvriers diminue les heures de travail, ou encore ouvriers et ouvrières se divisent en équipes qui, à tour de rôle, ne travaillent pas pendant un ou deux jours par semaine. Donc même aux périodes difficiles la grande industrie ne laisse pas les travailleurs sans travail. Bref, la grande industrie est doublement favorable à la femme, elle lui assure un assez bon salaire et elle lui assure ce salaire régulièrement.

Loin de se défendre contre le chômage, la petite industrie s'y prête au contraire. Elle peut sans peine se plier aux besoins de la production et l'augmenter et la réduire. Le patron ne se gênera pas pour dire à ses entrepreneurs qu'il n'a plus

d'ouvrage à leur donner. Le chômage commence, les frais généraux cessent immédiatement. Le rouage intermédiaire arrêté, tous les autres ne se remettent en mouvement qu'avec lui et les ouvriers et les ouvrières se trouvent sans travail.

La fabrication opérée sous le régime de la petite industrie est d'ailleurs éminemment *saisonnière*. Dire qu'il y a une saison dans une industrie, c'est dire aussi qu'il y a une morte-saison. A la période de vie, d'activité et de gain succède la période de chômage. Pas de travail, pas de pain. Quelquefois la seconde est plus longue que la première. Les petits ateliers où se fabriquent les articles de Paris travaillent à l'approche des fêtes, Noël, le premier de l'An, Pâques... c'est-à-dire de 4 à 6 mois par an. Pendant 6 mois, pendant 8 mois, ils chôment. Les blanchisseuses de ville chôment pendant les vacances. Les plumassières ont 6 mois de travail, les fleuristes aussi. Les ouvrières du métal ont un chômage indéterminé et une ouvrière qui travaille à l'orfèvrerie Christofle nous écrit : « Que c'est à peu près la seule maison de ce genre où il n'y ait pas de morte-saison ». On ne saurait dire le nombre des petits ateliers qui occupent quelques ouvrières à toutes sortes d'emplois pendant trois ou quatre mois et sont fermés ensuite. Un petit atelier employait, à notre connaissance, cette année à Paris, une vingtaine de jeunes filles à la fabrication de formes de chapeaux en crin. Elles faisaient d'assez bonnes journées — en veillant jusqu'à dix heures du soir, elles achevaient deux formes payées 2 francs pièce. — Ce

bon temps a duré quatre mois et les pauvres filles ont dû aller chercher leur gagne-pain ailleurs...

Ce sont là des exemples pris au hasard, mais attachons-nous à l'industrie la plus importante : l'aiguille.

La morte-saison dans l'industrie de l'aiguille est double ou pour parler clairement l'aiguille a deux saisons et deux mortes-saisons. Au total le chômage dure de 3 à 4 mois au moins. Suivant qu'il s'agit de l'industrie de la couture, de la mode ou de la confection, il est compris entre le 15 juin et le 31 août — c'est la morte-saison d'été — et entre le 15 décembre et le 31 mars — c'est la morte-saison d'hiver. — Un chômage d'un tiers d'année est déjà long et cependant, certaines années, il est plus long encore si la saison a été mauvaise, ou si l'ouvrière n'est pas très adroite et que la maison qui l'emploie ne tient pas à se l'attacher.

On a coutume de classer les ouvrières en trois catégories : 1° Les ouvrières du *noyau* qui travaillent depuis plusieurs années chez le même patron, forment « l'état-major de la maison ». Pendant quelques mois d'été les journées leur sont réduites de quelques heures. Elles sont occupées 260 à 300 jours par an ; 2° Les ouvrières *supplémentaires* composent le gros de l'effectif pendant la saison et changent souvent d'atelier aux périodes de chômage. Elles travaillent environ 200 jours par an ; 3° Enfin les *extras* sont les ouvrières de renfort qu'on embauche en cas de presse. Elles trouvent des emplois pendant 2 ou 3 ou 4 mois.

Heureusement la morte-saison reçoit des cor-

rectifs. Les six mois de chômage des fleuristes, par exemple, commencent en même temps que les six mois de saison des plumassières et *vice-versa*. Grâce à cette coïncidence, presque toutes les ouvrières d'un métier passent sans grande interruption dans l'autre et la fleuriste-plumassière ne reste pas longtemps sans travail. De même la morte-saison de la couture ne se produit pas exactement en même temps que le chômage dans la confection, de telle sorte que les couturières vont offrir leurs services aux confectionneurs quand le travail manque dans la couture.

Il est fâcheux que cette atténuation à la morte-saison, que M. Paul Leroy-Beaulieu appelle « une énergique réaction contre ce mal redoutable », trouve plus rarement qu'il y a quelques années à se produire. Actuellement « par le fait même que la décroissance du travail à la série diminue les stocks entassés d'avance, l'époque de presse se trouve reculée et se rapproche de la période des *coups de feu* de la mesure. Les chômages, qui semblaient devoir être comblés, se creusent pour ainsi dire et s'élargissent. C'est un des côtés dangereux de la nouvelle coutume (1). »

Mais le domaine de l'industrie de l'aiguille est vaste. Les ouvrières ingénieuses et qui préfèrent gagner un petit salaire que de ne rien gagner du tout trouvent à s'employer à la journée chez des particuliers ou à faire quelques travaux à domicile.

Il n'en reste pas moins établi que la morte-

(1) *Office du Travail. La petite industrie*, tome II p. 216. Voir Cotelle. *Le Sweating-system*, p. 666 et suiv.

saison malgré quelques palliatifs s'abat durement sur un grand nombre d'ouvrières. M. du Maroussem détermine « ce qu'on pourrait appeler le coefficient de réduction du salaire journalier apparent qui permet d'arriver au salaire réel. » Il arrive aux chiffres suivants que nous adoptons sans restriction.

Les ouvrières du *noyau* dans les grands ateliers, payées 5 francs se font au maximum 1,300 à 1,400 francs par an.

Les ouvrières à 3 francs se font 780 à 840 francs.

Les ouvrières intermédiaires dont les journées sont de 4 fr. 50 ont comme recettes annuelles 900 à 1,025 francs. Pour celles dont les journées sont à 3 francs les chiffres se réduisent à 600 et 690 francs.

Pour les bonnes ouvrières, le *vrai* salaire quotidien est donc de 3 fr. 50 à 3 fr. 70 si elles sont payées 5 francs ; de 2 fr. 10 à 2 fr. 20 si elles sont payées 3 francs. Il est de 2 fr. 50 à 2 fr. 80 pour les ouvrières moyennes si elles gagnent 4 fr. 50 et de 1 fr. 62 à 1 fr. 85 si elles gagnent 3 francs.

Le salaire *réel* des ouvrières *extras* descend à 1 fr. 29 ou 1 fr. 72 et moins, mais il faut tenir compte que ces chiffres sont relevés par d'autres recettes. Nous ne parlons là, il est vrai, que des ouvrières à 3, 4 et 5 francs. Quand il s'agit des ouvrières de province — ouvrières de couture et autres — qui gagnent 0 fr. 75, 1 franc ou 1 fr. 25 par jour, le budget annuel des recettes atteint 150, 200 et 300 francs. Il faut que l'ouvrière gagne un des plus hauts salaires et soit employée couramment pour arriver à 400, 500 ou 600 francs.

Tout le problème tient dans une seule question : « Les salaires des ouvrières sont-ils suffisants ? » La majorité des femmes qui travaillent n'y réfléchissent même pas. Elles vivent en famille. Le salaire de l'homme, du chef de la communauté couvre les dépenses ordinaires. Que la femme gagne plus ou moins la famille vivra. Fait-on remarquer que ce gain est bien faible, invariablement on répondra : « Si peu que ce soit, c'est toujours ça ! »

Mais toutes les femmes, toutes les jeunes filles qui vivent seules et qui n'ont que ça pour vivre, comment vivent-elles ? Nous le saurons quand nous saurons combien il leur faut pour vivre.

Quel est donc le salaire nécessaire ?

Dans les remarquables ouvrages que nous avons cités à plusieurs reprises, nous avons relevé le total des budgets des dépenses de onze ouvrières, sans faire entrer en ligne de compte ceux qui étaient grevés d'une charge exceptionnelle (1). Nous avons trouvé 8.750 francs, ce qui fait pour chaque ouvrière, une moyenne de 795 francs. Evaluer à 795 francs l'ensemble des dé-

(1) Voici les différents totaux de ces budgets qu'on trouvera détaillés avec un soin minutieux par les scrupuleux auteurs qui les ont cités.

M ^{me} Froment (<i>Ouvrières parisiennes</i>)	756 fr.
	808 »
	1206 »
Bonnevay (<i>Les ouvrières lyonnaises</i>)	918 45
	707 90
	439 90
Ch. Benoist (<i>Les ouvrières de l'aiguille</i>)	1125 25
	862 »
	579 50
	375 »
C ^{te} d'Haussonville (<i>Salaires et misères de femmes</i>)	972 »
Total	8750 00

penses, de toutes les dépenses d'une ouvrière qui doit se loger, se nourrir, se vêtir pendant 365 jours, est-ce se montrer trop exigeant ? Que dans le total de ces budgets, on ne fasse pas entrer ceux qui dépassent 1.000 francs, l'ensemble des recettes annuelles pour neuf ouvrières est alors de 6.418 francs 75, le budget moyen annuel de chacune d'elles est réduit à 713 fr. 19. Le coût de la vie pour un jour est donc de 2 fr. 17 avec notre premier chiffre et de 1 fr. 95 au minimum.

Mais, hélas ! Il n'y a que les bonnes, les très bonnes ouvrières qui gagnent ce salaire moyen dans les industries où l'on chôme. Celles qui peuvent faire des économies pendant la saison, les « mangent » et s'endettent quand arrive la *morte*. M. l'abbé du Lac rapporte cette réponse d'une couturière parisienne de 20 ans, à propos de ses ressources et de ses dépenses. Elle gagne 4 francs par jour, soit, dimanche non compris, 96 francs par mois. Elle dépense, nourriture 60 francs par mois, loyer d'une chambre 9 francs, blanchissage et entretien, frais de toilette 12 francs, soit dépenses par mois 81 francs, bénéfices 15 francs. En multipliant cette économie par 8 mois de travail, on obtient 120 fr. Mais les dépenses restent à 81 francs pendant les 4 mois de morte-saison, et le total loin d'être couvert par les économies, laisse un déficit de 204 francs « sans avoir été malade, et après s'être privée de tout, lectures, promenades, théâtres. » Il y en a pourtant qui se contentent de moins et qui avec les 972 fr. de la petite couturière se croiraient riches !

M. Bonnevey a dressé le budget d'une lingère

boutonniériste, abandonnée par son mari et ayant un enfant de dix-huit mois.

<i>Location</i>	ANNUELLEMENT
8 fr. par mois, une pièce à un 4 ^e étage	96 »
<i>Nourriture</i>	
Lait par jour.....	» 10
Pain	» 20
Pommes frites.....	» 05
Sardines ou boudin.....	» 10
Fromage	» 10
Légumes et graisse p ^r la soupe	» 15
	» 70
	255 50
<i>Eclairage</i>	
Pétrole à 0 fr. 35, deux litres par semaine à cause du travail du soir.....	36 40
<i>Chauffage</i>	
A raison de 1 fr. par semaine (Dépense moyenne d'été et d'hiver)	52 »
TOTAL.....	439 90

A la vérité les ressources de cette pauvre ne lui suffisaient pas. Son travail ne lui procurait que 250 francs. Avec l'aide de la charité, elle vivait donc, elle et son bébé, moyennant 24 sous par jour.

Il faut avoir fait ces calculs, il faut être entré dans le détail de la vie de ces femmes isolées pour voir tout ce qu'elles ont de tragique et de douloureux. « J'allai un soir, me disait une dame, chez une ouvrière en lingerie à l'heure où les autres dînent..... Elle dînait effectivement, installée sur le coin de sa machine à coudre; elle mangeait du pain et un artichaut. C'était son unique plat. » Un bienveillant Harpagon aurait pu aimablement lui faire remarquer que s'il ne faut pas vivre pour manger, il est du moins sage de « manger pour

vivre ». Elle aurait pu lui répondre : « Mais, monsieur, pour manger il faut en avoir le moyen » (1).

(1) Voici, à titre d'élément d'appréciation, un extrait du tableau présenté à l'exposition de la tuberculose par M. Laudouzy, à la suite d'une enquête faite sur un certain nombre de malades venus à la consultation de l'hôpital Laënnec :

OUVRIÈRES PARISIENNES ET EMPLOYÉES
(*Couturières, modistes, midinettes, employées d'administration, etc.*)

EXEMPLE D'ALIMENTATION DÉFECTUEUSE
D'une ouvrière ou employée de cette catégorie (L. C..., 16 ans 1/2, plumassière).

Pas de repas avant le travail.

HEURES DES REPAS	Pain	Viande	Soupe	Légumes	Crudités	Sucre	Boissons alcooliques
12 heures matin	125 g.	35 gr.	»	80 gr. (radis ou salade)	15 gr. cornichons vinaigre	»	1/8 l. vin rouge
8 heures soir	125 g.	35 gr.	»	»	»	»	1/8 l. vin rouge
TOTAUX.	250 g.	70 gr.	»	80 gr.	15 gr.	»	1/4 l. vin rouge
1,400 CALORIES POUR 0.80							
FAUTES CONTRE L'HYGIÈNE ALIMENTAIRE <i>commises généralement par ces ouvrières ou employées</i>		L'ALIMENTATION JOURNA- LIÈRE DOIT FOURNIR <i>à une ouvrière (de taille moyenne et pesant 55 kgs) appartenant à une de ces professions actives :</i>			EXEMPLE D'UN MENU <i>pour l'alimentation jour- nalière (à Paris) salubre et économique d'une ou- vrière de cette catégorie :</i>		
PAS DE REPAS AVANT LE TRAVAIL DU MATIN OU REPAS NÉGLIGE		ALIMENTS			POIDS	PRIX	
MANGENT } TROP DE } Aliments peu nourrissants ou de condiments (Salades, radis, vinaigrettes, cornichons, crudités, fruits de mauvaise qualité.)		38 CALORIES par kil. de poids, soit 2,090 CALORIES			Pain.	370	0.13
		Les mets divers composant cette ration doivent contenir :			Viande.	125	0.25
NE MANGENT } PAS ASSEZ DE } général (Pain, viande, féculents, pâtes, soupe, mets sucrés.)		Hydrate de carbone 338			Légumes frais	200	0.05
		Graisses 41			Pommes de terre 300,		
		Albumines 69			ou Légumes secs 80		0.05
		Alcool. 27			Sucre 40		0.03
					Lait. 250		0.07
					Beurre. 30		0.09
					Riz 15		0.01
					Fruits 100		0.05
					Vin 1/3 l.		0.14
					Café. 1 tasse		0.08
					Ce menu coûte. . .		0.95

Le prix du menu est calculé, les aliments achetés et préparés chez l'ouvrier; ces mêmes menus pris chez le restaurateur doivent être majorés de 30 0/0 environ.

Le Cosmos, 18 novembre 1905, p. 576 et 577.

M. Charles Benoist transcrit le budget d'une petite-main en confections :

Recettes

Chapitre unique, 1 fr. 25 par jour.

TOTAL..... 375 »

Dépenses

Loyer, par an.....	100 »
Une robe à 5 francs.....	5 »
Un fichu à 2 francs.....	2 »
Deux paires de bas à 0 fr. 65.....	1 30
Deux paires de chaussures à 4 francs....	8 »
Deux chemises à 1 fr. 25.....	2 50
Une camisole à 1 fr. 25.....	1 25
Deux mouchoirs à 0 fr. 40.....	» 80
Deux serviettes à 0 fr. 40.....	» 80
Eclairage par an.....	4 »
TOTAL.....	125 65

Il lui reste donc 0 fr.65, par jour, pour vivre :

Le matin, lait.....	» 05
Pain (pour la journée).....	» 20
A midi, boudin.....	» 10
Pommes de terre frites.....	» 05
Fromage.....	» 10
Le soir, une saucisse.....	» 10
Pommes de terre frites.....	» 05

« Et le budget est en équilibre, oui, certes en équilibre! Mais vienne l'hiver, c'est le froid; le chômage, c'est la faim; la maladie, c'est la mort » (1).

(1) Voici pour la ville de Paris un extrait d'une interview du secrétaire du Syndicat des Couturières, publiée par la *Petite République*, en date du 31 octobre 1896 :

— Par exemple, voulez-vous me faire connaître la situation des femmes employées pour la confection des habits d'enfants?

— Les confectionneuses dont vous parlez, soit qu'elles emportent l'ouvrage, soit qu'elles restent à l'atelier et toujours

« Une de nos enfants, nous racontait une personne charitable qui s'occupe d'un patronage de jeunes filles à Paris, a été obligée de quitter sa mère et sa sœur parce qu'elles avaient une conduite indigne sous tous les rapports. Nous l'avons aidée à louer une chambre au 6^e étage et lui avons donné le strict nécessaire : un lit, deux chaises, une table, un poêle. Cette jeune fille de 20 ans gagne 3 francs par jour, mais elle est employée à un travail qui ruine sa santé — l'année dernière elle a dû passer trois mois à l'hôpital Saint-Louis — et qui lui occasionne une grande dépense de chaussures... Comme son atelier est un peu loin, elle doit, les jours de pluie, prendre l'omnibus ou le métro — 15 centimes ou 30 centimes par jour — son loyer est de 140 francs (au sixième !) Le repas de midi est pris au restaurant, 0 fr. 75 au moins. Avec la plus sévère économie, n'étant pas coquette, elle peut joindre les deux bouts, mais parce qu'elle est seule. » Et avec un sourire notre interlocutrice ajoute : « J'en sais quelque chose, je suis sa cais-

aux pièces, doivent tirer l'aiguille treize à quatorze heures avant de gagner 90 centimes à 1 franc.

— Avec 20 sous peuvent-elles vivre?

— Elles ne vivent pas, elles végètent. Pour que vous soyiez édifié à cet égard, voici leur ordinaire : le matin, 5 centimes de lait, quel lait ! à midi, 10 centimes de pain, 10 centimes de charcuterie, plus — pour s'énervier un brin, — 10 centimes de café pris au bar du coin. Le soir, même repas réconfortant arrosé de « Château-la-Pompe ». Dimanches et fêtes — et pour cause — on se serre encore davantage le ventre. Naturellement, d'avoir jeûné la veille, le lundi matin presque toutes tombent d'inanition.

— Mais alors pendant la morte-saison?

— Beaucoup rentrent à l'hôpital pour en sortir les pieds devant.

(Le *Travail des couturières en chambre et sa réglementation*, par Hector Lambrechts, Bruxelles 1897).

sière. » Nous n'avons pas osé lui demander si sa générosité n'aidait pas quelquefois à son habileté pour faire si heureusement cadrer l'actif et le passif.

Veut-on connaître le train de vie d'une ouvrière de province. C'est une vieille fille de 56 ans. Elle gagne 2 francs par jour. Son loyer est de 90 francs par an. Il lui reste à peine 500 francs pour subvenir à tous ses besoins et pour faire vivre sa mère, car elle a avec elle sa mère âgée de 82 ans. Son frère un brave ouvrier qui nous fait le récit de ce dévouement ne peut lui prêter secours, car tout son salaire passe à nourrir sa nombreuse famille. « Ah ! Monsieur, nous dit-il, elle est courageuse, la pauvre fille. Ses voisins d'en face m'ont dit bien des fois qu'ils la voyaient souvent travailler à la lumière après minuit. »

Comprend-on maintenant la pénible vérité de cette phrase qu'une petite ouvrière laissait échapper devant nous : « C'est dur de mourir quand on est jeune, mais tout de même, comme c'est dur de vivre ! »

DEUXIÈME PARTIE

Théorie du salaire féminin. — Causes et conséquences de son infériorité

La situation de la femme qui doit gagner son pain est précaire. Son salaire est parfois même insuffisant à assurer sa subsistance. Quelles sont les causes de cet état de choses ? Quel en est le principe ? En pure théorie est-il admissible ? Trouve-t-il dans les faits son excuse ou sa condamnation ?

Le salaire de la femme est inférieur au salaire de l'homme. Les éléments de fixation sont-ils donc différents ? Ont-ils des raisons de l'être ?

C'est toute la théorie du salaire féminin ; on

pourrait même dire du travail féminin, qui se trouve ainsi mise en jeu.

Nous avons vu le mal. Comme en médecine, après le diagnostic, nous en cherchons les origines, nous en découvrons les racines. Il restera à indiquer des remèdes. Cette seconde partie renferme donc le nœud de la question.

CHAPITRE PREMIER

LE SALAIRE MASCULIN ET LE SALAIRE FEMININ : A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL

« Lorsque le travail de la femme est aussi pénible, aussi prolongé, aussi productif que celui de l'homme, pourquoi la rétribution de l'un et de l'autre ne serait-elle pas la même ? La justice et l'équité font un devoir au patron d'égaliser les salaires entre les travailleurs des deux sexes dont les tâches (cela peut arriver) sont identiques comme effort et comme rendement »

CHARLES TURGEON.

L'introduction de l'ouvrière dans les usines a été comme une revanche de la femme. Le progrès l'avait dépouillée de ses antiques attributions. « La vapeur dès son apparition dans le monde de l'industrie a brisé tous les rouets, toutes les quenouilles (1) » La machine file, la machine tisse, elle tricote, elle coud. Mais à mesure que le génie des inventeurs perfectionnait encore les instruments merveilleux de fabrication, l'aide qu'il leur fallait porter devenait moins pénible et moins

(1) Jules Simon.

grand. Bientôt il ne suffisait plus que de les surveiller. Rien n'empêchait les femmes de prendre cette occupation. A leur tour, elles pouvaient remplacer les hommes et comme leur main-d'œuvre coûtait moins cher, on leur fit appel.

De même que toutes les révolutions, celle-ci devait soulever une résistance, provoquer un choc. La femme ouvrière apparut comme la concurrente, pis encore l'ennemie, de l'homme ouvrier. Ah ! il avait pourtant assez de peine à gagner sa pauvre vie, fallait-il donc que la femme vint lui disputer son travail et faire baisser son salaire. « Les ouvriers étaient, en général, opposés à l'introduction des femmes dans les professions qu'ils exerçaient, a écrit M. Levasseur. » Ils donnaient pour raison que les femmes se contentaient d'une faible rémunération qui avilissait le salaire. En 1861, les ouvriers de l'imprimerie Paul Dupont se mirent en grève parce que le patron avait introduit des femmes. « Si nous luttons contre leur introduction parmi nous, disait le délégué ouvrier à l'exposition de Londres en 1862, ce n'est pas — avons-nous besoin de le dire ? — un sexe que nous combattons, c'est un instrument d'abaissement de salaire, c'est un travailleur à prix réduit (1) ». Et depuis les échos des congrès ouvriers ou féministes n'ont cessé de répéter les plaintes réciproques de l'un et l'autre sexe jusqu'à ce que, néanmoins, les ouvriers cédant à l'envahissement des ouvrières se soient à peu près accordés pour admettre les femmes

(1) Levasseur. *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*. Tome II p. 720 note.

dans leurs professions, à la condition qu'elles soient payées autant que les hommes (1).

Il est de toute évidence, en effet, que les salaires sont loin de cette égalité rêvée et « qu'en général l'ouvrière est moins payée que l'ouvrier, et la cuisinière moins que le cuisinier et la femme de chambre moins que le valet de chambre (2). » Ce n'est pas du reste en France seulement, qu'il en est ainsi. Dans tous les pays industriels d'Europe, la femme est moins rétribuée que l'homme. Au Nouveau Monde, au pays des hauts salaires, l'infériorité n'est pas moindre. Le salaire des femmes, rapporte M. Levasseur dans *l'Ouvrier américain*, est presque moitié de celui des hommes en Amérique comme en Europe. Et dès 1845 la *New England Workingmen's Association* qui venait d'être fondée écrivait : « Quelque lamentable que soit la condition des travailleurs, celle des femmes est pire et va en s'aggravant. » M^{me} B. Van Vorst raconte que, dans l'usine qu'elle a observée à Pittsburg, « les salaires des femmes étaient moindres que les salaires les plus bas des hommes. Les uns et les autres travaillaient aussi âprement que possible. »

L'inégalité a d'ailleurs toujours existé. « En résumé, conclut Villermé, auteur d'une statistique en 1836, le salaire moyen des travailleurs qui sont

(1) A un récent congrès des ouvriers des manufactures de tabac (juillet 1905) il a été décidé qu'une demande serait adressée à l'administration supérieure pour obtenir que des places soient accordées aux veuves d'ouvriers chargées de famille.

(2) Ch. Turgeon *Le féminisme contemporain*.

l'objet de mes recherches (fileurs et tisserands) est d'environ 2 francs pour l'homme et 1 franc pour les femmes. » En 1845, Vée fixait à 2 fr. 50 pour les hommes et à 1 fr. 25 pour les femmes la moyenne des salaires. Si l'on se reporte à l'enquête par canton de 1848, le salaire moyen industriel est de 1 fr. 78 pour les hommes et de 0 fr. 77 pour les femmes. Le salaire féminin ne s'élève pas même à la moitié du salaire masculin. Tandis qu'en 1853, les ouvriers gagnaient 2 fr. 06, les ouvrières avaient 1 fr. 07, et tandis qu'en 1871 les ouvriers avaient 2 fr. 90, les femmes ne gagnaient que 1 fr. 51. L'égalité n'existait que dans l'augmentation de 41 0/0 pour les uns et les autres (1).

Pour notre époque le résumé de l'enquête de l'*Office du Travail* sur les salaires et la durée du travail dans l'industrie française permet de dresser le tableau comparatif suivant :

	FEMMES		HOMMES	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Salaires de 1 ^{re} classe (14 départements)	2.50	3.20	2.50	7.50
Salaires de 2 ^e classe (22 départements)	2 »»	2.45	2.25	4.85
Salaires de 3 ^e classe (28 départements)	1.50	1.95	2 »»	4.55
Salaires de 4 ^e classe (21 départements)	1 »»	1.45	1.85	4.15

Ce sont là des salaires industriels et l'on voit que le salaire maximum de la femme n'atteint pas la moitié du salaire maximum de l'homme. Par

(1) Nous avons mis à profit, pour faire ces citations, les savantes recherches de M. Levasseur. *Op cit.*

contre les salaires des femmes, dans l'agriculture, peuvent s'élever à presque les deux tiers du salaire masculin.

Sans qu'il soit besoin de nous apesantir davantage, la preuve est ainsi faite que, plus ou moins, suivant les milieux et les circonstances, le salaire féminin est inférieur au salaire masculin. Il y a donc un intérêt capital à mettre en évidence et à étudier les conceptions, qui ont permis les appréciations différentes de la valeur du travail, avec la différence des sexes des travailleurs.

L'unique théorie du salaire féminin a été, jusqu'à une époque très rapprochée, que ce salaire ne devait être considéré que comme un salaire de surcroît pour la famille, un salaire de surérrogation. « Il soulage, a-t-on dit, le salaire familial(1). » La femme vit avec son mari, la jeune fille chez son père. Or père et mari la font vivre. Si elle travaille, c'est uniquement pour renforcer le salaire de l'homme. L'homme gagne l'indispensable, la femme y ajoute le complément, le superflu. Pour employer le terme classique, le salaire de la femme est un *salaire d'appoint*.

Heureux le temps où la femme était, en effet, « entretenue » par son mari, et pouvait tout entière se consacrer à sa belle mission d'épouse et de mère !

Heureux le temps où la jeune fille pouvait vivre sous le toit paternel jusqu'au jour où l'époux venait la chercher pour être la gardienne d'un nouveau foyer !

(1) M. Aine, *La Réforme Sociale*, 1898, tome I.

Heureux le temps où la femme n'était point jetée à la promiscuité de l'usine, où elle n'avait pas *besoin* de gagner sa vie... pour vivre, où la famille fortement constituée était la pierre angulaire d'une société solidement organisée !

Mais à quoi bon de vaines lamentations ?

C'est « du fait que pendant longtemps la femme a trouvé, en totalité ou en partie, sa subsistance au foyer domestique qu'on a fixé son salaire de travailleuse professionnelle au taux de salaire d'appoint » (1).

C'est du jour où la femme a dû quitter l'état, pour lequel elle est providentiellement et naturellement créée, que la théorie du salaire d'appoint est insensiblement passée dans la pratique, avant même d'avoir été formulée, et que peu à peu son application s'est fait sentir plus cruelle. Aussi peut-on mettre cette conception du salaire en tête des causes de la dépréciation du travail féminin.

Cette infériorité est-elle juste ? Est-il juste que la femme qui s'enferme dans un atelier et toute une journée dirige un métier, qui pendant des heures et des heures coud à la machine ou à la main, reçoive, le soir venu, un salaire moins élevé que l'homme ?

La femme a souffert plus que l'homme de la vie de l'usine, parfois si assourdissante et si épuisante. Elle a souffert plus que lui physiquement et moralement. Pourtant quand au jour de paye, ils rapportent le fruit de leurs labeurs, c'est une

(1) Mlle Schirmacher. *Le travail de la femme en France*.

somme souvent moitié moins élevée que celle de son mari, qui est versée par la femme dans la bourse commune. N'y a-t-il pas quelque chose de révoltant dans cette évaluation humiliante du travail féminin ? N'y a-t-il pas là une exploitation misérable et honteuse ? Oui, exploitation, car la femme elle aussi a besoin de manger et si elle ne dépense pas son argent sur le zinc du comptoir, elle a besoin comme l'homme de se faire du sang et des muscles, elle a parfois la charge d'élever des enfants, quand elle reste seule à la tête de la famille !

A égalité de besoins correspond égalité de ressources. « A travail égal, salaire égal ! » Voici jetés les mots qui sont le cri de guerre des féministes et résument pour eux tout l'idéal économique du sexe faible.

Cette théorie, qu'on peut bien appeler théorie nouvelle, car elle ne date que de quelques années, s'appuie sur la situation présente de la femme en même temps qu'elle se réclame des principes de stricte équité et d'indépendance égale des deux sexes. Plus qu'à tout autre époque, la femme moderne est souvent dans l'obligation de vivre en dehors de son groupement naturel, la famille, et d'être ainsi privée de tout appui. Il découle de ce fait, et nous nous réservons d'en parler plus longuement (1) que son droit au travail et à un salaire suffisant est alors établi avec une force singulière. Egale à l'homme quant à la peine, pourquoi la femme ne le serait-elle plus quant à la récompense ?

(1) Voir III^e Partie, Chap. I.

Mais les revendications de certains féministes visent un autre but. Ils renversent la proposition et ne disent plus : « Parce que la femme est égale à l'homme, son salaire doit être le même », mais bien : « Du jour où les salaires seront égaux la femme pourra se proclamer l'égale de l'homme. » Ils considèrent comme l'effet ce que d'autres prennent pour la cause. Aussi bien que l'homme sans doute, la femme a droit à la vie et au travail, mais aussi bien que lui elle a droit à la liberté. Il y a assez longtemps que l'homme est le seigneur et maître, assez longtemps que la femme est la serve dans le ménage, assez longtemps — dans le ménage ouvrier du moins — que de l'homme dépend toute la fortune. La femme ne peut plus souffrir d'être dépendante, d'être traitée en mineure, d'être soutenue et entretenue. Obtenir un salaire égal à celui de l'homme, c'est pour elle l'émancipation. « Il semblerait, s'écriait M^{lle} Bonneviel, au congrès international de la condition et des droits de la femme en 1900, que lorsque les rapports entre le travail et le capital seront réglés et que l'homme touchera la juste valeur de son travail, les femmes doivent se livrer uniquement aux occupations ménagères. Or, nous avons la prétention d'être un être humain comme l'homme, responsable, autonome, capable de décider ce que nous voulons faire de notre activité (1). » Et puis grâce aux progrès de la science, la durée de la journée de travail se réduira à un invraisemblable minimum. « Ce n'est pas

(1) Compte rendu du Congrès page 28 et suiv.

8 heures, c'est 6 heures, c'est peut-être 4 heures qui suffiront à produire tout le travail nécessaire à la vie de l'humanité ». Oh ! que l'imagination est une lunette commode pour voir l'avenir sous la couleur qui vous plaît la mieux ! L'homme et la femme « se considérant comme deux compagnons, travailleront ensemble à l'éducation des enfants, et un peu à la besogne de l'intérieur, *et non pas l'un comme un maître, l'autre comme une esclave* ». Le salaire égal est la libération de la femme, la reconnaissance de son « droit à la vie, à la personnalité. »

On ajoute encore en faveur de la thèse de l'égalité des salaires : « Pourquoi la femme serait-elle moins payée que l'homme, n'a-t-elle pas les mêmes besoins que lui. » Cet argument a bien sa valeur si l'on admet, et nous le croyons, que le coût de la vie entre et doit entrer en considération dans la détermination du taux du salaire. L'observation, d'ailleurs, permet de constater que le montant du salaire est à quelque chose près égal à la somme nécessaire à un ouvrier pour vivre normalement dans un milieu donné. L'ouvrier de la ville est payé plus cher que l'ouvrier de la campagne, à New-York il gagnera plus cher qu'à Berlin, parce que la vie est plus cher ici que là (1).

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu (*La femme au XIX^e siècle*) croit que « ce ne sont pas du tout les besoins du salarié qui déterminent le taux du salaire. Comme preuve évidente de la fausseté de ce prétendu théorème, c'est que les besoins de l'homme et de la femme ne sont pas une quantité constante. » Ils varient avec les régions.

Nous ne le contestons pas, mais seulement nous avons remarqué que précisément là où le coût de la vie était plus bas les salaires l'étaient aussi, qu'on ne veuille pas voir là une relation de cause à effet, peu importe, l'observation de fait n'en conserve pas moins toute son importance.

Or, dans une même région, les besoins de la femme sont-ils donc très différents des besoins de l'homme ? Oui, ont répondu certains, et précisément en affirmant l'infériorité des besoins de la femme, ils ont expliqué l'infériorité de son salaire.

Sans doute les besoins de la femme sont moindres que ceux de l'homme. La différence la plus sensible porte sur l'alimentation. L'homme ne pourrait se contenter de la nourriture suffisante à la femme, et un solide ouvrier de 25 ans aurait vite perdu sa belle vigueur, qui en serait réduit aux quelques sous de pain et de charcuterie... et au verre d'eau claire qui trop souvent composent le menu de la petite ouvrière parisienne. Mais, par ailleurs, la différence des besoins existe-t-elle sur le loyer, l'habillement, l'éclairage, le chauffage ? « Il est impossible de supposer, dit M. Leroy-Beaulieu, que la nourriture prenne plus de la moitié du budget même le plus réduit ; on ne peut, d'un autre côté, évaluer à plus d'un tiers la différence entre la nourriture nécessaire à une femme et la nourriture nécessaire à un homme. Il résulterait de ce qui précède que les besoins de la femme seraient inférieurs d'un sixième aux besoins de l'homme. » Les comparaisons que nous avons faites nous ont appris que la proportion entre les salaires est bien loin de celle-ci. Au surplus, d'ailleurs, dans certains métiers les dépenses extraordinaires que doit faire la femme rétablissent l'égalité de dépenses. La femme a des frais de toilette que n'a pas l'homme, c'est ainsi que dans certains ateliers, que nous citait, à Paris, la

présidente du *Syndicat de l'aiguille*, les patrons exigent des ouvrières une tenue très soignée.

Voici une veuve qui a la charge de deux ou trois enfants, de quatre peut-être, ses besoins sont-ils si différents de ceux de l'ouvrier ? Pourquoi donc à travail égal, n'aurait-elle pas salaire égal ? Au reste, un principe d'un ordre plus élevé domine toutes les raisons qui militent en faveur de l'égalité, c'est un principe de justice. Tel travail étant fait, est-il équitable que le prix soit plus ou moins élevé suivant le sexe du travailleur ? Le patron a-t-il le droit, d'abaisser le prix de la main d'œuvre parce que cette main d'œuvre est féminine ? A-t-il le droit en un mot d'exploiter la faiblesse de la femme ?

Une spéculation de ce genre est un indigne marché qu'aucune explication ne saurait excuser. C'est bien le cas de rappeler la parole de Léon XIII : « Que le riche et le patron se souviennent qu'exploiter la pauvreté et la misère et spéculer sur l'indigence sont choses que réprouvent également les lois divines et humaines (1). »

Quel économiste oserait rejeter brutalement cette revendication féministe envisagée ainsi ? Mais la question se pose-t-elle toujours aussi nettement et la réponse doit-elle être toujours aussi certaine ? C'est ce qu'il importe de rechercher avec la plus scrupuleuse attention.

Reprenons donc la formule : « A travail égal, salaire égal. »

(1) Encyclique *Rerum Novarum*.

« A travail égal » voilà la seule condition requise pour qu'en conscience, — nous venons de le reconnaître — la femme ait droit « à salaire égal ». Le tout est de savoir si cette condition se trouve réalisée. L'observation est délicate.

Le taux du salaire dépend et de la valeur professionnelle du travailleur et de la valeur du travail accompli. Or, la femme a une infériorité marquée sur l'homme, c'est son infériorité physique.

Parmi les féministes, ceux qu'on pourrait appeler « les égalitaires », ceux qui voudraient réaliser cette chimérique et absurde identité entre les deux sexes sont assez marris de cette injustice de la nature qui a divisé les humains en sexe fort et en sexe faible. Leurs élucubrations arriveraient-elles à prendre corps qu'elles nous donneraient des espèces de phénomènes sans grâce et sans beauté, une race nouvelle, la femme-homme, qui, à défaut d'avoir pu prendre à l'homme ses qualités, serait du moins parvenue à atrophier toutes les qualités de bonté, de sensibilité, de dévouement, qui sont les charmes de l'angé du foyer (1).

Grâce à Dieu, ces êtres anormaux et curieux sont à peu près totalement inconnus. « La nature a fait la femme faible, soumise par les nécessités de sa constitution à de nombreuses et périodiques épreuves; elle a fait peser sur cette créature chétive le fardeau de la gestation et de l'enfantement ;

(1) Loin de nous la pensée de souhaiter que la femme ne développe pas son intelligence et n'étende pas ses connaissances. Elle en a la faculté et bien des femmes de génie en ont donné la preuve. Nous nous bornons seulement à affirmer son infériorité physique.

elle a confié à ses bras le soin des jeunes générations (1) ». Il est difficile, pour ne pas dire impossible, extraordinaire vraiment, de ne pas vouloir tenir compte de lois aussi impératives.

Il y a bien des métiers très durs, très pénibles et inhumains auxquels des femmes sont employées. Après avoir rappelé la constatation de M^{lle} Schirmacher dans son étude sur le *Travail des femmes de France*, que, d'après les documents officiels, 2.518 femmes travaillaient au terrassement, 1.313 dans les carrières et 794 dans la métallurgie, M. Max Turmann fait le récit suivant (2) : « Je me rappelle avoir assisté, il y a quelques années, à un spectacle qui, pour s'être déroulé dans un de nos grands ports français de l'Ouest, n'en était pas moins digne d'une de ces peuplades africaines chez lesquelles la femme est une bête de somme. Une douzaine d'italiennes, dans la force de l'âge, étaient occupées à décharger d'énormes ballots de chiffons; sur le pas de la porte, tranquillement assis et fumant sa pipe, un contremaître surveillait leurs allées et venues, gourmandant grossièrement celle de ces malheureuses qui manifestait quelque lassitude ou qui, simplement peut-être, ne s'était pas montrée assez docile à toutes ses volontés. De cette vision brutale nous avons conservé un souvenir très précis; il y avait là, accumulé, tout ce que le travail réserve à la femme de souffrances physiques et parfois aussi de douleurs et de déchéances morales ».

(1) Paul Leroy-Beaulieu.

(2) Max Turmann. *Initiatives féminines*, p. 154.

On trouverait bien, sans trop chercher, des exemples à ajouter à ceux-ci et un nouveau La Bruyère pourrait refaire le sombre tableau des femmes courbées vers la terre, la bêche à la main, ou creusant un sillon du lourd soc de la charrue. La question du salaire n'a pas à être discutée en pareille occurrence. Outre que de tels faits sont des exceptions, ce n'est pas à l'augmentation du salaire qu'il faut arriver, mais à la suppression de tout travail féminin dans de telles conditions. La pitoyable scène des femmes débardeuses ne trouve son vrai cadre que chez les sauvages où l'esclavage est encore pratiqué.

Mais, dira-t-on, avec le développement du machinisme et le perfectionnement merveilleux des instruments dont elle dispose, l'industrie ne demande plus des muscles, elle demande de l'intelligence et de l'habileté. N'avez-vous pas vu ces métiers à tisser qui marchent tout seuls? N'avez-vous pas vu ces linotypes qui, sous vos yeux émerveillés, composent des lignes d'imprimerie sous la simple pression du doigt sur un clavier et qui distribuent ensuite les lettres matrices que leur bras d'acier reporte en place? Quelle est la femme qui ne pourrait rattacher les fils sur un métier et quelle est la demoiselle qui ne sait ou ne pourrait « pianoter » sur la machine à composer? Comment s'expliquer enfin, « que là où les femmes dirigent les mêmes machines, comme c'est le cas dans beaucoup d'usines et notamment en Angleterre dans les ateliers de tissage, nous dit M^{mc} Montefiore, elles reçoivent un salaire inférieur

à celui des hommes? (1) ». Et dans les magasins, et dans les bureaux, la femme ne peut-elle pas aussi bien que l'homme présenter, avec un sourire aimable, la paire de gants ou le coupon d'étoffe à la cliente, et lui débiter la phrase qu'il faut, ou bien derrière son bureau aligner des chiffres, faire des additions et copier des factures?

En effet, moins la force musculaire est nécessaire et plus la femme est apte à remplacer l'homme et peut prétendre au salaire qu'il recevait s'il tenait l'emploi. Il reste cependant vrai qu'il est rare que l'inégalité des sexes ne se fasse pas — plus ou moins, quelquefois peu — sentir. Tandis que l'homme est « taillé » pour supporter les pénibles labeurs et entreprendre de longs et fatigants travaux, la femme est constituée pour mener une vie sédentaire. Au magasin, par exemple, l'employée ne peut faire n'importe quelle besogne. Une fois les clients servis, elle a droit à s'asseoir et accomplit un ouvrage où la force a peu de part. Elle ne peut soulever une boîte d'un poids trop considérable ou atteindre un objet dans un rayon trop élevé. Le directeur d'un important magasin de Paris, qui occupe plusieurs centaines de femmes, nous disait que les quinze jours de vacances accordés à tout le personnel ne suffisaient jamais aux femmes, et que souvent elles demandaient des jours de repos supplémentaires.

« Je n'ai jamais dirigé d'imprimeries de femmes,

(1) Meile Bonneval. *Compte-rendu du Congrès international de la condition et du droit de la femme*. Paris 1900.

écrivait un ingénieur des arts et manufactures (1) et n'ai pas cette intention préférant, j'en demande pardon aux dames, avoir à conduire mille hommes que dix femmes, mais de divers documents qui m'ont été fournis de droite et de gauche, il résulte que la femme ne compose pas plus vite que l'homme et qu'en général elle compose très souvent moins bien ! J'ai eu en mains de ces épreuves fourmillant de fautes où le correcteur toujours payé assez cher, doit passer deux ou trois fois plus de temps que pour corriger les épreuves des compositeurs. » (2)

(1) Emmanuel Rivière. *Le travail de la femme dans l'industrie typographique.*

(2) Le *Bulletin Officiel de l'Union Syndicale des Maîtres Imprimeurs de France* publiait dans son numéro d'Août 1905 un article sur les *compositeurs et les frais généraux* qui confirme cette opinion.

« Un imprimeur ayant remplacé ses compositeurs par des compositrices nous faisait part de son étonnement de constater des pertes à l'inventaire.

« Avez-vous continué à faire payer à vos clients le même prix que lorsque la composition était faite par des compositeurs ?

« Non j'ai dû tenir compte à mes clients de la différence de main-d'œuvre et j'ai eu soin de conserver le même pourcentage de frais généraux.

« Vous me dites que les frais généraux de votre maison étaient de 150.000 francs, amortissement de matériel et intérêts du capital compris. Votre main-d'œuvre était de 120.000 francs. Le pourcentage nécessaire s'établissait donc à 125 0/0 et vous teniez compte de ce chiffre dans votre devis de prix. Aujourd'hui vous indiquez les mêmes frais généraux de 150.000 francs et la main-d'œuvre réduite à 90.000 francs par l'emploi des femmes. En conservant le même pourcentage que dans le premier cas vous avez encaissé avec 125 0/0 sur la main-d'œuvre, les 120.000 fr. destinés à vous rembourser vos frais généraux. Dans le deuxième cas vous n'avez encaissé, avec le même pourcentage de 125 0/0 que 112 500 d'où perte réelle de 7.500 francs sur les frais généraux.

« Il suffit de vous faire remarquer que si vous abaissez les frais de main-d'œuvre, votre pourcentage de frais généraux doit être plus élevé. 125 0/0 suffisaient pour une main-d'œuvre d'hommes, il faut compter 134 0/0 pour une main-d'œuvre de femmes. »

Un jour que je visitais une grande imprimerie parisienne, un professionnel me disait, que pour mille lettres assemblées, on constate, en général, de 3 à 4 corrections pour les ouvriers, alors qu'il faut en relever de 15 à 20 chez les ouvrières. Il en résulte donc une perte de temps appréciable, et un ralentissement dans l'exécution des travaux faits par les femmes. Et comme le client est toujours pressé, l'imprimeur peut donner beaucoup plus pour un travail rapide. Il y a encore économie, insistait mon interlocuteur, à payer l'homme plus que la femme, car l'ouvrier occasionne bien moins de pertes matérielles. Or dans l'imprimerie ce point est important. Ainsi pour la linotype, chaque correction amène la refonte d'une et même de deux et trois lignes et quelquefois de quatre ou cinq pour aller gagner un alinéa. Cela devient extrêmement coûteux puisqu'on doit jeter à la fonte la matière inutilisable, et que pour rétablir la bonne forme, il a fallu employer le chalumeau, le gaz et la machinerie qui est assez délicate.

C'est la valeur même du travail qui se trouve ainsi mise en discussion. M. Turgeon va plus loin : « Et alors même, dit-il, que les machines viendraient à simplifier, à alléger l'effort musculaire de manière à n'exiger pour les conduire que du soin, de l'adresse et du coup d'œil, qualités qui se rencontrent habituellement chez la femme, il resterait contre l'ouvrière, fille ou veuve, les crises énervantes de son sexe, et lorsqu'elle est mariée, les épreuves intermittentes de la maternité.

J'ai peur que le féminisme ne se débâte vainement contre ces causes d'infériorité économique. » (1) C'est ce que traduisait un orateur féminin d'un congrès de 1900. « On ne considère pas la valeur du travail, mais le sexe du travailleur. »

Il y a plus. La femme manque souvent de formation professionnelle et le travail qui lui est confié n'a pas dans toutes les industries la même valeur que celui dont l'homme est chargé. Le cas de travail égal pour la femme et pour l'homme se présente beaucoup moins fréquemment qu'on ne le croit généralement, et sans crainte d'être taxé d'exagération, on peut dire qu'il est rare que les femmes accomplissent la même tâche que les hommes. Une enquête sur ce point dans un grand nombre d'industries employant des ouvrières a fixé notre conviction.

A cette question : « Le travail de la femme vient-il concurrencer le travail de l'homme ? » la presque unanimité des réponses a été négative, pour ce motif qu'ouvriers et ouvrières ont des emplois absolument distincts. Tantôt ce sont les travaux les plus durs qui sont confiés aux hommes, tantôt ce sont les plus difficiles, tantôt des travaux de première fabrication. A la femme sont réservés les ouvrages les moins pénibles ou les plus délicats, tel que le finissage, ou ceux encore qui demandent de la dextérité. Voici du reste quelques renseignements documentaires.

« Il n'y a que dans la catégorie des rattleurs,

(1) Ch. Turgeon, *Le Féminisme contemporain*. Tome I, p. 416.

nous écrit un filateur de laine, que les femmes travaillent avec les hommes. A travail égal le salaire est le même. Du reste les ouvriers hommes ou femmes travaillant à six sur un seul métier, et le salaire étant payé par « métier », il en résulte que le salaire courant des rattacheuses est égal à celui des rattacheurs. Dans toutes les autres catégories, préparation, retordage, épluchage, etc., on n'emploie exclusivement que des femmes. » « Le travail de la femme ne peut concurrencer celui des hommes, nous dit un fabricant de gants de peau, la femme étant sous tous les rapports incapable de faire le travail de coupe réservé à l'homme. » Voici l'avis d'un fabricant de papiers, ancien inspecteur du travail : « Bien que les femmes, dans certains établissements de notre industrie, remplacent les hommes de plus en plus, j'estime que chez nous les ouvrières ne feraient que difficilement le travail réservé à ces derniers. Réciproquement, d'ailleurs, les hommes ne réussiraient pas du tout dans les travaux féminins où, à rétribution égale, le salaire quotidien serait bien moindre pour les hommes. » « Le travail des hommes et le travail des femmes, nous explique un autre industriel, ne saurait se comparer, chacun reste dans sa sphère propre. Le problème de la concurrence ne se pose pas. »

L'inégalité des salaires est donc fondée en partie sur l'inégalité des travaux. On ne doit pas oublier, au surplus, que la majorité des femmes qui travaillent ne peuvent pas se réclamer de l'égalité du travail et du salaire, car dans les professions où

elles sont les plus nombreuses le travail masculin est très restreint. Les ouvrières de l'aiguille : mode, couture, confection, sont victimes, les unes de la morte-saison, d'autres de l'entreprise ou du *sweating-system*, terrible « parasite, comme on l'a défini, comparable à ces plantes qui tirent leur nourriture de la sève et de la force d'autres plantes (1) », mais peut-on dire qu'elles soient victimes de la prédominance masculine. S'il y a des femmes qui gagnent un salaire dérisoire en travaillant à domicile, il y a des hommes aussi qui gagnent peu, et la réclamation d'un meilleur salaire pour les femmes, au nom du principe d'égalité, n'aurait guère plus de chance d'être couronnée de succès, que l'appel à la commisération d'un pauvre à aussi pauvre que lui. Point n'est besoin de souhaiter l'égalité dans la misère, elle est trop facilement obtenue.

Il résulte de ces considérations que la première partie de la formule : « A travail égal, salaire égal » ne se trouve pas souvent intégralement réalisée. Mais outrer dans ce sens serait dénaturer les saines conceptions que l'on doit se faire du salaire féminin, et là où cette condition existe, nous ne voyons pas au nom de quel principe on pourrait refuser l'égalité des salaires.

Prenons le travail payé au temps. Dans certaines professions la femme y est aussi « avantageuse » que l'homme. Une employée de bureau pourra tout aussi bien s'en tirer qu'un employé.

(1) M^{me} Sidney-Webb.

« Le public n'a qu'à observer les employés de chemin de fer, disait M^{lle} Bélilon au *Congrès des œuvres et institutions féminines en 1900*. Il nous dira s'il attend plus longtemps son billet ou sa monnaie lorsque c'est une femme qui est chargée de le lui remettre. Il faut là tout à la fois, la dextérité du mouvement et la rapidité de la pensée. Dans l'un et dans l'autre cas, les femmes se montrent-elles inférieures ? Nullement, cependant une employée est payée moins cher qu'un employé ». Il y a évidemment dans cette hypothèse une injustice.

Mais l'industrie remplace de plus en plus le mode de rétribution au temps par le paiement aux pièces plus avantageux et pour le patron et pour l'ouvrier. La règle est que tel objet étant fait, l'artisan, quelqu'il soit, mérite tel salaire. Il est insoutenable de justifier l'application de tarifs différents. On a raconté que des confectionneurs de vêtements d'hommes donnent de l'ouvrage à domicile à des ouvriers et à des ouvrières. Le même article est payé 6 francs aux hommes et 4 francs aux femmes. Que font alors celles-ci ? Elles envoient leur mari chercher et reporter leur travail. Le même vêtement est payé ainsi 6 francs au lieu de 4, le patron croyant avoir affaire à un homme. De tels faits ne sont pas équitables et heureusement les industriels tiennent compte d'autres considérations pour établir les salaires. Nous avons vu que dans une filature de laine, rattleurs et rattleuses se répartissaient des salaires égaux. Nous pouvons citer un exemple semblable pour une fabrique de toile. Grâce au bon agence-

ment de cette usine, des ouvrières sont employées au tissage et les métiers sont disposés de telle sorte qu'une seule personne peut en mener deux. Comme les ouvriers, les femmes sont payées à tant le mètre de toile et peuvent gagner autant qu'eux. En général cependant, elles produisent moins et se font des journées de 3 fr. 25, tandis que l'homme gagne 4 fr. 25. On a soin, toutefois, de placer la femme près de son mari, la fille près de son père et ainsi ils peuvent s'entr'aider quand survient une difficulté et égaliser leurs salaires.

A un même emploi, il arrive même que la femme gagne plus que l'homme parce qu'elle produit davantage. Dans une fabrique de chapelets que nous visitâmes, quelques hommes faisaient des perles à des tours semblables à ceux dont se servaient les ouvrières. Or celles-ci avaient de meilleurs salaires que les ouvriers, bien qu'ils soient payés plus cher au mille pour leur permettre de gagner des journées suffisantes.

..... Supposons l'égalité obtenue sur toute la ligne, quelles en seraient les conséquences immédiates au point de vue de la cause féminine ?

La première serait évidemment de procurer plus de bien-être à la femme et aussi à toute la classe ouvrière. En effet, ainsi que l'a écrit M^{me} Sydney-Webb, « de quelque côté que nous envisagions la concurrence entre les hommes et les femmes, le bien-être des ouvriers est indissolublement lié au bien-être des ouvrières et la

prospérité de la communauté au bien-être des uns et des autres (1). »

Mais un autre résultat de l'égalité ne pourrait-il pas se produire au détriment de la femme ? « Si les patrons, dit M. Cauwès, devaient payer à l'ouvrier le même salaire qu'à l'ouvrière, ils n'emploieraient presque toujours que celui-ci. » « Presque toujours » est peut-être un peu fort ; il est au moins hors de doute que là, où la femme n'est employée que pour cause d'économie sur la main d'œuvre, elle serait certainement remplacée par l'homme.

M. Keufer, secrétaire général de la Fédération nationale des Travailleurs du Livre, s'exprimait ainsi dans une brûlante discussion sur l'acceptation de la femme dans l'industrie typographique : « Aujourd'hui tous les militants, tous les partis socialistes de quelque couleur qu'ils soient admettent la femme à côté de l'ouvrier, mais à la condition qu'elle soit payée au même prix que l'homme. Il faut bien l'avouer, ajoutait-il, chez beaucoup de travailleurs derrière cette formule : « A travail égal, salaire égal » se cache un peu d'hypocrisie, car il est permis de supposer que dans des cas très nombreux, si cette formule était respectée ou imposée, les patrons préféreraient l'homme à la femme et cela pour diverses raisons (2). » Et une

(1) *La question des lois sur les fabriques.*

(2) Cf. *Compte rendu du huitième congrès national de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, Paris 1900.*

La discussion se clôtura par l'adoption de la motion suivante :

« Après échange de vue sur l'introduction de la femme dans l'imprimerie,

Le congrès émet le vœu que la Fédération du Livre accepte dans ses rangs la femme à salaire égal pour travail égal. »

féministe convaincue, après avoir déclaré que « l'infériorité du salaire constitue une véritable exploitation » est bien obligée de confesser que « le relèvement du salaire féminin n'augmentera pas le nombre des travailleuses, il augmentera le bien-être de celles-ci, mais en même temps arrêtera la tendance des patrons à ouvrir leurs ateliers aux femmes (1). »

Concluons rapidement. Autant il importe de donner aux mots leur sens propre, autant il importe de dégager d'une phrase son idée générale. Or cette phrase : « A travail égal, salaire égal » peut être comprise comme l'expression de cette revendication très large : La femme a droit à une amélioration de sa situation économique qui est actuellement disproportionnée avec celle de l'homme. Tout le monde est d'accord. L'expression « salaire d'appoint » est admissible, en effet, en tant qu'elle s'applique au salaire de la femme qui travaille à domicile durant les instants de liberté que lui laissent les soins du ménage. Mais dès lors que la femme consacre tout son temps à un travail d'usine ou d'atelier, elle a droit à un salaire calculé en raison de sa valeur professionnelle et de la valeur réelle du travail. La théorie du salaire d'appoint pratiquée ici serait d'une criante injustice. Si l'égalité de travail n'est pas réalisée, les salaires doivent sinon atteindre le même taux, du moins se rapprocher dans une égalité de proportions. Il y a beaucoup à faire

(1) C^{tesse} Marie de Villermont. *Le mouvement féministe*.

pour arriver à un relèvement si désirable, on constate — et c'est un gage d'espoir — une légère et lente amélioration. Malheureusement bien des obstacles s'y opposeront, principalement l'âpre concurrence nationale et internationale des industries, l'abondance de la main-d'œuvre féminine et l'inorganisation des travailleuses.

CHAPITRE II

CAUSES DE L'INFÉRIORITÉ DU SALAIRE

FEMININ

« La moindre force physique des femmes qui les fait vivre en grande partie du gain des hommes, leur condition dans la famille, la concurrence qu'elles se font dans les professions restreintes en nombre qui leur sont ouvertes, sont les trois principales causes de la différence (entre le salaire masculin et le salaire féminin) »

LEVASSEUR.

Juste ou injuste la théorie, ou si l'on préfère, la pratique du salaire d'appoint, réagit considérablement sur l'évaluation du travail féminin. Il en résulte une concurrence doublement tyrannique entre les travailleuses, car le nombre des ouvrières est considérable et l'organisation actuelle du travail offre un champ tout préparé à une facile exploitation.

Les femmes sont, de par leur situation, inégalement armées pour la lutte pour la vie. Les unes, mères, femmes, filles ont un soutien dans l'homme

fil, époux ou père ; les autres, célibataires, veuves, abandonnées sont seules sur la route rocailleuse et bordée d'épines. Quelle est la conséquence de cette inégalité ?

Nous répondrons par un exemple. Deux femmes se présentent pour obtenir un ouvrage. L'une est isolée, l'autre est l'épouse d'un ouvrier qui gagne un bon salaire. N'est-il pas évident que la première sera à la merci de la seconde. Que celle-là demande un taux de rémunération strictement calculé d'après le coût de la vie, la femme mariée pourra abaisser le tarif. Elle peut toujours gagner moins que l'autre. « L'ouvrière, a écrit M. Bonnevey, est le plus terrible ennemi de l'ouvrière » et il cite ce fait : « Il y a quelques années une grande manufacture de chaussures de Lyon qui fournissait de l'ouvrage à 50 piqueuses, leur payait le piquage de 12 paires de bottines d'échantillon 14 francs. Elle annonça un matin qu'elle ne paierait plus la douzaine que 3 fr. 75. Toutes les ouvrières se retirèrent refusant ces conditions nouvelles.

« Le fabricant fit publier dans les journaux du lendemain l'avis suivant : « On demande des piqueuses chez M. X... »

« Le soir même, deux cents femmes (trois fois plus qu'il n'en fallait) se présentaient à ses bureaux et acceptaient le travail au prix dérisoire qu'il avait imposé (1). »

Regardez autour de vous et vous trouverez

(1) Bonnevey, *Les ouvrières lyonnaises* p. 114.

mille exemples du salaire d'appoint. En veut-on quelques-uns ?

C'est la femme d'un fonctionnaire qui, avec l'aide de deux finisseuses, fabrique des gilets. Elle gagne 1.800 francs par an, en dépense 1.100 pour payer ses ouvrières et 100 en frais divers. Quand même, elle se contente de son bénéfice de 600 francs (1).

C'est une concierge, dont le mari est tailleur, et qui, avec sa petite fille et sa toute jeune nièce, parvient à gagner près de 1.200 francs (2).

Ce sont ces femmes des ouvriers d'usine de Lille, de Montceau-les-Mines, du Creusot. J'avais entendu dire que M^{me} Schneider, la femme du grand industriel du Creusot, avait créé une œuvre pour fournir de l'ouvrage aux femmes des ouvriers. Je me suis renseigné directement. A proprement parler, m'a-t-on répondu, M^{me} Schneider n'a pas créé d'œuvre, ni imaginé de mode spécial de travail. Désireuse de procurer du travail à domicile aux femmes du Creusot, elle a fait des démarches pour décider un fabricant d'ouvrages de broderie à confier aux Creusotines une certaine quantité de ses travaux à façon. M^{me} Schneider a chargé plusieurs personnes, qu'elle rémunère elle-même, d'apprendre aux femmes et aux jeunes filles ce genre de broderie qui est facile et ne demande que quelques leçons d'apprentissage... Le gain journalier peut varier de 1 à 2 francs suivant le degré d'habileté de l'ouvrière. Celle-ci reçoit à chaque

(1) *Office du Travail. La petite industrie* Tome II.

(2) *Ibid.*

livraison des fournitures dont elle est responsable mais elle n'a aucune dépense à faire.

Ce sont encore des ouvrières à salaire d'appoint, les paysannes qui travaillent en allant aux champs pour passer le temps; de même les femmes des cavaliers de manège de l'Ecole de Saumur, que nous avons observées, et qui font de la couture, de la lingerie, de la dentelle. Le salaire qu'elles gagnent vient s'ajouter aux 100 francs par mois du mari. Ouvrière à salaire d'appoint aussi cette bonne ménagère, qui a mis en ordre la maison après le déjeuner de la famille. Le père a regagné son travail, les enfants sont partis à l'école. Elle approche près de la fenêtre la machine à coudre ou la table, sur laquelle elle a abandonné son ouvrage, et pendant trois, quatre ou cinq heures, elle travaille « pour le dehors » ; elle gagnera 10, 15, 20 ou 25 sous. « Ce n'est pas beaucoup, mais c'est toujours ça ! »

« Comment font vos ouvrières en temps de morte-saison ? » demandait M. Honoré, directeur des Grands Magasins du Louvre, à la patronne d'un atelier où se fabriquent des jupons. — Elles ne s'en tirent pas mal. — Eh quoi ! qui donc employez vous ? — Les jeunes filles que j'emploie sont toutes filles de mécaniciens ou de chauffeurs attachés à la Compagnie de l'Ouest. »

Voici un autre atelier où l'on fait des peignoirs. « Que devenez-vous du quinze février au quinze mai quand vous ne travaillez pas ? — Ah ! Monsieur, nous vivons tout de même, nous dit la patronne, je n'emploie que des femmes mariées. —

Quelle est la profession de leurs maris? — Ils sont tous sergents de ville ou employés d'octroi (1). » Ces exemples, qui avaient pour but de montrer quelles ouvrières peuvent supporter la mort-saison, montrent à plus forte raison lesquelles peuvent supporter les bas salaires.

En dehors même du peuple, les ouvrières proprement dites rencontrent encore des concurrentes dont le travail est également une cause de la baisse des salaires. Un nombre plus grand qu'on ne croit de femmes ou de jeunes filles de la petite bourgeoisie occupent leurs loisirs par un lucratif passe-temps. Le plus souvent, elles font des travaux un peu artistiques. — Il faut être une grande dame, a-t-on dit, ou une ouvrière pour oser tricoter ouvertement un bas ou bâtir et ourler une chemise d'enfant. — Elles brodent, elles font de la dentelle ou de la tapisserie. Pas assez malheureuses pour être ouvrières, pas assez riches pour vivre largement, quelques-unes de ces femmes ne font que de mettre à profit les connaissances qu'elles ont acquises quand elles étaient dans l'aisance. Quel est le prix de ce travail qui ne doit pas faire vivre, mais seulement permettre d'orner un peu la vie? Le prix?... Il est celui que veut bien donner l'industriel ou le commerçant qui accepte, « pour faire plaisir », de servir d'intermédiaire entre la clientèle et la pseudo-ouvrière. Comme bien l'on pense, celle-ci ne discute jamais, elle serait trop honteuse de « tirailler » quelques

(1) *Communication faite au congrès de la Société d'économie sociale. Réforme sociale 1896. Tome II, p. 269.*

sous. Elle est bien loin alors de se douter qu'elle n'est pas seule à en souffrir, et que l'ouvrière du monde est un instrument d'oppression pour l'ouvrière tout court. Quand cette dernière offrira ses services et demandera un salaire convenable, le patron lui répondra : « Je regrette, mais je ne puis vous donner que tel prix, c'est ce que je donne à tout le monde. » Et qui donc pourrait le blâmer de parler ainsi ?

Toutes ces femmes « travaillent en quelque sorte à la façon d'un amateur. Or, les amateurs ont toujours été les plus terribles ennemis des professionnels. Ceux-ci sont dans l'hypothèse victimes de la *compensation de bénéfices* qui se produit chez les ouvrières amateurs entre le modique salaire d'appoint et les ressources principales » (1).

Le titre d'« amateurs » est un peu trop relevé pour la grande majorité des ouvrières de France, il s'appliquerait mieux aux ouvrières américaines. Les ouvrières industrielles d'Amérique sont presque toutes des jeunes filles vivant dans leur famille. Le salaire n'est pas même pour elles un appoint, c'est un salaire de luxe. M^{me} J. Van Vorst (2), qui a vécu au milieu d'elles pour les observer, raconte ce trait :

« Près de moi, une jolie fille très anémiée verse des achars dans des flacons.

— » Depuis combien de temps êtes-vous ici

(1) Th. Cottle. *Le Sweating system*.

(2) M^{mes} J. et B. Van Vorst (traduction Doumic). *L'Ouvrière aux Etats-Unis*.

lui dis-je, attirée par son air capable. Elle travaille bien et avec aisance.

— » Cinq mois à peu près.

— » Combien gagnez-vous ?

— » De 90 sous à un dollar par jour, 7 sous par huit douzaines de flacons que je remplis.

— » Demeurez-vous dans votre famille ?

— » Oui, je ne suis pas forcée de travailler, je ne paie pas de pension, mon père et mon frère nous font vivre, maman et moi, mais — ses yeux brillants pétillaient — je ne pourrais pas m'offrir la toilette que je porte si je ne venais pas ici.

— » Et vous dépensez tout votre argent en toilette ?

— » Ma foi, oui ! » (1).

Mais quittons le pays de la vie intense, et nous serons obligés de reconnaître, que le salaire des femmes s'abaisse au taux le plus réduit, auquel se sont abaissées les prétentions des besogneuses les moins difficiles, au dernier taux de la sous-enchère.

On a encore imputé au manque de formation professionnelle de la femme l'infériorité de sa rémunération. Cette accusation est trop vraie pour être discutée, elle ne l'est pas du reste, et partisans et adversaires de l'égalité des sexes devant le travail s'accordent pour reconnaître l'insuffisance d'instruction dans le métier. Chacun fait servir l'argument au profit de sa thèse, les uns en tirent

(1) « Le salaire que les ouvrières reçoivent est en général assez élevé et suffisant pour subvenir à leurs besoins... Mais la plupart du temps la jeune fille vit dans sa famille; dès qu'elle se marie, elle quitte l'usine ». Lepelletier. *Le Travail des femmes aux États-Unis*. Réforme sociale, 1901.

parti pour prouver la supériorité de l'homme, les autres pour plaindre la femme qu'on n'instruit pas pour la mieux asservir.

Nous aurons l'occasion d'énumérer les causes de cette différence, qui trouve surtout son explication dans le rôle que la jeune fille est appelée à tenir plus tard dans la vie. Elle deviendra épouse et mère, et ne pourra consacrer toute sa vie ou une grande partie de sa vie au métier qu'elle aura appris. Pourquoi alors faire un apprentissage long et coûteux qui ne doit pas rapporter? La jeune fille et sa famille croient préférable le choix d'un métier, qui permettra à l'ouvrière de gagner tout de suite.

Dans certaines branches de la grande industrie où l'apprentissage est à peu près insignifiant, les femmes n'occupent presque toujours que des places secondaires. Je tiens d'un industriel cette phrase textuelle : « Les jeunes filles arrivant en fabrique à treize ans pour se marier à vingt ans y restent trop peu de temps pour devenir très habiles. » Cette plainte nous est confirmée par cette constatation d'un fabricant de toile d'Hazebrouck : « Les fillettes qui commencent à travailler manquent absolument de direction de la part de leurs parents. Un père tisseur emmène sa fille à l'usine et en fait une bobineuse ou une épeuleuse, alors qu'elle n'a aucune aptitude ainsi qu'on le constate six mois après. Malgré cela, on persiste et on fait une mauvaise ouvrière. Bien mieux vaudrait alors que l'apprentie changeât de profession et non d'usine. Mais elle n'en a pas le temps. Toutes les

femmes, du reste, veulent faire le travail dit de préparation. Elles y sont trop nombreuses, il faut réduire les heures de travail pour que la préparation n'aille pas plus vite que le tissage... Les salaires diminuent ».

Il nous a été donné d'entendre les doléances de premières de magasins de modes sur ces ouvrières qui restent toujours ouvrières de second ordre. Pendant une saison, elles se placent comme apprenties. La saison suivante, n'ayant pas achevé leur apprentissage et ne sachant pas grand chose, elles se proposent comme petites-mains à 2 fr. 50 par jour dans un autre atelier. Elles font la besogne facile, gâchent l'ouvrage quelquefois, et aussitôt le temps de presse fini on les remercie. L'année suivante elles s'embaucheront ailleurs et souffriront et des bas salaires et des longs chômages.

Dans l'imprimerie également, la majorité des ouvrières ne font que les travaux ordinaires qui exigent un court apprentissage. Les emplois plus difficiles sont laissés aux hommes.

L'infériorité professionnelle de la femme a donc cette conséquence de l'empêcher d'avoir les bonnes places, les fonctions les mieux rémunérées dans les professions où elle est admise. « Le champ d'emploi du travail féminin, dit M. Leroy-Beaulieu, déjà restreint par la nature s'est donc encore trouvé rétréci par le défaut d'instruction des femmes. Non seulement les ouvrières ont été exclues par une incapacité constitutive de la plupart des travaux qui réclament de la force, mais encore dans les travaux qui ne demandent que

de l'adresse, leur manque d'éducation les a rendues presque toujours inférieures aux hommes (1) ».

Mais il serait injuste d'accuser l'ouvrière d'être seule l'artisan de son malheur. A la vérité, le phénomène économique est complexe. Si l'affaiblissement des salaires dépend de l'incapacité de la femme, il dépend aussi de l'organisation du travail dans les professions féminines.

Les études précédentes nous ont révélé que les femmes formaient la part principale des travailleurs à domicile. Or l'industrie à domicile est celle qui donne les plus minimes salaires. Dans la grande industrie, malgré tout, s'établit une sorte d'équilibre entre le salaire masculin et le salaire féminin. La femme y profite de la hausse générale qui s'y produit. L'industrie à domicile, au contraire, ne donne à la femme isolée aucun appui, aucun moyen de revendication, elle donne libre cours à la concurrence et à l'exploitation.

La petite industrie est, en outre, souvent soumise au régime de l'entreprise. L'industriel s'adresse à quelques intermédiaires ; il s'arrange avec eux sur un prix de façon, et les charge de faire exécuter la fabrication à leurs risques et périls. « Les maisons commerciales paient le même prix pour le même genre de travail, écrit M. Constantin Bresciani, qu'il soit exécuté directement par l'ouvrière ou livré par l'intermédiaire et ne se soucient point de savoir combien les ouvriers reçoivent en ce dernier cas. Ce n'est pas leur

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *La Femme au XIX^e siècle*, p. 134.

affaire... Dans la saison, l'intermédiaire est un instrument précieux pour contraindre les ouvriers à un travail intense.

« Je connais à Berlin une maison de confection de blouses qui n'occupe que des intermédiaires. Elle promet à ceux qui sont capables de gagner 100 marks par semaine, 5 marks de prime. C'est pourquoi ceux-ci cherchent à faire travailler leurs ouvriers et ouvrières autant qu'ils le peuvent. On se plaint beaucoup de ces « sweaters » qui n'ont aucun souci de leurs ouvriers, mais on voit que la cause première de ces maux remonte aux entrepreneurs (1) ».

La difficulté à trouver de l'ouvrage, que rencontrent les travailleurs à domicile, les poussent, même quand ils ne sont pas entrepreneurs de profession, à en accepter beaucoup plus qu'ils n'en peuvent faire. Voici une bonne aubaine; il ne faut pas la laisser échapper. Ils ne calculent ni le temps que leur demandera la tâche, ni le salaire infime qu'elle leur vaudra, et ils endossent une responsabilité bien au-dessus de leurs forces en s'engageant à rapporter l'ouvrage achevé dans un délai limité. Qu'en résulte-t-il ? C'est que l'ouvrier à domicile a trop de travail pour une seule personne. Il appelle à son aide d'autres malheureux, plus malheureux que lui. « Ces travailleurs de hasard seront à sa merci, comme il l'est lui-même vis-à-vis de celui dont il reçoit l'ouvrage. Et cette complication nouvelle du travail prétendu familial

(1) *La Réforme sociale* 1904, t. II, p. 823.

va se traduire par deux faits qui caractérisent essentiellement le *sweating system* : nouvelle exagération des heures de travail et nouvel abaissement du taux des salaires (1). »

Que n'a-t-on pas dit et que ne dira-t-on pas contre les entrepreneurs, ces exploiters sans âme et sans entrailles, ces « buveurs de sueurs » ? Il faut pourtant faire la part des amplifications faciles. Ce serait une erreur de s'imaginer que tous les entrepreneurs font une rapide fortune. Leur situation est quelquefois aussi précaire que celle de leurs ouvriers, et il n'en manque pas qui ne font qu'un prélèvement modeste et raisonnable sur les affaires qu'ils traitent.

Cette restriction faite, on est bien obligé de reconnaître, que les intermédiaires retirent souvent des salaires qu'ils paient un impôt aussi considérable qu'injustifié. De cette catégorie sont ceux qu'on nomme les facteurs. Ils ne savent même pas fabriquer les objets qu'ils s'offrent à produire, ils n'en surveillent même pas la fabrication. Leur métier consiste seulement à trouver des ouvrières, et à leur remettre la matière première qu'ils ont reçue du patron.

La confection des vêtements et la fabrication de la dentelle sont des industries les plus éprouvées par l'entreprise. Des pièces de dentelles qui sont vendues des prix considérables n'ont quelquefois été payées que quelques francs à la dentellière.

(1) M^{me} Henriette Jean Brunhes. *La ligue sociale d'acheteurs*. Rapport présenté à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, 10 novembre 1903.

Une maison de Paris donnait à une entrepreneuse 40 francs pour de très belles confections pour dames et les ouvrières qui les exécutaient recevaient 10 francs. On trouverait et sans trop chercher des exemples plus scandaleux.

Nous en avons eu dans le Nord pour la confection d'habillements militaires, dans l'Est pour la fabrication de dentelles. La plupart des facteurs sont des petits marchands de campagne ; au lieu de payer en argent ils paient en marchandises, et réalisent ainsi un double bénéfice. Quand ils paient en argent, ils sont bien sûrs que les ouvrières se fourniront chez eux pour avoir de l'ouvrage, c'est alors que s'atteint la limite extrême de « l'exploitation des travailleurs ». « Certains d'entr'eux, lit-on dans une enquête officielle de Belgique, ont soin de remettre à l'ouvrière des objets pour une valeur plus grande que le salaire auquel elle a droit. Elle est donc tenue de travailler pour payer sa dette, et lorsque celle-ci sera près d'être comblée, le facteur forcera l'ouvrière à s'approvisionner de nouveau chez lui. Parfois les fournitures qu'il lui remet consistent en fil et en dentelles, et l'on voit cette chose étrange, cet abus qui n'a peut-être pas son pareil dans l'exploitation des travailleurs, l'ouvrière recevant comme salaire une marchandise qui retournera plus tard à son patron, lorsqu'elle l'aura transformée par le travail de ses doigts (1). »

(1) Pierre Verhaegen. Bruxelles. *La dentelle et la broderie sur tulle*. Les industries à domicile en Belgique (*Office du Travail* 1902).

M. Pierre Verhaegen donne d'autres exemples : « Presque

Autre cause de l'infériorité des salaires féminins : les métiers féminins ont l'avantage d'être relativement faciles et cet avantage devient dans l'espèce un inconvénient. Malgré la forme quelque peu paradoxale de l'argument, on comprendra sans peine que la facilité avec laquelle s'apprend le métier de l'aiguille est une cause directe de l'avilissement de la main-d'œuvre (1). La meilleure ouvrière en souffrira, car la concurrence est illimitée et illimitable. Les grands magasins de Paris ont des ouvrières dans toute la France, jusque dans les moindres hameaux. Comment l'ouvrière la plus adroite pourrait-elle faire distinguer son habileté ? Dans les travaux de couture ordinaire toutes les ouvrières se valent.

L'apparition de la machine à coudre avait été saluée avec enthousiasme. On escomptait que la

partout, les facteurs qui pratiquent le *truck system* exploitent l'ouvrière d'une manière révoltante. A Houthulst, près de Dixmude une factoresse à qui je demandais ce qu'elle faisait lorsque ses ouvrières lui apportaient de la dentelle mal faite m'a répondu « qu'elle préférerait encore l'accepter plutôt que la refuser, vu que ses ouvrières étaient toujours en retard de paiement sur ce qu'elles avaient pris en magasin. On m'a cité à Beveren, près de Tamise, l'exemple d'un facteur qui avait fait travailler pendant deux ans une dentellière, en paiement de quelques mètres d'étoffes achetés pour la première communion de sa fille. Une autre ouvrière de Beveren avait payé, chez le même facteur, 2 fr. 90 l'aune, une étoffe vendue partout ailleurs 90 centimes. A Oost Rosebeke, près de Courtrai, une facteuse, femme du grade-champêtre de la commune, force les dentellières à lui remettre leur ouvrage, en les menaçant, elles et leurs maris, des procès-verbaux de son conjoint ».

(1) « Que voulez-vous, Monsieur, disait une entrepreneuse à un enquêteur qui lui reprochait son exploitation des ouvrières, je ne les oblige pas d'accepter. Il n'y a pas assez d'ouvrage pour toutes celles qui en cherchent. Elles sont encore bien contentes d'en trouver. Je n'ai qu'à choisir... »

(Ad. Brisson. *Florise Bonheur*).

femme en produisant beaucoup gagnerait beaucoup. Durant les premiers temps, l'illusion put prendre corps; mais aujourd'hui les machines à coudre se sont vulgarisées et la concurrence a redoublé : « La machine à coudre, disait M^{me} Paule Vignerou, à un congrès de la Société d'économie sociale, loin d'apporter une amélioration à la condition des couturières, semble avoir empiré leur sort, en permettant d'organiser le système de confection à bon marché (1). »

La machine à coudre a donné l'essor, en effet, à la confection à la série. Jadis la mode était réservée aux riches. La classe moyenne, les ouvriers et les paysans portaient indéfiniment les mêmes vêtements. L'étoffe était alors solide et chaude. On rencontre encore dans les villages de ces petits vieux et de ces bonnes vieilles qui, lorsqu'ils se « mettent en dimanche » semblent encore porter l'habillement qu'ils ont étreigné le jour de leur mariage. On rit d'eux. Quelle fille oserait maintenant sortir avec un corsage à manches étroites quand le journal de mode règle que les manches doivent être à « gigot » ? Mais il est nécessaire d'accommoder deux choses : la mode et le bon marché. Grâce à la machine à coudre, la confection-série y est parvenue. Le fabricant fait faire en grande quantité des « séries » de la même confection. L'étoffe est à très bon marché, la main-d'œuvre doit être des plus réduites. Au lieu de s'adresser à l'ouvrière qui travaillait à la journée et taillait et cousait elle-même la robe ou

(1) Communication lue au XX^e congrès de la Société d'économie Sociale. — *Réforme sociale* 1901 t. 2 p. 827.

le veston, on achète un vêtement tout fait dans un magasin de confections. La mode risque d'être celle de la veille ou de l'avant-veille; mais de plus en plus, la saison entre la « couture » et la « série » se rapproche et les corsages ou manteaux confectionnés d'avance sont sensiblement dans le goût du jour. Et ainsi la production et la consommation ont augmenté dans d'incalculables proportions, et la main-d'œuvre a baissé.

La division extrême de la main-d'œuvre n'a pas été sans coopérer à cet amoindrissement des salaires. Dès que la façon d'une pièce — confection ou lingerie — est un peu compliquée, les ouvrières se spécialisent. Les machines coupent, des ouvrières ajustent et faufilent, d'autres cousent, d'autres font les boutonnieres et posent les boutons..... « La catégorie des « unskilled » se trouve ainsi accrue, c'est-à-dire des travailleurs dont le métier s'apprend aisément et qui, par là même, ne peuvent exiger un salaire aussi élevé que ceux dont l'initiation est longue et onéreuse. » (1)

La broderie et la dentelle sont l'objet de la même concurrence implacable due à la vulgarisation du métier. Le talent d'une ouvrière a peine à se révéler dans un pays où de génération en génération, toutes les femmes font les mêmes travaux artistiques qu'elle. J'ai pénétré, raconte M. Pierre Verhaegen, dans quelques-unes de ces maisons de dentellières (à Louvain, Malines, Saint-Troud), et j'ai trouvé partout un dénuement absolu, joint à

(1) Th. Cotellet. *Le sweating-system*.

une saleté repoussante. Les murs paraissaient n'avoir jamais été blanchis, plusieurs maisons n'étaient même pas carrelées; les chaises bancales et les meubles boiteux — là où il y avait des meubles — reposaient sur la terre nue. Dans ces taudis immondes, les dentellières confectionnaient le blanc et diaphane tissu destiné à l'ornement de la Beauté heureuse, les magnifiques volants au points de Lille rapportant à l'ouvrière un salaire de 8 fr. 75 pour 11 journées de travail de 9 heures chacune, soit 0.08 centimes par heure. Nous avons vu dans certains villages les ouvrières gagner plus à faire la grosse dentelle que la fine, et ailleurs des dentellières expertes abandonner leurs beaux ouvrages pour en commencer d'ordinaires, qui leur rapportaient autant, en leur coûtant moins de peine. » (1)

Dans certains pays de montagne, les petits pâtres eux-mêmes déprécient le talent féminin et tandis que durant les heures solitaires leur imagination brode de naïfs rêves, de leurs doigts experts ils brodent la même broderie que font les jeunes filles. Ils acceptent n'importe quel salaire. L'enquêteur belge que nous citons tout à l'heure, rapporte que dans des villages de son pays, les paysans que l'hiver retient chez eux font également de la dentelle pendant quelques mois. En 1896, on recensait 114 hommes dentelliers en Belgique; pendant la morte-saison il y en a plusieurs centaines.

L'évolution économique, fruit de la science et

(1) Pierre Verhaegen. *Op. cit.*

des inventions, paraît sévir plus particulièrement sur la femme et, dans certains cas, influencer ses salaires. Sans doute l'ouvrier sera souvent la victime expiatoire immolée au progrès, mais la femme plus longtemps et plus désespérément que lui soutiendra une lutte inégale. L'homme retournera à la glèbe, ou il entrera à l'usine accapareuse; la femme, elle, continuera le métier de famille. Ces faits sont saisissants dans les pays de tissage à domicile. La femme et la jeune fille prennent les places laissées vides par les hommes et au prix d'un travail opiniâtre elles gagnent des salaires de famine, salaires d'appoint. On a un outil sous la main, on l'utilise, « on travaille à domicile parce qu'on ne peut se passer du produit de cette besogne. Et c'est sans doute, avec d'autres raisons, une des causes qui expliquent le mieux la permanence de la production décentralisée. Si amer que soit le pain gagné au prix d'épuisantes journées de labeur, l'ouvrier et surtout l'ouvrière ne peuvent s'en passer » (1).

Il y a pis encore, c'est lorsque, par un singulier retour des choses, l'industrie a recours à la femme pour concurrencer la machine. Je puis citer un cas précis qui m'a été signalé par un fabricant de chaussons, pantoufles et chaussures légères. Cet industriel employait primitivement des hommes à certains travaux. D'autres maisons, afin d'abaisser leurs tarifs de vente, employèrent des ouvrières qu'elles payaient moitié moins que les

(1) Armand Julin. *Réforme sociale*, mai 1905.

hommes. Le patron dont il s'agit, pour pouvoir offrir à sa clientèle des prix aussi bas que ceux pratiqués ailleurs, installa des machines perfectionnées donnant une grande production. N'importe, les femmes produisent chez les concurrents à aussi bon compte que les machines, et de plus, me faisait remarquer mon interlocuteur, nous avons contre nous immobilisation de capitaux, intérêts, amortissement, entretien, usine, éclairage, impôts. Les femmes ne sont entrées dans cette industrie qu'à la condition d'être des « moyens » de production moins onéreux que les hommes....., que les machines.

Une cause générale de l'infériorité du salaire féminin reste enfin, qu'il faut avoir le courage de reconnaître. Jusqu'à ces temps derniers on n'a pas écouté les légitimes revendications de la femme, on s'est désintéressé de son sort. « On s'occupe des ouvriers, écrit un auteur qui a mis tout son dévouement au service de la cause des ouvrières, on ne s'occupe pas des ouvrières.

» Et voulez-vous que je vous en donne une preuve? Dernièrement je fus appelé à faire une conférence pour fonder, loin de Paris, un syndicat de l'aiguille. J'étudiai de mon mieux tout ce qui regardait la situation légale des ouvrières, et je ne trouvais rien du tout. On me donna la moyenne des salaires de l'Etat, de l'Industrie, du Commerce, il n'y avait rien pour les femmes. J'allais trouver le président de la Commission du Commerce et de l'Industrie et je lui en fis la remarque. « Oh! me dit celui-ci, on ne s'occupe pas de la femme

ouvrière! — Pourquoi donc? — Pourquoi? Parce qu'elle ne vote pas et qu'elle ne fait pas de grèves. De sorte qu'il n'y a ni crainte ni espérance de ce côté... » C'est la vérité crue et c'est la vérité poignante. On ne s'occupe pas de la femme » (1).

Dans des grandes villes, certains patrons qui occupent des employés et des employées donnent une heure et demie aux hommes pour déjeuner et ils n'accordent qu'une heure aux femmes. Pourquoi?... Faut-il répondre : « Parce qu'ils n'en ont pas peur? »

Des événements récents et des grèves importantes ont donné la preuve que les ouvrières pouvaient aussi user des moyens violents. C'est à prévenir leurs justes réclamations qu'il faut travailler, en travaillant à l'amélioration sociale et économique de leur sort.

(1) Stanislas du Lac. *Le Fil et l'Aiguille* (Brochure de l'Action populaire).

CHAPITRE III

COUVENTS ET PRISONS

« Les religieuses qui fondent des
ouvroirs, rendent aux filles qu'elles ins-
truisent, aux femmes qu'elles occupent
et à la Société tout entière un important
service. »

JULES SIMON.

« Ce serait une étrange conception
que celle qui considérerait le chômage
de cette armée de prisonniers, comme
une aubaine à laquelle auraient droit
les ouvriers libres, comme un privilège
intangible à leur profit. »

E. CHEYSSON

Dans la lutte pour l'existence, l'ouvrière est la victime d'une involontaire concurrence de l'ouvrière. Dans l'industrie de l'aiguille le salaire est la dernière limite d'un marchandage au rabais. Chaque isolée subit le sort que lui créent les autres isolées.

Or, chose déconcertante, lorsque des ouvrières se trouvent momentanément réunies, soit par la charité, soit par la justice, les salaires descendent encore plus bas que partout ailleurs et loin d'avoir une influence heureuse sur le marché de la main-d'œuvre, les couvents et les prisons renforcent

plutôt la concurrence au point de la rendre insoutenable. C'est du moins ce que prétendent un grand nombre de ceux qui se sont intéressés à la question qui nous préoccupe. « La situation du travail à l'aiguille, écrivait Jules Simon, ne peut aller qu'en empirant. Les ouvrières ont à redouter trois concurrences : celle des prisons, celle des couvents et enfin celle d'un nombre plus grand qu'on ne croit de femmes jouissant d'une certaine aisance et qui pourtant sont charmées de pouvoir tirer profit de leur travail. »

Le grief est grave. Il semble en résulter que ce qui est bien au point de vue moral est mauvais au point de vue social, et que la charité peut devenir, par une contradiction déplorable, un instrument d'oppression. Problème délicat et aigui qui demande à être traité avec autant de bonne foi et d'impartialité que de précision.

A entendre les récriminations qui s'élevèrent contre les couvents, refuges, orphelinats, ouvroirs et autres œuvres, aussi bien que contre les prisons, aux différents congrès féministes de 1900, on serait porté à admettre que leur concurrence est la plus pernicieuse des influences qui affaiblissent démesurément le salaire féminin. « Les métiers de femmes aujourd'hui ne nourrissent pas les femmes, lit-on en tête d'un compte rendu, la concurrence la plus déloyale et la plus immorale est faite aux ouvrières par le travail des petites mains et par celui des prisonnières. Dès qu'il est en âge de marcher seul, l'enfant est le concurrent de sa mère. Ne sont-ce pas les fillettes exploitées dans

les couvents et les orphelinats, les femmes internées qui ont ruiné les ouvrières de l'aiguille (1) ? »

Dans un autre congrès les rapports soutenaient les mêmes reproches. « Parmi les raisons qui ont contribué à l'avilissement du salaire féminin, disait M^{me} Avril de Sainte-Croix, j'estime que les œuvres philanthropiques : assistance par le travail, maisons de refuges, orphelinats, ouvroirs et couvents, ces derniers surtout qui se sont — dans un but louable sans doute, mais l'enfer n'est-il pas pavé de bonnes intentions — multipliés, ne tenant compte que de la question charité sans se préoccuper de la question travail et de sa rétribution équitable, ont été un des facteurs les plus importants de l'intolérable situation faite à la femme. » Mais ce n'est pas tout, ajoute le rapporteur, qui dresse alors un véritable acte d'accusation, « il y a plus ; souvent à l'irréflexion s'est joint encore l'esprit de lucre. Dans les orphelinats et couvents, une quantité de jeunes filles, enfants du peuple sans famille ni protecteurs, qui plus que tous autres auraient besoin d'être instruites, fortement armées pour la lutte, sont astreintes du matin au soir à des travaux de couture sans autre rétribution que la maigre pitance qui leur est accordée. Plus de 47.000 jeunes filles sont, à l'heure actuelle, exploitées par un seul ordre religieux et fournissent un travail gratuit qui permet à ces maisons de soumissionner à des prix tels que l'ouvrière de

(1) M^{me} Marguerite Durand. Préface du *Compte-rendu du congrès international de la condition et des droits de la femme*. Septembre 1900.

l'aiguille ne trouve plus au dehors de travail rémunérateur ? (1) ».

On blâme, en premier lieu, les couvents de favoriser le système du salaire d'appoint. Le travail des pensionnaires n'est pas la seule ressource du budget. Il est encore alimenté par le montant des pensions et surtout par les dons de la charité privée. La lutte à soutenir par les ouvrières libres est encore plus décourageante que la sous-enchère des femmes qui ne cherchent dans le travail qu'un salaire d'appoint. A tout prix, il faut du travail pour occuper les jeunes filles confiées aux couvents, à tout prix, c'est-à-dire à n'importe quel prix. Comme entre les individus, la concurrence se poursuit entre les différentes œuvres elles-mêmes. Pour obtenir de l'ouvrage, elles baisseront leurs tarifs à l'envie et l'ouvrière professionnelle se trouvera littéralement écrasée, annihilée entre ces forces contraires.

Le genre de vie adopté dans ces maisons permet

(1) *Compte-rendu des travaux du 2^e Congrès international des œuvres et institutions féminines*. Tome III, page 427.

Les griefs ne sont pas toujours exprimés avec une aussi grande modération. Sous la plume d'une inspectrice générale de l'enfance, nous lisons : « Ah ! si les déséquilibrés, hommes ou femmes, des couvents-éducateurs peuvent bénéficier de l'argument pathologique, par quoi s'excuserait la cupidité abominable des orphelinats-exploiteurs qui, d'année en année, vont s'enrichissant, achetant des terrains, faisant bâtir en matériaux superbes, et pour cela tirant argent de tout ? »

» Il y a de ces maisons qui cumulent les moyens d'exploitation : orphelinats-ouvroirs dans l'aile droite, ils sont pensionnats de demoiselles dans l'aile gauche et joignent parfois à ce double gain celui d'une laiterie, d'une fromagerie et d'une culture maraîchère ; venant d'un côté comme venant de l'autre, l'argent qu'elles empochent est pareillement gagné par leurs souffre-douleurs. »

(M^{me} O. Gevin-Cassal, *Education claustrale*. *Revue de Morale sociale*, décembre 1899).

de plus d'y vivre à un bon marché exceptionnel. Le logement commun, la table commune, l'atelier commun, le chauffage, l'éclairage communs, réduisent au minimum les frais pour chaque ouvrière. Le coût de la vie n'est pas comparable à celui de la travailleuse à domicile.

Et d'ailleurs comment lutter, comment soutenir la concurrence contre une organisation d'exploitation à outrance. « L'esprit de lucre » a transformé les œuvres de charité en ateliers maudits où ce sont des enfants, des fillettes qui peinent, qui s'usent, qui meurent pour rapporter de l'argent, beaucoup d'argent, des sommes énormes aux entreprises qui les emploient.

Les critiques formulées contre le travail des couvents sont donc de deux sortes : critiques de concurrence loyale mais impitoyable, critiques de concurrence déloyale et injuste. Quelle est la part de la vérité ? Quelle est la part de l'erreur ? Quelles réformes pourraient être tentées ?

Une affirmation, qui doit être immédiatement réfutée, consiste à laisser supposer que le travail des ouvriers et des couvents est d'une importance telle, que toute la main-d'œuvre féminine s'en trouve compromise. Or, quand on sait le nombre des femmes ouvrières, on peut évidemment croire, que le nombre de celles qui travaillent dans ces établissements, est considérable pour produire les conséquences qu'on relève avec tant d'indignation. Il n'en est rien cependant, et voici quelques chiffres qui, avant de pousser plus loin la discussion, retireront déjà beaucoup de force aux arguments

réunis contre le travail des institutions d'assistance.

Sans avoir à notre disposition des chiffres absolument précis, nous sommes assuré de dépasser de beaucoup la vérité en évaluant à 50.000 le nombre des jeunes filles des orphelinats et des refuges.

L'inspection du travail en a rencontré, au cours de ses visites en 1904, 48.540 et, comme on sait, peu de ces sortes d'établissements industriels échappent à ses investigations.. Ce total se répartissait ainsi :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL	Nombre d'enfants protégés
Filles au-dessous de 13 ans non munies de certificat . .	14.891
— de 12 à 13 ans munies de certificat. . .	138
— de 13 à 18.....	19.711
— mineures de 18 à 21 ans.....	7.644
— majeures et femmes.....	6.156
TOTAL.....	48.540

Sur ce total, 14.891 enfants ne devaient pas travailler plus de trois heures par jour suivant les prescriptions légales. Or, qu'est-ce que cinquante mille, si l'on veut même, soixante mille ouvrières, dont près d'un tiers travaillent 3 heures par jour par rapport au personnel féminin ouvrier de toute la France ?

Dans un travail présenté au Congrès d'Economie Sociale de 1901, l'auteur qui étudiait le *travail des ouvriers à Paris* cherchait la part qu'il tenait

dans l'ensemble du travail de l'aiguille de cette seule ville. Il estimait à 88.000 le nombre des ouvrières de l'aiguille dans la capitale, — nous conservons ce chiffre bien qu'il soit inférieur au nombre réel, — et à 5.985 le nombre des jeunes filles des ouvroirs en état de travailler. La proportion du travail non libre dans une spécialité était de 1/15^e. « Ne pourrions-nous pas exprimer l'avis, disait le rapporteur, que la concurrence qu'on ne saurait nier, n'est point aussi désastreuse qu'on le laisse entendre ? » (1)

On s'en est pris à la plus importante de toutes les œuvres qui font travailler des jeunes filles, au Bon Pasteur, et des voix autorisées ont dit « qu'au lieu de faire la charité avec les malheureuses que la misère a touchées, le Bon Pasteur avec ses 47,000 ouvrières fait une excellente spéculation. » (2) Il amasse des sommes scandaleuses (3) ainsi détour-

(1) M. Fleurquin. *Réforme Sociale*, 1901, Tome II, p. 284.

(2) Conclusion de M. le Procureur Général Coste (*aff. Lecoanet* 7, 8 juin, 13 juillet 1901) Prévost p. 50.

(3) « M^e Prévost, avocat de Mlle Lecoanet dans la fameuse affaire de Nancy, qui n'a point cherché à établir ses calculs sur des bases scientifiques, s'est imaginé pouvoir généraliser et mettre sur le même pied les 221 maisons du Bon Pasteur négligeant les différences de temps, de lieu, d'occupations, d'unité monétaire. Calculant au contraire sur l'ensemble de tout le personnel, comme s'il était homogène de mœurs, de nationalité et uniformément apte au travail, et dans ces conditions tablant sur le chiffre de 50.000 travailleuses, il arrive au résultat suivant (p. 126).

50.000 francs de bénéfices par jour.		
500.000	—	— en dix jours.
1.000.000	—	— en vingt jours.
1.500.000	—	— par mois de trente jours.
15.000.000	—	— par année de trois cents jours.
150.000.000	—	— en dix ans de trois cents jours.

Et elles-mêmes, ajoute-t-il, ces sommes produisent intérêts. Ces calculs constituent une véritable mystification.

Il ne faut pas perdre de vue, par exemple, que dans le

nées de leur destination normale puisqu'elles ne parviennent pas aux ouvrières de profession.

Mais le personnel du Bon Pasteur qui se monte — religieuses comprises, — à plus de 54.000 membres, est réparti en 243 établissements, repartis eux-mêmes dans les cinq parties du monde. L'un d'eux, à notre connaissance, a même existé pendant quelques années sous le soleil torride de la Terre de Feu.

En France, où se trouve le généralat de l'ordre, — à Angers, — on compte 39 établissements, où d'après l'examen minutieux des livres pendant les cinq années de 1898 à 1902, la moyenne, peu variable du reste, du personnel, atteint le chiffre de 7.509. Il se décompose ainsi :

Religieuses	1.098
Préservées	3.008
Repenties	2.698
Madeleines	705
	7.509

Ces documents nous sont fournis par M. Auguste Rivet, qui dans une étude scrupuleusement approfondie, a mis au point la question (1). Ils donnent une preuve éclatante de l'exagération des critiques, car les 7.509 personnes habitant les maisons du Bon-Pasteur ne sont pas toutes des ouvrières de profession accomplissant une journée normale

calcul du personnel du Bon Pasteur on fait entrer en compte des maisons comme celles de Rangoon en Birmanie, Bangalore aux Indes, Mysore en Asie, etc. On admettra difficilement qu'au point de vue des conditions du travail, elles puissent être assimilées aux maisons de Paris ou de Londres. » Aug. Rivet, *La Vérité sur le Bon Pasteur*. p. 105.

(1) *La Vérité sur le Bon Pasteur*, Lyon, Paris, 1904.

d'ouvrière. Le nombre de celles qui peuvent travailler pour l'industrie se monte à la moitié.

Pour ceux qui désirent des exactitudes en voici le résumé :

« Non-valeurs proprement dites :

Préservées.....	1.933	
Repenties.....	827	
Madeleines	284	
Religieuses	176	
	<u>3.220</u>	3.220

« Non-valeurs relatives ou personnes employées aux divers services et qui ne reçoivent pas de salaire :

Repenties.....	585	
Religieuses.....	467	
	<u>1.052</u>	1.052

TOTAL GÉNÉRAL 4.272 .

Or, le total du personnel étant

de..... 7.509

Celui des non-valeurs de.... 4.272

Le nombre des travailleuses

reste de..... 3.237

Les 3.237 travailleuses se décomposent en :

<i>Ouvrières</i> : Préservées.....	706	
Repenties.....	982	
Madeleines	<u>381</u>	
	2.069	2.069

A Reporter... 2.069

	<i>Report...</i>	2.069
Religieuses		455
<i>Apprenties</i> : Préservées	369	
Repenties	304	
Madeleines	40	
	<u>713</u>	<u>713</u>
		3.237 » (1)

Cette répartition est du reste commune à la plupart des orphelinats et ouvroirs internes. Nous en avons visité personnellement plusieurs et nous avons toujours rencontré des enfants trop jeunes pour travailler et des vieilles filles et des infirmes inca-

(1) Voici, toujours d'après M. Rivet, comment se décomposent ces chiffres :

I. — Parmi les 3.008 PRÉSERVÉES, il y a :		
1° des ouvrières (couture) : moyenne de 23,47 0/0, soit.	706	
2° des apprenties (couture) : moyenne de 12,26 0/0, soit.....	369	
3° des non-valeurs : moyenne de 64,27 0/0, soit..	1.933	
	<u>3.008</u>	
II. — Parmi les 2.698 REPENTIES, il y a :		
1° des ouvrières (couture) : moyenne de 19,94 0/0, soit.	538	
— (tricotage, matelasserie) : moyenne de 6,33 0/0, soit	171	
— (blanchissage) : moyenne de 10,11 0/0, soit.....	273	
2° des apprenties (couture) : moyenne de 11,26 0/0, soit.....	304	
3° des employées aux divers services : moyenne de 21,68 0/0, soit	585	
4° des non-valeurs : moyenne de 30,68 0/0, soit.....	827	
	<u>2.698</u>	
III. — Parmi les 705 MADELEINES, il y a :		
1° des ouvrières (couture) : moyenne de 34,04 0/0, soit.....	381	
2° des apprenties : moyenne de 5,67 0/0, soit.....	40	
3° des non-valeurs : moyenne de 40,29 0/0, soit.....	284	
	<u>705</u>	
IV. — Parmi les 1.098 RELIGIEUSES, il y a :		
1° des ouvrières (couture) : moyenne de 22,70 0/0, soit.....	249	
— (tricotage, matelasserie) : moyenne de 7,42 0/0, soit	82	
— (blanchissage) : moyenne de 11,35 0/0, soit.....	124	
2° des employées aux divers services : moyenne de 42,53 0/0, soit	467	
3° des non-valeurs (âgées ou infirmes) : moyenne de 16 0/0, soit	176	
	<u>1.098</u>	

(*La vérité sur le Bon-Pasteur*, p. 81 et 82).

pables de gagner leur vie. Les couvents trouvent ainsi le placement facile des subventions officielles ou privées qu'ils reçoivent, et qu'on les accuse d'utiliser à combler la perte faite sur les salaires inférieurs qu'ils réclament.

On s'illusionne encore sur l'importance de ces secours, — réserves de la concurrence, dit-on — parce que généralement on l'ignore. Continuons à prendre le Bon-Pasteur comme exemple. Voici d'après les règlements quels sont les prix des pensions. On doit verser 300 francs une fois pour toutes pour les fillettes de six à douze ans, 200 fr. pour celles de douze à quinze ans, 150 francs pour celles de quinze ans et plus. Ce ne seraient pas là, à coup sûr, de gros revenus... s'ils étaient intégralement versés, « mais, en fait, il est certain que sur l'ensemble entier des pensionnaires, les deux tiers au moins sont gardées gratuitement. » Quant aux pénitentes, « il leur suffit d'être dans les conditions pour lesquelles l'œuvre est établie, (on comprend ce que veut dire cet euphémisme) pour être reçues sans la moindre rétribution (1) ».

Quant aux frais payés au Bon-Pasteur par les départements qui lui confient les enfants de l'Assistance publique, ils se réduisent à peu de chose, parfois même à zéro. Un seul département, celui de Seine-et-Oise, donne 0,82 centimes par jour ; la Somme donne 0.70 centimes et le Nord 0.61 centimes. La moyenne est de 0.50 centimes, mais plusieurs départements se croient généreuse-

(1) H. Joly. *Les Maisons du Bon-Pasteur*.

ment libérés en versant 100 francs ou 150 francs de capital et c'est tout; à moins qu'ils ne continuent à fournir des pensionnaires sans donner un sou. Le Bon-Pasteur reçoit même gratuitement les enfants de trois départements, la Charente-Inférieure, la Marne et la Meurthe-et-Moselle.

Pour savoir à quoi s'en tenir sur ce chapitre, M. Henri Joly a fait en 1901 une enquête dans 23 Bons-Pasteurs de France. Cette enquête apprend que bien des enfants y sont placés pour 8 ou 10 francs par mois et beaucoup à moins, comme au Puy par exemple, où l'Assistance publique avait envoyé 12 enfants, pour chacune desquelles les départements avaient fourni 250 francs en tout, 3 à 10 francs par mois et « 128 pour lesquelles il avait été versé une indemnité globale de 400 francs par an, soit environ 3 fr. 15 par an pour chacune, et sur ces 128, il y en avait à peu près 40 tant idiots qu'infirmes, paralytiques, aveugles, épileptiques et sourdes-muettes (1). »

Cette clientèle d'impotentes et d'invalides, de jeunes et de vieilles est la cause pour laquelle certains couvents ne paient pas directement leurs ouvrières et ne leur donnent qu'un mince pécule à leur départ. Il faut voir là des œuvres, des sortes de mutualités de la charité, non des entreprises commerciales. Celles qui travaillent font vivre les autres; elles avaient vécu du travail des aînées lorsqu'elles étaient enfants; elles vivront du travail des jeunes, lorsqu'elles seront trop âgées pour

(1) H. Joly. *Ibid.*

travailler. S'il en était autrement de semblables établissements ne pourraient même pas subsister.

Dans les maisons comme celles du Bon-Pasteur, la nourriture, l'entretien et les frais généraux sont par personne et par jour de 0 fr. 871. Or, sur les 7.509 enfants, jeunes filles et religieuses, il n'y a que 2.069 ouvrières et 455 religieuses dont le salaire dépasse ce chiffre. Elles rapportent à la communauté en sus de leurs dépenses 198,862 fr. 26 en une année, ce qui fait en moyenne un bénéfice de 78 francs par chacune d'elles, de 0 fr. 213 en un jour. C'est peu, c'est trop peu, puisque, en additionnant toutes les recettes, travail des ouvrières, travail des religieuses — qui, elles, ne sont pas rémunérées,— pensions, produits des propriétés... etc. la balance générale ne parvient pas à s'équilibrer et se solde ainsi :

Dépenses.	2.388.481 fr. 39
Recettes	1.826.741 fr. 34
Déficit	561.740 fr. 05 (1)

En admettant même des salaires normaux, le Bon Pasteur et les couvents similaires ne pourraient vivre. Ainsi donc se trouve détruite la légende de leur enrichissement par des ouvrières exploitées au détriment des autres ouvrières françaises (2).

(1) Aug. Rivet. *La vérité sur le Bon Pasteur*. Tous ces chiffres sont, on voudra bien se le rappeler, le résultat d'une moyenne de 5 années.

(2) Le Bon Pasteur s'enrichit tellement que M. H. Joly pouvait écrire : « Pour le Bon Pasteur de Sens qui ne paraît

Au surplus, le Bon Pasteur ne renvoie pas ses pensionnaires sans leur avoir ménagé un petit trousseau, et le monastère de Saint-Omer, par exemple, prélève 2 à 3 francs par mois sur leur pension de 10 francs pour donner un pécule à celles qui le quittent. « A la sortie de nos jeunes filles, m'écrivait la Supérieure d'un établissement, je leur paie leur voyage quelqu'en soit la longueur. Je leur remets toujours une petite somme et un petit trousseau, afin qu'elles n'aient rien à acheter pendant les premiers mois de leur service. Je leur procure de bonnes places et continue à m'en occuper. Je leur viens même en aide lorsqu'elles ne peuvent payer leur loyer et je leur donne, si elles sont dans la nécessité, lit, draps, matelas, couvertures. » Il en est ainsi dans les autres maisons et dans un procès retentissant, des jeunes filles ayant habité le Bon Pasteur témoignaient avoir reçu à leur départ des sommes de 100, 150 et 200 francs (1). « Pour leur apprendre l'ordre et l'économie, ajoute la lettre, je leur donne tous les mois une gratification. Elles ont chacune un petit carnet qu'elles signent, et elles peuvent si elles le veulent réserver cette somme pour leur sortie, puisque tout leur est fourni, malheureusement

pas l'un des plus pauvres, car c'est peut-être lui qui reçoit la subvention la plus satisfaisante pour certaines enfants assistées, le déficit — il y a 220 personnes — est de 15 à 20.000 francs. »

« ... Le couvent de la rue Saint-Jacques à Paris a aussi plus de 10.000 francs à trouver. La congrégation étant reconnue, ses comptes sont révisés et le gouvernement ainsi mis au courant par ses propres fonctionnaires n'ose pas réclamer les droits d'accroissement. »

(1) Cf Aug. Rivot p. 163.

nos enfants ignorent souvent ce que c'est qu'économiser. »

Et puis le couvent reste toujours une famille largement ouverte à ses anciens membres, ils savent bien y trouver le plus maternel accueil si la vie leur est trop dure. Cette assurance contre les mauvais jours ne vaut-elle pas autant et plus même qu'une petite dot ?

La Supérieure générale exprimait d'une façon touchante son embarras et sa peine de ne pouvoir faire mieux (1) : « Que pouvons-nous faire de plus que nous ne faisons ? Si le trousseau que nous fournissons à nos chères enfants quand elles nous quittent n'est pas aussi complet, leur petite bourse aussi bien garnie que celle des orphelines de certains autres établissements soutenus par les autorités civiles, ou par de riches protecteurs, nous sommes les premières à regretter l'impuissance où nous nous trouvons de faire davantage.

« S'il en était en France comme dans certains pays, en Amérique, en Angleterre, en Irlande, où les gouvernements, loin de charger d'impôts nos établissements, non seulement les exemptent de toutes charges fiscales, mais encore paient les pensions des enfants qui y sont admises, nous pourrions, nous aussi, agir plus libéralement et ce serait pour nos cœurs une immense consolation. Mais nous sommes accablées d'impôts, dont on cherche chaque jour à augmenter le fardeau, la cherté des vivres nous absorbe les ressources d'un

(1) H. Joly, *Les Maisons du Bon-Pasteur*.

travail peu lucratif, nous vivons dans la pauvreté et il nous est impossible de répondre, non pas aux exigences de ceux qui nous blâment, mais à celles de notre propre cœur qui voudrait agir plus généreusement envers celles que la Providence a réellement rendues nos enfants (1). »

Certains ouvroirs et orphelinats peuvent, en effet, ayant moins de charges, être plus généreux. La méthode suivie par l'un d'eux paraîtra sans doute excellente et digne d'être citée comme modèle. Elle a ce résultat parfait de développer l'initiative, l'habitude de l'épargne, l'émulation et aussi l'expérience chez les jeunes filles pour lesquelles elle est pratiquée. Ces jeunes filles sont employées comme apprenties et ouvrières dans divers ateliers de blanchissage et repassage, enfilage de perles de chapelets et lingerie. Elles gagnent ce que gagnent les ouvrières du dehors c'est-à-dire 1 fr. 25 à 1 fr. 50. Celles qui travaillent à la couture n'ont guère plus de 1 fr. 25 après 2 ans d'apprentissage. Elles sont payées aux pièces et touchent intégralement leurs salaires. On ne leur retient donc pas leur pension, elles-mêmes la paient, — le prix en est de 22 francs par mois. — De même elles achètent les fournitures qui leur sont nécessaires : fil, aiguilles... etc. Cette méthode a pleinement réussi, et la vénérable supérieure, qui dirige la maison

(1) En 1900 et 1901 deux religieuses de la Maison Mère du Bon Pasteur d'Angers firent le tour du monde pour visiter les maisons de l'ordre. Partout elles furent accueillies par les autorités non pas seulement avec déférences, mais avec honneur et reconnaissance. (*Le tour du monde par deux religieuses du Bon Pasteur d'Angers*. Brochure Germain et Grassin, Angers).

depuis quelque 30 ans déjà, nous disait avec un bon sourire après nous avoir expliqué son initiative : « Mes filles sont toutes rentières, elles ont toutes des livrets de caisse d'épargne; certaines ont des titres de rente... ! » Et elle nous citait le cas d'une jeune fille de 25 ans, arrivée à l'âge de 14 ans à l'ouvrage, qui avait toujours payé sa pension et qui possédait un trousseau bien garni et une fortune de 2.000 francs. Il est juste d'ajouter que c'est une ouvrière très travailleuse qui gagne 1 fr. 75 et 2 fr. par jour.

Quoiqu'il en soit, tous les établissements de charité ont peine à vivre et l'on comprendra bien notre pensée lorsque nous nous attachons à prouver le mal qu'ils ont à « joindre les deux bouts », à faire état de leur pauvreté. On a dit en effet : « C'est parce que les couvents sont riches et soutenus qu'ils acceptent des salaires dérisoires. » Nous pouvons répondre, démonstration faite : « Non, ils y sont contraints, au contraire, parce qu'ils sont pauvres. » Est-ce donc parce qu'elle est riche que l'ouvrière isolée accepte un salaire qui ne peut la faire vivre ? Non, n'est-ce pas. Il en est de même des couvents. — Est-elle responsable, l'ouvrière isolée, de sa situation ? Non encore, puisqu'elle la supporte sans être capable de la modifier. — Eh bien, pas davantage, les couvents ne sont responsables de la situation dont ils souffrent ; si on leur attribue une responsabilité, c'est dans la mesure où leur en reconnaissait à la Chambre un député français : « Les couvents, les Bons Pasteurs, les orphelinats, les pénitenciers quelqu'ils soient,

les ouvroirs, les établissements publics ont leur responsabilités parce qu'ils subissent, comme tous les ateliers de France, la lourde loi de l'offre et de la demande et qu'ils avivent la concurrence effrénée dont nous sommes victimes (1). »

Oui, les couvents sont victimes et non cause d'un état de fait, victimes ni plus ni moins responsables que les autres. Comme les ouvrières libres, les ouvrières des couvents sont victimes de la loi de l'offre et de la demande, victimes de la nécessité du travail et de la spécialisation à outrance, victimes aussi de l'entreprise.

Les ouvroirs internes ne peuvent pas se montrer difficiles sur le travail parce que, avons-nous dit, il leur en faut absolument. A cela, il y a ce double motif que la rétribution de la main d'œuvre est indispensable à la vie de l'établissement, et qu'il est impossible de laisser inactives les jeunes filles qui y sont recueillies. Je me rappelle avoir lu la lettre navrée de la Supérieure d'une maison de refuge à un industriel, pour le supplier de lui envoyer quelque ouvrage à faire, ainsi qu'il avait coutume d'en fournir. Le couvent avait besoin d'argent pour payer la farine, car, par économie, on pétrissait et on cuisait le pain à domicile.

On a reproché aux ouvroirs de subdiviser à l'extrême la besogne. Mais malheureusement tous les industriels en sont de là. Dans un atelier de lingerie d'un ouvrier, les ouvrières ne cousaient que des chemises de femmes et le travail n'était

(1) M. l'abbé Lemire. *Journal Officiel* 15 avril 1905.

productif qu'à condition de les spécialiser ainsi. Le grand magasin de Paris qui était le principal, sinon l'unique client, obtenait de la sorte tout le fini désirable dans le travail, et ne le laissait pas choisir.

Que peuvent faire, en effet, les maisons charitables vis-à-vis de ceux qui les font travailler. Nous savons que l'une d'elles, ayant demandé un jour qu'on relevât un peu les salaires, fut mise en demeure de choisir entre le maintien du *statu quo* ou la rupture définitive.

Mais il est une autre cause de l'abaissement des tarifs, dit encore M. H. Joly : « La plupart du temps, les Bons Pasteurs et beaucoup d'autres monastères aussi, je crois, ne travaillent même pas directement pour le Louvre et le Bon Marché... Ils travaillent pour des entrepreneurs qui fournissent les grands magasins et prélèvent pour eux-mêmes une part allant, si je suis bien renseigné, jusqu'à 50 %. Pourquoi, ai-je demandé, ce rouage si coûteux ? Parce que, m'a-t-on répondu, les grands magasins ne veulent pas ou ne peuvent pas se donner la peine de donner les commandes à droite et à gauche ni de vérifier les envois. L'entrepreneur prend leurs ordres en bloc, il leur en livre, en bloc, les résultats, le tout au détriment des travailleurs (1) ».

Encore une fois les couvents sont-ils les auteurs du mal ? Nous croyons plutôt qu'« ils luttent avec énergie contre tout avilissement des salaires et, sauf de très rares exceptions, ne consentent de

(1) H. Joly. *Op. cit.*

gaité de cœur à aucune réduction, mais les subissent au même titre que les travailleurs libres (1). »

Ils font une concurrence sérieuse aux ouvrières libres, mais qu'on les supprime et la concurrence sera plus âpre et plus active encore. Toutes les femmes qui y vivent se retrouveront sur le marché et, obligées de gagner individuellement leur vie, elles ne reculeront pas devant des offres de plus en plus basses, pour obtenir un travail de plus en plus recherché et plus rare. Ainsi que l'écrivait avec infiniment de raison M. Turgeon : « Actuellement, chez les catholiques, l'existence des couvents simplifie la question féministe, puisque... plus de 160.000 Françaises y trouvent, à peu de frais, une vie honorable et une retraite assurée. Par contre, dans les pays protestants où les asiles de piété ne s'ouvrent plus guère à la femme, qui n'a pas le moyen ou le goût de se marier, le malaise est devenu plus aigu. Sans soutien, sans refuge, sans ressources, certaines jeunes filles y sont comme frappées de « mort sociale. » Que si jamais par hypothèse on fermait en France les couvents et les asiles ouverts dans toutes nos villes à toutes les délaissées, à toutes les misérables, aux domestiques sans place, aux malheureuses sans famille, aux femmes déchues ou abandonnées, aux pauvres et aux orphelines, il s'ensuivrait une crise doulou-

(1) A. Fleurquin. *Ref. Soc.* 1901, II, p. 286. Cf. l'ouvrage très documenté du même auteur sur « *Le travail de la femme dans les ouvriers à Paris.* »

reuse, un vide, une angoisse que l'esprit se refuse à concevoir (1). »

Y a-t-il à cette situation des remèdes autres que les remèdes généraux à la crise de la main d'œuvre féminine ? Non, à proprement parler, puisque les causes sont identiques, que le mal sévisse sur des ouvrières libres ou non. Si l'on réfléchit cependant que l'absence d'union entre les collectivités est en fait aussi désavantageux pour l'ensemble que l'isolement des individus, il est bien clair que le problème serait vite résolu par la substitution de l'organisation professionnelle à l'émiettement actuel. Oui, professionnelle ! M. d'Haussonville, le premier, je crois bien, en a signalé les avantages et n'a eu peur ni de l'idée, ni du mot. Il serait possible aux grandes congrégations, qui traitent avec les magasins de Paris, de s'entendre entre elles sur un tarif commun, dont il serait bien convenu qu'aucune d'elles ne devrait démordre. Elles seraient maîtresses de la situation ; les importants clients qu'elles fournissent connaissent assez la valeur de leur ouvrage, qu'ils auraient bien garde de ne les pas changer et « finiraient par en passer par où elles voudraient, à condition toutefois que leurs exigences fussent raisonnables. » Elles feraient la brèche par où passeraient les autres ouvrières qui « pourraient régler leurs prétentions sur cette série de prix et réclamer l'application du même tarif. »... « Il y a longtemps, ajoute le spirituel académicien, que si une bonne partie du

(1) Ch. Turgeon. *Le féminisme contemporain*. Tome I, p. 346.

travail féminin était en Angleterre ou en Amérique, comme il l'est en France, aux mains des couvents, patronages, orphelinats et ouvroirs, il y a beau temps que les grands magasins auraient à traiter avec une *trade-union* de femmes en cornettes (1). »

L'idée est engageante, elle serait certainement couverte de succès et la réalisation en est possible; toutefois il est à redouter que l'exécution n'en puisse d'ici longtemps aboutir. L'idée préconisée par M. H. Joly aurait plus de chance de prendre corps et d'amener par étape à une organisation complète. Il faudrait créer une sorte de grande agence qui centraliserait, à Paris, les commandes et les livraisons. Bien plutôt que de s'arracher l'ouvrage à coups de rabais, les couvents seraient soutenus, et les ouvrières libres aussi, par cette œuvre qui ne serait pas autre chose qu'une grande œuvre d'entreprise. L'institution prélèverait simplement le montant de ses frais. Mais sans aller si loin, que les couvents seuls acceptent d'entrer dans la combinaison et ils en recueilleront de réels avantages. « Les communautés, j'en suis sûr, dit M. Henri Joly, profiteraient du plus léger accroissement pour diminuer (ce qu'elles ne peuvent pas actuellement) les heures de travail uniforme et sédentaire et exercer ainsi un plus grand nombre de pensionnaires à des occupations plus variées, plus saines, plus utiles à l'ensemble de la vie de la femme. Il en résulterait encore qu'elles pourraient, sans imprudence, renvoyer pour ainsi dire au

(1) C^{te} d'Haussonville. *Salaires et misères de femmes*.

marché du travail libre et individuel une notable quantité d'heures de travail. J'ai demandé à la Supérieure générale (du Bon Pasteur) ce qu'elle pensait de ce programme. Elle m'a répondu : Le Bon Pasteur encouragerait la combinaison dont il s'agit, s'il avait l'assurance que le travail ne ferait jamais défaut (1). »

La concurrence des maisons religieuses n'existera plus le jour où elles seront syndiquées. Mais si elles veulent lui conserver son caractère de légitimité, elles ne devront pas se départir de la ligne qu'elles ont suivie, et accepter des salaires inférieurs à ceux qui sont généralement payés aux travailleuses libres. Actuellement elles ne méritent pas ce reproche, et nous pourrions citer des cas où les communautés prennent même plus cher que les ouvrières du dehors, et ne conservent leur clientèle que par la supériorité de leurs travaux.

Mais on a solidarisé couvents et prisons dans l'acte d'accusation, peut-on les associer dans la défense ?

Les échos de la Chambre ont retenti des interminables discussions sur le travail pénitentiaire, — quelqu'un l'a qualifié de grenier à discours, — on l'a critiqué, on l'a attaqué violemment, on l'a dénoncé comme la cause de tous les maux, on l'a expliqué, on l'a défendu et toujours il existe, et pour longtemps encore il sera un champ ouvert aux joutes oratoires du Parlement.

1) H. Joly. *Les maisons du Bon Pasteur*.

De même que pour les couvents, il est une réponse indirecte qui peut atténuer partiellement la gravité des reproches faits aux prisons ; il suffit de mettre en parallèle le travail des détenus et le travail libre, d'en comparer l'importance et de constater dans qu'elle faible proportion le premier est au second. C'est l'argument typique que l'administration pénitentiaire ne manque pas d'adresser à ceux qui la censurent. Le nombre des détenus est, au reste, en décroissance d'année en année. Il était encore en 1893 de 40.109 ; il n'est plus en 1903 que de 26.843.

Comparé au total des travailleurs, ce chiffre est déjà bien minime et cependant la concurrence est encore moindre qu'il ne le laisserait supposer. De ces 26,000 personnes (hommes et femmes) environ, toutes n'ont pas fourni un travail régulier. On sait en effet, que les détenus sont enfermés suivant l'importance de leur peine dans des maisons centrales, ou dans des prisons départementales, dites prisons à courtes peines. Dans ces dernières, les prisonniers séjournent trop peu pour que le travail soit sérieusement organisé, et il n'est guère à craindre pour le travail libre. Qu'on en juge par quelques chiffres.

En 1900, on comptait pour les hommes 4.956.500 journées de détention dans les prisons départementales, et 2.825.113 journées de travail seulement. Le nombre des journées de détention des femmes montait à 927.414, le nombre des journées de travail s'arrêtait au-dessous de la moitié, à 432,646.

En 1902, les proportions sont les mêmes.

Hommes : 4.754.534 journées de détention et 2.620.545 journées de travail. Femmes : 867.303 journées de détention et 393.858 journées de travail.

En 1903 le rapprochement est identique.

Hommes : 4.713.979 journées de détention et 2.528.707 journées de travail. Femmes : 828.114 journées de détention et 393.874 journées de travail.

Dans les maisons centrales où les détenus travaillent en atelier et composent le vrai personnel des travailleurs, la population était d'un peu plus de 6.000 en 1903. Sur le nombre, déduction faite des besoins du service général et des différentes causes d'indisponibilité, il restait 4.600 travailleurs. (1) Nous sommes loin des 19 à 20 millions de travailleurs que compte la France !

Pour avoir le nombre à peu près exact des femmes travaillant dans les prisons, nous nous sommes adressé à M. le Président des Inspecteurs Généraux et voici quelle a été sa réponse : « Nous avons pour 1903, dernière statistique publiée, un nombre total de journées de 174.150 dans les maisons centrales et de 391.874 dans les prisons à courtes peines, au total 568.624 journées de détention. Ce chiffre nous donnerait une moyenne de 569 ouvrières de maisons centrales et de 1.275 de

(1) *Rapport du budget du ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1905. (Etablissements pénitentiaires)* par Emile Morlot. Chambre des députés. *Documents parlementaires* 1904. Annexe N° 1948.

prisons à courtes peines, soit approximativement 1.844 ouvrières.

Mais encore il convient de défalquer 340 détenues qui font de la lingerie pénitentiaire et 107 détenues de maisons centrales occupées comme balayeuses, buandières, cuisinières, etc., soit 447 et toutes les condamnées de courtes peines à l'exception de quelques ateliers qui existent à Saint-Lazare et à Lyon ».

Donc, même en supposant que le travail des prisonnières soit accompli dans les conditions les plus défavorables aux ouvrières libres, il ne peut pas peser d'un poids très considérable sur l'ensemble des salaires féminins.

L'Etat a trois manières d'utiliser le travail des condamnés.

Le premier système est celui de l'*entreprise générale du travail*. L'Etat loue à un entrepreneur la main-d'œuvre des prisonniers et celui-ci l'emploie pour son propre compte ou la sous-loue à des concessionnaires.

Le deuxième est le *régime des confectionnaires particuliers*. L'Etat, entrepreneur principal, traite avec des industriels, auxquels il fournit la main-d'œuvre suivant des conditions débattues. Presque toutes les maisons centrales emploient ce système.

Enfin, avec le système de la *régie directe*, l'Etat emploie lui-même la main-d'œuvre des détenus. Il les paie et les produits de leur travail sont pour lui.

Dans les maisons centrales, il y a tout au plus 800 travailleurs employés de cette façon. « Dans la maison de femmes de Montpellier, on a créé un

petit atelier en régie directe pour la lingerie pénitentiaire qui occupe une vingtaine d'ouvrières. » Les autres détenues de cette maison sont soumises au régime des confectionnaires. L'autre maison centrale de femmes qui se trouve à Rennes est confiée à une entreprise générale industrielle.

Toute l'économie de ces diverses combinaisons se ramène à ceci : dans le système de la régie directe, les profits et les pertes du travail sont supportés par l'Etat ; dans les systèmes d'entreprise, les entrepreneurs tirent un bénéfice de la différence, qui existe entre les salaires qu'ils paient aux détenus, et ceux qu'ils devraient payer à des ouvriers libres. L'entreprise favorise, dit-on, l'exploitation des prisonnières, elle établit un véritable *sweating-system* dont souffrent surtout les ouvrières qui en supportent la concurrence.

Cette éventualité serait dangereuse, si la différence des salaires était assez large pour que les entrepreneurs puissent faire des cours de vente au-dessous des prix normaux. Encore faudrait-il admettre cette hypothèse invraisemblable, que la quantité des marchandises qu'ils mettraient sur le marché soit assez considérable, pour déprécier les produits similaires et faire baisser les cours.

La réglementation des adjudications de la main d'œuvre pénitentiaire produit-elle ces conséquences ?

D'après un arrêté du 28 avril 1844, les salaires payés aux détenus étaient basés sur le taux des salaires de l'industrie libre auxquels on faisait subir un rabais de 20 0/0. Ce rabais était censé

représenter les frais spéciaux à la charge de l'entrepreneur. En 1852, ce chiffre de 20 0/0 fut fixé comme un maximum. En pratique on ne s'en éloignait pas. La réglementation n'avait pas la souplesse nécessaire et donnait lieu à des abus : ici les entrepreneurs étaient trop favorisés ; là, au contraire, on devait tricher avec les règlements et prendre un salaire de base bien inférieur aux salaires payés par l'industrie libre pour décider des soumissionnaires à traiter.

Un arrêté de 1882 a introduit une plus juste tarification des salaires. L'administration s'enquiert pour chaque industrie des prix de la main-d'œuvre. Elle prend l'avis des Chambres de commerce et des Chambres syndicales. Elle établit les prix de revient dans l'industrie libre et l'industrie pénitentiaire, et fixe enfin le taux des salaires qui sont diminués de la différence des frais généraux toujours plus considérables pour la seconde que pour la première. Le but est d'empêcher l'entrepreneur concessionnaire de se créer un monopole, de ne pas le laisser prélever des bénéfices tels sur la main-d'œuvre, qu'il soit en mesure de faire une concurrence déloyale.

Imposer aux concessionnaires de payer les prisonniers sur le même pied que les ouvriers libres serait leur ruine. Les détenus ne sont généralement pas de très bons et très habiles ouvriers. Malgré la surveillance et les petits profits qu'ils retirent de leur travail, ils ne sont pas très acharnés à la besogne. « La valeur productrice de la population des prisons est tellement inférieure à celle

des ouvriers libres qu'on admet toujours que 100 détenus ne valent pas plus de 50 à 60 travailleurs libres. » (1) « Et puis, nous expliquait encore M. le Président des Inspecteurs généraux, les journées ne sont pas longues, les ateliers sont rarement éclairés dans nos maisons centrales, il n'y a pas de veillées même en hiver. Le chômage, en outre, ne prend plus la peine de s'y cacher. » L'entrepreneur a donc bien des raisons pour ne pas être tenu à payer les mêmes salaires que les autres industriels.

Le prix des journées des prisonniers était en moyenne dans les maisons centrales d'hommes de 1 fr. 26 en 1899, de 1 fr. 33 en 1900, pour faiblir à 1 fr. 32 en 1901 et à 1 fr. 29 en 1902.

Dans les maisons centrales de femmes, il était de 0 fr. 95 en 1899, de 0 fr. 91 en 1900 (2), de 0 fr. 94 en 1901, et en 1902 il atteignait 0 fr. 97.

Le salaire moyen de la journée de travail pour les femmes dans les maisons centrales est en 1903 de 0 fr. 95 ou plus exactement de 0 fr. 9496. C'est environ au total 130.000 francs qui auraient alimenté le travail libre.

La concurrence de quantité n'est pas plus à

(1) Roger Roux. *Le travail dans les prisons et en particulier dans les maisons centrales*. Paris 1902.

(2) « La seule maison de femmes où le système de la régie soit appliqué (Montpellier), disait le *Bulletin de la Société générale des prisons* (Mars 1903) dans un article sur la statistique pénitentiaire en 1900, continue à être placée au point de vue du rendement moyen par journée de travail dans une situation bien inférieure à celle des établissements soumis au régime de l'entreprise générale industrielle. Nous relevons une moyenne de 0 fr. 62 à Montpellier contre 0 fr. 92 à Clermont et 1 fr. 07 à Rennes. » En 1903, les chiffres sont 0 fr. 65 à Montpellier et 1 fr. 03 à Rennes.

redouter pour l'industrie que la concurrence de prix. La vraie concurrence serait dans l'accaparement d'un seul ou d'un petit nombre de métiers par les détenus, surtout si ces professions étaient peu répandues. Les salaires baisseraient probablement. Mais dans les prisons, une quarantaine de professions environ sont exercées. Le chiffre des prisonniers étant connu, on conçoit qu'ils ne peuvent être très nombreux dans chacune.

« Que de fois n'est-il pas arrivé, écrit M. Roger Roux, qu'une industrie se prétendait ruinée, alors qu'une enquête rigoureuse démontrait l'infime proportion d'ouvriers détenus par rapport aux travailleurs libres, ou alors que, de son côté, l'entrepreneur sollicitait la suppression dans la prison de cette industrie qui ne lui donnait que des pertes. La cordonnerie elle-même qui, de tous les métiers, comporte l'effectif le plus considérable, n'occupe que 1.800 détenus environ contre 120.000 ouvriers libres. On conviendra que pour ceux-ci le préjudice ne peut être bien considérable, surtout si l'on tient compte de l'inexpérience, de l'incapacité des détenus et de la mauvaise qualité de leur besogne (1). »

Et enfin, en supposant même que le travail des prisons fasse une concurrence importante au travail libre, il lui suffit d'être loyal pour ne pas être illégitime. L'Etat, qui fait travailler un détenu,

(1) R. Roux. *Op. cit.* L'auteur raconte « qu'en 1849, à la suite d'une pétition des ouvriers tailleurs de Paris, une enquête très sérieuse eut lieu, et il fut établi que, sur 15.000 ouvriers se livrant dans Paris à cette branche de l'industrie, 60 seulement étaient en prison. »

n'aggrave pas la situation des ouvriers libres, il ne fait qu'utiliser la force et les connaissances d'un individu qui déjà a sa place dans les rangs des travailleurs. Cavour formulait ainsi son opinion à ce sujet : « Le condamné avant son incarcération était aussi un ouvrier, ou tout au moins il a ou il aurait dû l'être. Comme tel il produisait quelque chose, il faisait de la concurrence à une classe quelconque d'ouvriers. Si on l'enferme dans une prison, la concurrence d'un ouvrier libre disparaît, elle fait place à celle d'un ouvrier détenu et c'est tout (1). »

L'Etat ne remplirait pas sa mission s'il ne faisait pas travailler les prisonniers. L'emprisonnement infligé aux coupables ne vise pas seulement à les priver de leur liberté, pour les rendre ensuite à la société plus mauvais et plus pervers qu'auparavant. La plupart des criminalistes reconnaissent que le châtiment doit avoir un autre résultat que d'infliger une souffrance au condamné ; il doit avoir un caractère de relèvement et de moralisation. Ce serait la plus épouvantable des peines, la plus affolante, celle qui réduirait les détenus à l'inactivité complète. Ce serait aussi celle qui causerait le plus grand des dommages aux condamnés et à l'ordre public. L'Etat a plus que le droit d'occuper le condamné, il en a le devoir. Le séjour à la maison central doit être pour le prisonnier une occasion de connaître le travail et ses agréments, d'y prendre goût, d'apprendre un métier ou de continuer

(1) *Acte de la Société Suisse pour la réforme pénitentiaire*, Fribourg 1887.

la profession qu'il possède. Il serait voué autrement à la misère et fatalement à un nouveau crime.

Cette obligation de mettre les détenus dans l'état de mener à leur sortie de prison une vie honnête, s'oppose à la proposition de Jules Simon d'attacher tous les prisonniers à un travail agricole. Sans doute le travail pénitentiaire ne ferait plus naître le moindre soupçon de concurrence, mais que deviendraient à leur rentrée dans la vie ordinaire « les ouvriers industriels transformés en laboureurs » ? Ils auraient désappris un métier pour en apprendre mal un autre, auquel ils n'étaient ni disposés, ni préparés et qu'ils auront hâte d'abandonner dès leur libération. Il semble que l'administration pénitentiaire remplirait mieux sa mission en laissant chacun à sa profession. La diversification du travail, qui en résulterait, serait la meilleure manière d'atténuer la concurrence. Une appréciation conforme a été donnée à la Chambre par M. Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire : « Si l'on ne veut pas, disait-il, constituer dans les prisons des industries qui rendent écrasante la concurrence de l'Etat contre les particuliers, il faut diviser, éparpiller la main-d'œuvre en divers genres de production. » (1) Cette division et cet éparpillement existent pour la main-d'œuvre féminine qui est consacrée notamment à la lingerie, à la bonneterie, à la fabrication des espadrilles, au rempaillage des chaises..... etc. La

(1) *Journal Officiel*, 7 décembre 1888.

fabrication des corsets qui était l'industrie de la maison centrale de Clermont a disparu avec cette maison.

Il est certain, que la majorité des femmes renfermées dans les maisons centrales et les prisons peuvent être considérées comme des ouvrières de l'aiguille, ou du moins comme sachant coudre. Une excellente solution serait que l'Etat, au lieu de céder cette main-d'œuvre et de donner ainsi une occasion de spéculer, l'emploie lui-même et fasse travailler pour lui. Le chômage ne serait pas à redouter pour les ouvrières, et l'Etat ferait une bonne opération. Le ministère de la guerre et le ministère de la marine seraient de parfaits clients pour l'administration pénitentiaire. L'administration elle-même, pour les uniformes de ses gardiens et l'habillement des prisonniers peut utiliser les détenues. L'exemple de ce qui se passe à la maison centrale de Melun est concluant. Une imprimerie administrative y fonctionne et des ateliers de confection de vêtements et de chaussures y sont installés. Les unes et les autres de ces industries sont d'excellents fournisseurs de l'Etat.

On peut objecter que la concurrence n'est pas supprimée. Au lieu d'être faite par l'intermédiaire d'entrepreneurs, elle est faite directement par l'Etat. A dire vrai, il n'y a pas absolument concurrence, mais plutôt diminution du chiffre des fournitures commandées à l'industrie libre. Ce retrait des travaux ne sera d'aucune influence sur les salaires si le principe de la diversité des travaux énoncés plus haut est suivi. Les

ouvrières libres peuvent espérer que le travail des ouvrières des prisons ne sera pas moins coûteux que le leur, car il n'entre pas dans les habitudes des administrations de retirer de gros bénéfices de ce qu'elles prennent à leur compte. La consommation par l'Etat de ses produits est autrement préférable pour l'industrie que leur mise en vente sur le marché. (1)

La suppression la plus complète de la concurrence est dans la substitution du régime de la régie directe à celui de l'entreprise.

On a lancé une idée, dont l'application, couperait court à bien des difficultés. Les intéressés se plaignent toujours, que le taux des salaires fixé dans les marchés avec les entrepreneurs est trop bas, et laisse trop de marge à ceux-ci. Les récriminations tomberaient si on mettait tous les industriels à même de se procurer la main-d'œuvre pénitentiaire. Il suffirait de la « mettre en adjudication, comme cela se pratique pour les travaux publics : tous ceux qui auraient besoin de main-d'œuvre n'auraient qu'à se présenter et personne ne serait en droit de se plaindre. » (2)

En résumé, la concurrence faite au travail libre par les prisons est plus apparente que réelle. De même qu'il convient de ne pas s'en désintéres-

(1) Un grand nombre de pays font ainsi porter leur régie sur des articles dont ils ont besoin pour leur consommation. Citons : La Belgique, la Hollande, la Bavière, la Hongrie, l'Italie, la Norvège, La Russie, la Suède, la Suisse, la Prusse, l'Autriche.

(2) Proposition présentée par M. Cheysson à la *Société d'économie politique*. Séance du 5 janvier 1886. (*l'Economiste français*, 9 janvier 1886, p. 41 cité par Roger Roux).

ser, il convient de ne pas oublier non plus que le pouvoir de punir ne va pas pour l'Etat sans des responsabilités, des devoirs et des charges. L'intérêt qu'il doit porter à tous les citoyens, ne doit pas lui faire oublier l'intérêt qu'il doit porter aussi à ceux dont la justice lui a confié la garde et le châtiment. La conciliation heureuse de ces devoirs différents doit inspirer les décisions des législateurs, dans une situation aussi délicate et qui relève autant de la morale que de l'intérêt public.

CHAPITRE IV

LE PAIN AMER

« ...Lorsque l'ouvrière glisse sur la pente du désordre, elle a souvent pour excuse l'abandon, le mauvais exemple ou la faim. Lorsqu'elle persévère dans l'honnêteté et la vertu, elle est sublime. Et c'est pourquoi il faut la plaindre et dans la mesure où on le peut, la secourir. »

Adolphe BRISSON.

Les conséquences au point de vue moral de l'infériorité des salaires féminins ne peuvent s'étudier complètement dans les livres ni même à l'atelier ou à l'usine, il faut descendre dans la rue. Si nous ne craignons pas de poser un dilemme, dont le seul énoncé laisse deviner déjà bien des hontes et bien des souffrances, nous dirions : Il y a deux manières pour les femmes de gagner leur vie, par le travail et..... autrement. Comment en sortir si le travail ne leur donne pas le strict nécessaire pour l'entretien de la vie ? Et il ne le donne pas toujours. Comment vivre ? Comment se procurer la subsistance ?... La tentation est si forte !

Il est si facile de gagner le pain de la honte, le *pain amer*, lorsque le pain du travail manque, que l'estomac crie famine, que la tête est creuse et que la volonté a plus d'à-moitié sombré! On entrevoit immédiatement une misère plus douloureuse que l'autre et qui n'en est que la suite, la misère morale auprès de laquelle la misère physique est peu de chose.

La lugubre histoire est presque banale, — bien que profondément tragique et émouvante, — à force d'avoir été répétée, de la petite ouvrière qui, un beau jour, un triste soir plutôt, accostée par l'ouvrier qui la guette ou le « monsieur bien mis » qui la suit, ne sait pas échapper, et moitié curieuse, moitié apeurée, cède et commet la « faute ». Le salaire qu'elle reçoit est un salaire d'appoint — je prends à dessein une ouvrière de ville, ouvrière de l'aiguille par exemple, — elle manque du principal. Ce principal, c'est l'homme qui doit le fournir. Une femme ne peut se tirer d'affaire sans un homme, dit-on dans le peuple. C'est à l'homme qu'elle le demande et lui fait en échange le sacrifice de sa pudeur, de sa dignité, de toute sa vie peut-être. Qu'il est à craindre, en effet, qu'une fois le premier pas franchi, elle ne continue la voie plus fangeuse à mesure qu'elle se poursuit! Aujourd'hui pauvre fille tombée, elle peut encore redevenir honnête, demain elle sera la « prostituée » la « fille de rien ».

Quelles tristesses, et comme on devrait les mettre sous les yeux de ces insouciantes et inconscientes qui passent indifférentes, auprès de celles

qui travaillent pour flatter leur vanité, assurer leur plaisir, sans s'inquiéter du sort de ces sœurs malheureuses ! Si elles connaissaient leur vie, ce serait à faire pleurer les plus insensibles..... Oui, elles sont bien dignes de pitié, celles qu'on appelle les « dévoyées », et qui, après avoir été honnêtes, finissent mal. « Leur cas est le plus douloureux de tous. Avant d'en arriver là, elles ont dû franchir une infinité d'étapes. Au commencement, elles ne sont descendues dans la rue que pour chercher le supplément indispensable d'un salaire trop exigü. Le plus souvent c'est la morte-saison qui a tué leur vertu. Elles ont lutté, résisté, souffert la faim, le froid avant de se rendre. Devant l'inévitable, elles ont eu des peurs, des angoisses, des révoltes... A ce moment de leur vie, l'offre d'un travail rémunérateur, d'un mariage, les sauverait et pour toujours. Mais c'est là le gros lot. Le plus souvent les malheurs s'acharnent sur elles, et par la main d'une implacable destinée, grâce, gentillesse, douceur, décence, probité, loyauté, sentiments affectifs, tout est brisé, broyé, anéanti sans retour (1) ».

La psychologie de la pauvre ouvrière tombée au rang de prostituée est compliquée, en vérité. L'insuffisance de salaire n'est pas la seule cause de sa déchéance, elle n'est même pas toujours, nous le concédons, la cause déterminante, et les stoïques qui vont à la faute, froidement, pour avoir du pain comme on va au travail, doivent être bien

(1) Kaethe Schirmacher. *Salaires de femmes. Revue de Morale sociale*, décembre 1899.

rares. Et pourtant « parmi les filles qui se livrent au dernier désordre, écrit Jules Simon, on en cite qui ne recourent à la prostitution que pour pouvoir élever leurs enfants. Parent-Duchatelet en a vu une qui lutta si longtemps que lorsqu'elle vint se faire inscrire, elle n'avait pas mangé depuis trois jours » (1). Mais il est plus exact de dire que bien des causes s'entraident l'une l'autre et que le manque de ressources est une des principales. Elle est pour la jeune fille qui succombe l'excuse de sa chute, elle semble légitimer sa débauche et lui donner un caractère de quasi-nécessité. L'on a même cru pouvoir déclarer que « la prostitution était un produit naturel de l'organisation sociale, que l'acte de prostitution n'engage point la responsabilité des individus, mais une responsabilité collective. La raison d'être de la prostitution est à chercher non dans le vice des corps et des hommes, mais dans la structure économique du milieu social. La grande majorité des prostituées se recrute dans les classes pauvres, dans le prolétariat. Les salaires de famine, le chômage conduisent insensiblement les ouvrières à la prostitution, subie comme salaire d'appoint, pas comme métier. Les enquêtes officielles ou privées reconnaissent, en la nécessité de subsister, la cause primordiale de la prostitution. » (2) Sans être aussi affirmatif,

(1) *L'Ouvrière*.

(2) Ed. Dolléans. *La police des mœurs*, page 15.

M. Charles Fuster, qui a étudié à Berlin la situation de l'ouvrière, fait le récit de ce court et hideux dialogue :

« Mais, Monsieur, sanglotait une confectionneuse devant moi, vous savez bien que je ne peux pas vivre et payer

on peut reconnaître que la misère matérielle doit supporter une lourde part dans la responsabilité de cette misère morale.

Tout autour de la petite ouvrière, que de pièges sont tendus, que d'embûches sont dressées ! Que de sortilèges la fascinent et l'attirent ! Que de difficultés la rebutent et la désespèrent ! Son métier même parfois est pour elle une occasion ininterrompue d'épreuves et de tentations. Le romancier et le poète qu'est M. René Bazin l'a bien mis en évidence dans le délicieux portrait « de ces ouvrières fines et souples, toujours pressées, qu'on rencontre le matin, dès huit heures, deux par deux, trois par trois, filant sur le trottoir, vers l'atelier de la couturière ou de la modiste. Quand elles ont passé, la rue perd une grâce. Il y en a qui toussent et qui rient. Elles sont du peuple par le geste quelquefois et toujours par leurs mains piquées, par l'ardeur fiévreuse et la vaillance de leur vie ; elles n'en sont ni par leur métier, ni par le monde où leur esprit pénètre, ni par les rêves qu'il leur donne. Pauvres filles, dont la mode affine

mon fil, ma lumière et le tramway avec ce que vous m'offrez.

— Que voulez-vous, répondit le patron, j'ai la concurrence des autres patrons, moi ! Il faut bien que je profite de celle qu'il y a entre vous. Il y a une quantité de femmes qui gagnent de l'argent autrement, c'est à vous de savoir comment, et qui reviennent à nous dans les mauvais moments ou simplement pendant une partie de la journée. Elles ne demandent presque rien. Elles ont toujours le soir pour compléter.

— Mais, Monsieur, je ne peux pourtant pas...

— Que voulez-vous que j'y fasse ? Cela me désole, mais il faut passer par là. On ne m'achètera pas les corsages un pfennig de plus, parce qu'ils seront cousus par d'honnêtes femmes.»

(Charles Fuster. *L'Ouvrière à Berlin*. Revue féministe. Octobre 1895.)

le goût et désoriente l'imagination, qui doivent aimer le luxe pour être habiles ouvrières et sont par là plus faibles contre lui,... entendant tout, voyant le mal d'en bas et devinant celui d'en haut, ressaisies par l'étroitesse de leur condition, quand elles rentrent le soir, et toujours comparant, qu'elles le veuillent ou non, le monde qu'elles habillent avec celui d'où elles sortent. L'épreuve est dure, presque trop, car elles sont jeunes, délicates, aimantes, et plus que d'autres sensibles à la caresse des mots...» (1).

Tu donnes toute ta jeunesse, toute ton habileté, toute ton imagination d'artiste et ton talent raffiné, pauvre jeune fille, et à ce prix, tu ne gagnes même pas de quoi vivre. Tu couds, tu brodes, tu pares des chapeaux de fleurs jolies, parce que tes doigts y ont touché, dans tes mains glissent les étoffes soyeuses, les riches brocarts, les somptueux velours, les tissus d'or et d'argent, tu vis au milieu du luxe; tu crées ce luxe, tu crées la beauté, et ce luxe et cette beauté ne sont pas pour toi. Ah! tu n'en demandes pas tant pour être heureuse! Si seulement le travail t'était assuré, si tu pouvais seulement travailler aujourd'hui sans crainte du lendemain! Pauvres trottins et modillons, sur les avenues, sur les boulevards où vous passez, souriantes et légères, vous coudoyez le luxe et l'opulence. Vous reconnaissez dans ce coupé finement armorié ou dans l'automobile de grand prix la robe ou le chapeau ravissants, parce qu'ils

(1) René Bazin. *De toute son âme*,

sont votre œuvre. Vous reconnaissez aussi celles qui les portent ces toilettes, celles qui sont riches, qui sont heureuses, — vous le croyez du moins, — ces « mangeuses de pain gagné », qui vont au Bois, qui vont au bal ou au théâtre. Leur vie somptueuse coudoie votre triste indigence. Vous pourriez mener vous aussi la « grande vie » au lieu de votre vie de misère. Que risquez-vous, et pourquoi tergiverser entre « l'excès de la misère et l'excès de la souffrance ? » Car « il est clair que pour ces ouvrières frôlant tous les jours de leurs mains la beauté de clientes peu douées souvent du côté de la nature, mais qui « veulent être jolies quand même », la rancœur de leur condition devient plus amère. La tentation d'en sortir par n'importe quel moyen doit être terriblement aigüe, lorsqu'une camarade d'atelier, une *chanceuse*, depuis peu « arrivée », leur envoie un bonjour amical du haut de sa calèche rangée le long du trottoir. » (1)

Toutes ne prétendent pas à ces hautes(?) visées, toutes ne rêvent pas d'être « grandes dames » du monde ou du... demi-monde, elle veulent seulement sortir de l'ornière. L'amour-propre ne les retient guère et bien plutôt la vanité les encouragerait au vice. « Toutes les autres femmes, écrit Jules Simon, autour d'elles ont un amant, personne n'en rougit... Les romans qu'elles se passent de main en main et qu'elles dévorent avec avidité (c'est une de leurs passions comme l'ivrognerie pour les hommes) traitent l'adultère de peccadille, ou

(1) V^{te} Georges d'Avenel. *Revue des Deux-Mondes*. 15 août 1900.

même, car on ne s'en fait pas faute, l'exalte comme une vertu.» Un médecin de Paris, qui avait interrogé 300 femmes au-dessous de 25 ans soignées dans un service d'accouchement, témoignait que presque toutes avaient recours « à quelqu'un qui les aide. » (1)

Ce « quelqu'un » qui aidera l'ouvrière sera le plus souvent l'ouvrier. M. Charles Benoist qui a pris sur le vif la misère morale des ouvrières parisiennes pose « en règle générale » que « le séducteur » n'est pas de ces « bourgeois libidineux » que depuis Proudhon, les socialistes aiment à charger de tous leurs vices. Non pas que le bourgeois en soit incapable, mais c'est un fait, que le plus souvent l'ouvrière tombe par l'ouvrier.. Elle a besoin de quelqu'un et si la première liaison ne dure pas, surtout si elle a un ou des enfants, il lui faut en entreprendre une seconde.

« Je ne sache pas, écrit la comtesse de Villermont, de plus horrible preuve de l'égoïsme masculin encouragé par la convention sociale que cette réponse du gérant de tel grand magasin de Paris que nous pourrions citer.

A certains jours ou à certaines heures, il reçoit les femmes qui se présentent, soit pour avoir de l'ouvrage, soit pour entrer comme demoiselles de rayon ou caissières dans les magasins.

Il ne leur fait qu'une question brutale : « Avez-vous un protecteur ? »

Et si la pauvre, rougissante ou offensée, répond

(1) Kaethe Schirmacher. *Salaire de femmes. Revue de Morale sociale.* Décembre 1899.

non, il lui tourne le dos et va à une autre en disant :

— En ce cas, Mademoiselle, impossible de vous prendre, nos gages sont trop minces pour vous faire vivre et nous ne voulons pas de gens tristes ou qui meurent de faim. Quand vous aurez choisi un ami, vous pourrez revenir. (1) »

L'isolée, dans un de ces quartiers populeux de nos grands centres, est presque fatalement vouée au concubinage ou à la prostitution.

Il lui faut souvent accomplir de longues courses pour aller à son travail et pour en revenir. Ce n'est pas la grande usine en elle-même qui est un lieu de perdition. La surveillance est bien faite. On y travaille, on ne s'y amuse pas, — à moins que ce ne soient des contre-mâîtres qui abusent de leur autorité de la plus épouvantable façon sur celles qui dépendent de lui —. Mais avez-vous quelquefois assisté à la sortie d'une de ces citadelles du travail ? La sirène a sifflé. Les portes s'ouvrent. La foule se précipite. On respire et on marche vite, car il faut gagner des quartiers quelquefois éloignés. On va par groupes, jeunes filles de 15 à 20 ans, jeunes gens du même âge. On bavarde, on rit, on tient des propos licencieux. De là à des propositions inavouables il n'y a pas loin. L'ouvrier qui gagne de bons salaires trouve sans peine à qui s'adresser et il sait comment s'y prendre pour capter les faveurs... Les petits cadeaux nouent l'amitié et l'entretiennent. Il n'est pas de jour que l'ouvrière n'en-

(1) Comtesse Marie de Villermont. *Le mouvement féministe*. T. I, Paris 1904.

tende sur son passage un mot flatteur ou engageant. Le malheur ne sera pas grand si elle peut n'y pas prendre garde, mais si elle est trop malheureuse, mais si elle est trop facilement émotive, elle prêterà l'oreille et poursuivra l'entretien.

La loi a mis un terme aux veillées prolongées, malheureusement elles sont encore fréquentes et en 1903, pour Paris seulement, les inspecteurs du travail ont dressé de ce chef 2.992 contraventions. L'ouvrière qui est protégée ou retenue par le grand jour, sera plus exposée encore quand elle devra la nuit regagner sa chambrette. Sa nervosité est portée au paroxysme par un travail fiévreux dans un atelier surchauffé. Elle a besoin d'air, de mouvement; elle va dans la nuit. Mais c'est l'heure où sortent aussi ces oiseaux de proie rôdeurs, qui la rencontreront sur leur route. Qui donc les protège ces jeunes filles de 15 à 20 ans? « Savez-vous ce qu'elles nous ont dit? rapportait le comte de Mun à la Chambre, dans la discussion de la loi du 2 novembre 1892. Nous ne pouvons pas invoquer la protection des gardiens de la paix. Ils nous répondent que les filles honnêtes ne courent pas la rue à cette heure-là. »

Echappe-t-elle à la tentation de la rue, à la séduction du milieu, l'ouvrière n'est pas sauvée si elle entre au restaurant. M. Charles Benoist a voulu voir ce qui se passait dans la « gargote ». Il y est entré et le coup d'œil lui a suffi pour juger. Il a vu une à une les ouvrières franchir la porte basse de l'entresol où sont dressées les petites tables à plusieurs couverts, il a vu venir aussi des

Messieurs et quels Messieurs ! L'ouvrière est venue là parce qu'on y mange à très bon marché « un semblant de déjeuner », et que, lorsqu'on n'est pas riche, on peut, comme cette apprentie, faire changer son morceau de pain quand il est trop cher, quand il est de deux sous. Le galant a la partie belle. Il liera facilement conversation autour de lui. Il offrira une friandise et il sait bien qu'on ne peut pas lui rendre sa politesse à prix d'argent. « Le pire poison à la gargote ne tombe pas dans l'estomac. »

Et puis, on le sait, le salaire qui suffirait en temps ordinaire fera tout à coup défaut à l'époque de la morte-saison. Alors les plus braves sentent leur courage défaillir. « Aux épreuves du corps se joignent encore les épreuves de l'âme. La morte-saison est l'heure des tristesses, des découragements, des amertumes. On a toujours été une brave fille, on ne demanderait pas mieux que de travailler. Pourquoi est-ce qu'on souffre comme cela ? (1) » Alors comme la bête traquée, on veut fuir, il est trop tard ; on recule, mais il faut se rendre à l'évidence et choisir entre la mort et la capture. Hélas ! Peut-on longtemps hésiter ?

Que les jeunes filles, dira-t-on, vivent dans leur famille. Et si elles n'en ont pas ? Qu'elles se marient. Se marier, croit-on donc que ce soit facile ? L'ouvrier pense de plus en plus que le mariage est un luxe ou une charge. La jeune fille n'apporte aucune ressource dans le ménage. Si l'on a des

(1) D'Haussonville. *Salaires et misères de femmes.*

enfants, il faut les nourrir. N'est-il pas plus pratique d'avoir une maîtresse qu'on peut abandonner du jour au lendemain sans crier gare. L'ouvrier honnête qui veut fonder un foyer ira chercher son épouse dans une famille honnête, il n'épousera pas la première fille venue.

Il semble que la conclusion de ces faits soit désespérante pour les ouvrières. Que deviennent-elles ?

« Elles ne font pas grand bruit, répond Mgr Bougaud, dans son livre sur *le Christianisme et les temps présents*. On ne les verra pas, comme l'ouvrier coalisé et robuste, le maçon, le charpentier, organiser une grève menaçante et dicter des conditions. Elles meurent de faim ou de phtisie, voilà tout.

Mais celles qui ne consentent pas à mourir ainsi ?

Elles descendent le soir dans la rue.

Tout cela est sombre, très sombre et ne s'éclaircira pas de sitôt. »

D'un mot, M. Jean de Bonnefon a voulu résumer la situation : « A dire les choses net, la fille du peuple, ouvrière, n'a qu'un moyen d'existence, la prostitution (1). » Cette formule absolue est brutale et injuste. Pour rester dans la vérité, il faut dire, avec quelle opiniâtre vertu, des jeunes filles nombreuses se conservent pures dans le milieu corrompu où la vie les a placées. Ces saintes — car il y a des saintes — ont droit à l'admiration

(1) Jean de Bonnefon, *Les belles œuvres... et les autres*. Cité par Th. Cotelle. *Le sweating-system* p. 178.

qu'on a pour les héroïnes. Les principes religieux peuvent seuls les retenir efficacement contre des entraînements de toutes sortes. Leur foi ardente est seule victorieuse des désespoirs violents. J'ose mettre en fait que sur cent de ces jeunes filles-là, il y en a 95 qui répondraient, si on les interrogeait sur les motifs de leur conduite, qu'elles sont guidées par leur esprit chrétien.

Sans doute, il faut se priver beaucoup, se priver même des plus petites distractions, même du nécessaire. La vertu vaut bien de tels sacrifices. N'est-ce pas une héroïne cette chemisière qui gagne 90 centimes par jour et qui pour rester une honnête fille s'astreint à un jeûne dur et perpétuel :

Une livre de pain. . .	0.15 centimes
Fromage	0.20 centimes
Légumes	0.30 centimes
Total	0.65 centimes par jour?

Elle ne modifie son menu que le dimanche. Elle n'est pas en peine pour choisir son breuvage, car elle se contente d'eau claire. Il lui reste 0.25 centimes pour couvrir tous les autres frais et son loyer qu'elle partage avec une modiste (1).

Des ouvrières saintes et vertueuses, oui, il faut en parler, c'est un devoir, quand on a parlé de celles qui ne sont pas restées seulement honnêtes. Pour celles-là, il faut une vigilance de tous les instants, une persévérance admirable d'autant plus qu'elles le font sans se douter même de leur

(1) Th. Cotellet. *Op. cit.*

mérite. Voici la jolie réponse, plus naïve dans la forme que dans le fond, d'une ouvrière parisienne à qui on demandait comment elle échappait aux provocations, qui ne pouvaient manquer de lui être adressées, quand elle rentrait très tard chez elle : « Ce n'est pas difficile, dit-elle ; on regarde le bout de ses souliers. Personne ne vous dit rien ! »

L'Académie n'aurait pas assez de prix de vertu à sa disposition si elle connaissait tous les dévouements cachés, toutes les privations volontairement subies, toute la délicatesse exquise enfin, de ces pauvres jeunes filles du peuple, *trottins*, *modillons*, ouvrières des grandes cités. Je ne puis résister au plaisir de révéler quelques confidences qui m'ont été faites par une personne qui a tous les jours sous les yeux ces exemplés vécus.

Une enfant, Elise C..., 'a perdu sa mère à l'âge de 12 ans, elle est l'aînée de deux petits frères, l'un très infirme et d'une petite sœur. Le père gagne 5 fr. 50 par jour. Elise qui a maintenant 19 ans a élevé la petite famille sans que le père s'en occupât jamais. Elle a été un peu aidée, mais elle a refusé que le jeune frère infirme soit placé, ne voulant pas s'en séparer. Lorsque le samedi la paye n'était pas complète, elle lavait, elle-même, le linge de toute la famille pour économiser quelques sous et lavait le linge des voisins pour en gagner quelques autres. Que de fois, encore fillette de 13 à 14 ans, elle disait en parlant de ses frères et sœur : « Mes enfants ! » et quel soin elle prenait d'eux !

Une autre Henriette M... est le seul soutien de

sa mère âgée et infirme. Cette pauvre femme ne peut qu'ourler, dans sa semaine, une douzaine de serviettes pour 40 centimes. Elle paie juste le pétrole pour l'éclairage. La fille gagne 2 fr. 75 par jour. Quand la mère n'est pas trop malade et qu'il n'y a pas de visites de médecin à payer, elles peuvent encore joindre les deux bouts, mais avec quelle économie !

Une jeune femme restée veuve à 28 ans, et ne connaissant aucun métier, s'est offerte à une concierge pour balayer les escaliers et faire les gros nettoyages. Elle était payée alors 2 francs par jour et était nourrie à midi. Elle eût, comme on pense, grande peine à vivre jusqu'à ce que sa petite fille qu'elle élevait eut atteint 13 ans. Pendant ces années si dures, elles mangeaient rarement de la viande, ne buvaient que de l'eau et faisaient sur leurs vêtements un vrai tissu de reprises. Jusqu'au bout, cette mère est restée digne de sa mission. Elle a changé de place maintenant et gagne 3 francs, sa fille est placée et gagne 0 fr. 75. Elles sont riches.

Une petite apprentie reçoit, chaque matin, de sa mère 1 franc pour son déjeuner au restaurant et son trajet en métropolitain. Elle a, en effet, une longue course à faire. Elle va cependant à pied et ne déjeune que de légumes et de fromage. Avec ses économies, elle assiste deux pauvres vieilles qu'elle visite chaque dimanche, soigne et nettoie.

Mais toutes ne sont pas assez fortement trempées pour vivre comme des anges ou pour supporter le martyr, témoin cette pauvre enfant dont

M. l'abbé du Lac narre la fin lamentable : « Une jeune fille âgée de 16 ans et dont je m'occupais, fut un jour sans ouvrage, sans pain, bientôt sans abri. Elle était pure et vertueuse et voulait rester telle. A aucun prix elle n'eut mangé le pain du déshonneur. Elle alla demander du travail dans un grand magasin, on n'en n'avait pas à lui donner. Prise de découragement, Henriette (c'était son nom) s'enveloppa d'un manteau et alla se jeter dans la Seine... La mère m'appela quand on lui rapporta le corps de sa fille. Seize ans !!... »

Voici un autre fait non moins tragique qui s'est passé à Paris également. Une jeune fille de 19 ans gagnait 2 francs par jour. Elle était coquette et, bien qu'elle vécut dans sa famille, son salaire ne lui suffisait pas. Elle fit des dettes. Comment les rembourser ? Elle prit la résolution d'en finir. Un samedi soir, elle loua une chambre d'hôtel, acheta un réchaud et le dimanche matin à 9 heures, quand on força la porte, on trouva la malheureuse asphyxiée.

On aurait grand tort de supposer que ce ne sont là que de rares exceptions.

Il n'est donc pas niable que les ouvrières qui veulent rester honnêtes n'y parviennent qu'à condition de supporter avec abnégation bien des souffrances et des sacrifices, et que toutes les autres qui tombent ont presque le droit de protéger leur dignité à l'abri de leur misère.

La prostitution, de l'avis de certains penseurs, qui en ont cherché l'origine, relève plus de l'économie politique que de la morale. Il est certain

que les bas salaires ont une influence directe sur la moralité des ouvrières, mais l'économie politique ne peut en cette matière tout guérir, elle ne peut qu'atténuer. La femme qui vit en dehors de sa famille n'est pas à sa place dans la société. Elle est victime non-seulement des circonstances économiques, mais aussi d'un désordre social. Les remèdes qu'on doit chercher à apporter au mal sont par conséquent d'ordres très différents.

TROISIÈME PARTIE

Les Remèdes

Ce serait faire œuvre négative que de mettre à nu un mal, d'en chercher les causes et les effets et de ne pas s'efforcer d'y porter remède. Mais en présence d'un mal de l'étendue de celui qui s'attache au travail féminin l'embarras est grand. Des remèdes ? Y a-t-il même des remèdes ? On soigne une maladie bien définie, mais guérit-on un mal qui semble indissolublement lié au corps tout entier ?

Aussi bien les remèdes semblent avoir des effets aussi décevants que contradictoires.

Appelez-vous de vos vœux le retour de la femme au foyer, et voici que précisément vous vous apercevez que c'est le travail à domicile, qui a la plus insignifiante valeur. Demandez-vous à l'Etat d'accorder à l'ouvrière sa protection tout au moins à l'usine

et voilà que les faits se retournent contre vous : la femme se soustrait à cette protection et travaille dans de petits ateliers où la vigilance des lois ne peut l'atteindre. Demandez-vous aux industriels de relever leurs salaires, et ils vous répondent qu'ils sont esclaves d'une concurrence sans miséricorde. Ils luttent à coups de bas prix. C'est bien le moment de relever les salaires, on les diminuerait plutôt.

Le formule qui du jour au lendemain supprimerait le mal reste encore à trouver, et nous croyons que c'est surtout par des remèdes indirects qu'on peut espérer améliorer la situation économique de la femme. En cette matière, la ligne droite n'est pas toujours le plus court chemin pour arriver au but. On y parvient plus sûrement par des voies détournées.

Nous ne croyons pas cependant pour cela qu'il faille rejeter les remèdes directs, sans en examiner la valeur et les vertus. L'application en est délicate, difficile, et dangereuse aussi si elle est trop brusquement faite, mais dans les cas graves ne recourt-on jamais à des remèdes qu'on considérerait comme trop violents en toute autre circonstance ?

Remèdes directs, remèdes indirects sont entre les mains de collaborateurs différents : Les ouvrières elles-mêmes, les patrons, l'Etat, les consommateurs. A chacun de remplir son devoir et l'on verra — non pas tout d'un coup, mais graduellement, lentement — l'amélioration se produire.

Mais nous sommes persuadé, après de grands penseurs et d'éminents sociologues, que le salut durable est avant tout dans le retour de la femme au foyer.

CHAPITRE PREMIER

LA FEMME AU FOYER

« L'épouse doit garder l'hostel, le feu
et les enfants. »
(*Vieille coutume de Bretagne.*)

« La société se compose de familles,
non d'individus. » Auguste COMTE.

Les lois providentielles de la nature n'ont jamais été et ne seront jamais en désaccord avec les lois économiques. Elles se confondent plutôt, et pour tout dire les lois de l'ordre naturel contiennent en substance les règles de la meilleure organisation sociale ; c'est de la violation des lois naturelles que naît pour la société le besoin de corriger ses défauts et ses imperfections.

Nous en voudrions donner une preuve en montrant que si, de par l'ordre naturel des choses, le rôle de la femme est d'être épouse et mère, et si sa place est au foyer, c'est aussi le retour à la famille qui est le premier de tous les remèdes à la situation actuelle. Là pour elle est le salut. Des années et des années passeront avant que ce but ne soit atteint,

mais n'est-ce pas parce que l'idée ne s'en pourra réaliser que dans un lointain avenir, n'est-ce pas parce qu'elle est violemment et sans répit attaquée et battue en brèche, qu'il importe le plus de s'y intéresser, de la défendre, de la faire connaître et aimer?

A la base de la société est la famille. La famille est la molécule sociale et la détruit-on qu'on ébranle du même coup tous les fondements de l'ordre social. Les individualistes manquent vraiment de la plus élémentaire clairvoyance, quand ils nient cette vérité qui devrait avoir la force d'un axiôme (1). Comme on l'a fort bien expliqué, « l'homme isolé n'est pas un élément social, parce que réduite à un terme l'unité humaine est essentiellement inerte. Elle est diminuée de toute force expansive, elle reste sans lien d'affection avec les autres unités voisines, inertes comme elle. Elle ne regarde pas au dehors, elle tourne sur elle-même toutes ses visées. Elle reste le seul objet de toutes ses intentions. Toutes les affections, tous les désirs, toutes les pensées de l'individu se limitent à sa personne et leur tendance constante est de se replier, de se concentrer, de se contracter, de se renfermer en lui. Autant d'individus, autant de grains de sable sans cohésion entre eux.

C'est une loi universelle qu'il faut la pluralité, pour éveiller la vie dans l'unité. L'unité sociale qu'est la famille réalise cette condition. » (2)

(1) « Il faut considérer le travailleur non comme un être isolé, mais comme le chef d'une famille que son travail doit normalement entretenir. C'est dans la famille qu'il faut voir l'unité économique. » (Ed. Villey. *Principes d'économie politique*).

(2) *Réforme sociale*. 1903, t. 2, p. 165.

Aucune société ne peut même se concevoir sous une autre forme qu'une agglomération de familles, ou bien elle serait une simple association fragile et passagère. Certes, chaque être, homme ou femme, a une personnalité propre, chaque être a droit au même respect et à la même protection et aucun d'eux n'est supérieur à l'autre en dignité. Mais dans la société, l'homme et la femme ont des destinées distinctes que leur seule constitution physique leur impose. Ils se complètent et suivant la forte parole du Christ, « ils sont tous deux une même chair. » Ils ont toutefois un poste différent à tenir. Ils ne peuvent remplir leur mission qu'à condition d'être placés dans le milieu où doit s'exercer leur activité, et ils ne peuvent la remplir entièrement que dans la famille. La famille est composée d'individus, la société de familles. La profession, la cité seront d'autres cercles où l'individu évoluera et aura sa place, mais la famille est le centre de sa vie, la cause de son travail et de ses efforts, elle est enfin la source féconde des générations prochaines, la continuation de la race.

Que la famille soit désagrégée, bientôt elle sera détruite et l'Etat en sera tout entier ébranlé. Les peuples où la famille est la moins stable sont des peuples qui vont à la décadence. Les statistiques officielles sur le mouvement de la population en France nous en donnent une preuve bien digne de faire réfléchir. Les relevés des livres de l'état-civil témoignent chaque année d'une douloureuse situation. Chaque année, la courbe de la natalité

s'abaisse alors qu'elle est ascendante dans tous les autres pays. Le rapport présenté le 3 novembre 1905 au Ministre du Commerce ne fait pas exception. « En résumé, écrit M. Arthur Fontaine, directeur du Travail, l'excédent des naissances (0.15 0/0) est descendu à un taux légèrement inférieur à celui des années précédentes (0.20 0/0) en moyenne ; la diminution continue de la natalité avait été contrebalancée de 1901 à 1903 par un abaissement correspondant de la mortalité ; pour 1904 le nombre des naissances a continué à décroître, tandis que celui-ci subissait une légère augmentation. La situation du pays, au point de vue de l'accroissement de la population, est donc toujours peu satisfaisante... » Il dit ailleurs : « En 1904, on a enregistré la naissance de 818,229 enfants vivants au moment de la déclaration ; il y a en outre 38,665 morts-nés ou enfants morts avant la déclaration de naissance, soit au total 856,894 naissances, représentant 2,20 0/0 de la population légale, chiffre inférieur à ceux des années précédentes, 2,22 en 1903, 2,27 en 1902 et 2,30 en 1901 ; c'est le taux le plus faible relevé en France depuis le début du dix-neuvième siècle... Au total, le nombre des enfants nés vivants en 1904 est inférieur de 8,483 unités au nombre correspondant de 1903 et de 28,017 unités à la moyenne annuelle de la période 1894-1903. »

Or, cet affaiblissement du chiffre des naissances va de plus en plus en s'accroissant à mesure que de plus en plus la famille française est sapée à la base par les coups du divorce. C'est un rapproche-

ment qui s'impose. Le nombre des naissances baisse, celui des divorces suit une progression ininterrompue. Il est de 9,860 en 1904, il était de 8,919 en 1903, de 8,431 en 1902, de 7,741 en 1901 (1).

N'est-on pas en droit de dire après cela que la stabilité de la famille est une condition de la prospérité d'un pays?

Et lorsque certain féministe réclame pour la femme des droits et des devoirs identiques à ceux de son mari, lorsqu'il sème la révolte, il n'est qu'une dangereuse école d'orgueil. Car alors « ce qu'il appartient de constater et de dire, c'est que la féminisation est un des agents les plus pernicioeux de la dépopulation française.

En enseignant à la femme de faire le dur apprentissage des brutalités de la vie, en lui fournissant le moyen de se passer de la tutelle et du concours matériel de l'homme, en la virilisant en un mot

(1) Tableau comparatif des naissances et des divorces en France pendant dix ans, 1894-1904.

ANNÉES	DIVORCES	Enfants déclarés vivants
1894	6 419	855.388
1895	6.751	834.173
1896	7.051	865.586
1897	7.460	859.107
1898	7.238	843.933
1899	7.179	847.627
1900	7.157	827.297
1901	7.741	857.274
1902	8.431	845.378
1903	8.919	826.712
Moyenne de 1894-1903	7.434	846.246
1904	9.860	818.229

par des besognes qui l'éloignent de son foyer et l'exposent à toutes les séductions décevantes où vient trébucher sa faiblesse native, la féminisation lui inculque le mépris du mari, la haine du joug conjugal et maternel..... » (1)

L'industrie, lorsqu'elle s'empare de la femme, est un des plus terribles ennemis de la famille. La femme est en effet l'âme du foyer. Qu'elle l'abandonne et la famille n'est plus. Elle est l'épouse, qu'est-ce à dire, sinon qu'elle est la compagne qui encourage, console et soutient l'homme. L'époux travaillera au dehors, il gagnera la vie de la famille, la femme sera la gardienne vigilante et sage du foyer domestique. Elle le rendra agréable et souriant, elle donnera ses instants au soin du ménage, elle sera l'agrément et le charme de la maison. « La femme sage et pudique a une grâce qui surpasse toute grâce. » Elle prépare la nourriture saine et appétissante, elle façonne et entretient les vêtements, elle est la fée industrielle qui tire partie de peu de chose, et l'économe habile qui trouve le nécessaire quand on lui donne l'indispensable.

La femme est la mère, qu'est-ce à dire sinon qu'elle se donne tout entière aux enfants qu'elle donne au monde. Elle se doit à eux avant leur naissance, elle se doit à eux quand ils sont nouveaux-nés, elle se doit à eux quand ils font leurs premiers pas dans la vie. Mère, que ce mot renferme de grandeur et de noblesse, de responsabilités et de devoirs !

(1) *L'Eclair*, 8 Décembre 1905.

La place de la femme est au sein de la famille. Tout l'y appelle, tout l'y retient, tout l'y attache. « L'état de famille, écrit M. Villey, assigne à chacun sa tâche naturelle. L'homme travaille et produit, la femme administre et prend soin des enfants. Il ne faut pas normalement lui demander une autre tâche ; celle-là, pour être bien remplie, suffit à son activité, et ce n'est pas sans grand dommage qu'elle assume d'autres emplois au dehors : c'est par là que le foyer domestique est disloqué et que les liens de la famille se relâchent et souvent se brisent (1). »

L'historique du travail féminin a été trop bien fait (2) pour que l'on puisse croire, que la position sociale de la femme d'aujourd'hui soit entièrement différente de celle de la femme d'hier, que celle-ci ne se livrait exclusivement qu'au travail domestique, tandis que la femme moderne a abandonné complètement la famille pour l'usine. Une telle affirmation serait trop absolue pour être vraie. Dès l'origine du moyen-âge, des ouvrières travaillaient à l'atelier domestique et dans de grands ateliers. M. Leroy-Beaulieu, dans un chapitre qui pourrait s'intituler : « L'ouvrière à travers les âges » démontre que « l'ouvrière a pris naissance le jour où l'esclave a disparu. » Aucun peuple n'a connu l'âge d'or où toutes les femmes auraient vécu une existence heureuse à l'ombre du toit familial. Cette société idéale où l'homme

(1) Ed. Villey. *Principes d'économie politique*.

(2) Voir Levasseur. *Histoire des classes ouvrières avant 1789*. Leroy-Beaulieu. *Op. cit.* 1^{re} partie, ch. I.

aurait été le seul soutien de la famille, lui assurant toute sa subsistance et où la femme aurait pu vaquer aux soins du ménage et à l'éducation des enfants est encore à venir. « Toutes les fois qu'une branche de travail rémunérateur a été ouverte aux femmes, elles s'y sont avidement précipitées et en l'absence de travaux industriels, elles se sont jetées sur des labeurs plus rudes, plus grossiers et moins productifs. »

Mais il ne faut pas s'égarer hors des limites précises. Le nombre des femmes occupées par le foyer et la famille est à lui seul plus élevé que celui de toutes les femmes comptées dans toutes les professions. D'après le *Bulletin de l'Office du Travail* de décembre 1905 (1) le chiffre de la population active féminine est de 6.805.000, soit 35 0/0 de la population féminine totale, au lieu de 33 0/0 en 1896. Ces chiffres sont forcément approximatifs. Ils suffisent cependant pour permettre d'affirmer qu'avec l'agglomération du travail, le développement de l'industrie, la multiplication des grandes usines, les femmes ouvrières ont dû, en plus grande proportion que jamais, quitter leur demeure pour chercher du travail, là où elles trouvent à vendre leur main-d'œuvre : d'où cette conséquence fatale de l'éparpillement complet de la famille. L'âme s'est envolée, le corps est anéanti.

L'usine, cependant, ne convient guère à la femme en général ; à la femme mariée, elle ne

(1) *Le recensement professionnel du 24 mars 1901*. Premier article.

convient pas du tout (1). Physiquement la femme n'est point « taillée » pour les travaux sinon durs, du moins fatigants par suite de leur répétition, que lui impose l'usine. « La femme, dit un célèbre praticien, est un être essentiellement caché, primordialement destiné à la vie privée ; la vie publique, pour quelque cause qu'elle s'y mêle, en fait un être étrange, hybride et en quelque sorte déclassé (2). » « Point de famille possible, écrit M. Turgeon, avec l'exploitation de la main-d'œuvre hors du logis. Peut-on songer sans tristesse à ces milliers de mères obligées de travailler debout pendant 10 heures, dans une atmosphère accablante, au milieu du fracas des machines et de la poussière des métiers ? Il faut les voir à la sortie des filatures, maigres, pâles, exténuées ! Quelle effrayante menace pour l'avenir de la race ! Aussi a-t-on pu dire que le travail industriel de la femme est la méconnaissance monstrueuse des lois physiologiques (3). »

La plus mauvaise influence de l'usine sur la femme est morale. Quelle que soit la division des sexes dans les ateliers, il y a malgré tout une promiscuité dangereuse et souvent malsaine ; il y a les rencontres, les entrées, les sorties. Est-ce donc une grande victoire du féminisme que la

(1) « ... Il est des travaux moins adaptés à la femme que la nature destine plutôt aux ouvrages domestiques, ouvrages d'ailleurs qui sauvegardent admirablement l'honneur de son sexe et répondent mieux par leur nature à ce que demandent la bonne éducation des enfants et la prospérité de la famille. »

(Encyclique *Rerum novarum*).

LÉON XIII.

(2) Dr Fonssagrives. *De l'éducation physique des filles*.

(3) Ch. Turgeon. *Le féminisme contemporain*.

fillette soit arrachée ainsi à la tendre sollicitude maternelle, que la femme délaisse sa maison pour se mêler à la vie publique de l'atelier ? Il semble bien plutôt que c'est « blesser tous ses instincts, alarmer sa pudeur, la priver du seul milieu où elle puisse vraiment être heureuse..... Quand même elles échapperaient aux autres périls, il est presque impossible que leur esprit demeure chaste... Ce qui caractérise la situation des femmes travaillant en commun dans un atelier, c'est qu'elles souffrent par leurs vertus. Otez-leur les vertus de leur sexe, et il n'y aura plus de motif pour les plaindre (1). »

Cette double conséquence physique et morale se répercute sur la famille. Elle est d'abord compromise au point de vue physique et la science donne des chiffres qui en disent long. Dans une statistique présentée au congrès d'hygiène et de démographie en 1900, le professeur Pinard dévoilait que sur 188.000 enfants nés et pesés à la Maternité et à la clinique Baudelocque, près de 30.000, soit 16 0/0, étaient des prématurés du poids anormal de moins de 5 livres. Le professeur Pinard rapprochait ces constatations du surmenage imposé aux mères, surtout aux ouvrières et avouait que les pauvres enfants venus avant terme étaient voués, soit à une mort prochaine — à la maternité, sur 2.961, il en est mort 1.795, — soit à la débilité et à des infirmités pour toute leur vie. Quand aux enfants qui pourraient vivre, les soins

(1) Jules Simon. *L'ouvrière*.

et le lait maternels leur manquent, et dans certaines cités industrielles, 385 enfants pour 1.000 meurent victimes de la mauvaise alimentation (1).

La famille aussi est plus terriblement compromise au point de vue moral. Nous avons tracé hâtivement le portrait de l'épouse et de la mère digne de ce double titre. L'ouvrière peut-elle s'y conformer? Je me le demande, quand j'entends chaque matin la puissante sirène d'une usine qui rassemble l'essaim de plusieurs milliers d'ouvriers et d'ouvrières. Il est 6 heures et c'est l'hiver, et tous ces gens habitent loin. Ils ont dû partir de chez eux à 5 heures 1/2, avant peut-être. Qu'on se représente alors l'intérieur de leur foyer. Les enfants sont déjà habillés et prêts pour aller 3 heures plus tard à l'école. Tout est en désordre. A la hâte, si on a le temps, on prend quelque chose, un peu de café le plus souvent, à moins que l'homme ne soit parti le premier pour s'arrêter chez le mastroquet voisin. Et les enfants ne connaîtront pas leur « maman », ils ne recevront ni caresses, ni conseils, ils ne seront pas surveillés, et ils auront sous les yeux tous les mauvais exemples de la rue, où ils traînent sans surveillance. A quinze ans, ils pourront être de parfaits chenapans. A qui la faute?

Si encore la famille pouvait se retrouver aux heures des repas autour de la table modeste, mais proprement servie, si le père en rentrant pouvait contempler les têtes blondes de ses petits, il oublierait vite la rancœur et les fatigues ; mais non, la

(1) D'après le docteur Fauquet. *La protection légale des femmes avant et après l'accouchement.*

femme n'était pas là pour préparer le déjeuner du matin. Peut-être même ni la femme, ni l'homme n'ont le temps de rentrer chez eux, et ils mangent dans un restaurant borgne une mauvaise nourriture. Le soir, peut-on lui demander à cette ouvrière qui a travaillé toute une journée, de ramener la gaieté, de s'occuper des enfants qui pleurent, de mettre sur le feu une bonne et appétissante cuisine, de réparer le désarroi du logis? Le mari le prend en horreur ce foyer conjugal sans attrait, presque repoussant, et il s'en va... on sait où. Le cabaret est proche, — il y en a beaucoup dans le quartier — et il est bien éclairé, il brille. On y rencontre des camarades, on s'y désennuie, on s'y amuse,... on s'y abrutit (1). Lisez ces lignes sévères et exactes : « Le culte du foyer domestique s'en va, s'évanouit, disparaît. La famille existe à peine, le foyer n'existe presque plus; il a quitté le logis qui n'est plus qu'un lieu de passage, qu'un refuge de nuit pour émigrer au cabaret. L'homme y est entré le premier, la femme commence à l'y suivre, les enfants y viennent à leur tour. Et tous y passent ou passeront.

» Ce n'est plus au foyer domestique, c'est au cabaret que se concentre la vie avec ses joies, ses plaisirs, ses tristesses et ses misères. C'est là où

(1) « Ce que nous voulons, c'est réunir les éléments de la famille, les consolider, les rendre plus intimement unis que jamais.

» Nous savons trop que lorsque l'homme est seul à la maison, la maison lui devient bientôt odieuse et qu'il s'en éloigne; nous savons que pour les enfants, la solitude, c'est trop souvent le vagabondage au dehors ».

(Paroles de M. Dubief, ministre du Commerce et de l'Industrie. *Sénat*, séance du 26 mai 1905. *J. Off.*).

l'on fête les grands événements de la vie nationale et les événements de la vie intime. C'est là où l'on célèbre et où l'on arrose les naissances, les baptêmes, les tirages au sort, les fiançailles, les mariages, les divorces, les succès de carrière, les deuils et la mort (1) ».

Tout le salaire de l'homme s'évapore en alcool et lorsque, tard dans la nuit, ivre et titubant, il vient heurter à sa porte, sa femme aura à supporter des injures, à craindre des coups. Il ne lui donnera rien pour elle, ni pour ses enfants. Il a tout mangé, non, il a tout bu. Le Code civil l'appelle pourtant, lui le citoyen électeur, le chef de la communauté. Sans doute, l'absence de la femme en dehors du foyer n'est pas la seule cause de la criminelle désertion du mari. Avant son mariage, l'alcoolisme l'avait déjà pris dans ses griffes qui ne lâchent pas, et eût-il eu la meilleure des épouses, il aurait été à redouter quand même qu'elle ne triomphât pas des basses passions de la brute. L'homme est inexcusable. Mais si, lorsqu'il était enfant, il avait eu une mère, si ses camarades avaient eux aussi été surveillés, s'il avait grandi dans l'amour de la paix calme et bienfaisante du foyer, que de chances il y aurait eu pour que son plus cher désir ait été d'en fonder un semblable à celui dans le cercle duquel il aurait passé son heureuse enfance. « J'ai toujours constaté, nous disait un excellent patron qui connaît bien ses ouvriers, que le mari qui se conduit le mieux

(1) Dr V. Lowenthal. *L'Alcoolisme, la famille et la dépopulation*. — *Revue Bleue*, 26 septembre 1903.

est celui dont la femme tient bien le ménage et élève le mieux ses enfants, malgré des ressources moindres ».

Au lieu de toutes ces ruines, quels bienfaits de toutes sortes la famille et la société tireraient du respect de cette loi de la nature, qui a institué la femme gardienne et sauvegarde du foyer ! Ah ! la femme moderne revendique sa part d'influence dans le monde, mais qu'elle forme l'âme de ses fils, qu'elle prenne un bon empire sur son mari, qu'elle dirige sa maison, jamais elle ne pourra avoir d'influence meilleure. La fonction est assez noble pour satisfaire les plus hautes ambitions, les plus grands dévouements. « La femme doit lutter, écrivait Jules Simon, pour reconstituer la vie de famille, avec son ancien cortège de respect, de tendresses et de bonnes mœurs. Le salut de la France est à ce prix (1) ».

Par des œuvres que les temps rendaient indispensables, de généreuses initiatives ont essayé de remplacer la famille. Il fallait que l'enfant tout jeune ne soit pas abandonné, et des crèches ont été fondées pour le recevoir. Il était bien que la jeune fille qui n'avait pas de famille trouvât une maison pour abriter sa faiblesse et sa vertu, et l'on a ouvert des maisons de famille et des ouvroirs. On ne saurait jamais assez rendre hommage aux intentions non moins qu'au zèle admirables des personnes de cœur, qui conçurent et exécutèrent de tels projets. Certains patrons, dans leur usine

(1) Jules Simon. *La Femme au XX^e siècle*.

même, ont des crèches soigneusement organisées et où les mères déposent, en arrivant, leurs chers petits. Ce sont des religieuses qui souvent les remplacent, et ces femmes, qui ont fait le sacrifice de toutes autres affections, mettent toute leur tendresse à accomplir leur maternel office. Mais qui donc peut jamais remplacer la vraie mère ?

J'ai voulu visiter une crèche. Je garderai toujours souvenir du gracieux et touchant spectacle qu'il me fut donné de contempler. Dans une vaste salle, bien aérée, d'une propreté rigoureuse, toute une bande de gentils bambins, garçons et filles, tous habillés de tabliers de même couleur, blanc et bleu, chantaient, gambadaient, riaient. Dans une salle contigüe, toute une rangée de berceaux était garnie de gros bébés roses qui dormaient à poings fermés. Tout était gaieté et joie et l'on se serait cru bien loin d'un quartier excentrique de la capitale. Tous ces enfants, tous ces bébés roses étaient l'objet des soins les plus attentifs, mais où étaient les mères ? Elles étaient passées de grand matin, apportant sur leurs bras leurs enfants endormis, dont quelqu'uns se trouvaient enveloppés d'un grand châle simplement. Elles allaient à leur journée d'usine, et le soir seulement elles devaient revenir les prendre. Cela est très bien, mais il faut avoir le courage de le dire, cela est très regrettable. Une femme qui s'est consacrée aux œuvres de cette sorte et dont l'impartialité ne saurait être contestée nous disait : « La mère débarrassée de ses enfants, soit par la crèche, soit par l'asile ou l'école maternelle, de 7 heures du

matin à 7 heures 1/2 du soir, finit par s'en désintéresser de plus en plus. Mère, elle ne l'est guère dans la journée, elle le redevient sans grande jouissance le soir. Il arrive *souvent* que les jours de fête, tels que le lundi de Pâques, de la Pentecôte, du 14 Juillet, les crèches étant fermées, des femmes nous supplient de garder leurs enfants afin d'être plus libres — elles l'avouent sans honte — d'aller traîner sur les boulevards.» Les mères désapprennent leur rôle de mères. Georges Sand même constate que « beaucoup de femmes de mérite, excellentes mères, sont forcées par le travail de confier leurs enfants à des étrangers, mais que c'est le vice d'un état qui méconnaît et contrarie la nature. » (1)

Les maisons de famille sont aussi nécessaires, aussi indispensables que les crèches, et comme en France aucune souffrance ne demeure sans secours, il ne faut pas s'étonner si, à Paris et dans les grandes villes, la charité religieuse et laïque a bâti un abri sûr pour les jeunes filles sans famille, ou qui l'ont quittée. La pauvre fille qui doit trouver un logement pour elle seule est exposée à toutes les misères : la chambre non meublée est trop cher, le *garni* est trop dangereux. Les maisons de Bonne-Garde, les patronages internats, les maisons de famille, les cercles se sont ouverts pour les recevoir (2). Ils sont encore peu nombreux,

(1) Cité par M. Emile Ollivier. Conférence faite à l'*Action sociale de la femme*.

(2) Lire dans l'ouvrage de M. d'Haussonville : *Salaires et misères de femmes*, le chapitre intitulé *Maisons de famille*.

mais qui dirait tous les services que déjà ils ont rendus?... Cependant, ces œuvres excellentes de tous points ne sont-elles pas une manifestation probante d'un désordre social? Est-il normal que des jeunes filles de 16 à 20 ans se trouvent jetées sans protection, sans appui, sur le pavé des grandes villes?

Aux enfants, aux jeunes filles, il faut la vie de famille, il faut le retour de la femme au foyer. Il y va de l'avenir de la race, de la dignité de la femme, de la vie de la famille, de l'intérêt du pays. « Un peuple, a écrit le président Roosevelt, où les hommes ne sont pas décidés à travailler de toutes les manières, prêts à lutter de toutes leurs forces, ayant à cœur d'être des pères de famille, *un peuple où les femmes ne sont pas convaincues qu'il n'y a pour aucune d'elles rien de plus beau que d'être une bonne femme et une bonne mère*, eh bien, c'est un peuple qui a de sérieuses raisons de s'alarmer sur son avenir. » (1)

La reconstitution de la famille parera pour une part notable aux dangers que nous avons signalés. L'enfant aura une mère pour le chérir, lui prodiguer ses caresses et ses soins, pour l'élever et le surveiller, la jeune fille aura un modèle de la future ménagère qu'elle devra être plus tard, l'homme aura un intérieur où, sa journée finie, il pourra se reposer et goûter la récompense de ses rudes la-

(1) Lettre-préface à MM^{es} Van Vorst pour l'*Ouvrière aux Etats-Unis*.

heurs, la femme enfin aura un protecteur et un époux. (1)

Par malheur la proposition d'un tel remède serait souvent d'une ironie par trop cruelle, d'une dérision par trop mordante. L'implacable nécessité force la femme à désertir son foyer, il faut qu'elle gagne elle aussi..... Cependant, est-ce que la famille n'aurait pas souvent un bénéfice à ce que la femme ne quittât pas le foyer pour l'usine ? Ne gagnerait-elle pas plus à économiser qu'à travailler en vue d'un salaire ?

Après ses longues enquêtes, Le Play a pu conclure en ce sens. « Des recherches approfondies, dit le grand savant, établissent que dans une foule de cas, le séjour permanent de la mère et de ses filles au foyer domestique n'offre pas moins d'avantages au point de vue économique qu'au point de vue moral. » (2) La plupart des industriels qui emploient des femmes sont d'accord sur ce point. « La femme mariée, nous disait catégoriquement un chef d'usine, ne devrait jamais pour beaucoup de raisons travailler à l'usine. Je n'en ai pas une seule chez moi. Dès leur mariage, je donne à mes ou-

(1) « Les ouvriers éprouvent sans peut-être s'en douter le besoin de revenir à la vie de famille, me faisait remarquer M. Honoré, membre du Conseil supérieur du Travail. Leurs trois grandes revendications aboutissent à la reconstitution du foyer. Ils demandent le repos hebdomadaire, c'est-à-dire un jour chez eux par semaine, les 3 huit, c'est-à-dire les repas en famille, les retraites ouvrières, c'est-à-dire la vieillesse assurée au foyer. »

(2) Le Play. *L'organisation du travail selon la coutume des ateliers et la loi du Décalogue.*

rières des travaux à faire chez elles. » (1) « Il y a parmi nos ouvrières, nous disait un autre, de braves femmes avec plusieurs enfants qui travaillent par besoin et dont l'intérieur de famille n'en souffre pas trop. Les enfants s'ils vont à l'école déjeunent à la cantine, et le soir, le travail finissant à 6 heures, la mère peut préparer à son aise le repas et même raccommode les vêtements, mais ceci n'est pas une règle générale et combien y a-t-il de scènes de ménage que nous ne connaissons pas ?... » C'était encore un patron qui nous écrivait : « Le travail de la femme à l'usine est absolument contraire à la prospérité de la famille. » Ce témoignage est le résumé d'un grand nombre d'autres. Les ménages qui calculent autrement, calculent mal ou plus exactement ne calculent pas du tout.

Si on pouvait tenter l'expérience de tenir la comptabilité d'un ouvrier père de famille, et ne gagnant qu'un salaire moyen, on constaterait vite et sans peine, que son salaire est suffisant pour assurer la vie de tous, tandis qu'au contraire, dans les ménages où le mari et la femme travaillent, il est souvent difficile de couvrir les dépenses strictement nécessaires. Le femme devrait « se contenter de cette économie vigilante qui est la providence du foyer. » (2) Cette économie vigilante, la ménagère aura maintes occasions de la mettre en prati-

(1) En Allemagne, certains patrons ont réalisé ce progrès de ne plus employer de femmes mariées dans leurs ateliers et l'on cite l'exemple de M. Franz Brands, le directeur du *Volksverein*, chez lequel cette mesure est appliquée depuis plus de dix ans.

(2) Mgr d'Hulst. *Les charges de la Propriété. Conférence de Carême.*

que. Une des grosses dépenses, la principale même de la famille ouvrière est la nourriture. Quand la femme n'a pas le temps de préparer les repas, ils se prennent à la gargote, ou encore ils se composent de plats achetés tout préparés. Ce régime est très dispendieux outre qu'il est loin d'être hygiénique. L'homme trouve des occasions plus fréquentes de dépenser. La santé n'est pas longue à s'altérer, le travailleur encore jeune perd ses forces musculaires. S'il tombe malade que deviendra-t-il, que deviendra sa famille ? La santé est toute sa fortune. La femme aura pu gagner passagèrement quelque chose, ce revenu ne compensera pas la perte dont son absence aura été la cause. On nous laissera donner un exemple que nous avons eu sous les yeux et qui montre comment, dans une famille ouvrière, le gain apparent peut n'être qu'une perte réelle. Dans un jeune ménage où le mari gagnait un salaire suffisant pour subvenir aux frais communs, la femme eut un enfant. Elle s'en occupa plusieurs semaines, puis elle le mit en nourrice. Elle avait les meilleures intentions du monde et espérait par son travail augmenter le bien-être de la famille. Elle alla dans une fabrique du matin au soir, laissant son foyer sans soin. Ce qui devait fatalement arriver, arriva. Au lieu de s'enrichir, le ménage s'appauvrit. Les dépenses n'étaient pas réglées, les frais étaient doublés. Tout alla bientôt de mal en pis; le mari qui jusque-là était rangé et bon époux, ne trouvant aucun charme à son foyer, le délaissa pour le cabaret. Une famille qui aurait pu être très heureuse était

détruite, à tout jamais peut-être, parce que la femme l'avait abandonnée.

Que la femme au lieu de « partir de grand matin pour se rendre à l'usine, sans avoir eu le temps de faire son lit » reste à mettre ordre dans le ménage, à « préparer le repas de midi pour son *homme* et pour la famille », qu'au lieu de rentrer tard, extenuée, sans forces et sans goût et d'acheter un peu de charcuterie que l'on mangera dans une chambre sale, mal aérée », elle fasse « une de ces soupes appétissantes qui retiennent le père à la maison. » (1) Ce sont là des petits moyens qui ont de grands effets. « Les maris et les frères trouvent dans un foyer constamment habité par les femmes un charme et un bien-être qui réparent leurs forces physiques, retrempent leur caractère et rendent plus productif leur travail à l'atelier. » (2)

A juste titre on se plaint de l'invasion de la camelote à vil prix, qui a toujours un succès bien immérité auprès des ménages ouvriers. En fait, ils se ruinent à force d'acheter à bon marché. Je m'explique. Tandis que la femme est à faire sa journée, ses vêtements, ceux de son mari, ceux de ses enfants s'usent vite. Si elle avait le temps de les raccommoder, si elle avait le temps de confectionner les plus simples, elle ferait une importante économie. Mais elle ne peut pas. Il faut acheter du neuf, et comme on ne dispose jamais d'une somme suffisante pour avoir de bonnes marchandises, on

(1) Max Turmann. *Initiatives féminines*.

(2) Le Play. *Op cit.*

achète des articles de la plus mauvaise qualité. Ou encore, et ce système prend une extension considérable, on achète à crédit, à la petite semaine. L'ouvrier, aux yeux de qui on a fait miroiter tous les avantages d'une philanthropique combinaison, paie alors les objets trois fois leur valeur. Il échappe ainsi au camelot pour devenir la victime de l'usurier humanitaire. Que la femme remplisse toutes ses fonctions de ménagère et, suivant la parole d'un ouvrier plein de bon sens, « même au seul point de vue matériel, sa présence chez elle compensera largement le salaire qu'elle aurait à l'atelier. »

Peu importe donc que les salaires de femmes soient des salaires d'appoint, quand la femme est mariée. Un homme d'une haute compétence en matière sociale, nous soutenait qu'il devrait toujours en être ainsi : « L'homme, nous disait-il, met ce qu'il faut dans la marmite, la femme le fait cuire. Ce n'est pas une réforme d'attirer la femme à l'usine, la vraie réforme est la reconstitution de la famille. » Celui qui nous tenait ce propos pourrait bien être « cet homme de bien, cet observateur sagace, patron de centaines d'ouvrières » qui disait à M. Georges Picot, au sujet de l'isolement des jeunes filles dans les grandes villes : « Il n'existe qu'une solution, je vous le répète, il n'y a qu'une solution vraie : le mariage. Entre le mari qui manque et le mari qui vient, qu'il se rencontre quatre, cinq ans difficiles, six ans tout au plus, je l'admets, et je chercherai avec vous des expédients d'attente, mais je veux d'une durée très courte.

Remarquez-le, le salaire de la femme ne lui permet pas de pourvoir à tous les besoins de la vie, ce n'est qu'un salaire d'appoint. Ou ce mot n'a pas de signification, ou il exprime formellement cette idée que la fille apporte à ses parents, la femme à son ménage, un salaire qui représente non l'équivalent de ses dépenses personnelles, mais seulement une part contributive. Vous voulez qu'elle paie son logement. Elle ne le peut pas, le lui demander est une exigence chimérique. Ce qu'elle gagne représente sa nourriture et son habillement. En le rapportant au logis, elle ne coûte rien à sa famille. Vous le voyez, le cours normal du salaire de la femme que vous trouvez avec raison si peu élevé vient à l'appui de mes conclusions : la jeune fille isolée est une anomalie et il faut tout faire pour y mettre un terme (1). »

Pareille solution, si elle était unique, serait une fin de non recevoir à tout relèvement du salaire féminin. Et même, à certains esprits plus prompts et généreux que réfléchis, s'est présenté un remède aussi sûr dans ses résultats que rapide dans son exécution : pour retenir la femme au foyer, il n'y a qu'à lui interdire l'accès de l'usine.

A notre époque, l'auteur d'une telle proposition — à supposer que quelqu'un osât la formuler ! — ne serait pas pris au sérieux. La femme est indispensable à l'industrie, et il ne serait pas plus raisonnable de discuter le principe d'une interdiction partielle, que celui d'ailleurs d'une interdiction

(1) *Réforme sociale* 16 juillet 1904.

absolue. Le droit exclusivement de travailler hors de chez elles laissé aux femmes vivant seules, ou aux femmes mariées sans enfants, aurait trop l'air d'un encouragement au célibat ou d'une prime au vice et au concubinage. Quant à l'interdiction absolue, elle aurait cette conséquence rien moins que désastreuse de fermer à la main-d'œuvre féminine les plus lucratives carrières, et de ne lui permettre que les industries s'exerçant à domicile, encore que les salaires tomberaient à zéro, puisque la concurrence aurait grandi à l'infini.

Fermer les ateliers aux femmes serait une mesure monstrueuse, puisqu'un nombre considérable y trouve leur gagne pain. Au reste, nous nous plaisons à bien le faire remarquer, la grande industrie emploie des jeunes filles de préférence aux mères de famille, et on ne saurait le regretter. Elles sont nombreuses, en effet, ces jeunes filles qui ont dû se « tirer d'affaire » toutes seules, soit que leur pudeur les ait forcées de quitter le taudis paternel, soit que leurs parents eux-mêmes leur aient fait comprendre qu'elles avaient bien l'âge de se débrouiller à leur guise. Dieu sait ce que souvent cela signifie !

Faut-il rappeler que les mariages diminuent, et que la phalange des vieilles filles par nécessité s'augmente tous les jours. Une comparaison entre le nombre des hommes âgés de 25 à 40 ans et le nombre des femmes de 20 ans à 40 établit un surplus assez considérable de femmes adultes. La proportion est en France de 1.061 femmes pour 1.000 hommes, en Autriche de 1.154 pour 1.000, en

Allemagne de 1.167 pour 1.000 (1). Rien que pour Paris, M. Picot, dans un discours à l'Académie, a évalué à 100.000 le nombre des ouvrières vivant seules (2).

Au reste, le mariage n'offre pas toujours à la femme une existence assurée. Veuves ou divorcées, abandonnées de leur mari ou laissées par lui sans secours, que de pauvres ouvrières doivent gagner leur pain et celui de leurs enfants ! Qui donc oserait leur contester à celles-là le droit au travail, à la vie ?

L'alcoolisme est peut-être la plaie qui dévaste le plus notre génération. Il brise et ruine les foyers, il empoisonne toute la race. Qu'on s'imagine le sort des pauvres femmes d'ivrogne, de « celles qui, le soir de la paye, voient rentrer à la maison la brute immonde à laquelle elles appartiennent corps et âme, les malheureuses !... et qui au lieu de l'argent si impatiemment attendu pour payer le terme, pour acheter un peu de pain, quelques hardes, un peu de charbon, un peu de vie enfin, ne reçoivent que des injures et des coups ; ces malheureuses que retient seul aux galères d'une pareille existence l'amour des pauvres petits qui ne vivent que par elles, comme elles ne vivent que pour eux, croyez-vous qu'elles n'ont pas besoin de travailler celles-là pour gagner leur vie et celles de leurs enfants qui meurent de faim... ? (3) » Pour

(1) M^{lle} Lily Braum *Association catholique* 15 janvier 1902.

(2) Cité par M. Ambroise Rendu. *Réforme sociale* 10 mai 1904.

(3) M^{lle} Marie Maugeret *Le féminisme chrétien* 10 juin 1896.

elles l'usine est une nécessité. C'est un mal, mais un mal nécessaire et M^{me} Marguerite Durand a pu écrire ces mots auxquels nous ne saurions entièrement souscrire : « Si la femme a déserté l'intérieur où jadis, confortablement, tout en élevant ses enfants, en surveillant son ménage, elle gagnait son pain, filant, brodant, cousant, ce ne doit pas être pour le plaisir d'aller peiner de longues et tristes heures dans les bagnes des ateliers et des usines pour un salaire dérisoire (1). »

Comment faire encore quand la famille est trop nombreuse pour que le salaire de l'homme soit suffisant ? « J'ai eu dans mon atelier, m'écrivait un imprimeur de Paris, une femme qui avait huit enfants vivants. Elle me disait : « On ne mange de viande chez nous que les jours où je travaille chez vous. » Ces jours-là, en effet, elle gagnait 4 francs, alors que son mari gagnait 4 fr. 50. Ils étaient dix à manger là-dessus. Certes, il fallait souvent raccommoder les vêtements de ces dix personnes, mais il avait fallu d'abord les acheter et puis tous les jours il fallait aller chez le boulanger. » Exception, dira-t-on, mais exception qui ne permet pas d'édicter une règle. Pour parvenir à diminuer le nombre des femmes ouvrières, il faut trouver d'autres moyens que la prohibition brutale des ateliers.

Le retour de la femme au foyer sera le fruit d'un long travail et de persévérants efforts. Il ne s'agit pas de corriger des lois économiques, il

(1) Préface du *Compte-rendu du Congrès international de la condition et des droits de la femme*, Paris 1900.

s'agit surtout de modifier les mœurs en les améliorant.

Le concours de l'homme est non moins utile que celui de la femme pour cette œuvre de régénération de la famille. « Cela ne peut se faire que par un surcroît de travail pour le père et le mari, mais combien il y gagnerait en bonheur. » (1) C'est de son travail que dépend la vie de toute la famille, il ne faut pas que la femme soit obligée de le suppléer. Le cabaret, avons-nous vu, voilà le grand ennemi de la famille, l'alcoolisme, voilà le grand adversaire à combattre. Si l'homme rapportait son salaire intégral à la communauté, la question du salaire des femmes serait tranchée. Le travail de celle-ci serait moins nécessaire, il serait par suite moins recherché et mieux rétribué. « Supprimez ou ébréchez fortement le milliard et demi donné chaque année en France à l'alcool et vous affranchirez les femmes dans une proportion équivalente de la nécessité de gagner les deux milliards et demi de francs de salaires que la statistique lui attribue. » (2)

A l'heure actuelle, la femme mariée sous le régime du droit commun n'est plus, au point de vue pécuniaire, sous la dépendance absolue de son mari. Elle peut se constituer des économies personnelles en plaçant le produit de son travail sur un livret de caisse d'épargne. Il y a plus, les économies que le mari place sur un livret de la caisse des retraites pour la vieillesse sont inscrites

(1) Jules Simon. *La femme du XX^e siècle*.

(2) *Réforme sociale*, 1896, t. I, p. 584.

pour la moitié, et nécessairement, sur la tête de la femme. Cette innovation implique sans contredit la reconnaissance du droit de la femme mariée sur une partie du salaire du chef de famille. Il est étonnant qu'on n'ait pas proposé d'étendre ce droit. On pourrait dire — et la théorie ne serait pas sans fondement juridique — que du moment où l'on reconnaît à un créancier des droits sur le salaire de son débiteur, il serait juste que la femme, qui s'est engagée vis-à-vis de son mari à élever sa famille et à veiller à son ménage, ait, créancière privilégiée, la faculté de saisir — arrêter une partie du salaire marital pour les dépenses communes. La femme pourrait ainsi vivre et faire vivre les siens, et le mari lui-même ne pourrait se plaindre que les lois lui imposent des charges qui ne seraient que l'obligation de remplir ses plus stricts devoirs. Mais qui donc oserait faire une telle proposition ? Comment pourrait-elle être appliquée ?

A l'appui de cette théorie, que la femme se dispense volontiers de quitter le foyer lorsque le salaire du mari est suffisant, nous rapporterons le résultat d'une expérience tel qu'il nous a été fourni par celui-là même qui l'a tentée. A cinq kilomètres d'A..., où se trouve le principal établissement de cet industriel M. D..., est situé R... dont la fonderie occupe plusieurs milliers d'ouvriers. Il y a quelques années, M. D..., n'ayant pas suffisamment d'ouvrières, eut l'idée d'établir des ateliers supplémentaires à R... Il espérait que les femmes et les filles des fondeurs seraient heureuses de trouver

une occupation rémunératrice à leur portée. Mais son espoir fut déçu, les hommes gagnaient et rapportaient assez pour que les femmes puissent se dispenser de travailler au dehors ; aucune ouvrière ne se présenta à la nouvelle usine et les ouvrières furent recrutées dans les villages voisins. De même, paraît-il, dans les pays industriels et miniers du Nord, les usiniers ne recrutent que difficilement du personnel parmi les femmes et les filles des ouvriers mineurs, qui gagnent de hauts salaires.

En somme, le progrès fait fausse route chaque fois qu'il déclasse les individus, et de même que ce serait un acheminement vers un mieux-être économique que de permettre à la femme d'être femme et pas seulement ouvrière, ce serait de même une amélioration évidente que de l'amener à vivre dans le milieu où normalement elle doit vivre. L'envahissement des villes par les populations rurales a porté, en effet, un coup aussi funeste aux métiers féminins qu'aux métiers masculins.

Etre une bonne épouse, une bonne mère, une bonne ménagère n'est pas aussi simple qu'on le croit. Le retour de la femme au foyer ne va pas sans une sérieuse éducation de la jeune fille en vue de son rôle futur. L'y préparer, c'est travailler à la résurrection de la famille fermement constituée, et en même temps à la reconstitution de la société solidement organisée. Bien des souffrances seront adoucies, bien des maux écartés quand cet enseignement d'un grand homme d'Etat sera passé

dans les mœurs : « L'homme doit être joyeux de faire œuvre d'homme, d'oser, d'endurer et de travailler, de se garder et de garder ceux qui dépendent de lui. La femme doit être la ménagère, la compagne du fondateur du foyer, la mère sage et sans peur d'enfants sains et nombreux (1). »

(1) Th. Roosevelt, *La vie intense*.

CHAPITRE II

QUELQUES MOYENS DE FAVORISER LA RECONSTITUTION DE LA FAMILLE

« La plus honorable et utile science
à une mère de famille, c'est la science
du ménage. »

MONTAIGNE.

La Science Ménagère

Il y a quelque temps, comme on demandait à un groupe d'ouvriers de la région textile du Nord de formuler un souhait pour leurs femmes et leurs filles ils répondirent : « Faites-nous de bonnes ménagères. » Ce vœu exprime un des plus grands besoins de la classe ouvrière. Mais que servirait de ramener les femmes au foyer, si elles ne savent pas y tenir leur place ? Et combien sont aptes à y remplir leurs fonctions ? Ou bien enfants, elles n'ont reçu ni exemples, ni conseils de leurs mères, ou bien jeunes filles, elles ont été prises par l'usine, comme leurs mères l'avaient été avant elles. Elles ignorent tout du ménage, même les choses les

plus essentielles. Elles se marient et sont dans l'impossibilité d'être la compagne vigilante et économe qu'elles ont promis d'être, elles ont des enfants et ne savent pas les élever.

Ce reproche s'applique à tous les milieux. Deux exemples typiques, pris dans la classe ouvrière, montreront jusqu'où peut aller l'inexpérience des femmes dans la science du ménage : « Une mère, raconte Mme Anna Lampérière, soucieuse de donner à son enfant un habit neuf, ne pouvant le prendre sur la paye du mari, avait demandé à coudre et obtenu à grand peine d'une entrepreneuse des taies d'oreillers dont l'une lui était payée trois sous. Il lui fallut travailler deux semaines entières sans relâche, pour avoir de quoi acheter le petit costume qu'elle eut fabriqué elle-même, en trois jours au plus sans effort, et bien plus soigné qu'elle ne pouvait le trouver tout fait. » (1) Dans une conférence à l'*Action Sociale de la Femme*, M. Paul Bureau disait qu'une dame lui avait raconté qu'à Roubaix « une ouvrière était arrivée à donner dix centimes à une voisine pour lui recoudre un bouton de bottine, et lorsque cette même dame prit l'initiative d'un cours de couture pour les jeunes ouvrières, celles-ci n'apportèrent le premier jour que du « crochet » n'imaginant pas qu'on put leur enseigner autre chose. » (2) L'ignorance est souvent aussi accentuée en ce qui regarde la cuisine

(1) Mme Anna Lampérière. *Le Rôle Social de la Femme*, cité par Max Turmann, *Op. cit.* p. 105.

(2) Paul Bureau. *La femme à l'usine*, conférence parue dans l'*Action sociale de la femme*, août 1902.

et l'hygiène, la propreté, le blanchissage et le raccommodage. Un manufacturier, qui n'emploie à peu près que des jeunes filles dans ses ateliers, n'hésitait pas à nous donner ce témoignage : « Même pour les jeunes filles, les conséquences de la vie d'atelier sont désastreuses au point de vue de leur avenir. Elles ont vécu jusqu'à l'âge de 20 ou 25 ans à l'usine se reposant complètement du soin de l'intérieur sur la mère aussi inexperte d'ailleurs que le sera sa fille plus tard. Je n'exagère pas en disant, que quatre-vingt pour cent des ouvrières se mariant sont incapables de pourvoir aux moindres besoins du ménage. »

Où les jeunes filles recevront-elles ces notions élémentaires de la pratique de l'existence, qui leur font si grand défaut ? L'expérience est désormais acquise qu'aux exemples et aux conseils qui manquent, il faut suppléer par l'école, et l'on a créé l'enseignement ménager.

Il n'est pas encore très répandu, parce qu'il n'est pas encore suffisamment apprécié et encouragé. Tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la femme ouvrière et de sa famille doivent se faire un devoir d'y porter leur attention et leurs efforts. La Belgique et la Suisse l'ont compris et dans ces deux nations l'enseignement ménager est inscrit au programme de l'instruction des filles. En France, l'initiative privée a tenté quelques essais et fondé quelques œuvres qui permettent d'augurer de la réussite d'une diffusion plus grande et d'une propagande plus active.

L'enseignement des soins du ménage se conçoit

de deux manières. L'une consiste à le rattacher complètement à l'instruction ordinaire : l'enseignement ménager n'est alors qu'un chapitre du programme, comme l'enseignement de l'arithmétique ou de l'écriture. Une autre méthode le sépare complètement de l'école, elle en fait un sujet d'instruction et de formation absolument indépendant.

L'une et l'autre méthode ont été jusqu'ici adoptées, et l'instruction de la jeune ménagère lui est donnée pendant le cours de ses études primaires, et ensuite dans des écoles spéciales à l'usage des jeunes filles qui ont quitté l'école. (1)

La Belgique a des classes ménagères annexées aux écoles primaires où les enfants ne sont pas admises avant l'âge de 12 ans, et des écoles ménagères où l'âge minimum d'admission est de 14 ans. Cette limite d'âge a été fixée par le Ministre de l'Industrie et du Travail de Belgique dans une circulaire du 21 janvier 1899 qui réglemente l'enseignement ménager.

La Suisse a des écoles ménagères proprement dites, où sont reçues les jeunes filles qui ont terminé leur instruction primaire. Certaines de ces écoles sont des internats, la plupart sont des externats. Dans les cantons de Fribourg, de Berne

(1) Voir Max Turmann. *Initiatives féminines* II^e Partie. Chap. III et VI. Mme Henriette Jean Brunhes. *Le développement de l'enseignement ménager en Suisse et particulièrement dans le canton de Fribourg*. Musée social, septembre 1901. Abbé Quillet. *L'enseignement ménager* (Action Populaire). Mme A. Godefroy. *L'enseignement ménager en Belgique*, *La Réforme Sociale*. 1902. t. I, p. 302 et suiv. M. Louis Dausset. *L'enseignement ménager en France et à l'étranger*, *La Réforme sociale*, 10 juin 1906.

et de Zurich, l'enseignement ménager a reçu un appui considérable du gouvernement. Il figure obligatoirement dans les programmes de l'enseignement primaire aussi bien que secondaire, et même les « demoiselles » qui passent le brevet supérieur doivent savoir répondre à des interrogations sur l'aération de l'habitation ou le blanchissage d'une chemise, sur l'hygiène de l'enfance ou la fabrication des confitures, sur la cuisson d'un gigot ou la mise en conserve de petits pois. Mais pour les jeunes filles qui ne peuvent pousser leurs études au-delà de l'école primaire, l'enseignement ménager n'aurait pas été suffisant, aussi doit-il obligatoirement avoir une place dans les programmes des cours complémentaires créés pour les élèves de 13 à 15 ans.

Ainsi en Suisse comme en Belgique, le système admis est très sagement compris. Les leçons de choses ne s'apprennent bien, en effet, qu'à partir d'un certain âge, et grâce à cette division de l'enseignement ménager en enseignement scolaire et post-scolaire, les enfants reçoivent une instruction méthodique et pratique.

La considération de ce sens absolument pratique, qui doit dominer l'enseignement ménager, a déterminé la majorité de ses propagateurs à le séparer nettement du reste de l'enseignement ordinaire. A la mesure contraire, dit M^{me} Godefroy, il y aurait à certains égards, « d'incontestables avantages en tête desquels celui de laisser les élèves sous une direction seule et unique, et ensuite de n'avoir pas à les déplacer ; mais l'enseignement

y gagnerait-il ? *That is the question.* La science du ménage est essentiellement pratique, bien que d'excellents traités et de judicieux manuels existent pour l'expliquer. Mais toutes les théories de la terre ne peuvent remplacer les expériences faites, la poêle à frire, l'aiguille à repriser ou le fer de la repasseuse à la main. »

Aussi bien l'enseignement ménager exige des maîtresses spéciales et un local spécial. Pour avoir des professeurs ès-sciences ménagères, il a fallu encore créer un enseignement supérieur. Les cantons de Fribourg, Berne et Zurich, nous le disions à l'instant, ont inscrit l'enseignement ménager dans leur programme secondaire, mais ils n'ont pas trouvé que les « brevetées » en sauraient assez long pour apprendre aux petites filles à être plus tard de bonnes femmes de ménage. Avant donc l'ouverture des premières écoles, on ouvrit à Fribourg en 1901 un « cours normal rapide », à l'usage des directrices de cours ménagers, qui en quatre mois forma le personnel des institutrices ménagères.

La circulaire belge de 1899 dénotait aussi ce souci d'avoir de bonnes maîtresses : « Le choix de l'institutrice est très important au point de vue de la réussite de l'école. Il ne faut pas seulement qu'elle soit experte dans les travaux auxquels elle doit exercer ses élèves ; il faut encore qu'elle sache inculquer aux jeunes filles les qualités morales qui, plus encore que les connaissances pratiques, font la femme de ménage et la mère de famille. » En vue de cette préparation, chaque année le gouver-

nement belge organise un cours à la fin duquel les élèves peuvent conquérir un diplôme officiel d'institutrices ménagères.

C'est sur le modèle de ces cours qu'une Française, M^{me} la comtesse de Diesbach, a ouvert depuis 1902, à Paris, un cours normal ménager. Des élèves maîtresses reçoivent 160 à 170 leçons en six semaines et sont capables ensuite de diriger des écoles ménagères. Jusqu'ici elles ont trouvé facilement à se placer, mais que de chemin encore à parcourir avant que cette instruction soit donnée partout où elle est indispensable !

Le local diffère de la salle de classe ordinaire. Les élèves doivent « mettre la main à la pâte » et pour cela, avoir à leur disposition tous les meubles et ustensiles qu'elles auront à entretenir et dont elles auront à se servir plus tard. La plus parfaite école est donc celle qui met l'élève dans le cadre où elle doit vivre et non dans un milieu plus ou moins factice. L'idéal est que l'école ménagère se rapproche le plus de l'intérieur ouvrier. A la réunion annuelle de la Société d'Economie sociale en 1901, une fondatrice faisait la monographie d'une école ménagère de Roubaix. La description du local semble répondre à tous les desiderata. Il se compose d'un rez-de-chaussée et d'un étage. « Au rez-de-chaussée fut installé ce qui, chez l'ouvrier, sert de salle commune, c'est-à-dire de cuisine, de buanderie, de salle à manger. Dans un coin de la salle, une petite réserve aux provisions. Tous les ustensiles de ménage sont du modèle généralement répandu dans les ménages ouvriers ;

ils comprennent tout ce qui est nécessaire à la lessive, au repassage, à la cuisine. L'ameublement se compose d'une table et de quelques bancs.

» Au premier étage, l'ouvrier occupe la plus grande partie de l'emplacement. Des bancs, des tables munies de tiroirs permettent d'asseoir 70 élèves. Dans un coin de la salle, on aménagea une chambre munie d'un lit complet (1). »

L'enseignement ménager rencontre bien des obstacles, dont l'apathie des parents n'est pas un des moindres. Une des principales difficultés est de retenir les enfants dans les écoles, alors qu'elles ont l'âge de travailler, une autre d'un ordre tout différent est d'installer des écoles ménagères ailleurs que dans les grands centres.

On s'est déjà aperçu, en Belgique, que l'âge d'entrée fixé à 12 ans pour les classes ménagères primaires et à 14 ans pour les écoles, était trop élevé et on demande que cette limite soit abaissée. Cette réclamation est malheureusement fondée, car dans les villes industrielles peu de jeunes filles de 14 ans ne sont pas ouvrières.

Le besoin de cours spéciaux se faisait sentir pour les jeunes filles qui ont quitté tôt l'école ménagère, ou qui n'ont pu s'y instruire. Des initiatives intelligentes ont essayé de combler ces lacunes, et dans ce but, on a fondé des cours d'adultes et des écoles volantes. Les cours d'adultes ont généralement lieu le soir après la journée finie, et c'est un inconvénient ; car, ou les jeunes filles

(1) M^{me} Mathon-Motte. *Réforme sociale* 1902 t. I p. 387.

n'y viennent pas parce qu'elles sont fatiguées, ou, si elles y viennent, elles doivent rentrer très tard chez elles. Il vaudrait beaucoup mieux que ces cours aient lieu dans la journée, et que les patrons donnent un après-midi par semaine à chaque apprentie. Les cours d'adultes ont leur place tout indiquée dans les patronages de jeunes filles.

L'école volante pare aux difficultés qu'il y a de fonder et de faire vivre une œuvre nouvelle dans les localités de minime importance. Le gouvernement fribourgeois en a encore été l'initiateur. Une institutrice s'installe dans une commune pendant un temps suffisant pour y donner vingt cours. Elle enseigne par la parole et par l'exemple, en dictant des leçons et en faisant et en surveillant la cuisine. Une école volante reçoit une vingtaine d'élèves qui se partagent en deux sections. Pendant que les unes cuisinent, les autres écrivent et *vice-versa*. Dans le canton de Fribourg, une Société d'agriculture se charge de l'organisation de ces cours. Ainsi qu'on l'a fait observer, en France nos groupements syndicaux d'agriculteurs trouvent là une avantageuse institution à provoquer.

La fondation d'une école ménagère à la campagne ne dépend que d'un peu de dévouement. Dans les villages où une personne de bonne volonté a pu en prendre la direction, elle n'a pas manqué de réussir. A Castelbiague, petite localité de la Haute-Garonne, une école ménagère agricole a été fondée sous la forme d'un syndicat, pour les jeunes filles de plus de 15 ans. Le but est de « donner aux dames et aux jeunes filles de la commune des

leçons de couture, repassage, cuisine, entretien d'intérieur de ferme et de culture potagère. » Les cours sont fixés de façon à ne pas nuire aux occupations agricoles des élèves et sont suivis avec beaucoup d'attrait. Cet exemple suffit à montrer qu'il est possible d'organiser partout cette bien-faisante institution post-scolaire qu'est l'enseignement ménager (1). »

Nous n'avons pas à insister sur le programme de cet enseignement qui, pour être complet, demande cependant des données assez nombreuses. Les cours théoriques se composent de leçons d'hygiène, d'économie domestique, de comptabilité, etc... et de leçons pratiques sur l'entretien de la maison, le lavage du linge et des vêtements, le blanchissage, le repassage, la cuisine, les ouvrages manuels.

Dans les écoles de campagne, l'enseignement doit instruire et intéresser les élèves sur les ressources qu'elles peuvent exploiter, il est un remède à la désertion de la terre. Jules Simon n'aurait pas voulu que la femme soit occupée au mâle labeur des champs. « La femme, disait-il, ne s'accoutume que malaisément à ces brusques transitions du froid et du chaud ; elle a peine à conduire un attelage, ses mains ne sont pas faites pour la fourche et le rateau, son corps succombe sous le faix des grandes gerbes qu'il faut porter au charriot et à la meule (2). »

(1) Cf. La Monographie dans la *Réforme sociale* 16 février 1905.

(2) Jules Simon. *L'ouvrière*,

Mais, en dehors de ces gros travaux, que d'occupations peu accablantes la femme n'a-t-elle pas, qui lui conviennent bien mieux que la confection ou le tissage. A la campagne, plus que n'importe où ailleurs, la femme peut être la « ménagère ». Fourmi industrielle, elle accumule les petits profits, elle thésaurise avec de minuscules économies. La bonne fermière tient propre sa maison, luisants les vieux meubles. Elle surveille l'étable, elle traie les vaches, elle porte le lait à la ville proche, ou baratte le beurre succulent qu'elle vend au marché voisin. La bonne fermière a dans sa cour de nombreuses volailles qui se nourrissent de quelques poignées de grain. Quel immense service rendraient les écoles ménagères si elles formaient beaucoup de bonnes ménagères rurales !

L'enseignement ménager a du reste fait ses preuves. Lorsque M^{me} de Diesbach était à l'école de Wavre à étudier la science ménagère avant de l'implanter en France, un haut fonctionnaire belge lui disait : « Nous avons la prétention de résoudre seuls le problème social par le moyen de la femme devenue la vraie mère de famille » et il faisait un calcul qui vaut toutes les démonstrations du monde. « Nous avons 300 écoles ménagères apprenant aux jeunes filles leurs devoirs d'épouses et de mères : en supposant que chaque année six d'entre elles sortent de nos écoles absolument formées à leur futur mission, voici donc 1.800 femmes aptes à remplir leur admirable rôle que nous jetons tous les ans dans la Société ; dans dix ans, elles seront 18.000. Jugez de l'avenir ! »

Cette belle confiance de ceux qui ont déjà expérimenté l'enseignement ménager est un encouragement pour la France à s'y intéresser. Jusqu'ici l'initiative privée en a été le principal promoteur et ce sont des particuliers qui ont fondé les quelques écoles ménagères existant à Paris et en province (1) et qui partout répondent à un réel besoin. L'enseignement public a fait cependant, ces dernières années, une place à l'économie domestique dans le programme des écoles primaires. Les maîtresses doivent y consacrer une heure par semaine. C'est un début mais bien timide et bien insuffisant. D'abord les maîtresses chargées de donner cet enseignement n'ont pas elles-mêmes reçu une formation *ad hoc* ; de plus, elles ont tant d'autres matières à faire étudier à leurs élèves qu'elles ne peuvent s'y consacrer convenablement. Pour développer, comme elle le mérite, en France la science de l'économie domestique, il faudrait lui attribuer une place plus importante dans l'instruction générale, et en confier l'enseignement à des professeurs spéciaux.

Malheureusement tous ceux qui se sont occupés chez nous d'enseignement ménager déplorent la pénurie de maîtresses ! En 1904 seulement, la ville de Paris a fondé un cours normal, rue des Minimes, mais le titre qu'octroie cette école n'est pas officiel. Ne serait-ce donc pas une bonne innovation que

(1) Signalons pour Paris après M. L. Dausset (*La Ref. soc.* 16 juin 1906) l'école ménagère de la rue de l'Abbaye, les cours de l'avenue de Breteuil, dirigée par Mme la comtesse de Diesbach ; le Foyer, de Mme Tome ; l'Union familiale, de Mlle Gahéry ; l'école des Mères, de Mme Moll-Weiss ; l'Œuvre de Mlle Sanserem et enfin la Maison Sociale.

de créer un diplôme pour les professeurs qui se seraient préparées d'une façon particulière à l'enseignement ménager ?

Les avantages économiques sont ici intimement liés aux avantages moraux. Lorsque la femme tiendra sa place de ménagère, son gain ne sera plus seulement un salaire d'appoint, il aura une importance aussi grande que celui de l'homme. On se plaint qu'un certain nombre de carrières sont fermées aux femmes, l'enseignement ménager leur ouvrira la grande carrière qui leur est réservée, les y préparera et les en rendra dignes. En leur assurant le bonheur ce sera en même temps assurer la paix de la société, car suivant la belle parole d'Henri Perreyve, ce qui fait une nation, « c'est le cœur des femmes, des sœurs, des mères, des fiancées. Donnez à un peuple de fortes et courageuses mères et l'on répond de ce peuple. » (1)

(1) La *Réforme Sociale* du 16 juin 1903 donnait un aperçu du développement rapide de l'enseignement ménager en Allemagne. « On a ouvert au mois d'avril dernier à Grosshesselohe, près de Munich, un institut pour la formation ménagère et sociale des jeunes filles. Cet institut comprend différentes sections, enseignement ménager, horticulture, soins à donner aux enfants et aux malades, etc... Les élèves peuvent aussi y être préparées aux carrières que les municipalités ouvrent aux femmes, comme infirmières, visiteuses des pauvres, etc... Le cours complet dure un an. Le prix de la pension est de 85 marks par mois pour les allemandes et 100 marks pour les étrangères. A Swetzingen on a récemment installé une école de jardinage où l'on apprend aussi aux élèves les travaux domestiques, une création du même genre a eu lieu à Marienfeld près Berlin. A Strasbourg on a fondé une école de cuisine et de tenue de maison dans les anciens bâtiments de l'Académie. Cette école se propose d'enseigner aux jeunes filles appartenant à toutes les classes sociales les soins et la surveillance de la cuisine et la direction d'un ménage en insistant sur les moyens les plus pratiques, en dépensant peu, d'utiliser les aliments avec économie, d'entretenir le linge et le mobilier, de rendre l'intérieur sain et commode. »

*
* *

Le Travail à domicile

Néanmoins le travail de la ménagère n'est pas toujours suffisant pour occuper toute sa journée, elle a des instants de liberté qu'elle emploie à des travaux qui lui rapportent un salaire. Nous savons malheureusement quelles taxes pèsent sur ce travail à domicile et quelles misères évoque son nom. Même ceux qui en reconnaissent la supériorité au point de vue moral le condamnent au point de vue économique, et déclarent qu'il n'a actuellement que des conséquences néfastes et déplorables.

Mais n'est-il pas possible de soustraire le travail à domicile à l'entreprise, d'y relever les salaires et de supprimer la concurrence ? Y parvenir serait un second moyen de retenir la femme au foyer en lui procurant la facilité d'y gagner un salaire convenable après avoir accompli sa tâche de ménagère, d'être épouse et mère tout d'abord et ouvrière le reste du temps.

Ce but a été poursuivi et est en partie atteint par les œuvres dites d'assistance par le travail. En l'espèce cette dénomination ne convient pas, parce qu'elle désigne des institutions de charité qui fournissent temporairement de l'ouvrage à des ouvrières malheureuses ou atteintes par le chômage. La dénomination d'*œuvres du travail à domicile pour les mères de famille* plus générale est plus conforme aux besoins auquel il s'agit de parer. Au

surplus, peu importe le nom s'il répond à une institution qui fournit à la femme un travail rémunérateur qu'elle peut exécuter chez elle.

Ces institutions exigent le concours de personnes étrangères au milieu professionnel. Elles doivent généralement leur fondation à des femmes du monde ou à des religieuses qui ne doivent pas compter en tirer des bénéfices. Cependant, pour que le fonctionnement en soit durable, les directrices d'œuvres du travail à domicile doivent l'administrer de façon à ce qu'elles vivent avec leurs propres ressources, sans faire appel à la charité.

Le principal office de l'œuvre est de servir d'intermédiaire entre ceux qui font travailler et celles qui travaillent. Il y a différents moyens de le remplir : « Quelques œuvres font travailler sur commande, d'autres se contentent de servir d'intermédiaires entre les grands magasins et les ouvrières prenant à leur charge les risques et périls. Les plus importantes œuvres du travail à domicile s'organisent comme des industries particulières. Elles réalisent de grandes économies sur l'achat des matières premières et des fournitures, de manière à pouvoir couvrir leurs frais de loyer et de personnel et à assurer à l'ouvrière le bénéfice intégral de la façon payée. » (1) Certaines œuvres sont tout simplement sous-entrepreneuses et traitent avec de grandes entrepreneuses. Elles abandon-

(1) Mme Henry Déglin. *Assistance par le travail spécialement envisagée au point de vue de la femme*. Rapport présenté au congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée.

nent aux ouvrières la forte retenue faite par l'intermédiaire qu'elles remplacent, et obtiennent en outre une plus haute rémunération de l'entrepreneuse, à qui elles rendent le service de faire promptement beaucoup d'ouvrage.

Chacun de ces systèmes a ses avantages et ses inconvénients. Les œuvres qui prennent la forme d'industries indépendantes visent à de plus importants bénéfices, mais n'échappent pas à des risques graves. En effet, elles ne font pas travailler sur demande, mais en vue d'une vente régulière. Il leur faut un magasin et... une clientèle. C'est ce qu'a réalisé l'énergique dévouement de la sœur Saint-Antoine, dont l'œuvre de l'hospitalité du travail des femmes a reçu les plus hautes récompenses. A Paris même, elle a deux magasins de lingerie. Le travail fourni aux ouvrières doit être facile à exécuter et à transporter, et c'est pourquoi l'aiguille en est toujours l'instrument. (1)

Un reproche a été fait à ces œuvres : « C'est là une erreur économique, a-t-on dit, car vous avez

(1) Voici les noms de quelques unes des principales œuvres de Paris donnant aux femmes du travail à domicile :

L'Assistance par le travail ou *fondation Mamoz*, 170, faubourg St-Honoré.

L'Œuvre du travail à domicile pour les mères de famille, 54, avenue de Versailles, (annexe de l'hospitalité du travail).

L'Union d'assistance du XVI^e arrondissement, 55, rue de la Pompe.

La Société d'assistance par le travail des VIII^e et XVII^e arrondissements, 17, rue Salneuve.

L'Œuvre du travail, 4, rue de Berlin.

L'Ouvroir du V^e arrondissement, 11, rue Val de Grâce.

L'Œuvre des mères de famille, 86, rue d'Angoulême, etc. etc., et sur la paroisse de N. D. de Plaisance, la *Manutention de N. D. du Travail* et *l'Œuvre du Torchon*.

En province des œuvres de ce genre existent dans un grand nombre de villes.

produit un travail défectueux, à contre-saison, généralement invendable. C'est s'engager dans une voie sans issue, et mieux vaut laisser l'ouvrage aux gens qui en font leur vie, qui se dépensent tout de bon pour ces choses-là, qui, forcément, feront mieux que vous (1) ». Ainsi donc, on blâme les œuvres d'assistance par le travail de corser maladroitement la concurrence faite aux ouvrières de profession. Telles que nous concevons ces œuvres, le reproche tombe à faux, puisque la suppression de la concurrence est une de leurs raisons d'existence. Elles suppléent aux initiatives des ouvrières qui, ne comprenant pas leurs véritables intérêts, n'arrivent pas à s'organiser entre elles pour lutter contre l'avilissement de la main-d'œuvre. « Le premier principe de l'œuvre de Mère Saint-Antoine (fondation Laubespín, 54, avenue de Versailles), écrit M^{me} la baronne Brincard, est que l'ouvrière travaillant à domicile doit être rétribuée équitablement et gagner un minimum de 3 francs par jour. La Mère Saint-Antoine refuse les commandes qui l'obligeraient à réduire le salaire de ses ouvrières. » (2) Loin donc de faire baisser les salaires, les assistances par le travail coopèrent à leur relèvement.

Un tableau comparatif de quelques prix payés à Paris par des maisons d'entreprise et par des œuvres d'assistance le prouveront surabondam-

(1) F. Honoré. *La Réforme Sociale*, 1896. T. II, p. 272.

(2) Baronne Georges Brincard. *Le Travail à domicile pour les mères de famille*. — *Bulletin de la Ligue sociale d'Acheteurs*, 1905, 2^e trimestre.

ment. Nous le trouvons dans le *Bulletin de la Ligue sociale d'Acheteurs* et nous le résumons :

ARTICLES CONFECTIONNÉS	PRIX MOYENS PAYÉS PAR LES ASSISTANCES	DOCUMENTS DE COMPARAISON	
		Prix de l'Assis- tance publique	prix-courants des maisons d'entreprise et entrepreneuse
Torchons....	0.60 à 1 f. la dz* Selon façon à la machine ou à la main	la pièce	0 40 la dz (machine)
Serviettes....	0.90 à 1 f. — —	0 03 à 0 04	0 35 — (à la main)
Draps.....	0.75 à 2 f. la paire —	0 50.....	0 20 pièce (main) 0 35 pièce (ourl. à jour)
Taies d'oreill ^{rs}	0.20 à 0.40 la pièce —	0 20.....	0 10 à 0 20 pièce (selon finesse) 0 75 la dz (machine)
Tabliers.....	0.30 à 1 f. —	0 50 (tabliers plissés)	0 15 la pièce
Caracos pour femmes ...	0.65 à 1.25 —		1 f. 06 la douz°.

Cette répartition du travail laisse même la faculté de développer l'habileté professionnelle des ouvrières. Certains ouvrages y sont parvenus en prenant la précaution de donner d'abord des ouvrages peu difficiles, puis de distribuer progressivement des travaux plus compliqués. On oblige de la sorte les ouvrières à se perfectionner.

L'œuvre du travail à domicile n'est pas le syndicat, elle s'en rapproche cependant. Elle marque tout au moins un acheminement vers l'organisation syndicale des ouvrières en chambre. Elle ébauche entre elles l'union qui fait la force. Son plus beau succès serait de subir à la longue cette transformation et de passer du rang d'œuvre à celui d'organisme social. En tout cas, dans la forme où nous l'avons entendue ici, l'œuvre du

travail à domicile est un moyen direct d'améliorer les salaires féminins.

*
* *

Les Industries locales

A propos du travail de la femme chez elle, n'est-ce pas l'occasion de déplorer ici la disparition lente, mais presque définitive, des modes locales qui assuraient dans chaque région, dans chaque canton, dans chaque village, une partie du travail que fait aujourd'hui la grande industrie. La vanité des femmes les a poussées à quitter leurs jolis bonnets blancs qui seyaient si bien au teint hâlé de la paysanne. On les reconnaissait à leurs « coiffes » les filles des bords de la Loire, ou les Vendéennes, ou les Bretonnes, à leurs bonnets d'architecture parfois compliquée, mais toujours artistique, ayant comme l'architecture des monuments un caractère propre et répondant bien au caractère du pays. La confection de ces coiffures était toute une branche importante de la petite industrie rurale, et les lingères de village pouvaient bien vivre. « Il y avait jadis dans chaque bourg et jusque dans les moindres, des brodeuses qui confectionnaient les hautes coiffes, qui brodaient les petits bonnets avec un goût si parfait ! Peu à peu les ateliers ont été obligés de cesser le travail, les bonnes ouvrières sont allées chercher de l'ouvrage dans les villes, emportant avec elles le secret de ces beaux dessins de broderies. Des

fameux ateliers de broderies de Touraine, quelques-uns seulement subsistent dans des chefs-lieux de cantons,... mais les brodeuses sont en bien petit nombre. C'est toute une industrie, et une industrie qui n'a pas eu son historien, qui disparaît de la sorte (1) ».

Mais, ces métiers locaux disparus, faut-il désespérer de conserver et de restaurer même certains métiers que les femmes pourraient faire avantageusement sans quitter la maison et qu'on appelle pour cela métiers de famille. Nous voulons désigner sous ce nom les métiers qui peuvent s'accomplir au foyer et encourager la femme à y demeurer en lui procurant une rétribution raisonnable. Ce remède n'est pas encore un remède général. De même que les œuvres d'assistance par le travail, il ne peut prétendre qu'à rendre des services limités.

L'importante industrie de la dentelle, par exemple, possède toutes les qualités de l'industrie locale. Elle a, en effet, l'avantage de pouvoir s'exercer à la campagne, d'y retenir les ouvrières, de ne nécessiter ni mise de fond, ni machine compliquée. Au temps où il était pratiqué, — il a été depuis rudement battu en brèches, — « ce métier était égal, sans à-coups ni interruption, tout à fait en rapport avec les diverses exigences de la vie ordinaire, car il pouvait être quitté, et repris sans dommage. Ainsi au temps de la moisson, quand la récolte réclamait tous les bras, la dentellière lais-

(1) Louis Dubreuil-Chambardel. *Réforme Sociale*, 16 janvier 1905.

sait de côté son métier pour aller donner un coup de main aux hommes (1). »

L'industrie dentellière a depuis subi une crise qui en certaines régions l'a presque anéantie. La concurrence, la machine, l'entreprise et les fluctuations de la mode coalisées en sont venues à bout plus d'à moitié, mais aussi on n'a pas pris tous les moyens qu'il fallait pour résister au choc. Jadis, les petites filles apprenaient cet art délicat dès leur bas âge. En Normandie, suivant M. Engerand, « on peut dire que tous les enfants apprenaient la dentelle ; c'était un métier qu'elles trouvaient, pour ainsi dire, dans le berceau. Grâce à lui, dès l'âge le plus tendre, elles prenaient le goût du travail, l'amour du foyer, leur jeune esprit s'accoutumait à envisager le côté sérieux de la vie et à comprendre la noblesse de l'effort ; les gains qu'elles faisaient fortifiaient chez elles le sentiment inné de l'épargne, et par là, le bienfait moral de cette industrie était considérable. » Maintenant les goûts ont changé. Les petites filles n'apprennent plus de leurs grand'mères, leurs mères le savent à peine, manier les fuseaux. L'apprentissage est trop long : la fine Valenciennes exige cinq à six ans d'apprentissage, et la Malines de six à huit ans. On n'a plus assez de patience, on aime mieux quitter la campagne et entrer à l'usine. Et puis, pour comble de malheur, les lois scolaires ont encouragé cet abandon du métier traditionnel.

(1) Fernand Engerand. *La dentelle à la main* (Brochure de l'Action Populaire).

Les programmes scolaires ne comportaient pas l'enseignement professionnel de la dentelle dans les régions où l'industrie dentellière était florissante depuis des siècles. A 12 ou 13 ans, quand les enfants sortaient de l'école, le temps d'un long apprentissage était passé. L'apprentissage avait vécu et l'industrie dentellière était tarie à sa source.

Avant de songer à reconstituer le métier, il fallait donc songer à refaire des ouvrières. M. Engerand, député du Calvados, prit l'initiative d'une loi qui doit avoir ce résultat. La loi du 5 juillet 1903, plus connue sous le nom de loi Engerand, s'occupe, en effet, de « l'apprentissage de la dentelle à la main. » Elle ne compte que les deux articles suivants :

« Art. 1^{er}. — L'enseignement professionnel de la dentelle à la main sera organisé dans les écoles primaires de filles des départements où la fabrication est en usage et dans les écoles normales d'institutrices de ces mêmes départements. Ces écoles seront désignées par décret.

Art. 2. — Il sera créé dans les principaux centres dentelliers des cours et des ateliers de perfectionnement ou des écoles propres à développer l'éducation artistique des ouvrières et des dessinateurs. »

En Belgique, où il existe 160 écoles pour l'enseignement de la dentelle, c'est la perpétuité de cet enseignement qui a soutenu l'industrie. Les couvents, en particulier, en ont été les protecteurs et « dans tous les centres où l'industrie dentellière a

conservé sa vitalité, c'est à la présence d'un couvent qu'on le doit. Le couvent vient-il à disparaître ou cesse-t-il de s'occuper de dentelle, la fabrication de celle-ci ne fait plus que végéter. Dans plusieurs centres, les couvents ont créé l'industrie de toutes pièces : c'est, notamment, ce qui s'est passé à Liedekerke où la dentelle était absolument inconnue jusqu'à ces dernières années, tandis qu'elle y occupe aujourd'hui plus de 700 femmes. »

En revenant à la fabrication de la belle dentelle à la main, les ouvrières ne succomberont pas devant la concurrence faite par les machines. Malgré le fini des imitations, elles se distinguent encore assez des originaux pour garder à ceux-ci leur valeur. La conservation jalouse de l'art de la dentelle en maintiendra le renom d'ornement de luxe et de parure de haut prix.

La loi Engerand n'a pas encore fait ses preuves. Elle est, peut-on dire, une mesure de longue haleine et dont les effets auront une portée éloignée. Cependant, comment ne prévoirait-on pas d'avance les conséquences de sa fertile intervention. On sait déjà que la confection des beaux articles peut seule être pour les ouvrières un gagne-pain suffisant. Les essais tentés en Belgique et en France laissent bien espérer que l'industrie dentellière remontera le courant de la décadence qui l'emporte.

Mais la restauration de l'apprentissage, la réorganisation de l'industrie, la conservation des modèles produiraient-elles des chefs-d'œuvres, que de tous les obstacles qui s'opposent à la prospérité

de ce métier de famille par excellence, l'un des principaux subsisterait : la mode.

La théorie de l'art pour l'art perd toute sa valeur devant des artistes qui travaillent pour gagner leur vie. La renaissance de l'industrie dentellière ne s'obtiendra donc pas seulement en formant et en stimulant les producteurs, mais surtout en y intéressant les consommateurs.

Certaines expériences sur la nécessité de ce double courant sont concluantes.

A Burano, en Italie, jadis centre important de la dentelle de Venise, il ne se trouvait plus en 1870 qu'une vieille en connaissant encore le point. Une femme d'initiative conçut le téméraire projet de s'en servir comme d'une étincelle pour rallumer tout un foyer d'activité. La comtesse Marcello était dame d'honneur de la reine, elle demanda ses encouragements à sa souveraine, elle associa à sa bonne action quelques nobles Vénitiennes. Un comité était fondé. Il créa aussitôt une école à Burano où les petites filles viennent apprendre le point de Venise. L'élan était donné, la mode le continua et le point de Venise rentré en faveur dans le domaine de l'élégance n'en est plus sorti. M. Pierre Verhaegen qui a étudié sur place l'institution italienne, rapporte que l'école compte 600 ouvrières et fait un chiffre d'affaires de 120.000 fr. Les campagnes voisines se sont ressenties du mouvement, et maintenant plusieurs milliers d'ouvrières y font de la dentelle. Les jeunes filles de Burano peuvent prélever des économies sur leurs salaires et quand elles se marient, elles apportent

en dot, en plus de leur grâce et de leur talent, une petite maison de 600 à 1.000 francs qu'elles ont achetée de leurs épargnes.

En Angleterre, en Irlande, en Suède, en Russie, l'aristocratie et les classes riches ont pris en main, comme en Italie, la cause de la dentelle, et ont fait revivre une industrie qui serait morte de sa belle mort. En Autriche, vers 1873, l'impératrice patronna des comités protecteurs. Avec le concours de la Chambre de Commerce de Prague, ces comités fondèrent des écoles et des ateliers, et les vraies élégantes ne voudraient plus porter d'autres dentelles que celles qui sont de marque nationale.

La mode insouciant et légère sera vite captivée en France quand des comités protecteurs mettront en vogue le goût des belles dentelles. Des essais ont déjà été tentés dans ce sens, il suffit de les poursuivre. De leur côté, les dentellières ne devront pas rester inactives, elles devront s'organiser professionnellement pour se protéger contre l'exploitation et la concurrence, et de la sorte leur délicat métier encouragé et secondé reprendra sa place de choix en tête des industries féminines.

Le gouvernement russe témoigne d'une bonne manière sa sympathie et ses encouragements aux petits métiers paysans. Il organise l'instruction professionnelle (1), il fait des expositions, il sub-

(1) Citons l'école de tissage et de filage (pour femmes) du département de Smolensk, les écoles pour brodeuses des gouvernements de Moscou, de Riazan et de Yanoslav, les écoles de dentellières des gouvernements d'Orel, de Riazan, l'école de dentellières avec section de tapisserie de Saint-Petersbourg. (N. V. Ponomarev, *L'industrie domestique et rurale en Russie*. Journal de la Société de statistique de Paris, sept. et oct. 1900).

ventionne des associations rurales et leur donne des commandes d'harnachements et d'équipements militaires. L'intendance s'adresse aux paysans du gouvernement de Yaroslew pour l'achat des mors et des étriers.

En Angleterre, des chaussons pour l'armée ont été commandés à des ouvrières des campagnes.

La lingerie fine, la broderie, la tapisserie peuvent être patronnées par des concours privés dans les régions, où chacune de ces industries est ou a été prospère. C'est ainsi qu'en Suède la « Société des Amis des Arts » de Stockolm a mis ses soins à protéger les industries de famille, et à faire connaître en particulier une belle tapisserie, qui est une spécialité nationale dans le genre de nos Gobelins. C'est ainsi qu'en Hongrie, en Irlande, de hauts personnages font obtenir aux paysannes la confection de superbes broderies qui ornent les plus somptueuses robes de bal et de gala.

En France, la loi de 1903 a été une heureuse innovation. La protection spéciale qu'elle accorde à une industrie familiale et locale permet d'espérer que le législateur a compris la nécessité de soutenir les petits métiers et qu'il leur continuera son appui.

* * *

L'Usine au logis

Une des causes les plus profondes de l'infériorité de la petite industrie est due à l'infériorité des

forces dont elle dispose. La vapeur et la machine ont fait l'usine. La force centralisée a produit l'industrie centralisée. Mais si, par hypothèse, les forces productives pouvaient être divisées et subdivisées et comme on l'a dit « éparpillées », est-ce que les métiers de famille ne trouveraient pas dans cette possibilité de décentralisation un puissant auxiliaire de reconstitution ?

L'hypothèse a passé, du reste, dans la réalité avec la découverte de l'électricité, et maintenant aucune difficulté matérielle ne s'oppose plus à la réalisation de l'usine au foyer. Grâce, en effet, à la houille blanche, on peut produire l'énergie électrique à des conditions très avantageuses ; grâce aux découvertes de la science, on peut la répartir et la transmettre à longue distance, et à l'aide des moteurs électriques l'utiliser à domicile. Une exposition internationale du petit outillage avait lieu à Gand en 1904 et révélait toutes les ressources des inventions modernes. (1)

Théoriquement la famille et la femme en particulier doivent tirer un grand avantage de cette transformation économique. La famille reste groupée et associée dans le travail. Le mari et la femme ne sont plus obligés de quitter le foyer pour gagner leur vie. « Quant à la femme seule, à l'ouvrière vivant uniquement de son propre travail, il semble que, — à condition qu'elle puisse acheter la force, — l'accroissement de production résultant

(1) Voir *L'économiste français*, 4 mars 1905. L'outillage et l'avenir de la petite industrie. Pierre Leroy-Baulieu.

pour elle de l'emploi du moteur devra amener à son profit une augmentation de salaire. (1) »

Dans la pratique, il est bien certain que ces avantages peuvent être discutés. C'est ainsi que l'on peut faire remarquer que si les avantages réalisés sur une production plus grande font hausser les salaires, cette hausse ne se produira qu'au début, et le niveau aura tôt fait de baisser à mesure que l'emploi de la force motrice se généralisera. Peut-être, en effet, la concurrence en se développant produira cette conséquence, mais on ne saurait oublier qu'il s'agit plutôt de transformer l'organisation de la production, que les moyens eux-mêmes. Les objets fabriqués à l'usine, au logis, étaient auparavant fabriqués déjà à l'aide de machines dans la grande usine.

Un grief plus grave formulé contre l'emploi de la force motrice à domicile est tiré de ce qui s'est déjà produit dans certains centres où il est développé. La facilité de la fabrication étant plus grande la femme remplace l'homme, et l'astreint à un travail industriel prolongé. A Saint-Etienne, dit M. Julin « les ouvriers âgés ou moins aptes au travail, les femmes, les enfants voient augmenter leur production dans de larges limites, lorsqu'ils emploient le métier mu par la force électrique. Aussi le métier transformé et marchant à l'aide du moteur électrique est-il fréquemment conduit par une femme, par une jeune fille. Il n'y avait qu'une minorité capable de travailler avec le mé-

(1) R. Gonnard, *La femme dans l'industrie*. Paris 1906.

tier à la barre, toutes celles qui ont les connaissances requises peuvent aujourd'hui fabriquer le ruban. »

Il ne faudrait pas outrer cet inconvénient évidemment fâcheux. Ainsi le même auteur reconnaît qu'à Lyon « le métier électrique n'a pas créé la main-d'œuvre féminine dans les ateliers de canuts ; il lui a permis seulement de se développer » (1). Au surplus, quelle est l'évolution économique qui ne produise quelque transition pénible, et « l'on peut se demander s'il ne vaut pas mieux pour la femme mariée, travailler chez elle, comme aide et adjointe de son mari que travailler à l'usine sous une direction étrangère » (2). Enfin ce qui se produit dans une profession ne se produira pas dans toutes, et des professions exclusivement féminines, la confection par exemple, pourrait gagner au changement sans que l'homme puisse s'en plaindre.

Malheureusement, le champ d'exploitation offert au moteur électrique est restreint. Mille difficultés s'opposent d'abord à son installation : rareté des sociétés produisant l'énergie électrique à bon compte avec la houille blanche, acquisition par l'ouvrier d'un moteur, location de la force motrice, loyer élevé d'un logement convenable et surtout difficulté de trouver ce logement dans les grandes villes, où l'agglomération des habitants dans un

(1) E. Dubois et A. Julin. *Les Moteurs électriques dans les industries à domicile* (Rapport présenté à M. le ministre de l'Industrie et du Travail. *Office du Travail* de Belgique, 1902).

(2) René Gonnard. *Op. cit.*

même immeuble interdit l'installation de machines tapageuses et l'aménagement d'un atelier convenable.

En outre, la force motrice à domicile ne peut être appliquée qu'à un nombre limité d'industries, à celles qui n'exigent pas une grande division du travail, ni des appareils de fabrication trop volumineux. Jamais, par exemple, une filature ne se transformera en usine au logis. « L'usine au logis proprement dite, écrit M. Gonnard dans un chapitre bien documenté sur cette question, comporte la transformation, *sur place*, du travail à domicile, par l'emploi de petits moteurs *susceptibles d'être installés partout* ».

Jusqu'à présent, en France, deux industries seulement ont employé d'une manière notable l'énergie électrique à domicile : le tissage de la soie à Lyon et la fabrication des rubans dans la région de Saint-Etienne. Dans la région Stéphanoise, la Compagnie électrique de la Loire distribuait la force motrice :

En 1893, à.....	75 métiers
En 1896, à.....	860 —
En 1899, à.....	4.400 —
En 1901, à.....	7.000 — (1)

En 1900, on inaugurerait à Lyon le 500^e métier à tisser (2). Cette progression est de bon augure, mais que sont ces résultats dans l'ensemble du travail à domicile?

(1) E. Dubois et A. Julin. *Op. cit.*

(2) R. Gonnard. *Op. cit.*

Ils ne permettent guère de donner qu'une conclusion incertaine. On n'est pas en droit, certes, de désespérer de l'avenir, mais on peut affirmer que « l'adaptation sera lente » et que dans les villes, les inconvénients des installations mécaniques aux étages des maisons d'habitation peuvent retarder longtemps la diffusion de la force à domicile. » (1) A la suite de leur enquête approfondie menée en Suisse sur l'industrie horlogère, et, en France, à Lyon et à Saint-Etienne, MM. Dubois et Julin sont plutôt pessimistes. L'un d'eux va jusqu'à dire que, si l'introduction du moteur peut dans des conditions données retarder plus ou moins longtemps la disparition de la petite industrie, et « constituer un progrès sérieux, fécond en bons résultats individuels plutôt que sociaux, capable pourtant, dans certaines circonstances, d'atténuer les effets douloureux d'inévitables transformations industrielles » du moins « on ne peut voir en lui l'instrument de libération de la production décentralisée ». (2) Souhaitons en tous cas que le machinisme qui a été jusqu'à présent un désorganisateur de foyer coopère le plus possible à sa reconstitution.

(1) Bourgouin. *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*.

(2) A Julin. *Les industries à domicile et les moteurs électriques*. *Réforme Sociale*, 16 août 1902.

CHAPITRE III

SALAIRE ET PROTECTION LÉGALE

« La puissance publique est autorisée à intervenir toutes les fois que la conservation, l'entretien, le développement de la vie humaine sont en jeu et que ce bien par excellence qu'est la vie ne peut être gardé et porté, s'il se peut, à un degré supérieur de dignité et de bien-être, sans une telle intervention. »

EUGÈNE DUTHOIT.

Une bonne organisation de la société voudrait que les femmes qui n'ont ni soutien, ni protecteur, les « isolées », travaillassent à l'usine, là où l'on gagne, et où l'on gagnerait d'autant plus que la concurrence des moins nécessiteuses ne ferait pas baisser les salaires, tandis que les mères resteraient au foyer, au milieu de la famille, joie et paix, fée laborieuse et reine de l'humble logis.

Mais pourquoi faut-il qu'ici-bas nos meilleurs souhaits demeurent si longtemps, sinon toujours, de chimériques illusions ? Il n'y a pas à attendre, en effet, la solution d'un coup de force. Néanmoins, ne pas admettre l'interdiction absolue du travail des femmes dans les ateliers n'est pas opposer une fin de non-recevoir à toute protection, à toute

réglementation ; une intervention légale sage et perspicace se comprend très bien et s'accorde avec le respect de toutes les nécessités et de tous les droits généraux et particuliers.

Bien loin de chercher une solution dans la protection, les partisans de l'égalité des sexes n'y ont vu, comme bien l'on pense, qu'une cause, presque l'unique cause de l'infériorité du salaire féminin. Ce simple mot de protection les a fait frémir d'indignation. La protection n'est-elle pas absolument inutile et arbitraire, n'est-elle pas la justification de l'injuste appréciation du travail de la femme, n'est-elle pas un encouragement à la conserver ? Pourquoi interdire à la femme certains travaux ? Pourquoi l'empêcher de travailler la nuit ? Pourquoi décréter qu'elle ne doit travailler que dix heures par jour ?

Ah ! législateur tyrannique, vous craignez donc tant la concurrence de la femme que vous entravez si soigneusement son activité. Vos lois bienveillantes ne sont que des lois hypocrites, et vous pouvez redire la phrase digne de votre cruauté :

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer.

Les derniers congrès féministes ont montré « l'état d'âme » des « vrais » amis de la femme en même temps qu'ils leur ont donné l'occasion d'établir la corrélation qu'ils prétendent trouver entre la liberté du travail et le salaire féminin.

L'un des rapporteurs (1) énumérant les « consé-

(1) M. Le Foyer. *Deuxième congrès international des œuvres et institutions féminines*. Paris 1900.

quenses heureuses de la liberté du travail pour la femme » en comptait « quatorze principales. » On nous passera les citations de quelques-unes. La liberté du travail, disait-il : « ce sera pour la femme pauvre l'évasion hors de la misère et de ses souffrances, le travail de la femme pauvre recevra avec les droits et les honneurs, les salaires qui lui sont dus...

« Ce sera pour la femme la subsistance assurée. Ce sera la base de tout son avenir. Ce sera la constitution de la personnalité féminine...

« Le travail de la femme, ce sera plus de pureté dans le mariage. L'homme épousera moins la dot. La femme épousera moins l'argent. L'homme épousera plus volontiers la femme pauvre, puisqu'il saura qu'elle pourra gagner et que son dénuement en capital pourra être compensé par de hauts salaires... »

Enfin « une considération importante frappe beaucoup d'esprits. Elle est si importante, que je puis me borner à l'indiquer. Le travail de la femme ce n'est pas seulement la subsistance de la femme assurée, mais encore celle de l'enfant. Le salaire de la femme, c'est le budget de la maternité. Le travail de la femme ce peut être une gestation de plus : c'est la force de porter, de nourrir et d'élever l'enfant, c'est une autre forme de la fécondité. Armer la femme, dit Léopold Lacour, c'est défendre le pain de l'enfant ».

M. Frédéric Passy renchérissait : « Je crois qu'en général la vraie, la seule protection que nous doive la loi, c'est la liberté... je pourrais

en dire long là-dessus, mais je me contenterai d'un exemple. Je me souviens que lorsque j'étais député, il y a une dizaine d'années, je fus convoqué au marché de la Madeleine à une réunion organisée par des marchandes de gibier et de volailles. Ce commerce exige que les magasins soient ouverts dès les premières heures du jour... Ces marchandes disaient : « Nous donnons 5 et 6 francs pour 10 heures travail qui se terminent à 2 heures du matin au plus tard pour plumer, vider et préparer notre marchandise. Les femmes qui font ce travail peuvent se reposer exactement comme les belles dames qui reviennent du bal à 2 heures du matin et se lèvent à midi ; il leur reste encore 5 heures dans la journée pour s'occuper de leur ménage et de leurs enfants. Si vous voulez interdire ce travail sous prétexte de le protéger, vous allez les renvoyer dans des métiers inférieurs. Il faut laisser chacun et chacune travailler honnêtement et librement comme il lui convient. »

M^{me} Marguerite Durand s'écriait au congrès des droits de la femme : « Il semble que le premier devoir de l'humanité doit consister à lever devant la femme travailleuse les obstacles et les difficultés. La loi qui soit-disant la protège les accroît, les amoncelle au contraire et va tout à l'encontre de son but. »

Laissez la femme libre de travailler, vous qui lui portez intérêt, plus elle travaillera, plus elle produira, plus elle gagnera. Que répondre à une déduction aussi mathématique ? C'est une enfantine règle de trois. Le raisonnement pour tout esprit

peu préparé, peut sembler fort. Nous verrons qu'il n'est que spécieux.

Mais c'est le petit côté de la question qui nous retient. Au-dessus de cette considération, celle qui donne à la protection son caractère odieux, dit-on encore, est qu'elle constitue une atteinte aux droits sacrés de l'individu : « Prohiber le travail des femmes dans les ateliers en général et dans certaines industries en particulier, c'est évidemment porter une atteinte à la liberté humaine. » (1) Telle est la plus pure doctrine du « laissez faire, laissez passer. »

La question de l'intervention de l'Etat a toujours été une des plus fructueuses en discussions entre les différentes écoles d'économie politique. Sans avoir la prétention d'y revenir longuement nous essaierons de prouver que le concours de l'Etat est actuellement indispensable à l'amélioration du sort de la femme.

Evidemment « ce serait une grande illusion de croire qu'avec un article de loi ou quelque combinaison nouvelle, on va transformer tout à coup une société malade et guérir la plaie saignante du paupérisme. » (2) Mais ce serait une illusion plus grande encore de croire qu'on puisse transformer la société et la guérir sans l'appui des lois. Cette intervention sera réglée sur le développement des initiatives libres, précurseurs et collaboratrices naturelles de l'Etat. On doit malheureusement recon-

(1) Leroy-Baulieu. *La femme au XIX^e siècle*.

(2) Jules Simon. *L'ouvrière*.

naître que dans notre siècle d'individualisme à outrance, ces initiatives font souvent défaut et laissent à l'Etat le champ libre, accroissant ainsi ses devoirs et ses responsabilités.

Il est du reste curieux de remarquer que égaïitaires, libéraux et protectionnistes se réclament des mêmes principes.

Lá non-intervention, disent les premiers, assure la vie des travailleurs et respecte leur liberté. L'intervention de l'Etat, disent les autres, garantit la vie humaine et protège la liberté. Tous s'entendent donc sur la fin à atteindre, ils sont divisés sur les moyens à employer.

L'impartiale observation des faits est d'un grand poids dans le choix du parti à prendre.

L'école libérale s'y reporte et s'appuie sur les faits pour soutenir que le régime de la liberté est le plus favorable à l'ouvrier. « Loin de constituer un argument en faveur de la réglementation à outrance du travail, déclare l'un de ses porte-paroles autorisés M. Pierre Leroy-Beaulieu, l'histoire économique du XIX^e siècle est pour la liberté. Si la loi interdit le travail des enfants au-dessous de 13 ans, si elle limite à 10 heures le travail des femmes et aussi celui des hommes employés dans les ateliers mixtes, elle ne fixe qu'à douze heures le maximum de la journée pour les autres hommes ; il est pourtant plus d'une industrie où l'on reste en deçà et quelque fois fort en deçà de cette limite. Quant aux salaires, la loi n'établit aucun minimum et il n'est vraiment pas contestable qu'ils aient fort augmenté depuis cent ans, depuis cinquante

ans, depuis vingt-cinq ans même, dans la généralité des industries comme dans l'agriculture. La liberté permet donc l'amélioration du sort des travailleurs. A mesure qu'ils sont mieux organisés, et surtout que leur travail devient plus productif, grâce à l'emploi des machines, leur salaire augmente et leurs journées de travail s'abaissent. » (1)

Personne ne disconvient que le perfectionnement dans la fabrication n'ait permis la diminution des journées de travail et l'augmentation des salaires, et tout le monde au contraire se réjouit de ce que le sort des ouvriers se soit amélioré, et d'une façon considérable, autrement que par l'intervention des lois. Cette remarque, toutefois, n'est pas suffisante pour prouver que l'intervention législative n'a eu aucune influence sur ces heureux changements. Serait-ce vrai par hypothèse qu'on ne pourrait tout au plus lui faire qu'un reproche, celui d'avoir été inutile. Mais il n'en est pas ainsi, et les rapports des inspecteurs du travail démontrent que les mesures protectrices ont eu une répercussion indiscutable sur l'industrie et qu'elles ont produit leurs effets. Les libéraux même admettent volontiers que la fixation des heures de travail pour les femmes et les enfants n'a pas été inopportune.

Quand on a vu, dans les petits ateliers, des ouvrières travailler toute la journée et une partie de la nuit pour gagner un salaire infime; quand on a dressé ces budgets de femmes, dans lesquels

(1) La protection légale des travailleurs. *L'Economiste français*, 9 juillet 1904.

fatalement les recettes ne peuvent équilibrer les dépenses ; quand on sait les conséquences terribles de la concurrence entre les travailleuses, on a conscience que le législateur n'a pas le droit de se croiser les bras et de dire : « Travailleuses, vous acceptez de telles conditions parce qu'elles vous plaisent, vous êtes libres. Je respecte votre liberté. »

Tout d'abord, comment donc le pouvoir qui agirait de la sorte comprendrait-il sa mission de protecteur de la vie des citoyens ? C'est le travail qui est la source de la vie du plus grand nombre : « Or la concurrence, fille de l'initiative individuelle et des inégalités qui existent entre les hommes, porte sur le travail même et sur la rémunération du salarié, risquant ainsi, si elle s'est pas tempérée par de justes limites, de détruire des forces, de ruiner en pure perte des vies humaines. Le travail destiné à donner la vie, tout au contraire, s'il est excessif, dérégulé, produira le dépérissement, la maladie et la mort (1). »

Encore un coup, est-ce par plaisir, libres du choix des conditions acceptées, que des ouvrières travaillent et peinent et s'exténuent et ruinent leur santé ? Tout est là. Il serait intéressant de savoir, — soit dit en passant, — ce que penseraient, après expérience, certains adversaires intrépides de l'intervention, s'ils étaient astreints à travailler 12 et 15 heures par jour. Les bourgeoises orateurs

(1) Eug. Duthoit. Leçons données à la Semaine sociale d'Orléans (3-4 août 1905) reproduites *in extenso* dans l'*Association catholique* du 15 août 1905.

modifieraient probablement leurs formules, si comme leurs sœurs dont elles cherchent, avec une bonne foi dont nous ne doutons pas, à rendre plus douce l'existence, elles étaient obligées de tirer l'aiguille pendant toute une journée et une partie de la nuit pour gagner quinze, vingt ou trente sous.

Le respect de l'indépendance de chacun reste un vain mot, si le travailleur, n'étant pas protégé par les lois, souffre des entraves mille fois plus lourdes apportées à ses libres réclamations d'un juste salaire par la multitude des autres travailleurs. C'est pourquoi on peut soutenir avec assurance, que la protection légale est une garantie contre la concurrence effrénée et contre un asservissement inévitable. La loi en se mettant du côté des faibles rétablit l'égalité vis-à-vis des forts et défend leur dignité et leurs droits.

L'Etat a accordé une protection spéciale à la femme, il en avait le devoir. Sa faiblesse naturelle et son rôle de mère et la simple moralité suffisent à justifier cette intervention. Nous en revenons toujours là, en effet, la femme est épouse et mère, elle n'est pas ouvrière par nature, et c'est donc sur l'épouse et la mère ou sur la future épouse et la future mère que la loi doit veiller. L'absence prolongée de la femme hors du foyer est la désorganisation de la famille, le travail trop pénible des mères est la ruine de la race. Un chapitre précédent en contient la preuve, et c'est cette situation qui inspirait au cardinal Manning, archevêque de Westminster, un ardent plaidoyer en faveur de la

protection : « Si la vie d'un peuple est la vraie vie, si la paix et l'honneur du foyer, si l'éducation des enfants, les devoirs d'épouse et de mère, les devoirs de mari et de père sont écrits dans une loi naturelle autrement importante que toute loi économique, si toutes ces choses sont autrement sacrées que toutes celles qu'on vend au marché, alors je le déclare il faut agir en conséquence. Mais si dans certains cas la non-règlementation du travail conduit à la destruction de la vie domestique, à la négligence des enfants, si elle transforme les femmes et les mères en machines vivantes, les pères et les époux (qu'on me pardonne le mot !) en bêtes de somme qui se lèvent avant le jour et retournent au gîte, le soir, épuisés de fatigue et n'ayant plus que la force de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir : la vie de famille n'existe plus et nous ne pouvons vraiment continuer de ce pas. »

Et quand M. Frédéric Passy assimile les ouvrières aux « belles dames » et demande la liberté de travailler la nuit pour celles-là, au nom de la liberté de danser qu'on laisse à celles-ci, il commet la grave erreur d'oublier que la comparaison ne peut logiquement se soutenir. Lorsque l'ouvrière rentrera épuisée par son travail, elle n'aura pas comme la « belle dame » de longues heures d'un tranquille et réparateur sommeil, elle ne pourra pas faire la « grasse matinée ». L'homme doit être rendu de bon matin au chantier, les « mioches » appellent, le ménage doit être fait. Vous lui empêchez de gagner de beaux salaires

peut-être à cette ouvrière, mais vous lui empêchez de se tuer à la peine, vous sauvez une épouse et une mère, et il me semble que ceci soit préférable à cela. Le législateur a pensé qu'il y avait un autre intérêt pour la nation à avoir des fils forts, sains et vigoureux, plutôt qu'à produire un mètre d'étoffe quelques centimes meilleur marché. Suivant la belle parole de Ruskin, « les vraies veines de la richesse sont de pourpre. Elles ne sont pas dans le roc, mais dans la chair ; l'apogée finale, le dernier terme de la richesse est dans la production de la plus grande somme possible de créatures au souffle puissant, à l'œil clair, au cœur joyeux. »

Uniquement au point de vue des salaires, les lois protectrices ont été, quoiqu'en pensent certains féministes de congrès, favorables aux ouvrières. Le travail réduit à dix heures a peut-être fait perdre quelques emplois aux femmes dans les ateliers mixtes et les a rejetées dans la petite industrie, mais en général elles ont profité des mesures bienfaisantes de protection.

La réglementation atténue la concurrence inexorable des femmes entre elles. En effet, la liberté laissée à une ouvrière d'accepter un travail de douze heures pour gagner le salaire d'un jour a pour conséquence nécessaire de fixer à ce taux le salaire normal de toutes les ouvrières. Une ouvrière accepterait-elle pour la même rétribution de peiner treize heures durant, le salaire normal correspondrait bientôt à un travail de treize heures. Des questionnaires ayant été adressés aux secrétaires des associations ouvrières d'Angleterre

comprenant des femmes, toutes les réponses s'accordèrent sur ce point que la réglementation ne prive pas la femme des emplois qu'elle peut occuper. On trouve répétées dans les réponses des assertions comme celles-ci : « Non. La réduction de la journée de travail donne des places à plus d'ouvrières. La diminution des heures a donné plus de prix au travail des femmes parce qu'elles le font mieux, étant moins fatiguées. » La protection relève le niveau des salaires au lieu de le faire diminuer et, qui plus est, l'homme lui-même en profite. Il en profite, non pas parce que la concurrence féminine se trouve amoindrie, mais parce que dans une industrie quand le salaire monte, l'avantage s'étend à tous les salariés.

Au fait, la question ne soutient plus la discussion s'il est prouvé que les salaires sont plus élevés dans l'industrie protégée que dans celle qui n'est pas soumise aux lois ou s'y soustraie. Or, la grande industrie, qui est précisément celle où la durée du travail est réglementée, donne des salaires bien plus élevés en moyenne que dans la petite industrie à domicile, et l'un des éléments du *sweating-system* est l'accomplissement du travail en petits ateliers non surveillés. Les utopistes devront chercher un autre argument pour soustraire les travailleurs à l'intervention du pouvoir.

On a objecté que cette intervention finirait toutefois par s'appesantir indirectement sur l'ouvrière : la protection met l'industriel en état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents étrangers,

elle ruine donc l'industrie et entraîne dans sa chute patrons et ouvriers.

Il faut pourtant tenir compte qu'une compensation a eu lieu entre la diminution des heures de travail et le progrès du mécanisme, et ce serait rétrograder piteusement si les moyens de production n'apportaient pas de soulagement aux producteurs. Le travail est plus rapide et aussi meilleur. Ceux qui réclament la liberté de la concurrence pour la femme, et la lancent sans défense dans la terrible lutte pour la vie, oublient ou semblent oublier qu'ils n'ont pas affaire à une machine, mais à un être vivant, faible et délicat. Ce n'est pas impunément qu'une femme travaille des heures et des heures sans repos. Jenny l'ouvrière est courageuse et énergique, mais ses muscles ne sont pas d'acier et ses pauvres yeux sont vite usés et ses nerfs finissent par prendre le dessus, sa main tremble, elle coud avec moins de soin, elle avance moins, elle gâche l'ouvrage. Quand la loi a interdit la veillée, on s'est aperçu avec étonnement que les ouvrières, tout en restant moins longtemps à l'atelier, y faisaient presque autant de besogne, et nous pourrions encore apporter ici des témoignages très affirmatifs de directrices d'ateliers de couture.

Avant même l'application de la loi de dix heures (1), l'inspecteur divisionnaire du travail de Lyon « fait connaître que des usines importantes de sa circonscription ont devancé les prescriptions

(1) La durée du travail effectif ne doit pas dépasser dix heures pour les femmes depuis le 1^{er} avril 1904.

légales en réduisant dès à présent à dix heures la durée du travail de leur personnel :

» Les directeurs d'un tissage qui occupent près de 1,000 ouvrières, un tisseur de soieries à Moirans qui occupe près de 400 ouvrières, deux autres occupant l'un 300, l'autre 400 ouvrières ont réduit la journée à dix heures. Il en est de même d'une importante filature de Schappe qui occupe 2,300 ouvrières. Le directeur de ce dernier établissement a déclaré que sa production n'avait pas fléchi et que même les renvideurs lui avaient fourni une quantité de fil aussi grande que précédemment.

» D'autre part, un inspecteur expose que dans les fabriques de pièces d'horlogerie des environs de Cluses, les prescriptions de la loi du 30 mars 1900 n'ont fait que donner plus de régularité aux entrées et aux sorties sans amener une diminution de la production, et il reste persuadé que l'abaissement de la journée à dix heures et demie n'aura d'autres conséquences que celle de substituer le travail mécanique à celui de la pédale et de l'archet, bien moins productif.» (1)

Et c'est d'un industriel que nous tenons cette déclaration : « Pendant les périodes d'activité la durée du travail est augmentée d'une heure et même de deux heures en cas de trop grande presse. La fabrication est assez pénible, les ouvrières se fatiguent vite et *au bout de quelques jours la production n'est pas plus importante en onze heures quarante de travail qu'en dix heures* ».

(1) *Rapport de la Commission supérieure du travail, sur l'application pendant l'année 1901 des lois réglementant le travail.*

Maintenant, si l'on considère que dans les industries où les hommes et les femmes travaillent aux mêmes conditions, les salaires féminins sont quand même inférieurs, on est bien forcé de convenir que la réglementation n'est pas la cause de leur abaissement. « L'absence de limitation, répondaient M^{rs} Macdonald aux antiprotectionnistes du Congrès international des œuvres et institutions féminines, est la chose même dont le patron avide ou irréfléchi se sert pour extorquer à ses ouvrières un travail plus grand à salaire égal, ou pour laisser le travail se désorganiser de telle sorte que les femmes perdent des heures à ne rien faire et compensent cela par des heures supplémentaires. Un surmenage de cette sorte a pour effet certain d'abaisser le salaire en épuisant les ouvrières et en les rendant incapables de faire leur travail : alors elles le font mal et se contentent d'une paie moindre ou bien elles tombent malades et perdent ainsi leur place ».

Une diminution raisonnable de la journée de travail n'est pas contraire aux intérêts bien entendus de l'industrie, c'est encore ce que démontrait, le 7 février dernier, M. Trimborn, au Reichstag allemand : « Cela nous est prouvé, disait-il, par les différents rapports des inspecteurs du travail, et notamment par ceux des inspecteurs de Bavière. En Bavière, dès l'année 1899, 62,8 0/0 des ouvriers adultes travaillaient moins de onze heures par jour. Le numéro de novembre du *Reichsarbeitsblatt* donne des rapports particulièrement intéressants sur les conditions du travail

dans les métiers où il existe des tarifs pour les salaires. Les enquêtes ont porté sur quinze métiers différents et six cents entreprises professionnelles et industrielles où les salaires sont fixés par des tarifs entre employeurs et employés ; elles ont donné les résultats suivants : dans 544 de ces conventions, une journée de travail de dix heures ou de moins de dix heures était stipulée. » (1).

On pourrait poursuivre longtemps les exemples et les citations, mais un point sur lequel on ne saurait trop insister est que la protection favorise tout ensemble les bons patrons et les ouvriers. Avec un régime de liberté — on devrait à la vérité dire de licence — absolue, le patron juste et honnête qui prendrait des mesures généreuses serait immédiatement victime de son bon cœur et de son humanité. Tandis qu'il ménagerait les forces de ceux et de celles qu'il fait travailler, ses concurrents en abuseraient au contraire, et en les exploitant, produiraient à meilleur compte que lui. M. de Mun développait superbement cette idée à la tribune de la Chambre française dès 1888 : « Oui, sans doute, il y a des industriels charitables qui prendront de généreuses initiatives, qui restreindront les abus. Mais permettez-moi de vous le demander : Que faites-vous de ceux qui ne les restreindront pas ? Est-ce que vous ne voyez pas que ceux qui ne sont

(1) Extraits traduits d'après le texte de la *Kolnische Volkszeitung* du 8 février 1905. (*Association catholique*, 15 mars 1905).

pas humains, qui continueront les abus, seront les plus forts et qu'ils battront leurs concurrents? Et quelle situation faites-vous à ceux qui voudront être charitables? Vous les placez dans la plus affreuse des alternatives, entre leur conscience et leur intérêt. Et alors devant la concurrence qui les presse, avant la ruine qui les menace peut-être, qui l'emportera, à quelle voix cèderont-ils?... Les maîtres charitables seront châtiés de leur vertu ». La loi est la protectrice de la charité et de l'équité(1).

Une objection nouvelle surgit aussitôt. Le commerce et l'industrie n'ont plus un marché national, mais presque mondial. Les affaires se traitent de pays à pays, de continent à continent. Ce ne sera pas tel ou tel patron qui se ruinera à faire du « sentiment », mais toute une nation. Nous avons recueilli les doléances de plusieurs industriels français sur cette importante question de la concurrence internationale. Ils se plaignent de subir une crise redoutable et l'attribuent en grande partie aux frais de la main-d'œuvre trop élevés ; mais ils ne mettent pas leur infériorité spécialement au compte de la protection légale et de la

(1) « Allez demander aux patrons s'ils emploieraient davantage les femmes et s'ils les paieraient mieux au cas où leurs heures de travail ne seraient pas restreintes, ils vous diraient qu'une telle idée n'est jamais entrée dans leurs calculs, et les patrons consciencieux ajouteront souvent qu'ils accueillent favorablement la limitation légale, parce qu'elle leur permet de résister à des concurrents peu scrupuleux et de renvoyer les clients déraisonnables qui apportent en grande hâte de l'ouvrage à finir pour le lendemain matin. » (Margaret Macdonald, *Congrès intern. des œuv. et inst. fem. 1900*).

diminution des heures de travail. L'un d'eux était très affirmatif cependant : « Les salaires féminins n'ont jamais été aussi élevés et si le travail n'est plus, dans quelques années, que de 8 heures ainsi que le désirent les socialistes, notre industrie (filature et tissage de laine) dont les prix de revient déjà surélevés seront à nouveau majorés, n'aura plus qu'à disparaître. Les Allemands nous l'ont déjà en tout une concurrence intelligente et acharnée, ils ont beau jeu avec nos lois nouvelles ! » Ajoutons pour donner toute sa force à cet aveu qu'il nous a été fait par un excellent patron, très bon pour son nombreux personnel et très aimé de lui.

Il est utile de remarquer tout de suite qu'à côté des lois ayant une influence directe ou indirecte sur la main-d'œuvre, il est beaucoup d'autres causes à avoir une répercussion considérable sur la fortune des industries : traités de commerce, par exemple, tarifs de transports, impôts. Il y a également des causes de surélévation de la main-d'œuvre indépendantes de la protection, notamment le coût plus ou moins élevé de la vie qui oblige l'ouvrier à gagner pour vivre un salaire plus élevé ici que là.

Des tableaux annexés au rapport présenté par un syndicat textile du Nord à la Commission d'enquête parlementaire (1), présentent d'intéressantes comparaisons :

(1) *Réponse au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire de l'industrie textile (1904) par la Société du commerce et de l'industrie lainière de la région de Fourmies.*

IMPOTS

France 1903

Contributions d'une filature de 17.116 broches.

3,763 fr. 87

soit pour 7,000 broches

$$\frac{3.763,87 \times 7.000}{17.116} = 1.540 \text{ fr.}$$

Belgique 1903

Contributions d'une filature de 7.000 broches.

220 fr. 86

$$\text{Différence : } 1.540 - 220,86 = 1319 \text{ fr. } 14$$

COUT DE LA VIE

Dépenses annuelles d'un ménage composé du père, de la mère et de trois enfants (localités d'égale importance, industries identiques).

TOTAUX GÉNÉRAUX ANNUELS

France

2.652 fr.

Belgique

2.190 fr. 90

$$\text{Différence : } 2.652 - 2.190 = 461 \text{ fr. } 10$$

C'est-à-dire qu'en Belgique les impôts grevant une industrie sont de 85 0/0 moins élevés qu'en France et que le coût de la vie y est de 17,40 0/0 moins cher.

Un libre-échangiste convaincu, M. Yves Guyot, a cherché à déterminer les rapports très étroits qui lient « les industries, les salaires et les droits de douanes » et l'une de ses conclusions est qu'« on voit le protectionnisme (douanier) provoquer la surproduction, puis le chômage. C'est un organisateur de crises. Le protectionnisme, en poussant

tous les peuples à s'engager dans les industries similaires, a pour résultat le renchérissement des matières premières : le coton, la laine, la soie, les peaux, les bois, d'où ce double résultat, une augmentation dans le prix du produit qui en arrête la consommation, une influence dépressive sur les salaires (1). » Sans prendre parti dans la discussion, nous tenons à faire ressortir que la protection légale est bien loin d'être la seule cause des maux dont souffre certainement l'industrie.

Par ailleurs, M. Raoul Jay a établi, avec des faits à l'appui de sa thèse, que la protection légale n'était nulle part, pas plus en Angleterre et en Suisse qu'en France, contraire à l'intérêt du commerce national, et qu'« il suffit de jeter un coup d'œil sur le monde pour se convaincre que les pays à hauts salaires ne sont pas plus que les pays à courtes journées parmi les vaincus de la concurrence industrielle internationale (2) » et l'on sait que les Etats-Unis, dont le commerce est prospère, s'enorgueillissent bruyamment d'être un pays à hauts salaires et à travail réduit, du moins dans la grande industrie (3).

Mais la vraie solution du problème a été trouvée avec la *protection internationale des tra-*

(1) *Journal de la Société de statistique de Paris*. 1905.

(2) Raoul Jay. *La protection internationale des travailleurs*.

(3) Aux Etats-Unis, quantité d'Etats ont réduit légalement la journée de travail. Beaucoup même ont adopté la journée de 8 heures, mais partout les heures supplémentaires sont permises. Il est vrai que d'une enquête anglaise publiée en 1903, il résulte que ces lois restreignant la durée du travail ne sont pas très strictement observées.

vailleurs. La concurrence ne connaît plus de frontières, la protection doit s'étendre aussi loin qu'elle. Chimère qui ne vaut pas qu'on s'y arrête ! Rêve irréalisable ! dira-t-on. Et pourtant si les pays industriels pouvaient se mettre d'accord sur les grandes lignes de la protection ! Qu'y a-t-il d'impossible à cela ? Il leur suffit de se faire de mutuelles et réciproques concessions. On ne supprime pas la concurrence, se recriera-t-on encore. On ne fait alors que changer la question ; il ne s'agit pas, en effet, d'empêcher la concurrence. La concurrence est utile et nécessaire, elle crée l'émulation, elle est un des éléments du progrès. Mais améliorer le sort d'une classe de travailleurs, mais protéger la femme ouvrière, mais empêcher la désorganisation de la famille, la ruine physique et morale d'un peuple, tout cela n'est pas arrêter la concurrence ou la limiter. Qui donc oserait jamais soutenir, qu'une concurrence est juste et permise qui s'exerce au prix de vies humaines ?

L'idée d'une entente entre les nations est si peu une chimère qu'elle est devenue une réalité. Depuis 1900, l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs* est fondée et déjà elle a obtenu, ou du moins elle a permis d'obtenir, — puisque son but est de préparer des rapprochements et de susciter des ententes entre les Etats — d'appréciables résultats. Nous en signalerons un qui rentre particulièrement dans notre sujet. C'est une résolution prise au mois de mai 1905 par la Conférence internationale réunie à Berne et à

laquelle quinze Etats avaient envoyé des représentants. En voici la teneur :

« Le travail industriel de nuit sera interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge, sous réserve des exceptions prévues ci-après :

» La convention s'appliquera à toutes les entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières ; elle ne s'appliquera en aucun cas aux entreprises où ne sont employés que les membres de la famille.

» Le repos de nuit aura une durée minimum de onze heures consécutives ; dans les onze heures, quelque soit la législation de chaque Etat, devra être compris l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin.

» Toutefois, dans les Etats où le travail de nuit des femmes adultes employées dans l'industrie n'est pas actuellement réglementé, la durée du repos ininterrompu pourra, à titre transitoire et pour une période de trois ans au plus, être limitée à dix heures.

» Les ratifications de la convention à intervenir devront être déposées au plus tard le 31 décembre 1907.»

Comme on le voit la protection internationale est possible, et alors tombe un des plus gros griefs que ses adversaires faisaient à l'intervention légale. Comme on le voit également, une telle entente n'est pas une intrusion insupportable dans la législation propre de chaque pays, elle n'est qu'un accord sur l'uniformité d'application de principes déjà admis. Cette application, chaque Etat garde

le soin de la régler. En effet, les promoteurs de la protection légale ont la préoccupation de concilier l'intérêt général et l'intérêt particulier. La protection doit avoir une certaine élasticité. Elle doit, pour ainsi dire, être à la portée de ceux qu'elle veut aider et protéger. Elle ne doit être ni radicale, ni absolue, mais s'accommoder avec les difficultés ou les obligations de chaque industrie, sans toutefois dépasser la mesure qui doit être strictement gardée, sous peine de détruire le bon effet qu'on en peut attendre (1). La majorité des inspecteurs du travail sont de cet avis, et l'un d'eux, l'inspecteur divisionnaire de Bordeaux, s'exprime ainsi : « Il ne paraît pas qu'il y ait dans la région à envisager l'influence de la réglementation ni de la durée du travail sur la production industrielle, c'est contre la limitation invariable de la durée du travail journalier qu'on oppose la plus grande résistance, car dans toutes les industries, pour des causes parfois impossibles à prévoir, le chef d'industrie a besoin d'une liberté d'allures que l'octroi des tolérances réglementaires pourrait lui donner... Les dérogations temporaires doivent jouer le rôle

(1) Nous parlons ici surtout de la grande industrie. Pour la petite industrie il faut être plus intransigeant, car trop vite l'exception y devient la règle et la règle l'exception. Dans l'industrie de la couture, par exemple, il est très regrettable qu'on accorde aussi facilement des permissions de veiller; on rend un mauvais service et à l'ouvrière et au patron. Si la loi était strictement observée, le patron, la patronne ou la première n'accepteraient plus de commandes faites le soir pour le lendemain matin, la loi les protégerait contre les exigences de la clientèle, elle les obligerait à faire l'éducation de l'acheteur.

de soupapé de sûreté...» (1) Ces sages dérogations peuvent être apportées dans des moments de presse, à l'entrée des saisons, à la suite d'un retard dans la production. Entendue de cette façon, la protection légale perd, croyons-nous, le caractère qui pouvait paraître dangereux et nuisible à la production (2).

Le principe de la protection admis il faut passer

(1) Rapport présenté au Président de la République par la Commission supérieure du Travail (*J. off.* 4 août 1904).

(2) En fait les industriels ne se font pas faute de demander des autorisations pour la prolongation de la durée du travail et pour la suspension du repos hebdomadaire. Voici les tableaux fournis par la Commission supérieure du travail pour ces dernières années (*J. off.* 2 octobre 1905) :

ANNÉES	NOMBRE d'établissements	NOMBRE DE JOURS dont la durée a été prolongée, en ce qui concerne		
		les enfants de moins de 18 ans	les filles de plus de 18 ans et les femmes	les adultes visés par la loi du 30 mars 1900
1900.	1.912	505.656	1.450.311	490.699
1901.	1.917	482 190	1.410.484	985.110
1902.	3.611	841.695	2.111.943	2.050.357
1903.	4.451	966.600	2.376.340	2.647.874
1904.	6.209	1 399 388	3.491.651	3.891.053

ANNÉES	NOMBRE d'établissements	JOURS DE REPOS hebdomadaires non chômés	
		par des enfants de moins de 18 ans	par des femmes adultes
1900.	1 309	40 229	126.173
1901.	1.491	36.766	123.213
1902.	2.091	37.969	133 968
1903.	2 525	38.910	168.900
1904.	2 944	38.143	178.703

à son application. Quelle est-elle actuellement en France ?

La législation française intervient d'une façon très différente suivant qu'elle protège les travailleurs en usine ou en atelier et les travailleurs en chambre.

Les dispositions générales de protection des femmes fixent l'âge d'admission au travail à 13 ans, (à 12 ans pour les enfants pourvus du certificat d'études et d'un certificat médical), — limitent la durée maximum du travail à 10 heures par jour, — interdisent le travail de nuit, — les travaux trop pénibles, notamment dans les mines, — imposent un jour de repos par semaine, — et prescrivent des mesures d'hygiène et de sécurité des travailleurs. Ces dispositions sont applicables à tous les établissements industriels et commerciaux; néanmoins *« sont exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. »* (1) Seules les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité s'appliquent dans ces ateliers lorsque *« le travail se fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres. »* (2)

Prise à la lettre, la loi ne respecte donc que le domicile privé lorsque les membres de la famille seuls y travaillent, encore le contrôle-t-elle quand l'hygiène et la sécurité sont compromis. Mais en pratique la protection est loin de s'appliquer dans

(1) Loi du 2 novembre 1892.

(2) Loi du 12 juin 1893.

les mêmes proportions à la grande et à la petite industrie. Quelques chiffres donneront un aperçu du nombre des établissements visités en une année et de son rapport avec le nombre de ceux qui ont échappé jusqu'ici à l'inspection.

Les établissements soumis à l'inspection se classent ainsi :

DÉSIGNATION	NOMBRE	P. 100
Etablissements occupant :		
De 1 à 5 ouvriers.....	413.269	81.20
De 6 à 20 ouvriers.....	70.222	13.80
De 21 à 100 ouvriers.....	20.773	4.10
De 101 à 500 ouvriers.....	4.136	0.81
Plus de 500 ouvriers.....	449	0.09
Total.....	508.849	

Et le nombre des établissements non encore visités est de 213.310. Quant au total de ceux visités en 1904, il se monte à 142.201 (1).

Donc un peu moins de la moitié des établissements n'ont jamais reçu la visite des inspecteurs, et pas même un tiers l'ont reçue dans le cours d'une année.

Comme bien l'on pense, la plus grande partie de ces établissements qui ont échappé à la surveillance sont des petits ateliers et il reste, en outre, tous les ateliers familiaux non réglementés qui ne sont pas compris dans la statistique et qu'on ne peut évaluer.

C'est assez dire que la protection des lois s'ap-

(1) *Journal Officiel*, 2 octobre 1905.

plique à peu près effectivement dans la grande industrie et très peu dans la petite.

Pourtant, que le petit atelier soit ou ne soit pas familial, on conçoit à quels abus il donne lieu aussi bien au point de vue de la durée du travail qu'au point de vue de l'hygiène; nous ne parlons pas des salaires. L'intervention des lois, basée sur le devoir qu'a l'Etat de protéger la vie et la liberté des travailleurs, n'y est-elle pas plus urgente que dans la grande industrie? L'intérêt public est, de plus, en jeu dans la réglementation du travail à domicile. Il a été reconnu que les objets fabriqués par les ouvriers en chambre étaient souvent contaminés par suite des déplorables conditions hygiéniques du milieu. Livrés à la consommation, ils portent avec eux les germes malsains et sèment les maladies contagieuses. Alors qu'on lutte par tous les moyens contre la tuberculose, le législateur doit avoir à sa disposition un droit de surveillance et de sanction. En somme, de même que pour la grande industrie, la petite industrie en général ne peut que profiter de telles réformes, car le travail accompli dans des conditions défectueuses est une concurrence déloyale faite aux patrons soucieux du sort de leur personnel et de la qualité de la marchandise. Elles en font foi ces lignes d'une lettre publiée dans la *Gazette de Lausanne* par le syndicat des tailleurs de cette ville, au cours de leur grève de 1903 : « Du reste, s'il y a quelque chose qui doive rassurer le patron, c'est précisément la certitude que sa marchandise ne risque pas de contaminer le client. » Un patron dont l'atti-

tude dans toute cette affaire a été des plus franches disait : « Je ne veux pas que ma marchandise soit fabriquée dans des taudis infects ».

Un motif de tout premier ordre impose la protection à l'industrie à domicile. La non application de la loi aux petits ateliers a cette conséquence d'annihiler de plus en plus son influence en augmentant le mouvement de dissémination de l'usine en petits ateliers à l'entreprise et à la sous-entreprise. Or, « s'occuper de remédier à la situation de la femme ouvrière sans s'occuper *immédiatement* et *parallèlement* des remèdes à apporter aux conditions économiques présentes du travail à domicile, ne serait-ce pas faire l'œuvre des Danaïdes et jeter des beaux principes dans des tonneaux sans fond? » (1).

Déjà, on a pu suivre l'évolution de l'industrie à mesure que l'intervention se faisait de plus en plus sentir, inspirée en partie par le désir de s'y soustraire. Là où l'on surveille facilement un grand établissement, il est presque impossible de surveiller vingt petits ateliers, sans compter que certaines industries — pour n'en citer qu'une, l'industrie de l'aiguille — sont des industries s'exerçant normalement à domicile. Le petit atelier est souvent inconnu; il change, il se transforme et, suivant que la famille s'adjoint des aides ou les renvoie, il prend ou perd son caractère d'atelier familial. L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Lille raconte un fait caractéristique de

(1) M^{me} Jean Brunhes. *Les Conditions de travail de la femme dans l'industrie*. — *La Quinzaine*, 16 mars 1904.

reconstitution d'atelier familial « pour échapper à la fixation de la durée du travail, soustraire les enfants à l'obligation d'attendre l'âge d'admission réglementaire. A la suite d'un procès-verbal dressé dans une fabrique de lingerie pour emploi d'enfants en sous-âge..... l'industrie fut condamnée. Aussitôt l'atelier qui occupait une trentaine de filles et de femmes fut licencié; les machines furent transportées chez les ouvrières, et depuis lors, des petites filles de dix à douze ans peuvent travailler impunément avec leur mère ou leurs sœurs, de douze à quinze heures par jour » (1). « Les ateliers où s'exécute le travail à domicile, explique une inspectrice (2), ne sont signalés par aucune indication extérieure. On y exerce des industries assez variées; j'ai visité ainsi des couturières, des brodeuses, des giletières, des culottières, des fourreurs, des fabricants de cravates. C'est presque toujours le hasard qui fait découvrir l'un de ces ateliers; mais l'application de la loi y cause d'habitude un tel trouble, que les ouvriers comme les patrons mettent pour ainsi dire l'inspectrice en demeure d'aller immédiatement imposer les mêmes entraves à leurs concurrents : « Qui sont-ils? — Où les prendre? — Ces questions ne reçoivent souvent que des réponses fort vagues : Allez dans telle rue, il n'en manque pas! Ou bien : Il faut vraiment faire exprès de ne pas les voir. » L'inspectrice, mue par un sentiment d'équité, inquiète aussi des

(1) *J. off.*, 4 août 1904, p. 4.894.

(2) Rapports sur l'application, pendant l'année 1902 des lois réglementant le travail, p. 5.

abus qu'on lui a signalés, se met à la recherche des ateliers analogues à celui d'où elle sort. Elle y perd bien du temps et des peines.

La loi doit être appliquée aux petits ateliers afin de leur faire perdre les avantages qu'ils ont sur les grands de se soustraire à la protection. Autrement on encourage la fraude, on la provoque. M. Millerand développait cette pensée au cours d'une suggestive discussion sur « la réglementation du travail en chambre ». « Ce que nous devons envisager tout d'abord, disait-il, en cette forme de travail ou d'industrie, c'est le moyen qu'elle offre et dont il a été fait si grand usage, de se soustraire à la réglementation du travail aggloméré (1). » La Commission supérieure du travail ne jugeait pas autrement en estimant « que la pratique qui consiste à éluder, par la constitution d'ateliers de famille, les prescriptions légales protectrices du travail des femmes et des enfants est tout aussi répréhensible au point de vue social que le fait de contrevenir directement à ces mêmes prescriptions (2). »

Ceux que cette intervention effraient ou dans son application, ou dans ses conséquences ont le tort de ne pas savoir se dégager des abstractions pour voir les maux tels qu'ils sont et leur chercher des remèdes positifs. Ils rappellent Sénèque écrivant sur un pupitre d'or l'éloge de la pauvreté. Il

(1) *La réglementation du travail en chambre*. Rapport présenté par M. Fagnot, dans les séances du 18 mars et 27 avril 1904 à l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs, p. 47 et 48.

(2) Rapport de la Commission. *J. Off.*

faut avoir vu la plaie, en avoir sonder la profondeur pour comprendre « jusqu'à quel point ont raison ceux qui osent porter une main sacrilège sur les grands principes de la liberté, pour demander qu'au nom de l'humanité on règle enfin le travail à domicile comme on l'a fait pour la grande industrie et que l'inspecteur du travail ne s'arrête plus impuissant au seuil du domicile privé, au seuil de l'atelier familial transformé en véritable bagne pour femmes et enfants (1). »

D'aucuns diront peut-être que sur la plaie on applique un remède trop énergique, un fer rouge... Faudrait-il donc mieux laisser le mal se propager, s'aggraver et ne rien faire ?...

Attendre et ne rien faire a été la conclusion de certains partisans de la protection légale. Cela étonne et cependant le raisonnement n'est pas dénué de bon sens. Il serait très désirable, disent ces pessimistes, qu'on réglementât le travail en chambre, mais il est impossible d'y parvenir. Plutôt que d'aller à un échec qu'on laisse le temps apporter le remède qui fait défaut. Le travail à domicile deviendra bientôt si peu rémunérateur que les travailleurs qui ont d'autres ressources seront seuls à pouvoir l'accepter. Il ne procurera plus qu'un salaire d'appoint. Donc les femmes mariées et les jeunes filles chez leurs parents continueront à faire les travaux à l'aiguille si peu payés actuellement. Les femmes isolées seront obligées de chercher un autre gagne-pain, et elles n'en

(1) Dr R. Romme. *Le sweating-system en France. La Revue* 15 septembre 1905.

trouveront que dans la grande fabrique où les salaires sont élevés. De la sorte, tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes. La famille ne sera plus privée de la mère, la femme isolée pourra vivre et la société elle-même bénéficiera de la modicité de prix des objets fabriqués à domicile sans qu'il en ait coûté de souffrance et de torture à personne. De l'excès du mal naîtra le remède (1).

Cette évolution dut-elle se produire, — et rien ne prouve qu'elle se réalisera certainement, — combien de temps demanderait-elle pour achever de s'accomplir et combien aussi ne créerait-elle pas de ces souffrances et de ces tortures qu'elle devrait par la suite faire disparaître ? (2).

Mais prôner la vie de famille, la restauration du foyer et condamner le travail effectué à domicile, c'est se contredire, semble-t-il, c'est s'engager dans un cercle vicieux ? — Pas le moins du monde. Le travail à domicile tel qu'il existe est, en

(1) Lire les paroles de M. Georges Alfassa, dans la discussion du rapport sur la *Règlementation du travail en chambre*, présenté par M. Fagnot à l'Ass. nat. pour la protection lég. des travailleurs, p. 51 et suiv.

(2) Certains « guérisseurs » expéditifs ont imaginé une réforme qui fait le pendant avec la proposition des adversaires de la femme à l'usine : « Certains économistes et certains membres de la *Social-demokratie* allemande ont été jusqu'à rêver de la suppression, soit totale, soit limitée, de certaines branches de l'industrie à domicile où les abus sont particulièrement criants, comme dans la confection, en obligeant les patrons à ne donner du travail que dans leurs ateliers. Une proposition en ce sens a été faite au Parlement autrichien par le prince Lichtenstein.

« En admettant que la chose serait possible, ce serait-là, a-t-on remarqué suivant nous fort justement, un remède pire que le mal, et Bebel a été le premier à dire que la suppression de l'industrie à domicile constituerait une cruauté barbare ». (Edgard Allix. L'industrie à domicile salariée. *Annales des sciences politiques*. 15 juillet 1904).

effet, la destruction de la famille, le logement malsain transformé en atelier nauséabond, le père et la mère retenus plus longtemps encore qu'à l'usine à un travail mal payé, les enfants sans surveillance et sans soins et occupés trop jeunes à de fatigantes occupations. Que le travail se fasse dans la grande usine ou dans ces conditions, les inconvénients sont les mêmes ; toute la différence est plutôt à l'avantage de la grande industrie où le travail est moins pénible, mieux surveillé, mieux payé. Si donc l'extension des lois de protection avait ce premier résultat de reconstituer le grand atelier là où l'industrie capitaliste s'est servie de la « dissémination » pour se décharger des responsabilités et des ennuis de la protection, cette extension légale, osons le dire, aurait un résultat rien moins qu'excellent pour les travailleurs, pour l'amélioration de leur sort et de leurs salaires. La contradiction apparente entre la reconstitution de la famille et la condamnation de l'atelier à domicile disparaît quand on donne à cette expression le sens d'atelier non protégé.

Du jour où la concurrence insoutenable qu'enfants, femmes et hommes se font entre eux sera limitée, la femme isolée pourra sans un travail excessif gagner un salaire suffisant, et la femme mariée pourra disposer plus librement de son temps et se consacrer davantage à son ménage, puisque le chef gagnera de quoi subvenir aux dépenses de la communauté. « Par la législation, si elle ne tarde point, si elle est adaptée aux misères actuelles, on pourra peut-être établir pour le foyer familial une

sauvegarde qu'a détruite le régime de la concurrence. Partisan d'une saine organisation du travail et du travail à domicile, nous denonçons le domicile actuel pour que l'atelier à domicile de demain puisse redevenir ce qu'il fut jadis, et ce qu'il est encore aujourd'hui en quelques pays et en quelques cas exceptionnels. » (1) Dès lors les efforts doivent surtout porter à la réglementation des ateliers qui n'ont de familiaux que le nom, et qui sont les refuges du *sweating-system*.

Pour y arriver, la première condition à remplir est que l'inspection puisse être faite et que la loi ne reste plus lettre-morte là où elle devrait porter ses effets, qu'elle soit appliquée aux ateliers qui ne lui sont pas encore soumis. Il ne suffit pas d'augmenter le personnel, il faut encore lui faciliter la tâche. Le rapport de la commission supérieure du travail cite plusieurs propositions d'inspecteurs qui méritent d'être prises en considération. L'un d'eux propose que « tout patron donnant du travail à domicile soit tenu d'inscrire les noms et adresses des personnes se chargeant de l'exécuter, avec l'indication que ce travail doit être fait par elles-mêmes ou en collaboration, soit avec les membres de la famille, soit avec des étrangers. » D'autres inspecteurs sont partisans qu'à l'exemple de ce qui se passe en Angleterre les patrons, qui donnent du travail au dehors, soient obligés de fournir chaque année à l'inspecteur la liste des faconniers qu'ils

(1) Mme Jean Brunhes. *La ligue sociale d'acheteurs*. Rapport présenté à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, (séance du 10 novembre 1903).

emploient et, le cas échéant, déclarent le nombre des métiers qui leur sont confiés. Avec l'extension du transport de force motrice, cette mesure deviendra absolument indispensable si l'on ne veut tolérer la création d'un grand nombre de véritables ateliers clandestins qui échapperont à l'inspection.

L'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs avait déjà accepté ces conclusions quand, après avoir exprimé le vœu qu'une enquête soit faite en France sur le travail à domicile, elle en émettait une autre ainsi conçue : « Que pour faciliter l'enquête et mieux assurer l'application de la législation actuelle, le patron, industriel ou commerçant, qui donne du travail à faire au dehors ou en chambre soit légalement tenu sous peine d'amende, de fournir à l'Inspecteur du travail une liste indiquant le nom et l'adresse des chefs d'ateliers, entrepreneurs ou façonniers, en général de tous les intermédiaires avec lesquels il traite pour la main-d'œuvre et aussi de tous les ouvriers travaillant en chambre pour lui directement.

« Que tout intermédiaire donnant du travail à faire en dehors de son domicile soit également tenu, sous sa responsabilité et celle du patron principal de fournir une liste de personnes travaillant pour lui. » (1)

L'Amérique, la libre Amérique n'a pas eu peur de recourir aux grands moyens. Les fabricants et

(1) Rapport Fagnot, p. 60

entrepreneurs sont responsables des conditions dans lesquelles ils font travailler au dehors. Les petits ateliers sont soumis à une inspection très minutieuse, et les objets fabriqués dans de mauvaises conditions sont marqués, d'après certaines législations, d'une étiquette qui jusqu'à l'étalage du marchand indique la mauvaise provenance : « *Tenement-housemade* » « Fait dans un tenement-house. » (1)

Enfin parmi les principales résolutions adoptées par le congrès pour la protection légale des travailleurs à domicile tenu à Berlin en mars 1904, figurent celles-ci :

Demande d'autorisation aux autorités locales et obtention d'un certificat par l'ouvrier ou l'entrepreneur qui crée un atelier à domicile ;

Surveillance de ces ateliers par des inspecteurs et des inspectrices ;

Obligation pour l'entrepreneur et le patron d'avoir une liste des ouvriers à domicile ;

Obligation d'une marque spéciale sur les objets fabriqués en chambre ;

Création de livrets de travail qui porteront le genre de travail confié et le salaire payé par l'entrepreneur ;

Défense aux entrepreneurs de donner aux ouvriers et aux ouvrières des fabriques du travail à exécuter chez eux.

Il résulte de ces explications que de toute évidence on doit admettre une distinction dans

(1) Cf. Th. Cotelle. *Le Sweating-System*. Chap. V, Sect. II.

l'application des lois de protection entre le travail accompli dans les ateliers et celui accompli au domicile privé, entre l'atelier de l'entrepreneur et la chambrette de l'ouvrière ou la chaumière de la paysanne. Autant il sera possible, grâce aux perfectionnements apportés dans l'inspection du travail, de surveiller les uns, autant il sera impossible de surveiller les autres. La surveillance s'exercera indirectement sur ceux qui travaillent par la surveillance de ceux qui les font travailler.

Dans bien des cas, du reste, la protection n'exigerait en France que l'extension des dispositions légales déjà existantes et en 1904, comme chaque année, « la commission supérieure du travail renouvelle le vœu émis dans son précédent rapport ». « Il appartient au législateur de rechercher si les ateliers de famille, tout au moins ceux qui sont industriellement organisés, ne devraient pas être astreints à d'autres obligations qu'à celles des lois sur l'hygiène et la sécurité.

La protection légale n'est pas une panacée universelle, un baume souverain, elle est un des moyens qui peuvent contribuer à mettre la jeune fille et la femme à l'abri de nombreux dangers physiques et moraux, de mettre un frein à la concurrence, d'augmenter le nombre des emplois pour les ouvrières, de donner plus de prix à leur travail et ainsi faire hausser les salaires ; autant de conséquences que l'Etat est seul assez puissant pour faire aboutir.

..... Et parler comme nous l'avons fait, recourir à la puissance des lois pour protéger la femme,

prétendre que cette intervention est nécessaire, tout cela n'est pas « faire du socialisme d'Etat ». Nous croyons avoir assez prouvé, — du moins nous l'aurions voulu, — que la protection seule est la muraille derrière laquelle la dignité humaine, la morale, la liberté peuvent trouver un abri assuré. Or, ce n'est pas du socialisme d'Etat qu'il faut attendre cette garantie. En effet, « le socialisme d'Etat est une conception sociale dans laquelle l'Etat, le pouvoir central, possède et administre directement toutes les grandes entreprises financières et industrielles du pays, en dirige toutes les institutions sociales, encaisse toutes les ressources et pourvoit lui-même, en retour, à tous les besoins moraux et matériels des citoyens, devenant ainsi l'agent général des transports et du commerce, le distributeur exclusif du travail, de l'instruction, des emplois et des services, en un mot, le moteur et le régulateur de toute l'activité naturelle (1). » Le règne sous lequel tous les citoyens seraient fonctionnaires, et à la merci d'une puissance qu'ils auraient contribué à édifier, serait le règne par excellence de la tyrannie qu'aucun homme vraiment libre ne pourrait admettre.

Non, prétendre que l'Etat a le devoir d'intervenir en faveur de la classe ouvrière ce n'est pas faire du socialisme d'Etat. Nous n'en voulons comme preuve que ces catégoriques paroles du grand pape Léon XIII, qui maintes fois pourtant condamna les doctrines socialistes, et que nous

(1) Comte de Mun.

lisons dans son Encyclique sur la condition des ouvriers : « Les droits où qu'ils se trouvent doivent être religieusement respectés et l'Etat doit les assurer à tous les citoyens, en prévenant ou en vengeant leur violation. Toutefois, dans la protection des droits privés, il doit se préoccuper d'une manière spéciale des faibles et des indigents. La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire, sans richesses pour la mettre à couvert des injustices, compte surtout sur la protection de l'Etat. *Que l'Etat se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs qui appartiennent à la classe pauvre en général.* »

Ce ne sont pas les socialistes, mais les catholiques sociaux qui, aussi bien en France qu'à l'étranger (1), peuvent se faire gloire d'avoir le plus vivement réclamé la protection des travailleurs. Pour eux, le motif supérieur, qui doit déterminer l'Etat à protéger la vie et la liberté de l'homme, est de mettre celui-ci en mesure « de remplir toutes ses obligations envers Dieu, l'Eglise, la famille, la cité, la profession, la patrie (2), » de vivre en un mot librement et pleinement sa vie chrétienne. Ce sont les chefs de l'école sociale catholique, et en tête le comte de Mun, qui ont été chez nous les promoteurs et les défenseurs éloquents et écoutés des lois protectrices des

(1) En Allemagne les députés du centre, suivant en cela le programme de Ketteler, n'ont cessé et ne cessent de réclamer la diminution des heures de travail dans l'industrie.

(2) Eug. Duthoit. *Op. cit.*

femmes (1). Un écrivain catholique, M^{me} Jean Brunhes a pu écrire : « Sur cette question précise de la protection des ouvrières, nous avons donc une doctrine, tandis que les socialistes et féministes, au moins en France, erraient encore dans la voie du libéralisme ; entre nous, l'unité était faite, tandis que la protection du travail restait toujours pour nos adversaires la pierre d'achoppement (2). »

Au surplus, demander au pouvoir de légiférer n'est pas lui abandonner tous les droits et tous les devoirs. L'Etat, de par sa nature et son autorité, est seul capable de réaliser quelques progrès, parce que seul il dispose d'une force de coercition que ne possèdent pas les organisations libres : l'Etat seul, pour donner un fait probant, peut assurer le repos hebdomadaire. Mais s'il a le devoir de poser des principes, son action ne saurait méconnaître les associations professionnelles, et de cette collaboration la législation ne saurait se passer, si elle veut porter des fruits. « L'Etat légifère et ne doit pas réglementer : or, la législation comprend seulement des mesures d'ensemble destinées à pourvoir au bien commun et à remédier aux abus généraux ; la réglementation, au contraire, s'occupe des points particuliers, des détails d'application, des régimes d'exception, elle est le fait d'organismes plus rapprochés des intéressés que l'Etat central et s'il se peut, d'organismes dans lesquels

(1) Cf. Le mouvement syndical et les catholiques sociaux, conférence de M. Henri Bazire (*L'Association catholique* 15 mai 1900) et Max Turmann : le *Catholicisme social*.

(2) *L'Association catholique* 15 mars 1903.

les intéressés entrèrent le plus possible eux-mêmes (1). » L'Etat édictera les règles générales, les groupements veilleront à leur observation, ils y aideront d'accord avec d'autres ligues comme celles des consommateurs, par exemple, les atténueront s'il est nécessaire. L'Etat protecteur et les forces organisées coordonneront leurs efforts (2) pour le plus grand bien de la société et pour l'adoucissement de ces infortunes et de ces misères qui sont souvent, ainsi que le Pape Léon XIII les a appelées, des infortunes et des misères imméritées.

(1) Eug. Duthoit. Leçons de la semaine sociale d'Orléans. Voir Raoul Jay, *La protection légale des travailleurs*. Chap. IV.

(2) M. Louis Delalande, président de l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, a défini cette coopération de l'Etat et de l'initiative individuelle en termes d'une justesse et d'une précision parfaites. « En face de votre force (celle des syndicats agricoles) se dresse une autre force qui sera bienfaisante si elle ne tente pas de les absorber toutes, qui sera salutaire si elle ne travaille pas à tout envahir et à résumer en elle-même la vie nationale, qui sera féconde si elle sait se renfermer dans son rôle protecteur et tutélaire. C'est l'Etat qui apparaît aujourd'hui aux masses populaires comme le suprême refuge, comme une sorte de providence terrestre destinée à réparer les iniquités du monde et à faire le bonheur universel. C'est vers lui qu'elles tournent leurs regards du fond de leur misère en l'absence d'institutions qui puissent pourvoir à leurs besoins et aux exigences de leur vie.

« Ne vous méprenez pas, je vous prie, Messieurs, sur le sens de mes paroles. Je ne suis pas de ceux qui dénie à l'Etat toute intervention dans la société. Il a une grande, une haute mission à remplir. Il est le gardien de la justice et il ne doit pas, comme le soliveau de la fable, assister impassible, impuissant ou hostile aux essais, aux efforts, aux entreprises de l'initiative privée. Mais, d'autre part, et c'est chez moi une conviction profonde, la solution des problèmes si graves, si douloureux parfois qui nous incombent, dépend avant tout du développement progressif des associations professionnelles qui pourraient, avec l'appui bienveillant et le concours effectif des Pouvoirs publics, doter la nation de ces institutions économiques, d'assistance et de prévoyance, qui font l'honneur d'une époque et la stabilité d'un pays. » (Discours prononcé au 7^{me} Congrès national des Syndicats agricoles. *Bulletin de l'Union*. 25 juillet 1905.)

CHAPITRE IV

LE SALAIRE MINIMUM

« Que le patron et l'ouvrier fassent tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord, notamment sur le chiffre du salaire, au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir, que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. »

LÉON XIII. Encyclique *Rerum novarum*.

Certaines réformes sociales sont tellement liées les unes aux autres, le sort de l'une est si étroitement dépendant du sort de l'autre, que l'étude de chacune d'elles ne doit jamais être isolée de l'étude de l'ensemble. Chaque réforme est un chapitre d'un programme et perd toute sa valeur du fait qu'on la sépare de ce qui l'amène et de ce qu'elle produit. Dans la recherche de l'amélioration du salaire des ouvrières, c'est comme la partie d'un tout qu'il faut considérer le salaire minimum.

Dans la catégorie des remèdes, la fixation d'un salaire obligatoire mérite bien cependant une place à part puisque ce remède est seul à mériter le

titre de remède direct, tous les autres n'ayant que des effets indirects. Le salaire minimum a une action déterminée sur le relèvement des salaires. Volontiers, on pourrait donc s'étonner qu'on n'y recoure pas avec plus d'empressement et de confiance sans s'inquiéter des autres, si l'on ne savait combien ce simple mot de salaire minimum soulève de fortes critiques et de prévention, combien son établissement rencontre de difficultés, combien son application se trouve contrebalancée et empêchée par toutes sortes d'influences.

Sans plus creuser ce problème, plusieurs de ceux qui se sont occupés de la condition de la femme ouvrière lui ont opposé une fin de non recevoir formelle. M. le comte d'Haussonville, qui voit « dans certains milieux une réaction contre la liberté du travail qui lui paraît dénoter un fâcheux état d'esprit » (1), fait une déclaration catégorique : « Aucune disposition législative ne saurait avoir cet effet (d'augmenter le salaire des femmes) et je ne puis m'empêcher d'admirer la prodigieuse naïveté économique de ces théoriciens du *salaire minimum* et du *salaire familial* qui croient ou affectent de croire le contraire. De remèdes directs à l'exiguïté du salaire des ouvrières de l'aiguille, cela est triste à dire, il n'y en a pas. » (2)

D'autres, au contraire, disent, avec M. Raoul Jay : « Ce qui nous paraît vrai, c'est qu'on ne réussira dans cette œuvre difficile de l'amélioration

(1) Préface de l'ouvrage de M. Cotelle, le *Sweating-system*, p. ix.

(2) C^{te} d'Haussonville, *Salaires et misères de femmes*.

du travail en chambre que si l'on se décide à adopter une politique énergique, si l'on fait disparaître ce qui est la véritable cause de tous les maux que nous constatons, l'extrême insuffisance des salaires.» (1)

De là à demander que dans toutes les industries l'Etat décrète un tarif des salaires, qu'il décide en maître souverain de toutes les conditions des salaires des ouvriers, il y a bien des degrés et, sans rejeter le remède et sans en poursuivre l'intégrale et chimérique application, il y a lieu de rechercher si, dans certains cas, sous certaines réserves, il ne serait pas opportun et avantageux d'en faire usage.

Les adversaires de l'intervention de l'Etat dans les rapports entre employeurs et employés sont naturellement les adversaires intransigeants de la fixation légale du salaire. D'autres même, qui reconnaissent à l'Etat le droit d'intervenir en certaines circonstances, sont quelque peu effrayés d'aller jusqu'à lui reconnaître un tel pouvoir. La grande objection de principe du minimum légal est tirée du respect que l'Etat doit avoir pour les contrats passés entre les particuliers. « Cette prétendue justice envers l'ouvrier ne serait-elle pas une souveraine injustice envers le patron? Ce serait, par l'usage arbitraire de la force des lois, prendre à l'un pour donner à l'autre, ce qui serait une atteinte à la propriété privée... La loi prendrait au patron ce qui lui appartient pour l'attribuer à

(1) *La Réglementation du travail en chambre*, p. 39.

l'ouvrier, faisant ainsi acte de socialisme. » (1) Et M. Villey détermine le rôle de la loi en ces termes : « Ce que la loi peut et doit faire (et elle ne l'a pas toujours fait) c'est mettre les deux parties, employeurs et employés, sur un pied d'égalité parfaite en droit, de telle manière que le débat qui s'élève entre eux relativement au salaire soit aussi libre que le comporte la nature des choses. » (2) Ce raisonnement suppose donc nécessairement admis que : « La liberté économique, le respect des droits de chaque partie en cause, le sentiment moral de ce qui est possible et de ce qui est juste, sont des barrières qui, si incertaines qu'elles soient, sont encore plus sûres que toutes celles que les lois écrites pourraient tenter d'élever » (3).

L'accord se fait ainsi sur la nécessité de la liberté entre les co-contractants, mais nous croyons avoir assez prouvé que cette liberté n'existe pas toujours. Il arrive que le travailleur ne se trouve pas toujours « sur un pied d'égalité parfaite » avec l'employeur, sans que pour cela il y ait lieu de lancer des anathèmes contre les patrons. Eux aussi sont souvent victimes de la concurrence comme ceux et celles qu'ils font travailler, ils ne peuvent réagir contre l'état de choses présent. Les travailleurs isolés ne peuvent pas plus songer à élever la moindre revendication, si bien que la liberté a cette conséquence funeste et inattendue de

(1) Ch. Périn. *L'Economie politique, d'après l'Encyclique, sur la condition des ouvriers.*

(2) E. Villey. *Principes d'économie politique.*

(3) J. Rambaud. *Eléments d'économie politique.*

les tenir dans des entraves dont ils ne peuvent se débarrasser. L'employeur est-il fort et puissant, il est le maître de la situation et il impose un salaire aussi bas qu'il lui plaît de le faire descendre.

Tout contrat de ce genre qui, en droit, est inattaquable en ce sens qu'il est le fruit de l'accord entre celui qui fournit son travail et celui qui le rémunère peut ne l'être pas en justice. L'Encyclique sur la *Condition des ouvriers* met bien en lumière le double caractère de *personnalité* et de *nécessité* du travail. « En effet, conserver l'existence est un devoir imposé à tous les hommes et auquel ils ne peuvent se soustraire sans crime. De ce devoir découle nécessairement le droit de se procurer les choses nécessaires à la subsistance et que le pauvre ne se procure que moyennant le salaire de son travail. Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire, au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. Que si, contraint par la nécessité ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, il accepte des conditions dures, que d'ailleurs il ne lui serait pas loisible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron ou par qui fait l'offre du travail, c'est là subir une violence contre laquelle la justice proteste ».

La solution ne se trouve pas encore donnée. A

qui de rétablir l'égalité ? A l'Etat d'agir ou aux travailleurs ? Sans hésitation, c'est à l'organisation que nous avons déjà donné toutes nos préférences et c'est dans l'organisation professionnelle que nous mettons tout notre espoir. Mais cette organisation n'est pas faite et particulièrement dans certaines branches de l'industrie, de la petite industrie surtout, il n'est pas douteux qu'elle se fasse très longtemps attendre et que l'espoir d'organiser les ouvrières soit à peu près interdit d'ici de longues années. La question fatidique revient donc encore une fois : Que faire ? Faut-il attendre et devant les misères accumulées et devant la faiblesse de ceux qui les supportent, ceux qui ont pour mission de sauvegarder les droits des citoyens peuvent-ils gémir et demeurer impuissants ? Evidemment non, et malgré des préférences et par suite des nécessités, le principe d'un minimum obligatoire recueille les suffrages de ceux qui le considèrent comme un acheminement vers un avenir meilleur.

Ainsi donc la fixation d'un minimum de salaire se conçoit dans deux cas absolument différents. Le salaire minimum peut-être obtenu par des groupements professionnels établissant des tarifs avec ou sans l'estampille légale, comme au contraire, il peut être établi de toutes pièces par l'Etat, suppléant dans la circonstance au défaut d'organisation de la collectivité des travailleurs. Au fond, les conséquences sont sensiblement identiques, on parvient à un même but par des chemins fort éloignés. Cette conséquence est déjà obtenue dans la grande industrie et en réalité « le minimum de

salaire existe en pratique à l'usine où tous les ouvriers sont solidaires et se tiennent fortement.» (1)

Qu'est-à-dire sinon que la petite industrie à domicile se trouve principalement intéressée à la fixation d'un salaire minimum obligatoire qui existe en fait dans la grande. La question de l'établissement du salaire par l'Etat est ainsi déjà très limitée et c'est sous cet aspect que nous allons l'examiner.

Avant de répondre aux objections que soulève le salaire minimum, expliquons nous tout d'abord sur un point qui est plus qu'un point de détail. L'intervention des pouvoirs publics dans la détermination des salaires ne doit pas et ne peut pas être une intervention absolument directe. Ce n'est pas au législateur par exemple d'annexer à la loi des tableaux énumérant des tarifs des salaires. Outre que ce travail serait formidable, puisque ces tarifs varient avec les multiples articles fabriqués et avec les régions, il renfermerait certainement de grossières erreurs. Le système comporte nécessairement un rouage intermédiaire. Le pouvoir législatif édictera le principe du minimum obligatoire dans telles et telles industries et des commissions composées de patrons et d'ouvriers recevront le pouvoir de le faire passer par des règlements spéciaux dans la pratique. De peur que «les pouvoirs publics n'interviennent pas importunément, vu surtout la variété des circonstances des temps et des lieux, il sera préférable que la solution en soit réservée aux corporations

(1) *La Réglementation du travail en chambre*. Rapport Fagnot. Discussion p. 35.

ou syndicats ou que l'on recoure à quelque autre moyen de sauvegarder les intérêts des ouvriers, même si la cause le réclamait avec le secours et l'appui de l'Etat.» (1)

Il est toujours intéressant de s'instruire de l'expérience des autres. Le salaire minimum a été tenté dans ce champ d'essai qu'est l'Australie. Une campagne de presse, entreprise en 1893 par un journal libéral de l'Etat de Victoria, *The Age*, émouvait l'opinion publique par le récit des horreurs du *Sweating-system*. Un an après, une loi était votée étendant la réglementation des fabriques à tous les ateliers occupant quatre ouvriers. Mais cette réforme n'était pas suffisante; la Chambre des Communes voulut aller plus loin, elle émit le vœu de l'application d'un minimum de salaire. L'idée fit son chemin, et en 1896, après avoir subi un premier échec, elle sortait victorieuse sous forme d'une loi créant des Conseils de Salaires, *Wages-Boards*.

Voici quelles sont les grandes lignes de cette organisation. Un décret du gouverneur dit quelles professions seront placées sous un *Special Board*. « Dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi, rapporte M. Métin, six professions dans lesquelles le *sweating-system* sévissait ont été mises sous des Conseils. Ce sont la boulangerie, la confection, la chaussure, les cols, manchettes, chemises, etc., le linge de femmes, l'ébénisterie. » (2)

(1) Encyclique sur la *Condition des Ouvriers*.

(2) A. Métin. *Législation ouvrière et sociale en Australie et en Nouvelle-Zélande*. Office du Travail. 1901.

Ces Conseils ou Comités de salaires se recrutent moitié parmi les ouvriers, moitié parmi les patrons. Ils comptent de quatre à dix membres. « Les électeurs patrons sont tous ceux qui payent patente dans la profession, les électeurs ouvriers tous ceux qui peuvent établir qu'ils sont employés dans la profession. Deux rôles différents sont dressés, l'un pour les ouvriers de fabrique, l'autre pour les ouvriers en chambre, ces derniers ont droit à une représentation distincte s'ils forment plus d'un cinquième du total, sinon ils votent avec les autres. » (1)

Le *Special Board* est chargé d'établir le salaire minimum qui devra être payé pendant un temps déterminé dans la profession qui l'a élu. Le minimum fixé est ou celui d'une journée, ou celui d'une pièce, ou encore c'est le montant d'une journée avec latitude pour le patron d'établir un salaire aux pièces correspondant. Les tarifs élaborés par les *Wages Boards* ont force de loi. Ils sont publiés dans la Gazette du Gouvernement. Comme les autres lois réglementant l'industrie, ils doivent être affichés dans les usines, et comme les travailleurs en chambre sont les principaux intéressés, ils doivent en posséder un exemplaire.

Quelques dispositions particulières ont prévu certaines des plus graves objections qui peuvent être faites au salaire minimum obligatoire. La plus grosse difficulté du système est, en effet, dans son application et l'on ne manque pas de poser en

(1) A. Métin. *Op. cit.*

règle générale que le salaire fixé par la loi ne sera pas un minimum, mais un maximum qui jamais ne sera dépassé par les patrons. Il faut cependant bien s'entendre et remarquer que le minimum ne doit pas être établi arbitrairement. N'importe quelle réforme perd toute sa valeur du fait qu'on veut lui faire produire plus d'effets qu'elle n'en peut procurer. Qu'on sache bien aussi « qu'il ne s'agit pas de faire régler directement les salaires par la loi, que parfois il suffira de faire payer au travailleur à domicile les salaires courants et normaux à l'atelier » (1).

L'exemple de l'Etat de Victoria établit l'efficacité de l'intervention directe. Un inspecteur affirme que « tandis que dans l'industrie du vêtement, en 1901, le minimum de salaire pour les adultes (ouvriers) était de 46 francs par semaine, la moyenne était de 67, et pour les ouvrières tandis que le minimum était de 25, la moyenne était de 28 environ » (2). Il citait des chiffres similaires pour la chaussure, l'ébénisterie, la chemiserie. Un fait « nous donnera une idée des avantages qui résultent pour l'ouvrière adulte de l'établissement du « Wages-Board ». Avant 1896, deux femmes, mère et fille, qui travaillaient dans la confection pour hommes, en faisant des journées de quinze ou seize heures, ne gagnaient guère que 15 ou 17 francs par semaine. Sous le nouveau régime, en

(1) Rapport Fagnot. *Discussion*. Paroles de M. Raoul Jay.

(2) Cité par M^{me} Caroline Milhaud. *Revue politique et parlementaire* (10 janvier 1905), d'après *Reeves state Experiments in Australia and New-Zealand*.

travaillant huit heures par jour, elles gagnèrent un peu plus de 30 francs » (1).

Il est vrai que dans la lingerie grossière, souvent il n'y a pas eu « un penny alloué au-dessus de ce que le Board exige » (2), mais l'industrie de la lingerie était une des plus atteintes par le *sweating* et la fixation d'un minimum a eu cependant comme effet de relever les salaires et de les empêcher de descendre à un prix aussi réduit que ceux-ci, signalés par un rapport de 1898 :

Manteaux de nuit, la douz.....	3.10
Chemises de femmes.....	1.85
Taies d'oreillers ouvragées....	0.90
— plus simples..	0.45

Le Conseil des salaires a fixé à 0.40 centimes l'heure, le salaire qui auparavant n'était évalué qu'à 0.20 centimes (3).

(1) Caroline Milhaud (art. cité), d'après le *Report of the Chief Inspector*. Melbourne, 1898, p. 6.

(2) *Id.* — *Report of the Chief Inspector*, 1903, p. 20.

(3) Un tableau publié par le *Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1904, établit comme suit les augmentations réalisées :

SALAIRES MOYENS HEBDOMADAIRES DANS CHAQUE INDUSTRIE

	Avant l'intervention des conseils	Après l'intervention des conseils	Augmentations réalisées
Chaussures.....	1896 : 29 fr.....	1900... 35 fr. 1902... 35.40 1897... 46.45	... 6.40
Boulangerie....	1896 : 40.50.....	1902... 53.50	... 13
Brasserie	1901 : 42.90.....	1902... 49.45	... 6.55
Brosserie.....	1901 : 28.85.....	1902... 33.10	... 4.25
Bonneterie.....	1900 : 47.05.....	1901... 48.40 1902... 50.40	... 3.25
Cigariers.....	1900 : 37.80.....	1901... 40 1902... 41.55	... 3.75
Vêtements.....	1896 : 25.....	1901... 28.50 1902... 28	... 3
Confiserie.....	1900 : 21.10.....	1901... 26.25	... 5.15
Graveurs.....	1900 : 46.15.....	1901... 62.40	... 16.25

Dans les industries, comme la lingerie, où la multiplicité des articles rendait la tarification aux pièces trop difficile, la loi permettait aux industriels de ne tenir compte que du minimum de salaire à la journée. Cette combinaison ne tarda pas à encourager les patrons à reconstituer de grands ateliers, et à forcer les ouvrières d'accomplir une tâche exténuante dans un temps très limité. Ils voulurent regagner en intensité de travail ce qu'ils perdaient sur la main-d'œuvre.

Certainement, en effet, la diversité des articles rend très difficile l'établissement d'un minimum de salaire à la pièce bien que ce soit le seul possible dans la fixation des salaires de l'industrie à domicile. La transformation rapide dans les modes éprouve de la même façon la grande industrie. « En tissage, dans la plupart des cas, l'article classique qui permettait de constituer des stocks a presque complètement disparu pour faire place aux tissus fantaisie. » (1) « Maintenant tout est changé disait au Sénat M. Waddington, président de la commission supérieure du travail, qui est fabricant de tissus, à la chemise classique de cretonne, on a substitué des articles de fantaisie. Et alors, chaque année, chaque saison, la demande change, la mode s'en est mêlée. Pour la jupe de la femme, pour la chemise de l'ouvrier, il y a des dessins qui sont goûtés, qui conviennent une saison et qui ne conviennent plus la saison suivante; la marchan-

(1) Union des syndicats patronaux des industries textiles de France. *Réponse au questionnaire de la commission d'enquête parlementaire*, p. 9.

dise qui était de mode en 1903 ne l'est plus en 1904.» Cela n'empêche pas que les ouvriers des tissages sont presque toujours payés à la pièce. Donc même dans l'industrie textile l'application du salaire minimum aux pièces n'est pas aussi impossible qu'on a la tentation de le supposer. En France même, on en trouve des exemples. Nous nous contenterons de citer un extrait de la *Réponse au Questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile* faite par l'*Union de l'industrie cotonnière de Roanne, Thizy et la Région*. « Le minimum de salaire sous forme de rémunération journalière, disent les industriels, nous semble absolument impraticable dans notre industrie et serait particulièrement contraire à ses intérêts généraux. Tous nos ouvriers, à 4 ou 5 0/0 près, sont payés aux pièces et sont donc rénumérés suivant la valeur de leur travail.

Le prix du travail à la pièce est fixé suivant un tarif général accepté universellement et avec des modifications très légères dans toute notre région, ce tarif comprend un nombre de catégories considérables, dans lesquelles viennent se ranger un nombre encore plus considérable d'articles très différents.

L'établissement d'un minimum de salaire à la pièce existe par l'application générale dans la région d'un même tarif de façon.

En fait, un ouvrier de l'industrie textile de notre région, fabricant à Roanne, à Thizy ou dans la région, des articles tels que des cotonnades pour tabliers, articles de chemise de flanelle, articles mé-

langés de soie, articles pour pantalons, reçoit pour chacun de ces tissus, dans quelque usine qu'il travaille, un salaire sensiblement fixe, à part quelques différences légères et justifiées entre les usines de la ville et les usines de la campagne.

Cette unification, incontestablement avantageuse pour l'ouvrier, ne nous semble pas présenter d'inconvénient pour les patrons.

Autant donc nous croyons impraticable le minimum de salaire journalier comme devant forcément diminuer l'initiative de chacun et par là la production, autant l'application des tarifs sensiblement égaux dans une même région nous semble possible. »

La difficulté de tarifs compliqués n'est donc pas insurmontable. Leur établissement exigerait seulement des décisions fréquentes des commissions chargées de les élaborer. Elles pourraient, par exemple, se réunir à l'entrée de chaque saison. Leur travail consisterait à fixer le prix de la main-d'œuvre à la pièce pour différentes classes d'articles et ensuite à ranger dans ces catégories les types divers. Sans nul doute, il y aurait des erreurs, mais quelle méthode est exempte de tout reproche?

La diversité des tarifs doit également provenir de la diversité des régions où s'exercent les industries. « Suivant les circonstances, les divers éléments du prix de revient se trouveront plus ou moins élevés suivant les contingences d'ordre économique et géographique. » (1) Le coût de la

(1) Rapport des syndicats patronaux des industries textiles de France. Rapport déjà cité.

matière première sera augmenté par le transport, et les frais généraux généralement moins élevés à la campagne, quant à la main-d'œuvre, seront par contre augmentés par des frais inconnus dans les villes : éloignement des gares, approvisionnement coûteux du combustible, etc. L'industrie doit tenir compte de tous ces éléments et « prétendre unifier les salaires de la grande industrie, c'est vouloir aboutir à la concentration de tous les établissements produisant un même article sur un seul point du territoire. » (1)

Ce n'est que justice que les tarifs des salaires se plient aux différences de milieu. Par exemple, le minimum fixé pour un vêtement devra être moins élevé pour l'ouvrière qui travaille à l'atelier que pour celle qui travaille chez elle et supporte tous les frais de loyer, de machine, de chauffage, d'éclairage. Il est équitable que l'ouvrière de Paris reçoive un salaire plus élevé que l'ouvrière d'une petite ville de province.

La Commission du tarif de l'imprimerie instituée en Allemagne a employé un ingénieux moyen pour garder ces proportions entre les salaires. « La base du tarif allemand, écrit M. Lefebvre, qui est allé sur place étudier l'organisation, est un minimum fixé pour tout le territoire, qu'il s'agisse du travail aux pièces ou du travail en conscience, mais les nécessités de l'existence font que ce minimum a été augmenté en raison directe de la cherté de la vie dans différentes villes de l'Allemagne ; à

(1) *Ibid.*

cet effet la Commission du tarif a établi le principe d'une surcharge venant s'ajouter sur le bordereau au prix minimum.

Cette surcharge, différente par localité, puisqu'elle varie, selon les centres entre 2 1/2 et 25 0/0 prend le nom de surcharge locale, les taux de ces surcharges étaient jadis fixés par le *Tarifamt* ou Comité du Tarif ; mais de nombreux inconvénients suivis de réclamations des sections étant survenus, la Commission du Tarif institua en 1901, dans chaque section, le *Kreizamt* ou Office régional du Tarif. Les membres de cet Office sont nommés par les patrons et ouvriers de chaque section ; il est chargé par la Commission du Tarif du soin d'étudier et de proposer les surcharges locales de la section qu'il représente ; les proportions sont ensuite soumises à la Commission du Tarif qui les accepte ou les rejette (1). »

A titre d'exemple, voici quelques augmentations apportées par les surcharges locales au minimum de salaire.

La surcharge locale de Berlin est de 25 0/0

—	Kiel	20 0/0
—	Hanovre	15 0/0
—	Bonn	10 0/0
—	Coblentz	5 0/0
—	Worms	2 1/2 0/0

Il y aura bientôt dix ans que la Commission du

(1) G. Lefebvre. Rapport sur le tarif allemand. *Supplément au Bulletin officiel de l'Union des Maîtres Imprimeurs de France*. Juillet 1905.

Tarif fonctionne dans l'imprimerie allemande et rend des services reconnus aussi bien par les patrons que par les ouvriers.

La fixation du salaire aux pièces soustraie le minimum obligatoire à la critique qui lui a été adressée de ne favoriser que les bons ouvriers au détriment des médiocres. Prenons deux ouvrières lingères, l'une est adroite, l'autre manque de savoir professionnel. Elles font toutes les deux des pièces de lingerie payées 0 fr. 50 de façon chacune. L'ouvrière habile en achèvera 6 en un jour et gagnera 3 francs, l'autre n'en finira que 3, son salaire ne sera que de 1 fr. 50. Qui donc pourra s'en prendre à la fixation d'un minimum de cette inégalité? « A Melbourne, dit M. Leroy-Beaulieu, un grand nombre de pauvres gens qui ne peuvent, à cause de leur manque d'habileté, se placer à plein salaire, parviennent à le faire à prix réduit en se déclarant âgés de moins de vingt et un ans ou de plus de cinquante-cinq, pour peu qu'ils ne soient pas trop éloignés de ces limites en dehors desquelles la loi autorise des réductions de salaires. » Avec le salaire aux pièces ces gens ne gagneraient probablement pas une rémunération beaucoup plus haute qu'auparavant, du moins ils ne se verront pas complètement fermer la porte d'une industrie qui leur procure quelques ressources.

Aussi bien dans les professions où le salaire est fixé au temps, les lois victoriennes ont donné à l'Inspecteur en chef le droit d'accorder aux travailleurs âgés ou infirmes la faculté de travailler à un prix plus bas que celui du tarif. La Commission

du Tarif de l'imprimerie allemande a, de même, tenu compte de l'âge des ouvriers. Elle les a divisés en trois catégories A. B. C.

La classe A comprend les ouvriers âgés de moins de 21 ans. Le minimum est fixé dans cette classe à 21 m^{ks} 50.

La classe B comprend les ouvriers âgés de 21 à 23 ans. Le minimum de salaire est de 22 m^{ks}.

La classe C comprend les ouvriers âgés de plus de 23 ans. Le minimum de salaire est de 22 m^{ks} 50.

En Victoria la loi a même créé un tarif spécial de salaire minimum pour les apprentis, vraisemblablement dans le but d'empêcher l'exploitation de l'enfance dans l'industrie à domicile. Ce salaire est d'environ 6 fr. 25 par semaine.

On ne saurait disconvenir qu'en Australie l'application du minimum de salaire rencontra des obstacles, et n'atteignit pas toujours le but qu'elle se proposait. Est-ce à dire pour cela que cette mesure, dont les auteurs n'avaient encore pu profiter des leçons de l'expérience, soit toute mauvaise ? Est-ce à dire que sur de nombreux points elle ne pourrait avantageusement subir des améliorations et des recherches ? Est-ce à dire enfin qu'elle n'a rendu d'appréciables services ? Écoutons la réponse qu'un inspecteur du travail faisait en 1901. La déclaration est affirmative. « Il n'y a plus maintenant de *sweating-system* dans l'industrie du vêtement de l'Etat de Victoria. Dans le court espace de trois années, toutes les circonstances ont changé. Il n'y a plus à enregistrer de

plaintes sur le *sweating* terrible ; il n'est plus parlé de misérables intérieurs et de salaires plus misérables encore. La *majorité des industriels* reconnaît maintenant que la loi a été favorable aux bons travailleurs aussi bien qu'aux employeurs (1). »

Nous ne pouvons prétendre entrer dans le détail du mécanisme de l'organisation du salaire minimum. Il nous semble cependant qu'il nécessiterait tout d'abord la création de commissions composées de patrons et d'ouvriers. C'est ce qui existe en Victoria, et c'était le premier vœu qu'émettait à Berlin, en 1904, le Congrès pour la protection des ouvriers de l'industrie domestique en Allemagne. « Sur la demande des ouvriers ou de leurs associations, le tribunal industriel doit établir pour le lieu de sa compétence et pour une période de temps et une branche déterminées, des taux de salaire. Dans les lieux où ne se trouvent pas de tribunaux industriels, on établira des commissions spéciales qui seront formées pour une moitié des représentants des ouvriers et pour l'autre moitié des représentants des entrepreneurs : un inspecteur des fabriques aura la présidence. Les salaires ainsi fixés ne pourront être inférieurs à ceux payés dans les fabriques dans le même genre de travail et seront obligatoires. »

Qui nommera ces commissions ? Il va de soi que ce seront les intéressés. Pour les patrons, il ne se présente aucune difficulté, il n'en est pas de même en ce qui concerne les ouvrières. Elles sont

(1) Cité par Caroline Milhaud d'après W. P. Reeves.

isolées, elles sont inconnues. Comment se feront-elles représenter ?

Les listes de contrôle que les patrons et entrepreneurs auraient de leurs ouvrières en vue de l'inspection serviraient à deux fins. Elles permettraient de dresser sûrement les listes électorales. L'avertissement reçu par les ouvrières qu'elles ont à choisir des délégués commencerait déjà par les encourager à se causer, à se connaître, à se grouper. Et puis, il n'est pas d'industrie qui s'exerce totalement à domicile. Des petits ateliers, des usines même fournissent l'embryon autour duquel se formerait l'agglomération.

D'ailleurs, dans les villes, l'isolement des ouvrières n'est pas si complet qu'elles ne puissent se rencontrer. Elles vivent souvent dans les mêmes quartiers. Là où il se trouverait quelques ouvrières entreprenantes, croit-on qu'elles n'auraient pas vite fait de secouer l'inertie et l'indolence d'un certain nombre de leurs compagnes, de les instruire de leurs droits et de leurs intérêts ? La preuve que cet espoir n'est pas chimérique, c'est qu'on cite des cas où les ouvrières en chambre se sont bien entendues pour se mettre en grève et à l'heure où nous écrivons ces lignes, 15.000 ouvrières de la confection sont en grève à Berlin. Pourquoi donc ne s'entendraient-elles pas pour coopérer à une œuvre autrement bienfaisante pour elles ?

Aussi bien ne serait-il pas possible d'arriver à ce résultat qu'un autre moyen se présente. Des corps actuellement élus pourraient recevoir com-

me nouvelle attribution de choisir des Comités mixtes des salaires. Du côté patronal, les tribunaux et les chambres de commerce semblent tout indiqués; de même, du côté ouvrier, les conseils de prudhommes. La présidence des conseils ainsi nommés pourrait être donnée, comme le proposait le congrès de Berlin, à un inspecteur du travail.

L'initiative privée est appelée d'ailleurs à jouer un rôle très important, et les Ligues de consommateurs ont un champ d'activité illimité. « Il existe à Melbourne, rapporte M. Schwiedland, une *anti-Sweating-league* ; à sa tête se trouve un pasteur ; ses membres se recrutent parmi les personnages politiques, les secrétaires de syndicats et les philanthropes. Cette société reçoit les plaintes et les griefs d'ouvriers en chambre, les examine autant que le permettent les entrepreneurs et invoque en cas opportun le secours des inspecteurs pour renforcer les dispositions protectrices de la loi ».

En attendant que l'expérience du minimum légal soit tentée, on en a appelé à l'initiative de l'Etat. Les administrations procurent, en effet, de l'ouvrage à un certain nombre d'ouvrières et peuvent ainsi donner un salutaire exemple. Tous les habillements militaires sont donnés à l'adjudication à de grandes entreprises qui font travailler à domicile ; l'Etat a le droit d'insérer dans le cahier des charges une clause fixant le prix minimum de façon de chaque pièce au dessous duquel l'industriel ne devra pas descendre.

M^{me} Pierre Froment donne l'exemple de l'An-

gleterre (1) où, dès le 13 février 1891, la Chambre des Communes a voté cette motion : « Il est du devoir du gouvernement, dans les contrats qu'il passe... de faire tous ses efforts pour assurer le paiement de salaires égaux à ceux qui sont généralement établis dans chaque métier pour les ouvriers compétents. » Aujourd'hui bon nombre de municipalités britanniques, — plus de deux cents, — imposent un minimum de salaires à leurs adjudicataires, et en 1899 le *County Concil* de Londres votait cette motion que : « Tout soumissionnaire devra déclarer qu'il observe les conditions du travail (salaire et durée) généralement adoptées comme normales dans son industrie. Si sa déclaration est reconnue fausse, sa soumission ne sera pas acceptée. »

Le ministère de la guerre a même inséré une mesure radicale pour détruire le *sweating-system*. Il interdit aux entrepreneurs de faire travailler à domicile et l'administration tient la main à l'observation de cette règle. En 1903, un membre de la Chambre des Communes ayant interpellé le Secrétaire d'Etat de la guerre pour savoir si les contrats d'adjudication étaient bien observés, et si un certain prix de façon de pantalons et de tuniques n'avait pas été diminué, le Secrétaire d'Etat répondit : « ...Aucun changement dans les prix n'a été fait depuis 1898 où le prix de la tunique a été fixé à 3 shellings 1 penny. Le prix du pantalon n'a pas été changé non plus. Les adjudications pour la

(1) Mme Pierre Froment. *Les Ouvrières de l'équipement militaire à Paris*. Association catholique 15 mars 1904.

confection des vêtements contiennent des clauses très strictes pour empêcher que le travail ne soit donné à domicile, et pour prévenir le *sweating*, de fréquentes inspections sont faites dans les ateliers et des pénalités sont infligées aux maisons où il est prouvé que ces clauses ont été enfreintes. » (1)

La fixation d'un salaire minimum est applicable, mais elle doit être entourée de grandes garanties. La première serait, à notre avis, qu'avant de soumettre une industrie à une fixation légale, on fit précéder cette mesure d'une minutieuse enquête. C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'*Association nationale française pour la protection légale des travailleurs* (vœu de la séance du 27 avril 1904) priait le gouvernement et spécialement M. le Ministre du Commerce de faire, dès que possible, une enquête sur le travail en chambre en ce qui concerne :

1° L'hygiène, la durée du travail et le salaire ;

2° L'efficacité de la législation actuelle sur la réglementation du travail en chambre.

La petite industrie réclame surtout, avons-nous dit, un prompt et efficace secours et semble devoir être soumise à l'obligation d'un salaire sagement déterminé. Non pas que nous considérions cette mesure comme un idéal, non pas que nous souhaitions que le minimum légal se généralise et persiste. C'est un remède héroïque, voilà tout. C'est un pis-aller si l'on veut même, mais un remède qui s'impose et qu'il faut employer si l'on n'accepte pas de voir indéfiniment se perpétuer toutes

(1) Art. cité. D'après *The Women's Trades'union Review*, janvier 1903.

ces misères qu'engendrent la dispersion, l'isolement, la faiblesse d'un nombre considérable de femmes ouvrières.

La fixation d'un salaire minimum pourrait être au surplus le prélude de l'organisation professionnelle. Les ouvrières se sentant soutenues, prenant conscience de leurs forces, de la possibilité qu'il y a de relever leur condition matérielle, comprendraient enfin qu'elles ont des intérêts communs. Elles seraient encouragées à s'unir pour les défendre. L'établissement du salaire minimum, après avoir protégé l'individu isolé, contribuerait à le faire sortir de son isolement, à favoriser l'organisation au détriment de l'individualisme. L'Etat n'aurait plus qu'à léguer à la puissance corporative, le jour où elle aurait pris conscience d'elle-même, les droits qu'il aurait retenus jusque-là en attendant son avènement.

CHAPITRE V

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

« Le salaire d'appoint, les douleurs du chômage ne cesseront d'opprimer les ouvrières, tant qu'elles ne se grouperont point ; mais l'idée corporative leur échappe encore, et les unions professionnelles sont peu nombreuses. »

M^{me} FROMENT.

« S'il est un fait acquis, disait M. Jean Lerolle au Congrès sur la question syndicale tenu à Châlons par l'*Association Catholique de la Jeunesse Française*, et que l'expérience journalière démontre avec une netteté sans cesse plus grande, c'est bien le péril croissant que fait courir à l'ordre social le principe individualiste. Ou pour parler plus exactement, il est démontré aujourd'hui que l'idée individualiste implantée chez nous par le philosophe du XVIII^e siècle est négative de tout ordre social.

Dans le monde du travail, le fait est palpable. » (1)

(1) *La question Syndicale au Congrès de Châlons* (7, 8, 9, 10 mai 1903). Compte-rendu, Paris, 76, rue des Saints-Pères.

La Révolution a balayé tout ce qui restait de l'organisation professionnelle, au lieu de conserver ce qui était bien et d'éliminer ce qui était défectueux. Les décrets de 1791 ont alors « laissé face à face, ouvrier et patron, sans lien entre eux, sans règle pour définir leurs rapports. Ils ont individualisé le travail..... La destruction de toute organisation du travail, le libéralisme anti-social dont le le XIX^e siècle a été infecté, ont créé l'état anarchique et haineux où git le monde du travail. » (1)

L'individualisation du travail, l'isolement des travailleurs, nous ont expliqué en grande partie la situation souvent précaire des ouvrières. C'est pourquoi, pour elles aussi bien que pour les ouvriers, le vrai remède est dans l'union, dans le groupement sur le terrain professionnel. Si l'accord n'est pas encore fait sur la réalisation de cette idée, l'entente est du moins quasi-complète sur le principe. A la base et au sommet de la réorganisation sociale, il faut placer le Syndicat.

Le syndicat est l'union des membres d'une profession en vue de leur amélioration morale et matérielle et de la protection de leurs droits. Il est une force, c'est-à-dire qu'il peut soutenir leurs revendications. Il est la mise en commun de toutes les aspirations vers un légitime mieux-être, de toutes les énergies en vue d'une juste protection, de toutes les tendances, de tous les efforts, de toutes les ressources enfin des travailleurs, pour l'établissement de plus de sécurité dans leur situa-

(1) *Ibid.*

tion, de plus de cohésion dans leurs tentatives, de plus d'autorité dans la défense de leurs intérêts.

Mais le syndicat féminin, autant et plus peut-être que le syndicat masculin, éveille des suspensions et des craintes. Pour beaucoup, syndicat est synonyme d'arme de guerre et de révolution. On oublie alors qu'une arme peut servir à une double fin et est à la fois offensive et défensive. On ne saurait nier toutefois que l'appréhension n'est pas dénuée de tout fondement, et l'histoire syndicale dira un jour que trop de syndicats de notre temps ne sont syndicats que de nom, que trop de groupements professionnels sont plus révolutionnaires que conciliateurs, pour ne pas en éloigner bien des bonnes volontés et des appuis. Clubs politiques, écoles de désordre et de haine, tremplins électoraux, ils sont manifestement néfastes à la cause démocratique. Les troubles qu'ils provoquent, les ruines qu'ils sèment, les crimes qu'ils commettent, la pénible mentalité qu'ils affichent les font prendre en aversion par les gens d'ordre qui pourraient leur être du plus grand secours. Toutes les agitations violentes, fomentées sur tous les points du pays par ceux qui servent moins le prolétariat qu'ils ne s'en servent, dénotent « qu'il n'y a point à se faire d'illusions sur le sens où se poursuit l'organisation ouvrière. Dans les mains des révolutionnaires, le syndicat est plus que jamais l'arme de la lutte des classes, et s'ils en usent avec succès, c'est que l'idée vraie du syndicat, instrument d'organisation professionnelle et de discussion pacifi-

que avec le patronat, n'est point encore dans les conceptions populaires. » (1)

Mais toutes ces manifestations ne sont-elles pas l'expansion des instinctives « conceptions populaires » vers un autre état que celui dans lequel le travail inorganisé se débat, cherchant en vain un appui solide, et la poussée de la masse ne révèle-t-elle pas son incohérent désir de sortir de l'individualisme qui l'étouffe et l'opprime ?

Les *trade's unions* anglaises se sont, elles aussi, longtemps dépensées dans d'infructueux et douloureux efforts, avant d'en arriver à la période de stabilité et avant « de se pénétrer d'un esprit de sagesse, de modération et de conservation sociale ». C'est d'elles que, dès 1869, le comte de Paris parlait dans son ouvrage sur *les Associations ouvrières en Angleterre* : « On ne s'est pas demandé si ce cheval de bataille ne pourrait pas un jour s'atteler à la charrue et rendre ainsi à la société de précieux services ». (2).

Cette phrase sous une forme plaisante contient une grande vérité. Le syndicat appliqué à sa véritable tâche est un élément essentiel de paix sociale. Il crée l'entente entre le capital et le travail. Que les patrons dans leur sphère, que les ouvriers dans la leur soient organisés, et il n'y a plus de difficultés qui ne puissent trouver de solutions amiables. Employeurs et employés ne sont plus deux forces sans direction et sans mesure qui

(1) Joseph Zamanski.

(2) Cité par le comte de Mun. — *Conférence sur les grèves, arbitrage et syndicats*.

se heurtent, non sans dommages communs, ce sont deux institutions puissantes et respectées qui discutent, qui se font de mutuelles concessions, qui s'éclairent, qui collaborent au plus grand avantage des deux parties.

Il ne faut donc pas désespérer devoir les organisations ouvrières quitter la fausse route où les meneurs socialistes les ont entraînées. L'heure a déjà sonné qui a marqué l'orientation nouvelle des plus perspicaces, et l'idée syndicale tend à se dégager peu à peu des compromissions fâcheuses qui la mettent en péril. L'on peut donc donner à cette affirmation la portée d'un axiôme : Le syndicat sera uniquement professionnel et absolument indépendant, ou il ne sera pas.

Malheureusement l'esprit d'association est d'autant plus long à pénétrer que plus longtemps il a été battu en brèche par l'esprit individualiste. La déformation qu'on lui a fait subir a été un sérieux obstacle à son extension. Quelques chiffres en diront assez sur la lente marche du syndicalisme dans le monde ouvrier.

Au 1^{er} janvier 1905 (1) existaient en France, en Algérie, à la Guadeloupe et à la Martinique 10.987 syndicats professionnels comptant 1.719.196 membres

dont 1.626.474 hommes
et 92.722 femmes.

(1) Voir l'*Annuaire des Syndicats professionnels, industriels, commerciaux, agricoles, constitués conformément à la loi du 21 mars 1884 en France et aux Colonies*. 15^e année, 1904-1905. Ministère du Commerce. Direction du Travail. (Imprimerie Nationale. Paris 1905).

Ils se répartissaient de la façon suivante :

	Nombre des syndicats.	Nombre des membres.
Syndicats patronaux....	3.102	252.036
» ouvriers.....	4.625	781.344
» mixtes.....	144	25.863
» agricoles	3.116	659.953
	<u>10.987</u>	<u>1.719.196</u>

Le nombre des syndiqués ouvriers, quoique bien faible encore, va cependant en augmentant d'année en année. Ils étaient 491.000 en 1900, 588.000 en 1901, 614.000 en 1902, 643.000 en 1903, 714.000 en 1904, 781.000 en 1905.

Voici le dénombrement des femmes syndiquées :

Syndicats patronaux....	6.988
— ouvriers.....	69.405
— mixtes	6.238
— agricoles.....	<u>10.091</u>
	92.722

Si l'on se rappelle que la population active est pour le sexe masculin de 13.000.000 et pour le sexe féminin de 7.000.000, on voit qu'il y a 12 1/2 0/0 de syndiqués (1) chez les hommes et 1 1/3 0/0 chez les femmes.

Pour ces dernières, si on fait la proportion entre le personnel des ouvrières de l'industrie et des employées du commerce, environ 2.600.000 femmes, et le personnel des syndicats ouvriers plus les 3/4 du

(1) Pour faire ce calcul, nous déduisons du total des syndiqués le chiffre de ceux qui appartiennent aux syndicats des colonies.

personnel des syndicats mixtes, environ 74.000, on obtient dans cette catégorie spéciale 2 4/5 0/0 de syndiquées (1).

De ces chiffres il ressort que la proportion des femmes syndiquées dans le total des ouvrières est encore bien minime. Elle est très inférieure au quantum des syndiqués dans le personnel ouvrier masculin. Le pourcentage de ceux-ci est faible, celui des ouvrières est presque nul. Il y a des causes spéciales qui ont retenu la femme à la porte de l'association professionnelle.

On ne saurait les énumérer toutes. Voici du moins quelques-unes des plus évidentes. Les femmes occupent une place prépondérante dans le

(1) L'Office du Travail a fait paraître un ouvrage sur les *Associations professionnelles*. « Les auteurs du volume, dit l'*Economiste Français*, ont eu la curiosité de chercher quelle était l'importance du rôle des femmes dans les associations professionnelles ouvrières. Les premières associations formées exclusivement par des femmes ont été des associations de production. Lors du mouvement coopératif qui se produisit en 1848, nombre de ces groupements féminins s'organisèrent, mais la plupart n'eurent qu'une durée éphémère. Ce furent pour le plus grand nombre des associations fraternelles de blanchisseuses. Il y eut plusieurs essais d'ateliers coopératifs de couturières, mais en 1903, on ne citait que deux associations de production de femmes : *La Fraternelle* (clisseuses) de Bordeaux et les *Modistes Angevines* à Angers. Les syndicats sont plus nombreux. Il en existait au 31 décembre 1902 155 composés exclusivement de femmes et en comptant 13.873, 73 où les femmes étaient en majorité au nombre de 16.603, 61 où les femmes entraient pour plus d'un tiers et y formaient un total de 5 661 sur 14.028 membres ; 300 autres syndicats enfin réunissaient un total de 113.505 membres comptant 11.950 femmes. Parmi ces syndicats de femmes existant au 31 décembre 1902, les deux plus anciens ceux des ouvrières des tabacs et des dentellières datent de 1887. De 1900 à 1902, pour la seule ville de Tourcoing, 79 syndicats se sont constitués avec 30 femmes chacun dans l'industrie textile, mais cette multiplicité de syndicats infimes n'a d'autre but que d'obtenir un nombre de voix plus considérable pour les élections des conseils du travail ». (*L'Economiste Français*, n° du 8 avril 1905).

travail à domicile. Elles n'ont pas l'occasion de se rencontrer comme les travailleurs d'usine qui ont tous les jours sous les yeux la preuve constante de leur solidarité. En dehors de ses occupations professionnelles, la femme a encore ses occupations familiales qui détournent son attention de toute autre préoccupation. Jeune fille ou femme, elle n'a ni le goût, ni le temps de consacrer ses instants, tous comptés par ailleurs, à des réunions dont elle n'entrevoit guère la portée. Syndicat et politique sont deux choses confusément liées dans son esprit, et cela suffit pour l'en écarter. Elle n'a le plus souvent entendu parler du syndicat par ses frères, son époux ou son père, qu'à la veille des mauvais jours où les enfants criaient la faim, parce que les « hommes » étaient en grève. Ce mot-là lui fait peur. Elle n'est donc pas préparée à entrer dans un groupement. La profession est affaire passagère, et elle espère un jour semarier et quitter le métier. Son travail est quelconque, elle ne se sent pas assez indispensable pour tenter d'imposer ses conditions. Qu'on lui donne du travail, qu'on lui en donne le plus possible, et c'est tout ce qu'elle demande. On a reconnu, en outre, qu'il y avait entre la femme et l'homme des différences dans le caractère qui étaient des différences dans leur faculté d'organisation. « L'état d'âme de la femme, dit M. Schwiedland, est autre ; le cœur et l'imagination y ont, pour la plupart des cas, une large part aux dépens de la volonté et de la logique ; sa liberté personnelle est moindre que celle de l'homme, l'idéal dans le sens large est souvent

absent, elle aspire au bonheur individuel, ce qui la fait manquer d'assurance, enfin l'énergie, le sentiment de sa propre force et la confiance en soi qui en résulte lui font défaut (1). » Cette peinture de l'état d'âme féminin ne doit pas cependant s'appliquer à la généralité des femmes, et les initiatrices et les propagatrices du mouvement syndical féminin ont donné des exemples d'« énergie », de « volonté », de « confiance » comme il serait souhaitable que bien des hommes en donnent. Ce sera augmenter davantage leur mérite que de reconnaître que les difficultés d'association sont plus grandes pour les ouvrières que pour les ouvriers.

Ces barrières sont même apparues à certains comme si péniblement franchissables pour les ouvriers et les ouvrières en chambre, qu'ils ont demandé le syndicat organisé par voie administrative et imposé par la loi. Ceux qui font semblable proposition oublient que toute œuvre ne vaut que par les efforts qu'elle a demandés, et par l'intérêt qu'y portent ses membres. Un syndicat fondé et soutenu par l'Etat vivrait peut-être, mais il n'atteindrait pas son but car il n'organiserait pas, et aussitôt que l'appui lui manquerait, il perdrait l'existence en même temps. Le syndicat ainsi compris serait factice et sans consistance. Mais si cette intervention directe du pouvoir ne vaut pas l'initiative privée, il n'en reste pas moins établi que la protection des lois est un secours dont le

(1) Schwiedland. *Comment il est possible d'organiser les ouvrières en chambre.*

syndicalisme ne saurait se passer : « Les métiers misérables, en effet, ceux qui sont la proie du *sweating-system* sont difficilement syndicables. Au contraire, les métiers qui sont soumis aux lois de protection ouvrière offrent aux syndicats un terrain stable. L'ouvrière dont les heures de travail sont réglementées a le temps de s'occuper des affaires du syndicat. Encore une fois, dans tous les pays, les lois de protection ouvrière ont été à la base du mouvement syndical : l'association n'a été féconde que pour les ouvriers ou les ouvrières protégés (1). »

Le groupement des ouvrières en chambre est néanmoins si urgent, — il s'impose plus que pour les autres, — qu'on doit chercher « comment il est possible de les organiser (2). »

Il a été institué un de ces groupements à Berlin pour les ouvrières de la confection et de la lingerie. Les dames qui le fondèrent prirent à leur charge toutes les démarches préliminaires. Elles firent des enquêtes auprès des ouvrières dont elles s'étaient procurées les adresses, s'informèrent de leur situation, de leur travail, de leurs besoins. Elles les invitèrent alors à des réunions qui furent d'abord comme des causeries pratiques sur les moyens d'améliorer leur sort. Le bon grain était semé, il a germé et produit au centuple. Les premières séances groupaient, en effet, 50 à 120 participantes, maintenant l'effectif du syndicat est de

(1) Mme H. Jean Brunhes *Le mouvement syndical féminin* (1905).

(2) Cf. E. Schwiedland. *Comment il est possible d'organiser les ouvrières en chambre.*

plus de 1.300, car un vrai syndicat est né de ces réunions intimes et assure d'importants services, il a même un organe bi-mensuel qui maintient l'union entre les membres. Des Sociétés analogues existent, dans plusieurs grandes villes d'Allemagne, filiales du syndicat de Berlin qui s'est constitué en groupe central pour tout l'empire.

Devant les difficultés qui se présentaient, des ouvrières, plutôt que de fonder des syndicats propres, se sont adressées aux groupements des ouvriers. Les intérêts des uns et des autres sont, en effet, souvent communs surtout dans la grande industrie où ils se partagent les différentes branches de la fabrication. Les femmes jouissent des avantages du syndicat sans avoir à en assumer la direction et la marche, les ouvriers trouvent dans les ouvrières, non pas des concurrentes, mais des aides et des associées. Ils se prêtent un réciproque appui.

L'Angleterre, qui mérite bien une place d'honneur dans l'histoire du mouvement syndical, a développé chez elle l'affiliation des ouvriers et des ouvrières aux mêmes unions, et les propagandistes de l'idée syndicale dans les milieux féminins ont rarement encouragé d'autres méthodes. Le nombre des syndiquées du Royaume-Uni est de 123,510, le total des ouvrières de 5,207,232. Les *trades-unionistes* ne sont donc encore que dans une proportion un peu supérieure à 2 0/0.

Ce pourcentage est toutefois plus élevé que dans les autres pays. En Autriche, on compte 5,258 syndiquées sur 5,771,734 travailleuses (1 ‰) ; en

Allemagne, 40,666 syndiquées sur 6,578,350 travailleuses (moins de 2/3 0/0). En Suisse, les syndiquées sont dans le rapport de 1 0/0 dans l'ensemble des ouvrières (1). Les documents officiels de France ne permettent guère d'évaluer qu'à 1/3 0/0 la proportion des femmes appartenant à des associations professionnelles. De chiffres aussi minimes, il est impossible de tirer une indication et malgré la légère orientation que pourraient donner les *trade's unions* anglaises, la méthode du syndicat mi-masculin mi-féminin ne nous semble pas pouvoir se généraliser. En Angleterre, les femmes qui sont affiliées à des syndicats masculins, appartiennent en grand nombre à l'industrie cotonnière, c'est-à-dire à une industrie agglomérée où les ouvriers et les ouvrières se trouvent préalablement groupés dans les usines. De même en Allemagne, de même en France, les syndicats masculins où les femmes sont admises groupent presque toujours des ouvriers de la grande industrie.

Mais dans l'industrie de l'aiguille et dans d'autres à peu près exclusivement féminines ou dans lesquelles les emplois tenus par les femmes sont tout différents de ceux occupés par les hommes, le groupement exclusivement féminin est seul possible.

D'autres considérations sont en outre favorables à la division. Il y a sans doute souvent connexité d'intérêts entre les ouvriers et les ouvrières, mais rarement il y a égalité. Les femmes

(1) Voir *Le mouvement syndical féminin*. Mme H. Jean Brunhes.

ont même parfois des intérêts opposés aux intérêts ouvriers. Qu'on se rappelle l'antinomie qui existe dans l'industrie typographique entre compositeurs et compositrices. Les droits féminins, quant à la durée des heures de travail, quant à la protection, sont différents de ceux des hommes. Enfin la diversité des goûts, des idées et des opinions qui ne peut manquer de se produire à maintes reprises entre ouvrières et ouvriers s'oppose au recrutement de l'association. Au contraire, des groupements spéciaux aux travailleurs et aux travailleuses seront bien mieux « compris » de ceux et de celles à qui ils s'adressent. La prospérité du syndicat dépend de cette séparation, et la somme des avantages qu'y trouveront syndiqués et syndiquées en sera notablement augmentée.

La tendance moderne du mouvement syndical féminin s'accroît, d'ailleurs, dans le sens de la division des associations professionnelles suivant le sexe de leurs membres. L'Allemagne et la France en donnent le témoignage. La plus importante association de femmes est en Allemagne, la fédération des syndicats des employées de commerce. Elle est uniquement composée de femmes réparties en 29 sections fondées dans les grandes villes. Le Syndicat de Berlin, qui fut créé le premier, remonte seulement à 1889. Il compte actuellement plus de 15.000 membres, c'est-à-dire 80 0/0 de tous les employées de la ville et dispose d'un revenu annuel de 120.000 marks. Un autre syndicat de demoiselles de magasin a son siège à Cologne. Il se préoccupe des intérêts matériels et religieux de ses

membres et se recrute parmi les catholiques. Il est relié à des syndicats semblables dans quinze villes d'Allemagne et ils forment ensemble une association générale (1).

Les syndicats français exclusivement féminins sont encore peu nombreux. Ils décèlent toutefois une sage compréhension de leur rôle et montrent une belle activité. Le premier en date, — il remonte à 1892, — est le *Syndicat de l'Aiguille*. Son siège social est 35, rue Boissy-d'Anglas à Paris. Une cinquantaine de syndicats similaires existent dans des villes de province. Son caractère propre est d'être une « association professionnelle mixte », c'est-à-dire composée à la fois de patronnes et d'employées et ouvrières. « Nous avons voulu, nous disait la femme de grand cœur qui consacre sa vie à cette institution, sceller l'union entre patronnes et ouvrières. Le syndicat est comme une famille où l'on apprend à se connaître et à s'aimer ». Idéalement cette conception du syndicat est irréprochable, et dans une profession comme celle de l'aiguille, où la petite patronne est souvent occupée aux mêmes travaux que ses ouvrières, la réalisation en a été possible, qui dans bien des cas resterait une généreuse utopie. Le syndicat de l'aiguille compte plus de 1.200 membres, et il leur rend des services aussi utiles que variés.

Cependant, de moins en moins la forme mixte doit être donnée aux associations professionnelles. La centralisation du commerce et de l'industrie

(1) M^{me} Marie Trimborn. *L'Association Catholique*, 15 juillet 1903.

hâte la disparition des ateliers à petit personnel où patronnes et ouvrières vivaient de la même vie. Le patron n'existe pas pour les ouvrières isolées. L'indépendance des ouvrières peut ne pas être suffisamment sauvegardée et enfin le syndicat aura de la peine à ne pas dégénérer en bonne œuvre ou patronage, et à rester professionnel. Mieux vaut que les employeurs et les employés appartiennent à des groupements autonomes, vivant côte à côte quoique séparés, et prêts à s'entendre dès que peut surgir une difficulté. Les froissements entre supérieurs et inférieurs sont évités, la liberté de discuter n'est point entravée, l'indépendance nécessaire à tous est assurée. « Si dans le syndicat, écrit M^{lle} Rochebillard, on ne se retrouve pas entre personnes vivant de la même vie, subissant les mêmes épreuves, si les intérêts ne sont pas tout à fait connexes, les syndicats n'ont plus autant raison d'être ; de plus, le charme très nécessaire aux réunions n'est pas le même, la fraternité est moins grande » (1). Quelqu'en soient les motifs, on constate la diminution des syndicats mixtes. Le total (syndicats masculins et féminins) a baissé de 9 durant l'année 1904-1905, et ils ont perdu le chiffre relativement considérable de 10.000 membres (2).

Le type du syndicat féminin exclusivement ouvrier a été consacré à Lyon par celle dont nous venons de citer les paroles inspirées par l'expé-

(1) M^{lle} M.-L. Rochebillard. — *Syndicats d'ouvrières Lyonnaises*. Brochure de l'Action populaire.

(2) *Annuaire des Syndicats professionnels*, 1905.

rience. Lyon possède trois syndicats de femmes unis entre eux : le syndicat des dames employées de commerce, le syndicat des ouvrières de l'aiguille, le syndicat des ouvrières de la soie. Ils possèdent ensemble près de 600 membres. Sur le même modèle, des syndicats d'institutrices privées, de dames employées de commerce, d'ouvrières de l'aiguille, se sont constitués à Paris, 14, rue de l'Abbaye, en 1903. A cette époque, ils avaient 128 adhérents, ils en comptent 646 en 1905 : 290 institutrices, 160 ouvrières de l'habillement, 196 employées. A signaler, à Paris également, le syndicat des fleuristes et plumassières qui depuis 1898 fonctionne à la Bourse du Travail et groupe 250 à 300 membres (1).

Ce ne sont là que des exemples et nous n'avons pas l'intention de dresser une liste entière. Elle serait longue et ne tarderait pas à être incomplète, car l'idée syndicale pénètre sûrement quoique lentement dans le milieu féminin et on peut caresser l'espoir de pouvoir bientôt parler non-seulement de la qualité des groupes existants, mais aussi de leur quantité.

Les prochains chapitres seront consacrés aux institutions qui doivent se greffer sur le syndicat et lui donner toute sa valeur économique, voyons de suite succinctement quelles en sont les fonctions.

Une des premières fonctions du syndicat est d'avoir sur ses membres une influence salutaire au point de vue intellectuel et moral. Il développe

(1) Cf. *Le mouvement syndical féminin*. Mme H. Jean Brunhes.

chez ceux qui y collaborent l'esprit d'abnégation et de prévoyance. Il relève le sentiment de leur personnalité en les sortant de l'isolement pour les faire participer de la force d'un groupement. Il augmente leur responsabilité et leur donne la facilité d'exercer leurs droits et de pratiquer aussi leurs devoirs (1). Les syndicats féminins ont déjà eu l'occasion de se servir de leur influence en votant pour des femmes aux élections du Conseil supérieur du travail. Ils ont de même été consultés par diverses Commissions officielles et ont pu leur fournir des renseignements pratiques et leur exposer leurs desiderata.

Mais la raison même d'existence du syndicat se trouve dans la faiblesse des travailleurs en face des capitaux coalisés : c'est dire que sa fonction essentielle sera de prendre les intérêts de la collectivité des travailleurs devant la collectivité des employeurs. Les conventions entre patrons et ouvriers se passaient jadis d'individu à individu ; la concentration de la production aux mains de puissantes Sociétés — anonymes souvent — met maintenant le salarié en présence d'un représentant

(1) Voici en quels termes M. Elie Bloor, un représentant d'une des plus importantes *Trade's unions*, ces puissants syndicats d'Angleterre, en expliquait l'esprit : « Chaque fois, racontait-il, qu'une difficulté s'élève entre les patrons et nous, nous constituons spontanément un Comité mixte et une fois entrés en séance nous nous disons : « Maintenant l'affaire est entre nos mains, il dépend de nous que tous nos camarades soient privés de leur travail pendant des semaines et des mois peut-être. Il dépend de nous que l'industrie qui nous fait vivre courre pendant la même période un grave danger. Si nous parvenons à nous entendre, nous éviterons ce malheur, eh bien, ne nous séparons pas avant d'être arrivés à nous entendre. » Et depuis 25 ans, ajoutait-il d'un air triomphant, nous y avons toujours réussi. »

du capital qui ne peut ni discuter, ni expliquer, mais appliquer seulement des décisions supérieures. La fonction essentielle du syndicat est ainsi de fixer les rapports entre patrons et ouvriers et particulièrement d'établir les conditions auxquelles s'accomplira le travail. L'association professionnelle est le levier nécessaire pour rehausser le salaire des ouvrières. « L'on pourra parler alors de liberté dans le contrat, parce que l'ouvrier ne sera plus acculé à un prix de misère. L'on pourra parler aussi d'égalité, égalité rétablie dans la conclusion du contrat au profit de l'employé qui, uni aux autres, représente une force capable de faire valoir des droits, égalité rétablie également dans l'exécution du contrat au profit de l'employeur, qui trouvera de ce jour en face de lui une garantie de son exécution et, en cas d'inexécution, une responsabilité effective (1). »

La question syndicale est donc intimement liée à celle du contrat collectif et liée, de ce fait même, indissolublement à la question du salaire. « Quel est le but de ces associations ouvrières, s'écriait M. Fouquet, dans la discussion de la loi de 1884, sinon de vendre la plus précieuse des marchandises, le travail humain, et le vendre aux meilleures conditions ? » Et le jour où de fortes associations professionnelles représenteront les travailleurs, le jour où la législation leur octroiera tous les droits qui leur sont nécessaires, le jour où elle leur reconnaîtra de s'entendre avec les patrons sur le

(1) J. Zamanski. Rapport au Congrès de Châlons sur *La Question syndicale : Le contrat collectif de travail*.

taux des salaires pour tous leurs ouvriers, même pour ceux qui ne sont pas syndiqués, qui donc ce jour-là fera appel à la loi pour imposer un salaire minimum ? Il sera établi par l'entente entre deux co-contractants.

Mais comme on a bien eu soin de le faire remarquer, l'expression « contrat collectif », bien que commode et souvent employée, est impropre à déterminer un acte qui est plus qu'un contrat, celle de « tarification ou réglementation contractuelle » serait plus exacte : le mot contrat tout court évoque, en effet, la notion juridique de deux personnes, de deux individus, passant entre eux convention qui n'oblige qu'eux.

« Plus général dans son principe, plus étendu dans ses effets, doit être le contrat collectif. Les règlements qui en naîtront seront obligatoires pour le patron, non seulement vis-à-vis des syndiqués, mais encore de tous les ouvriers de l'atelier ou de l'usine, et réciproquement obligatoires pour ceux-ci ; autrement, il suffirait de la mauvaise volonté ou de l'inertie de quelques-uns pour rendre la convention inopérante et compromettre le résultat des efforts de tous. » (1) Sans demander au contrat collectif de produire plus d'effets qu'il n'est susceptible d'en produire, qui ne comprendra qu'il est un obstacle à la concurrence actuellement sans borne des ouvrières entre elles ?

Le syndicat remplace enfin l'entreprise qui pèse

(1) Henri Bazire. *Les syndicats ouvriers, leur rôle dans la cessation et la prestation collective de travail*. (*L'Association Catholique*, 15 novembre 1903).

d'un poids si lourd sur les salaires des ouvrières de la petite industrie. Par l'entremise du syndicat, elles travaillent directement au compte des patrons. Le syndicat est, si l'on veut, l'entrepreneur qui traite avec ceux-ci et les ouvrières gagnent tout ce que l'entrepreneur de profession prélève sur les salaires. De modestes syndicats de dentellières de la Franche-Comté ont obtenu ce résultat. Grâce à leur intervention, les salaires ont rapidement augmenté. Ils ont atteint parfois 30 et 40 sous, la moyenne est de 25 à 30 sous, ce qui n'est pas mal pour les ouvrières rurales. D'ailleurs les grands magasins ne refuseraient pas de s'aboucher avec des syndicats ; ils s'adressent actuellement à des intermédiaires parce qu'ils ne peuvent faire autrement et se mettre en rapport avec toutes les ouvrières en particulier. Le directeur d'une importante maison de Paris disait : « Si nous traitons avec des entrepreneuses, c'est à notre corps défendant. Nous préférons donner l'ouvrage directement aux femmes que nous connaissons, mais, comme il nous est impossible de le faire pour toutes nos commandes, c'est alors que nous nous adressons aux entrepreneuses, anciennes « premières » de notre magasin. Nous ne demanderions pas mieux que de traiter avec un syndicat. » (1)

De son côté voici comment s'exprimait une directrice de syndicats d'ouvrières : « Les travailleuses peuvent, si elles le veulent, améliorer leur situation ; l'essentiel est de s'organiser, et, une fois

(1) Cité par Th. Cotellet. *Le Sweating-System*.

les choses en train, les coopératives de travail bien déterminées, je ne sache pas un patron qui se refuserait de traiter avec elles. Le chef de service, si puissant, si omnipotent dans les grandes maisons de fabrication, aurait, cette fois, à traiter avec l'agent principal de la coopérative, et, de puissance à puissance, les conditions du travail seraient mieux traitées à l'avantage de tous. » (1)

Mais autant le mouvement syndical doit être considéré comme favorable au peuple, s'il est sagement dirigé dans un but d'amélioration morale et économique et d'organisation sociale, autant il peut être pernicieux s'il est entrepris dans d'autres intentions. De même que le ruisseau limpide s'il vient à être contaminé à sa source porte bientôt sur tout son cours les germes de la corruption, de même l'association est bientôt un foyer de révolution et de discorde, si elle quitte le terrain strictement professionnel où elle doit se maintenir avec soin. Au lieu d'être un remède, elle est alors un fléau.

Il appartient aux syndicats féminins d'échapper aux illusions trompeuses et de ne pas s'attarder à de décevantes entreprises. Les socialistes voudraient bien les confisquer et entraîner à leur suite les phalanges féminines dans la grande « lutte finale ». Ils comprennent toute la portée de la réussite d'une pareille tentative, cette courte citation d'un manifeste adressé récemment aux ouvrières belges en fait foi : « L'ouvrière, y est-il dit,

(1) Mlle Rochebillard. *Syndicats d'ouvrières lyonnaises*. (Brochure de l'Action Populaire).

appartient au prolétariat au même titre que l'ouvrier, elle lui apporte ses sentiments, ses pensées propres, la laisser en dehors du socialisme, ce serait étriquer, mutiler celui-ci, ce serait laisser hors du combat la moitié de l'armée ouvrière ».

La question sociale se ramène-t-elle donc en définitive à une lutte sans fin ? à l'asservissement du plus faible au plus fort ? Aura-t-elle donc beaucoup progressé parce que les femmes se jetteront dans la lutte des classes et ne compteront pour améliorer leur sort que sur le sac des usines et la révolution sanglante ?

Quant à présent, les syndicats féminins de France l'ont entendu autrement et c'est par la fondation d'institutions économiques appelées à rendre les plus grands services à leurs membres, qu'ils ont accompli leur rôle social et affirmé leur vitalité active et féconde (1).

(1) Au moment où paraîtra cet ouvrage, viendra de se tenir à Lyon (du 12 au 15 juillet) le 1^{er} Congrès National des Syndicats indépendants de Femmes et des Institutions annexes.

Cette première rencontre des éléments corporatifs du travail féminin aura certainement comme résultat prochain d'accroître leur développement en révélant leurs forces et leurs avantages.

CHAPITRE VI

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL L'APPRENTISSAGE ET LE SYNDICAT

« La meilleure instruction est celle
qui prépare le mieux l'enfant à l'avenir
qui l'attend. »

Herbert SPENCER.

La condition première de réussite dans une profession est d'y être préparé. Celui qui aura les connaissances les plus approfondies y prendra la place la plus élevée, et dans n'importe quel métier l'ouvrier gagnera un salaire d'autant plus important que plus grands seront son savoir-faire et son habileté. S'il a des qualités, il pourra toujours se faire remarquer, même dans un emploi modeste. Enfin, un bon ouvrier connaissant bien son métier l'aimera davantage et s'y consacrera avec plus de soin qu'un autre qui travaille machinalement et sans y porter intérêt.

Comment ne s'étonnerait-on pas que le souci de la formation professionnelle ne soit pas cependant davantage en honneur ?

Spécialement chez les femmes, l'instruction ne les rend aptes que rarement à des métiers quelque peu difficiles. Elles végètent dans des occupations où la concurrence est très grande parce que le plus grand nombre s'y précipite. Leur travail est peu rémunéré, parce qu'il n'a pas de valeur. C'est une lamentation qui s'entend, du reste, également dans les métiers masculins : « On ne fait plus d'apprentis », et les plus pessimistes de dire : « Demain, il n'y aura plus un seul bon ouvrier. »

Quels sont, au point de vue économique, les résultats de cette crise de l'apprentissage ?

Ils sont de deux sortes et nous n'avons ici qu'à les noter. Dans les industries où l'apprentissage est disparu, les salaires baissent, les chômages sont plus longs et plus fréquents, les ouvriers qui les subissent ne connaissant pas assez toute leur profession pour trouver à s'employer en dehors de la spécialité qu'ils ont toujours pratiquée (1).

Quelles sont les causes de cet état ? La décadence de l'apprentissage dans la grande industrie tient à l'organisation moderne de celle-ci. L'ouvrier, et l'ouvrière plus que l'ouvrier, y sont les servants de la machine. Un grand nombre d'industriels nous ont confirmé cette assertion, qu'ils tiennent l'apprentissage pour peu de choses. L'industrie n'exige de l'ouvrier que de la prestesse et de la dextérité. C'est affaire d'habitude. Mais dans d'autres métiers, où la mécanique ne joue pas le

(1) Voir *Enquête officielle française du Conseil supérieur du travail*, 1900.

rôle le plus important, dans les industries féminines notamment, l'apprentissage disparaît par suite d'autres causes. Il disparaît du fait des parents qui veulent que leurs enfants gagnent immédiatement un salaire. Il disparaît du fait des patrons qui ne veulent plus se donner la peine de former des apprentis. Ils n'en ont pas le temps et ils craignent de dépenser leurs efforts en pure perte ; aucun engagement ne les lie avec leurs apprentis et ceux-ci peuvent les quitter du jour au lendemain, les patrons s'en désintéressent. « Nous ne pouvons plus former nos ouvrières, disait récemment à des enquêteuses privées, une blanchisseuse de Paris ; les parents, pressés de profiter du travail de leurs enfants, nous les retirent au bout de six mois pour les envoyer « à la place » persuadés qu'au bout de ce temps elles doivent posséder le métier (1). »

Le petit garçon est placé comme « saute-ruisseau » dans une étude, « groom » dans un magasin, ou « chasseur » dans un café. Il est payé de suite, mais il grandit paresseux et incapable de gagner sa vie.

À l'atelier de couture, à la mode, l'apprentie n'est pas payée, mais c'est cependant la petite fille qui fait les courses, c'est la « coursière ». Avez-vous quelquefois cherché l'étymologie du surnom qu'on lui donne. On l'appelle le « trottin ». La consonnance de ce mot peut paraître drôle, le sens en est plutôt triste. Les « trottins », ce sont ces fillettes qui s'en vont par les rues, un grand carton au bras, et

(1) *Bulletin de la ligue sociale d'acheteurs*, 1^{er} trimestre 1905.

inclinées sous le fardeau trop lourd ; « et elles font avec cela des lieues pour aller au réassortiment, ayant affaire à de jeunes employés, exposées ainsi à la perte de l'âme en même temps que du corps. Puis quand elles reviennent, on leur dit quelquefois : « Ma petite, tu as oublié cela ». Il faut qu'elles retournent. Alors elles n'ont pas le temps de manger, elles prennent, en passant auprès d'un cabaret, un verre de vin, quand ce n'est pas un verre d'eau-de-vie, et un croissant. Au bout de quelques temps, elles ont les chevilles enflées..., et elles entrent à l'hôpital... (1) »

Les jeunes filles qui n'ont pas fait d'apprentissage en portent les conséquences toute leur vie d'ouvrières. Elles n'auront jamais les aptitudes suffisantes pour occuper ou pour conserver une bonne place. Ces ouvrières médiocres seront les premières dont on se débarrassera à l'entrée de la morte-saison. Elles auront mille peines ensuite à trouver de l'ouvrage et seront toujours peu payées, parce qu'elles feront les travaux les plus ordinaires. Les parents rendent donc le plus mauvais des services à leurs enfants en ne leur faisant plus apprendre un métier, mais les maîtresses d'ateliers commettent une lourde faute également en ne faisant pas faire d'apprentissage à leurs « apprenties ».

Les causes du mal étant connues, on voit que le moyen d'y parer directement est de donner une forte éducation professionnelle à l'enfant, soit dans

(1) Stanislas du Lac. *Le fil et l'aiguille*. (Brochure de l'Action Populaire).

des écoles spéciales au lendemain des écoles primaires, soit à l'atelier même du patron qui serait tenu de lui donner un sérieux enseignement technique.

La ville de Paris a fait depuis plus de trente ans des sacrifices considérables pour la fondation et l'entretien d'écoles professionnelles de filles. Elles sont maintenant au nombre de six, réparties dans différents faubourgs. Leur but est de former des ouvrières parfaites par un enseignement théorique et pratique. Cet enseignement est donné dans des cours et dans des ateliers. La durée y est fixée à trois ans et ce n'est pas un temps trop long pour bien connaître les métiers qu'on y apprend. La profession de couturière est celle qui fournit le plus d'élèves. Les écoles forment aussi des brodeuses, des fleuristes, des modistes, des corsetières, des giletières, des lingères, des tresseuses de chapeaux de paille. Les jeunes filles qui se destinent au commerce reçoivent des leçons de comptabilité. L'apprentissage de la plus courte durée est celui des repasseuses, qui se termine en deux ans. D'autres écoles professionnelles ont encore été fondées par des initiatives privées. C'est ainsi qu'à Paris et à Autun fonctionnent des écoles professionnelles féminines d'imprimerie (1).

Depuis longtemps également, la Belgique a reconnu l'utilité de l'enseignement professionnel féminin. Par la générosité de particuliers, d'impor-

(1) Pour avoir des renseignements complets sur ces différentes écoles, consulter *la Réforme sociale*. N^{os} des 1^{er} mars et 16 mars 1902.

tantes écoles ont été établies à Bruxelles, à Anvers, à Mons, à Verviers. L'Etat les subventionne et les surveille.

A Berlin, une association qui porte le nom de *Lette-Verein* — du nom de son fondateur le docteur Lette — et remonte à 1874, s'occupe de la formation professionnelle des jeunes filles. Cet institut prépare à presque toutes les branches de l'industrie féminine. Il comprend trois écoles : une école commerciale, une école pour les travaux de bureaux, et une école professionnelle. Une section rattachée à l'institut donne un enseignement approfondi aux femmes qui veulent plus tard devenir professeur d'enseignement professionnel. Enfin l'institut peut faire apprendre à ses élèves le métier de photographe et celui de compositrice (1).

Les écoles professionnelles produisent-elles de bons résultats ? On n'en saurait douter. Les élèves qui en sortent ont des connaissances et une formation générales qu'elles n'auraient pu acquérir ailleurs. Elles trouvent assez facilement à s'employer et peuvent parvenir à des salaires dépassant la moyenne. Voici généralement ce qui se produit quand elles entrent dans un atelier. Elles se trouvent d'abord dans un état d'infériorité vis-à-vis des ouvrières qui s'y sont formées et ont acquis dans leur spécialité le tour de main et la rapidité, mais dès qu'elles sont habituées à leur nouveau travail, elles ne tardent pas à montrer leur supériorité. Écoutons la parole d'un professionnel :

(1) Un type d'Institut féminin, le « *Lette-Verein* » de Berlin. *L'Association Catholique*, 15 mai 1905.

« Les *premières* des grandes maisons de couture ont longtemps résisté à prendre des élèves des écoles, qui sont parfois au-dessus d'elles, qui savent faire le croquis d'un costume et en exécuter la maquette, qui ont des règles et des principes leur permettant d'éviter les défauts d'un corsage, mais cet état de choses diminue de plus en plus ; les premières reconnaissent l'avantage de se servir de ces ouvrières habituées à la discipline et à l'obéissance. La meilleure preuve de la valeur qu'on leur reconnaît, c'est qu'elles passent rapidement d'un gain initial de 2,25 à un gain de 3, 3,50 et même 4 francs par jour » (1).

Mais les écoles professionnelles, quels que soient les mérites qu'on leur reconnaisse, ne s'adressent qu'à un petit nombre et, de plus, toutes les élèves qui les fréquentent ne se destinent pas au commerce ou à l'industrie. Une forte proportion est composée de petites bourgeoises qui sont venues y apprendre la couture et la coupe, pour pouvoir confectionner leurs vêtements et réaliser ainsi une sage économie. Et puis, même les parents qui comprennent l'utilité de cet enseignement le trouvent trop long, et beaucoup d'élèves abandonnent les cours à la fin de la deuxième année. Enfin, malgré le soin apporté à la composition des programmes, cet apprentissage est trop théorique, et si un certain nombre des jeunes filles qui sortent des écoles font valoir leurs qualités, d'autres ne trouvent pas des emplois et des salaires pouvant

(1) Léon Storch. *Rapport du jury international. Exposition de 1900.* Imp. Nat. 1901.

compenser les sacrifices d'argent et de temps qu'elles ont dû faire. L'enseignement des écoles ne remplace pas l'enseignement technique professionnel. Ces deux enseignements doivent se compléter. L'apprentissage doit se faire dans le milieu où s'exerce la profession. L'instruction professionnelle lui vient en aide et l'achève.

Les institutions syndicales ont un magnifique rôle à jouer dans l'organisation de ce double enseignement. Ce sont elles, en effet, qui sont toutes désignées pour s'intéresser à la formation des pupilles de la profession, pour faire un choix judicieux des méthodes qu'ils doivent suivre, pour surveiller efficacement l'application des programmes pratiques qui doivent être développés. Que l'Etat et les villes soutiennent ces entreprises par des secours financiers et moraux, les surveillent et les encouragent et, ils assureront ainsi un enseignement qu'il ne rentre pas dans leurs attributions de donner eux-mêmes.

Le syndicat des employées de commerce de Berlin s'est attaché à l'organisation d'une école commerciale. Avec ses seules ressources, il l'a fondée et entretenue. Cette école donne deux sortes de cours. Les uns professés pendant le jour sont suivis par les jeunes filles sortant de l'école primaire, les autres ont lieu le soir de 8 heures à 10 heures, pour les jeunes filles qui travaillent dans les magasins.

Les syndicats français de femmes se sont également préoccupés de faire de bonnes ouvrières, pensant avec raison qu'en armant la jeune fille

dès qu'elle débute dans la carrière, on aura moins besoin de la protéger plus tard contre la misère.

Les syndicats lyonnais ont essaimé des cours dans toute la ville. Plus de neuf cents enfants y viennent apprendre la comptabilité, la sténographie, le dessin, le calcul, le français et les langues étrangères, la coupe, la couture... etc. Ces cours sont le dimanche, à part les cours de coupe, qui ont lieu à certains jours sur la semaine, de 7 h. 1/2 à 9 heures du soir. Les professeurs sont des jeunes filles riches et des ouvrières, qui les unes et les autres se dévouent généreusement, et le rapprochement des classes tant désiré se trouve de la sorte obtenu dans cette communauté de zèle et de désintéressement. « C'est ainsi, dit M^{lle} Rochebillard, que nous vinmes à bout d'utiliser les ressources qui se trouvent dans le cœur des jeunes filles riches, ressources trop souvent inutilisées au point de vue social, tant leur éducation les retient encore éloignées de leurs sœurs les travailleuses, soit dans le cercle étroit de leur famille, soit dans celui de leurs relations mondaines. Je puis ajouter, après cinq ans d'expérience, que grâce à ce rapprochement des âmes, au dévouement des unes, à la reconnaissance des autres, les résultats obtenus sont déjà magnifiques. »

Les cours professionnels sont un des principaux services assurés par les jeunes syndicats parisiens de la rue de l'Abbaye. Des cours sont faits pour les différentes professions qui y sont groupées et leurs membres peuvent recevoir aussi bien des enseignements instructifs que des leçons prati-

quès de langues, de sténographie. de dactylographie, de coupe... etc.

Mais ce n'est pas tout que des cours existent, il faut que les ouvrières puissent les suivre. Or, souvent, elles n'en ont pas le temps et il leur faudrait une dose d'énergie peu commune pour y assister. L'instruction professionnelle est un travail supplémentaire après la journée terminée. On a cité des ouvrières de Berlin qui se privaient de diner, parce qu'elles n'avaient que le temps de courir de l'atelier à la salle de cours. L'enseignement ne sera profitable et suivi, que s'il peut être donné à des heures où toutes les jeunes ouvrières ont la faculté de s'y rendre. Pour obtenir ce résultat, il faudrait que le temps consacré à l'instruction soit pris sur les heures de la journée légalement fixées pour le travail. Il faudrait que l'enseignement professionnel soit obligatoire, sans que la durée des heures de travail en doive être augmentée. Les patrons laisseraient pour cela deux ou trois heures par jour aux enfants, afin de leur donner la possibilité de suivre les cours. Si certaines industries ne pouvaient se priver d'apprentis même pendant quelques heures, on a proposé de mettre en pratique la méthode du travail du demi-temps. Les apprentis seraient divisés en deux équipes se remplaçant à chaque demi-journée.

Mais à notre avis l'association professionnelle ne saurait se borner à cette organisation de l'enseignement, sa mission est plus vaste, sa mission est double. Elle doit aussi restaurer l'apprentissage.

La décadence de l'apprentissage est due, en grande partie, à la disparition de tout engagement entre les patrons, les apprentis et leurs parents. Une enquête officielle française de 1900 révèle que le contrat d'apprentissage existe dans 60 0/0 des industries, mais que dans 6 0/0 seulement ce contrat est écrit. Or quelle est la valeur du contrat d'apprentissage passé verbalement aux termes de la loi de 1851 ? Il n'en a aucune, car il n'existe aucun moyen de lui faire produire ses effets, et cependant toute la valeur d'un contrat consiste dans la facilité de le faire exécuter. Il n'y a que les contrats d'apprentissage écrits, soit 6 0/0, qui méritent réellement ce terme de contrat. L'obligation légale viendrait facilement à bout de cette situation déplorable. Il suffirait que dans toutes les professions le contrat d'apprentissage soit obligatoire et obligatoirement écrit. Mais ne voit-on pas que ce contrat pourrait bien souvent n'être qu'une formalité sans conséquence, s'il était rédigé par un patron mal intentionné et accepté par des parents mal renseignés ? Le contrat d'apprentissage doit, en effet, remplir des conditions spéciales avec chacune des professions : condition de durée, condition de soin de la part du patron, condition d'application de la part de l'enfant. L'association professionnelle est toute indiquée pour collaborer à la conclusion de la convention. C'est pourquoi on a fait cette proposition, que nous adoptons entièrement : « que le contrat soit reçu devant le greffier de justice de paix et que la formule en soit acceptée par une *commission d'apprentissage* for-

mée dans chaque localité et composée mi-partie de patrons, mi-partie d'ouvriers, choisis dans les syndicats, ou, à son défaut, par le conseil des prud'hommes » (1).

Cette commission d'apprentissage serait aussi une commission de surveillance. Elle serait le représentant de la profession auprès du patron et de l'apprenti. — Des commissions de ce genre existent en Suisse et en Allemagne. — Elle veillerait à l'exécution de la loi et du contrat, au progrès de l'apprenti et au bon enseignement du patron.

Pour couronner l'apprentissage et le sanctionner, on pourrait le clôturer, — comme cela a lieu

(1) Rapport sur l'apprentissage et l'enseignement professionnel présenté par M. Joseph Gellé au *Congrès social national* organisé à Albi les 25, 26, 27 et 28 mai 1905 par l'Association catholique de la jeunesse française sur « *Les conditions de travail de la Jeunesse ouvrière* ». Voici les vœux adoptés par le congrès relativement à l'apprentissage. On verra que nous nous en sommes largement inspirés.

« Le congrès émet le vœu :

1° Que tout enfant âgé de moins de 16 ans et travaillant dans un atelier, un bureau ou un magasin pour apprendre un métier soit considéré comme apprenti et passe le contrat d'apprentissage.

2° Que tout contrat d'apprentissage soit un contrat écrit accepté par la commission mixte d'apprentissage à base syndicale ou à défaut par le conseil des prud'hommes.

3° Que la surveillance de l'apprentissage soit confiée à la commission mixte ou, à son défaut, au conseil des prud'hommes aidés de l'inspection du travail pour veiller à l'exécution de la loi et des contrats et pour surveiller la réalité de la formation professionnelle des apprentis par des examens annuels obligatoires et la délivrance d'un certificat de fin d'apprentissage.

4° Que sur la plainte de la Commission de surveillance, le conseil des prud'hommes ou la chambre de commerce, en cas d'abus graves de la part d'un employeur, mettant en danger l'avenir professionnel de ses apprentis, puisse supprimer pour un temps, ou même, en cas de récidive, enlever définitivement à cet employeur le droit d'avoir des apprentis ». (*Compte-rendu du Congrès, p. 131*).

encore dans certains pays, — par la délivrance d'un diplôme aux enfants reçus à des examens annuels. Ce certificat aurait une vraie valeur pour l'apprenti. Il lui serait de la plus grande utilité pour se présenter dans une maison, pour trouver une place et pour obtenir de suite un salaire rémunérateur. D'ailleurs, ce certificat n'est pas en France même une innovation. Jusqu'en 1900, dans chaque école professionnelle de la ville de Paris, une commission de surveillance présidait à un examen de fin d'apprentissage et délivrait des certificats d'aptitude. Il suffirait de généraliser ce système. Depuis 1900, un concours a été créé entre les différentes écoles pour donner plus d'émulation aux élèves. Ce concours pourrait avoir lieu dans chaque canton ou dans chaque arrondissement entre les apprentis d'une même profession.

Un syndicat des ouvrières de l'habillement de Paris (1) est entré dans cette voie et organise entre ses apprenties de deuxième année un concours qui comporte comme épreuve la confection d'un costume complet. Pour l'inscription au concours, les concurrentes devront présenter un livret d'apprentie. Les prix du concours consistent en bourses d'apprentissage.

Les bourses d'apprentissage sont précisément un autre excellent moyen de faciliter un apprentissage sérieux aux enfants à qui elles sont attribuées. La bourse d'apprentissage est une somme d'argent donnée aux parents pour les désintéresser du

(1) Le Syndicat de la rue de l'Abbaye. *La Ruche Syndicale*. N° 12, p. 175.

temps pendant lequel l'apprenti ne gagne rien, ou versée au patron à titre de dédommagement du travail gâché par l'apprenti et du temps passé à lui montrer l'ouvrage. Par le système des bourses, des syndicats riches et puissants pourraient rénover l'apprentissage, en les distribuant aux enfants de leurs membres, ou en les donnant, comme le syndicat que nous venons de signaler, en récompense à leurs meilleurs apprentis.

L'enseignement professionnel n'irait alors jamais sans l'enseignement syndical. L'apprenti apprendrait à connaître et à aimer son métier en même temps qu'à apprécier les avantages de l'association et à en profiter. Le syndicat en formant des ouvriers d'avenir assurerait son recrutement et sa vie et travaillerait ainsi à la réorganisation de la profession.

CHAPITRE VII

LES ANNEXES DU SYNDICAT

« Le syndicat une fois créé, il s'agira de lui faire produire tous ses résultats. »

Circ. minist. du 25 août 1884.

Le syndicat doit être le centre de l'organisation professionnelle. C'est de lui que doivent partir toutes les initiatives, c'est autour de lui que doivent graviter toutes les institutions sociales. Il est, comme on l'a dit, « le grand moteur de l'activité sociale ». C'est le tronc puissant de la sève duquel se nourrissent les branches verdoyantes qui font la beauté de l'arbre.

La circulaire ministérielle du 25 août 1884, définit bien cette extension de l'influence syndicale : « Pénétré de l'idée que l'association des individus, suivant leurs affinités professionnelles, est moins une arme de combat qu'un instrument de progrès matériel, moral et intellectuel, le législateur a donné aux syndicats la personnalité civile, pour leur permettre de porter au plus haut degré

de puissance leur bienfaisante activité. Grâce à la liberté complète d'une part, à la personnalité civile de l'autre, les syndicats sûrs de l'avenir, pourront réunir les ressources nécessaires pour créer et multiplier les utiles institutions qui ont produit chez d'autres peuples de précieux résultats : caisses de retraites, de secours, de crédit mutuel, cours, bibliothèques, sociétés coopératives, bureaux de renseignements, de placement, de statistique, des salaires... etc. »

Les services syndicaux sont donc illimités. Passons rapidement en revue quelques-uns des principaux qui ont directement pour but l'amélioration de la situation matérielle des syndiqués. Ils n'ont pas d'influence immédiate sur les salaires, mais ils en ont une sur leur emploi, et sans les relever, il leur donne comme une valeur plus grande en leur faisant produire et rapporter davantage.

Toutefois, voyons auparavant s'il n'est pas une institution capable de supprimer le salaire, les entrepreneurs, les patrons, et de laisser tout le profit de son travail à l'ouvrier ? C'est le principe de la coopérative de production, institution annexe du syndicat, mais qu'on ne saurait confondre avec lui puisque le syndicat n'a pas le droit de faire des actes de commerce. Le contrat collectif pourrait, en effet, prêter à confusion. La différence est cependant énorme : le syndicat en passant un contrat collectif avec un patron détermine le prix de la main-d'œuvre des ouvriers, la coopérative livre, au contraire, elle-même au commerce les produits fabriqués par les coopérateurs. La coopérative est

ainsi une véritable société entre ceux qui la composent.

Le principe de la coopérative de production est discutable, mais qu'on l'admette ou non, il est hors de doute que dans la pratique la réalisation ne paraît pas en voie de se généraliser et par conséquent de constituer un remède sérieux sur lequel puisse beaucoup compter la classe ouvrière. Les nombreux essais, qui ont été tentés, prouvent que souvent la coopérative d'abord fondée entre ouvriers se transforme bientôt en une entreprise ordinaire, dont les premiers actionnaires entendent rester patrons et s'adjoignent des salariés. La coopérative perd ainsi son caractère, elle se « pervertit en société anonyme ». Il manque une tête à l'association coopérative et c'est probablement la grande cause de leur retour à la forme capitaliste. C'est ce qui fait sans doute qu'un tout petit nombre subsiste et celles-là mêmes qui conservent la dénomination primitive, s'en servent surtout comme d'une étiquette, mais ne remplissent guère les conditions essentielles de la coopération.

D'ailleurs, si la coopérative de production doit avoir surtout pour résultat de supprimer l'intermédiaire, on sait que le syndicat seul peut aussi bien remplir cet office.

En France, croyons-nous, il n'existe actuellement pas une coopérative de production féminine et les quelques-unes qui ont vu le jour aux environs de 1848 ont vécu ce que vivent les roses...

Un timide essai a été tenté en Angleterre. Deux

femmes du monde ont créé une minuscule coopérative entre couturières, dans le but de relever les salaires et d'éviter la morte-saison. Les résultats acquis sont encore récents, mais à peu près excellents. Les salaires ont monté et les coopératrices ont eu du travail toute l'année. Mais elles sont trente et ce chiffre n'a pas été augmenté, « l'entreprise n'aurait pas l'ouvrage nécessaire pour assurer un salaire convenable et du travail pendant la morte-saison, à un plus grand nombre de couturières (1). » Cette entreprise est une œuvre, une très bonne œuvre. Peut-on dire que ce soit une coopérative ?... Cette forme d'association aura peut-être un jour de prospérité, mais l'aube ne s'en est pas encore levée.

L'existence des coopératives de consommation est moins hypothétique. Le nombre en est actuellement, pour la France, de 1,989 (2). Mais combien d'entre elles ont conservé encore tous les caractères essentiels de la coopération ?

Les coopératives de consommation n'échappent pas à toute critique. Une des principales est que ces institutions font un tort considérable aux petits commerçants, les ruinent et causent ainsi un grand mal à côté d'un peu de bien (3). Pour ceux qui souhaitent de voir le syndicat au centre de

(1) Max Turmann, *Initiatives féminines* III^e partie, chapitre V.

(2) *Almanach de la Coopération* 1906, p. 95.

(3) Certains économistes prétendent avec M. Gide, que le petit commerce a fait son temps, que c'est un mécanisme usé et qu'il est temps de le faire disparaître... On est bien obligé d'admettre que sa destruction causerait une sérieuse crise qui atteindrait une nombreuse et intéressante population.

toute l'organisation sociale, le rôle de la coopérative est limité et elle est moins redoutable qu'on ne le craint. La coopérative syndicale n'est pas, en effet, une grande maison de commerce quelconque dirigée par le Conseil syndical, vendant à bon marché et où n'importe quel client peut venir s'approvisionner. Il serait à craindre que le syndicat n'oubliât rapidement son but professionnel pour ne s'intéresser qu'aux résultats financiers de la coopérative. Celle-ci doit être ouverte seulement aux syndiqués. Elle est un bureau d'achat en commun et les syndiqués touchent toute la différence qui existe entre l'achat en gros et l'achat au détail.

Le grief qui émeut le petit commerce, bien que diminué, existe encore puisque la coopérative lui fait perdre la clientèle des membres des syndicats. Certains de ceux-ci ont trouvé un moyen de procurer à leurs membres les mêmes avantages que la coopération sans être obligés d'en fonder une : ce système est l'escompte. Il suffit aux syndicats de s'entendre avec différents commerçants et de leur demander l'engagement de faire un escompte à tous leurs membres qui paient comptant. A cet avantage de l'escompte s'en joint ainsi un autre, c'est que les acheteurs sont obligés de payer sans retard. Les ménages ouvriers sont ainsi forcés de se rendre compte de leurs dépenses et de les régler de suite, au lieu de prendre à crédit et de s'endetter au point de ne pouvoir jamais se libérer. L'escompte peut être déduit à chaque achat. Ou bien encore, — et cette méthode est préférable, — les acheteurs au comptant retirent des factures acquit-

tées de leurs achats payés le prix ordinaire et les centralisent au secrétariat du syndicat. Chaque mois, ou moins souvent, le secrétaire présente à chaque commerçant le total des factures délivrées aux syndiqués, il touche le total de l'escompte qui est ensuite réparti entre tous les acheteurs au prorata de leurs achats. De cette façon, les syndiqués comprennent mieux les avantages de l'escompte en touchant une somme importante en une seule fois, ils sont, de plus, maintenus en contact avec le syndicat et s'acquittent envers lui sans s'en apercevoir, de leurs minimes cotisations. Le syndicat des employés du commerce et de l'industrie, de la rue des Petits-Carreaux à Paris, ont organisé en grand ce système de la coopération par l'escompte, et plusieurs syndicats féminins ont suivi son exemple (1).

Une autre institution qui a sa place marquée auprès du syndicat est la mutualité. Un grand défaut de la femme ouvrière, une cause de sa misère, est de ne savoir pas économiser. Comme la cigale, elle chante, elle rit, elle dépense au jour le jour et elle n'a plus rien quand la morte-saison survient ou que la maladie la surprend. Que le syndicat mette à sa disposition une société de secours mutuels et elle sera attirée par les avantages économiques considérables qui en dérivent.

(1) L'escompte, objecte-t-on, est souvent un piège pour attraper les clients. On apprend vite à les connaître dans les magasins où ils se fournissent régulièrement, on sait qu'ils sont membres de syndicats bénéficiant de l'escompte, et alors on majore les prix quand ils viennent faire des emplettes... Mais la critique perd toute sa valeur dans les maisons qui marquent en chiffres connus.

Et que la seule cotisation syndicale soit en même temps la cotisation mutualiste, et l'ouvrière s'assurera, sans presque s'en douter, contre la maladie. Par la caisse d'épargne et par la caisse de prêt, elle s'assurera contre le chômage. La mutualité est alors une mutualité professionnelle issue du syndicat et y amenant ceux qui « groupés tout d'abord dans un but personnel s'aperçoivent bientôt de l'avantage de l'association » (1). La plus grande facilité de fonctionnement que la mutualité trouve en se recrutant dans la profession s'accorde donc avec le principe social de l'organisation mutualiste sur le terrain professionnel. « Elle échappe ainsi au danger de l'individualisme déguisé, qui rassemble au hasard et par le seul lien d'un intérêt passager, des hommes (ou des femmes) que tout sépare, les occupations, les habitudes et les lieux, et que tout livre à la main omnipotente de l'Etat » (2). La mutualité est le complément du syndicat.

Les syndicats féminins bien que peu puissants encore, ont à peu près tous compris la nécessité de cette union, et aussi bien à l'étranger qu'en France, ils sont des syndicats mutualistes. Mais le nombre des syndicats féminins est restreint et le développement ne s'en fera que lentement sentir. Les résultats de la mutualité, parce qu'ils sont plus

(1) Eug. Flornoy. *La femme du monde et les œuvres sociales*. (Collection de l'Action Populaire).

(2) Joseph Zamanski. *Conception sociale de la mutualité*. Rapport présenté au Congrès social national sur la mutualité, tenu à Arras par l'Association catholique de la Jeunesse française. (Mai 1904).

directement tangibles, sont peut-être plus capables de faire pénétrer l'idée d'association que des démonstrations abstraites. Des sociétés de secours mutuels uniquement féminines ont été fondées sans l'appui de syndicats et l'éloge n'en est plus à faire. A Paris, la *Parisienne*, société de secours mutuels entre jeunes ouvrières et employées, remonte à 1875. La *Couturière*, qui groupe des ouvrières de la toilette et de l'habillement, accusait dans son bilan de 1904 un capital de plus de 182.000 francs. En dehors de ces sociétés qui leur sont réservées, les femmes sont encore parfois admises à adhérer à des sociétés comprenant également des hommes.

On fait à la mutualité une objection d'ordre pratique. On fait remarquer la difficulté qu'il y a pour des ouvrières à prélever des versements même peu importants sur leurs salaires, et il est vrai qu'une cotisation annuelle de 12 francs ou de 18 francs, c'est beaucoup pour une jeune fille qui gagne 25 sous ou 30 sous par jour. A cette objection-là, il n'y a rien à répondre, sinon que les salaires féminins sont parfois insuffisants et que par l'association professionnelle seulement on peut travailler à les améliorer.

La mutualité se prête à des combinaisons diverses pour rendre à la femme différents services qu'exigent ses besoins. La société de secours mutuels lui vient en aide en cas de maladie. Elle protège aussi la mère, et, mutualité maternelle, elle lui procure des ressources au moment de l'accouchement, grâce auxquelles la femme n'est pas

obligée de revenir, comme on le voit trop souvent, travailler péniblement quelques jours à peine après avoir mis au monde un enfant. La mutualité, sous le nom de caisse dotale, peut être aussi la bonne fée qui garnit la corbeille de la fiancée et la dote au moment de son mariage.

Le syndicat tient alors une sorte de caisse d'épargne à qui les syndiquées confient leurs économies. Mais économiser est pour bon nombre d'ouvrières un irréalisable désir. Même celles qui parviennent « à mettre quelque chose de côté » pendant la saison de travail l'ont vite dépensé dès qu'il leur faut entamer cette réserve. C'est une note à acquitter, c'est un loyer à payer... et l'argent manque. A qui s'adresser pour en avoir, à quelle banque l'ouvrière ira-t-elle faire escompter sa signature ? Au syndicat. Le syndicat seul peut consentir un prêt à l'ouvrière, parce qu'au syndicat seulement elle peut offrir une garantie morale suffisante. A cet effet, plusieurs syndicats et sociétés de secours mutuels ont ouvert une caisse de prêt gratuit. Le *Syndicat de l'Aiguille* en a fondé une au capital de 5.000 francs et la société de secours mutuels *la Couturière* une autre au capital de 10.000 francs. Les emprunteuses n'ont pas fait défaut. « Dans les quinze premiers mois de son existence, écrit M. le comte d'Haussonville, la caisse de *la Couturière* a prêté 3.172 fr. à 24 sociétaires. » (1). Le budget de 1905 du *Syndicat de l'Aiguille* comporte 785 francs d'avances effectuées par la caisse

(1) Comte d'Haussonville. *Salaires et misères de femmes.*

de prêt et 645 francs de remboursement. Car les emprunteuses remboursent fidèlement aux échéances nombreuses qui leur sont accordées. Celles qui empruntent « à fonds perdus » sont la minorité. « Sur ces vingt-quatre billets — souscrits à la caisse de *la Couturière* — dix-neuf ont été totalement soldés à l'échéance ; quatre restés en souffrance ont fini par être payés, un seul a occasionné une perte de trente francs. Un mauvais débiteur sur vingt-quatre et surtout un prêt de trente francs sur 3.172 francs, c'est là une proportion dont se contenterait, je crois, une société d'escompte. » (1)

Jusqu'ici le fond de roulement de ces caisses a été constitué par des ressources extraordinaires : subventions, dons, produits d'une fête, mais la caisse de prêt syndicale ne pourrait-elle pas être alimentée par le syndicat lui-même ? Le capital serait composé des versements, des économies de ses membres et ainsi fonctionnerait une caisse de crédit mutuel, à la fois caisse d'épargne et caisse de prêt.

Aidé par la charité, le syndicat peut entreprendre d'autres œuvres, qui sont dans les grandes villes aussi urgentes et utiles que les premières. Les grosses dépenses de la jeune ouvrière isolée sont le logement et la nourriture. Lui en diminuer les frais, c'est en même temps que lui permettre d'économiser, la protéger contre les grands dangers moraux que la « gargote » et le « garni » lui font courir. Les fondateurs du syndicat de l'*Aiguille*

(1) Comte d'Haussonville. *Op. cit.*

ont fondé à Paris une maison de famille où les jeunes filles trouvent à louer des chambres meublées à des prix doux, ils ont également ouvert deux restaurants de dames seules, où l'on sert des repas à 0,90 centimes ou des portions de quelques sous. Les maisons pour jeunes filles se propagent peu à peu dans la capitale sous le couvert de différentes congrégations ou associations charitables. Quant aux restaurants d'ouvrières, on en réclame dans tous les quartiers. « Ceux qui en monteraient, me disait l'homme généreux qui en conçut l'idée, seraient sûrs de faire une bonne œuvre et une bonne affaire. »

Par un bureau de placement gratuit, par un bulletin qui relie ses membres, par un bureau de renseignements, etc... le syndicat est appelé à rendre à ses adhérents tous les autres services professionnels dont ils peuvent avoir besoin. Le syndicat n'est pas alors une institution stérile et sans vie, il est le grand rouage de l'organisation sociale.

CHAPITRE VIII

LE ROLE DES CONSOMMATEURS

«... N'est-on pas en droit de penser que la première condition de toute réforme sociale, peut-être même celle qui dispenserait de toutes les autres, ce serait d'apprendre au consommateur quels sont ses droits et comment les exercer ? quels sont ses devoirs et comment les remplir ? »

Charles GIDE.

Pas plus que M. Jourdain ne se doutait qu'en parlant il faisait de la prose, la plupart des acheteurs ne soupçonnent que chaque fois qu'ils font un achat ils accomplissent un acte social. En définitive, le consommateur est pourtant le juge suprême, pour ne pas dire l'auteur, des conditions faites aux travailleurs. C'est pour lui qu'on travaille, c'est lui qui paie. Il a le producteur à ses ordres. Qu'il commande, qu'il désire et c'est à qui aura l'honneur de le servir.

Après avoir rappelé la parole d'Hobson : « Chaque consommateur, par chacun de ses achats, exerce un pouvoir direct de vie ou de mort sur une classe de producteurs », M^{me} Maud Nathan,

présidente de la Ligue d'acheteurs de New-York, ajoutait : « Cette déclaration surprenante est pourtant vraie si l'on considère que, dans toute industrie, nous trouvons ou des conditions favorables à la vie, conditions saines, régénérantes, fortifiantes, ou des conditions favorables à la mort, malsaines, dégradantes, destructives. En achetant des objets faits dans ces dernières conditions, nous contribuons à créer la maladie, la dégradation, la destruction ; l'acheteur *crée* ce qu'il achète ; c'est là un fait économique bien connu. La demande économique de l'acheteur régularise le marché. La balance du consommateur établit le contrôle et oriente la direction de la machine productrice dans l'univers entier (1). »

De l'acheteur dépend le fabricant, de lui dépend le commerçant, de lui dépend l'ouvrier. Il a des droits énormes, mais il a aussi de graves devoirs et parfois une responsabilité considérable. De son bon ou de son mauvais vouloir, de son attention ou de son inattention dépendra le bonheur ou le malheur, la prospérité ou la ruine de ceux qui ont mis en œuvre leur activité pour produire les articles dont il a besoin. Les devoirs de l'acheteur, John Ruskin n'a pas craint de les lui imposer dans quatre règles sévères : « Dans tout achat, considérez premièrement la condition d'existence que vous faites aux producteurs de ce que vous achetez ; secondement, si la somme que vous avez

(1) Rapport présenté par Mme Maud Nathan, présidente de la *Ligue de New-York* sur les *Ligues d'acheteurs*, au Congrès international de Berlin (juin 1904).

payée est juste pour le producteur et si la proportion due en est remise entre ses mains ; troisièmement, à quel usage pur, nourriture, science ou joie, ce que vous achetez peut servir, et quatrièmement, à qui et de quelle manière ces choses peuvent être le plus rapidement et le plus utilement distribuées ».

Mais, diront les acheteurs, en quoi et comment pouvons-nous donc bien porter préjudice aux ouvriers et aux ouvrières ? Il semble plutôt que nous enrichissions ceux qui les font vivre. Nous ne les connaissons pas, nous n'avons pas à nous occuper d'eux. Quand nous acquérons une marchandise, notre devoir consiste à en rembourser exactement le montant. Lorsque nous l'avons payée, nous avons acquitté toute notre dette, nous n'en avons pas d'autres. Seul, le patron est responsable vis-à-vis du personnel qu'il emploie.

Les consommateurs pourraient se décharger ainsi de toute obligation, si le patron était absolument libre et indépendant. Mais, bien au contraire, le producteur doit subir le caprice, les exigences, la tyrannie de sa clientèle et, s'il veut la conserver, les faire supporter à ses employés. « Chaque fois que nous dépensons un écu de cinq francs, nous faisons du bien ou du mal, écrivait M^{me} Bentzon, dans la *Revue des Deux Mondes*, la demande de l'acheteur suscite un besoin économique... Notre devoir est de tourner nos goûts et nos acquisitions d'un côté qui ne puisse nuire ni aux autres ni à nous-mêmes, d'associer nos besoins personnels au bien de l'univers entier. »

Une des plus dures épreuves pour les ouvrières de l'aiguille est la morte-saison. Après s'être surmenées durant une fiévreuse période de presse, elles sont réduites au chômage, c'est-à-dire à la misère. Il est évidemment impossible de supprimer complètement toute influence directe de la mode et du temps sur l'activité ou le ralentissement du travail, il est du moins possible de l'atténuer, d'établir une transition entre le surtravail et le manque absolu de travail, de prolonger la période de vie et de réduire la période de mort. Les acheteuses seules sont capables d'opérer cet heureux changement.

Demandez aux patrons et aux patronnes d'atelier de mode et de couture s'ils n'aimeraient pas mieux supprimer la veillée, s'ils ne préféreraient pas un temps plus long d'un travail méthodique à la « bousculade » des jours précédant certaines fêtes. Mais ils sont contraints de se plier aux capricieuses fantaisies de leurs clientes. Quel patron risquerait de répondre à une commande de la dernière heure qu'il regrette de ne pouvoir « s'empresser » de l'exécuter, pour ce motif que ses ouvrières ont besoin de repos et qu'il ne veut pas les faire veiller ? Il sait bien ce qu'il lui arriverait. La cliente pressée changerait son fournisseur et lui ferait payer son audace par une « réclame » désintéressée auprès de ses « chères amies ».

Cette cruauté des acheteurs est le plus souvent involontaire. Telle dame qui sera la plus despotique cliente est une femme bonne et charitable,

convaincue qu'elle a des devoirs à remplir vis-à-vis de ses semblables.

On a raconté cette courte et dramatique histoire, qui a tous les caractères de la vraisemblance.

Une dame du monde visite un jour des pauvres, ses voisins. Il se trouve chez eux une jeune fille malade. Elle allait leur porter des secours et des consolations. Affectueusement elle questionne la malheureuse enfant, pâle et défaite, qui grelotte la fièvre et tousse d'une toux déchirante qui ne laisse aucun doute sur l'issue de la maladie qui l'a terrassée.

« Voyons, ma petite, vous n'aurez pas pris de précautions ? »

— Oh, madame, se hâte de répondre la mère, tout le monde ne peut pas en prendre des précautions, et ma fille n'est pas responsable de son état.

— Mais enfin, dans quelles circonstances ? »

La mère raconte alors que « la petite » était ouvrière dans une maison de couture. La saison battait son plein. Toute la journée et une partie de la nuit il fallait travailler. C'était épuisant.

« Mais elle devait refuser ! »

— Et manger, Madame ! Ah ! vous ne savez pas cela, vous autres ! »

Et après un moment de silence, pour réprimer un sanglot, la mère ajouta :

« On l'eût remerciée tout de suite... Cependant, elle aurait encore résisté sans une commande pressée qui est arrivée jeudi dernier pour le lundi ; une robe qu'il fallait absolument. Vous savez, les clientes, ça n'attend pas... Il a fallu veiller jusqu'à

trois heures du matin. Le poêle était rouge quand ma fille est sortie de l'atelier, brisée, elle a eu froid. En rentrant elle s'est mise à tousser... Et la voilà, ma pauvre enfant, ma pauvre enfant !

— Mais c'est abominable, s'écria la bonne dame. Eh bien, je la plains la personne qui a cette robe-là sur les épaules !

A ces mots, un frémissement indéfinissable courut sur les lèvres de la petite malade. Elle tira péniblement de dessous ses draps une main décharnée, et la tendant vers la belle robe couleur feuille morte qui couvrait les épaules de sa visiteuse, elle dit doucement, avec un sourire pâle :

« C'est celle-là !... »

Voici un autre fait dont je puis certifier l'authenticité. Il se passe à Paris. Deux nobles dames du faubourg Saint-Germain viennent en hâte, un samedi soir, commander des toilettes chez un couturier en renom de la rue de la Paix. Elle doivent tenir un comptoir, le lundi, à une vente de charité. Donc qu'on se dépêche. Le lundi, à l'heure dite, les deux clientes avaient leurs robes. Pour les livrer à temps, les ouvrières avaient dû travailler toute la journée du dimanche et toute la nuit.

Enfin, est-ce de notre faute, disent encore les acheteurs, si certains fabricants, par exemple dans la confection à bon marché, donnent à leurs ouvrières des salaires dérisoires ?

Mais, mesdames, qui donc en profite de ces prix dérisoires ? qui donc en est cause ? Car, de plus en plus, vous voulez des articles à un « bon

marché incroyable », vous êtes toujours en quête de « bonnes occasions », et vous croyez avoir fait un tour de force quand vous avez acheté un article « pour rien » à une vente-réclame où l'on « donnait » la marchandise. Au fond, vous calculez très mal, et ce corsage que vous avez payé moitié moins cher que cet autre vous fera trois fois moins d'usage que celui-ci qui était d'une qualité très supérieure. La victime de votre spéculation est l'ouvrière. Vous êtes allée, Madame, chez votre couturière, vous avez marchandé et marchandé encore, vous avez menacé de changer de fournisseur. Votre couturière a cédé. « Mais, écrit M^{lle} Marie Maugeret qui depuis longtemps a prêché à ses lectrices leurs devoirs d'acheteuses, tandis que vous retournez chez vous enchantée de votre succès, vous congratulant de l'habileté avec laquelle vous avez mené cette petite négociation, qui concilie si bien les intérêts opposés de votre bourse et de votre élégance, la couturière fait et refait ses calculs, et voyant qu'elle ne peut vous donner satisfaction sans un réel préjudice, elle cherche aussi un moyen de concilier ses intérêts avec vos exigences. Or, elle ne trouve que deux façons de procéder : employer des marchandises de qualité inférieure à celle dont vous étiez convenues ensemble, et ainsi vous en donner pour votre argent, ou bien réduire le salaire des ouvrières qu'elle emploie. Dans le premier cas, si vous vous en apercevez, vous la traitez de voleuse ; dans le second cas, vous la traitez d'exploiteuse ». Or, s'il est raisonnable de discuter ses droits, il ne faut

jamais perdre de vue « que quiconque travaille doit pouvoir vivre de son travail, et que tout consommateur qui arrache au producteur des rabais excessifs, est en réalité un exploiteur, en réalité un voleur. Oui, un voleur : le mot vous paraît sévère, il n'est que juste, et si vous voulez bien y réfléchir, vous reconnaîtrez que dans bien des cas cette locution d'un usage courant entre la cliente et l'ouvrière : « Si vous ne voulez pas me faire la diminution que je vous demande, je vous changerai », équivaut à celle des détrousseurs de grand chemin : « La bourse ou la vie ! » (1). La femme qui achète à trop bon marché est donc responsable de la condition faite aux ouvrières qui confectionnent la camelote. « Celles qui achètent du linge et des vêtements à trop bon marché, dit énergiquement M^{me} Bentzon, sont responsables du sang et des fibres humaines tissées, pour ainsi dire dans ces étoffes ».

L'acheteuse est encore gravement coupable quand elle laisse s'augmenter la note chez le fournisseur et le fait attendre des mois, parfois des années, avant de payer. Par étourderie elle le met dans un grand embarras vis à vis de ses ouvrières. Par insouciance, elle peut acculer la petite patronne n'ayant qu'un mince crédit à deux doigts de la ruine. L'étourderie et l'insouciance sont encore des causes les moins fâcheuses de cet « oubli » de la cliente. L'oubli est parfois volontaire. Le « désir de paraître, de jeter de la poudre aux yeux et sur-

(1) Marie Maugeret. *Le Féminisme chrétien*, 25 novembre 1897.

tout de n'être éclipsée par personne, c'est la maladie du jour, une des nombreuses formes de notre fièvre d'égalité. Jamais M^{me} Une Telle, qui n'a que 20 ou 30,000 fr. de rente, n'admettra que son amie dont le budget est dix fois plus considérable que le sien, la dépasse pour le nombre, la variété des toilettes, l'élégance de la coupe, la nouveauté de la mode. Et c'est ainsi que l'on commande sans compter des robes dont on fera ensuite attendre la note pendant des années, pour la bonne raison que l'on n'a pas l'argent du paiement ». (1).

Mais en général le consommateur ignore la conséquence de ses actes. Il est cruel sans le savoir. « Les acheteurs et en particulier les acheteuses, nous disait le directeur d'un des premiers magasins de Paris, ne sont pas méchants, mais féroces. Ce sont eux qui coopèrent le plus activement à rendre dure l'existence de l'ouvrier et de l'ouvrière. Tenez, par exemple, il ne se passe pas de jour que ne parviennent à la direction des lettres de plaintes conçues à peu près en ces termes : « Monsieur, un de vos livreurs a été insolent à mon égard, ou maladroit, ou... etc. Je demande pour lui une punition sévère... » La réponse est toujours la même : « Madame. Nous regrettons ce qui s'est passé d'autant plus que notre livreur est depuis longtemps à notre service, il est père de famille, cependant puisque vous demandez un châtiment, nous nous en rapportons à votre déclaration et dès aujourd'hui il sera mis à la porte... » Une

(1) Baronne Georges Brincard. *Le Prix des « bonnes occasions »*. *Le Correspondant* 25 juin 1905.

seconde lettre de la cliente arrive par le plus prochain courrier qui supplie qu'on garde l'employé. C'est du reste cette dernière demande qui est toujours écoutée.

Le consommateur ne comprendra qu'il a « de lourdes obligations morales et sociales » que lorsqu'on aura fait son éducation. Il faut instruire « celles qui font travailler, pour qu'elles prennent pitié de celles qui travaillent ». (1). Quand les acheteuses « sauront », elles veilleront d'abord aux conséquences de leurs achats; elles iront plus loin ensuite. Leurs droits leur créent des devoirs, mais leurs devoirs leur octroient des droits et en particulier celui d'imposer des conditions à ceux à qui elles achètent. Il leur est si facile de prendre une bonne influence : « Il est bien sûr, écrivait un marchand de New-York, que si une centaine de mes meilleurs clients me demandaient à acheter des objets fabriqués dans de bonnes conditions d'hygiène par des ouvriers bien payés, il est bien sûr que je n'aurais pas grand'peine à découvrir et à vendre des objets semblables ». (2).

Les ligues de consommateurs qui se sont fondées en Amérique, — la première à New-York en 1890, — et depuis en France, en Hollande, et tout récemment en Suisse, poursuivent ce double but : « De développer, d'une part, le sentiment et la responsabilité de tout acheteur vis-à-vis des conditions faites aux travailleurs, et de susciter, par

(1) Ch. Benoist. *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*. Aver-tissement.

(2) Mme Jean Brunhes. *L'exemple des américaines*.

ailleurs, de la part des fournisseurs, des améliorations dans les conditions du travail » (1).

Aux Etats-Unis, il y a actuellement 60 ligues de consommateurs réparties dans 21 Etats et fédérées dans une grande Ligue nationale. Ce mouvement prit naissance à la suite d'une enquête « sur la condition des caissières et vendeuses dans les magasins au détail de New-York ». L'opinion publique fut émue par les révélations qui furent faites sur l'hygiène et les salaires. Un comité se fonda pour « encourager l'employeur juste, qui fait son devoir et donner à l'employeur juste, mais esclave de la concurrence, le moyen d'agir selon sa conscience » (2). Ce fut l'embryon de la *Consumer's League of the city of New-York* qui était bientôt constituée, et définissait aussitôt son rôle en résumant ses principes dans les articles suivants :

« 1° Il est dans l'intérêt de la communauté que tous les travailleurs reçoivent, non le salaire le plus bas, mais un salaire qui leur permette de vivre bien.

« 2° C'est le consommateur qui porte la responsabilité des maux dont souffrent les salariés ; c'est lui qui persiste à acheter au meilleur marché, inconscient des conditions de ce bon marché.

« 3° Le devoir du consommateur est donc de rechercher dans quelles conditions sont fabriqués les articles qu'il achète, et d'exiger que ces conditions soient au moins morales et permettent au travailleur de vivre convenablement.

(1) Statuts de la Ligue sociale d'acheteurs de France.

(2) Cf. Mme Jean Brunhes. *L'exemple des Américaines*.

« 4° Ce devoir revient principalement aux consommateurs qui usent des articles fabriqués par des femmes, étant donné qu'il n'est pas de minimum de salaire au-dessous duquel le salaire des femmes ne puisse être abaissé ».

La seconde préoccupation de la *Consumer's League* fut après une enquête auprès des patrons de New-York, de poser les grandes lignes du « type d'une bonne maison », quant au salaire, heures de travail, conditions d'hygiène et de bons rapports entre patrons et employés. La ligue s'engageait à soutenir toutes les maisons qui se rapprocheraient de ce type idéal, et rempliraient les prescriptions de ce programme. D'abord 8 grands magasins seulement adhèrent au plan tracé par les consommateurs. Depuis, le nombre en a augmenté et, en 1904, la présidente de la ligue accusait un total de 46 maisons (1).

Les avantages que les magasins qui se conforment aux prescriptions de la Ligue retirent de leur adhésion sont de deux sortes. Ils profitent d'abord d'un mouvement d'idées qui leur attire la clientèle de celles qui le lancent et de celles qui le suivent. Ils s'assurent en plus d'une propagande active qui leur est faite gratuitement par la ligue elle-même.

La liste, en effet, de ces magasins est publiée et répandue sous le nom de *Liste blanche*. Elle est insérée dans les journaux quotidiens. « A première vue, écrit M^{me} Jean Brunhes (2), l'on pourrait croire que les commerçants de New-York ont dû

(1) Rapport au Congrès international féminin de Berlin.

(2) *Op. cit.*

se montrer hostiles aux conditions de la Ligue des consommateurs. Il n'en est rien, les chefs des plus grands magasins de New-York furent les auxiliaires les plus dévoués de la Ligue ; ils l'éclairèrent de leurs conseils ; ils acceptèrent par esprit de justice cette alliance nécessaire de l'employeur et du consommateur, et ils l'acceptèrent aussi par intérêt. Songez à l'énorme réclame gratuite qu'un groupe d'acheteurs peut faire au moyen de la *Liste blanche*. C'est par dizaines et même par centaines de mille francs que se chiffre, pour certaines maisons, le compte annuel de la publicité, surtout en Amérique. Un bon commerçant ne peut manquer d'apprécier à sa valeur une réclame spontanée, faite par des acheteurs convaincus, des acheteurs qui sont des apôtres ».

La ligue de New-York s'était tout d'abord constituée en faveur des femmes employées dans les magasins. Les autres ligues qui se fondèrent par la suite limitèrent leur action suivant les besoins les plus pressants. Ainsi les Ligues de Philadelphie et de Brooklyn s'occupaient des femmes et des enfants vendeurs dans les magasins de tissus, la Ligue de Chicago protégeait les enfants.

Mais les Ligues d'acheteurs, si elles pouvaient facilement faire valoir leurs recommandations auprès des magasins, ne pouvaient étendre leur influence jusqu'où elle était utile, jusqu'aux grandes fabriques qui sont séparées de la clientèle par les commerçants. Les ligues pourtant reconnaissaient bien que « les maux les plus grands ne sont pas

ceux du magasin, mais ceux de l'atelier et qu'une action qui s'arrêterait à l'intermédiaire serait tronquée, incomplète ». Précisément, les Américains avaient sous les yeux un modèle de surveillance de la fabrication, le *label*, dont l'inspection du travail se sert pour marquer les marchandises confectionnées dans de mauvaises conditions. Pourquoi à l'inverse ne pas employer un *label* recommandant au public les marchandises sortant des *bonnes maisons* ? Ce système fut adopté, et maintenant les ligues délivrent aux fabricants qu'elles en jugent dignes la marque de fabrique spéciale. La fédération nationale devait assurer alors un service indispensable. Elle permit d'adopter pour toutes les fabriques des conditions identiques (1) et, de plus, grâce au *label* national, de surveiller et de suivre les articles en dehors de leur pays d'origine.

Là encore il fallait se limiter. La ligue nationale ne pouvait espérer surveiller toutes les industries. Comme les ligues locales, elle concentra ses efforts sur certaines usines. « On choisit les manufactures qui occupaient le plus nombreux personnel féminin, manufactures de vêtements de dessous :

(1) Les conditions imposées aux fabricants par la Ligue nationale sont :

1° Observation des lois sur la protection des travailleurs ;
2° Défense d'employer des enfants au-dessous de 15 ans ;
3° Aucune personne employée dans les manufactures ne doit travailler plus de dix heures par jour et de soixante heures par semaine, aucune ne doit travailler après 9 heures du soir et avant 6 heures du matin ;

4° Les fabriques doivent se soumettre à toutes les enquêtes faites par les représentants de la Ligue et effectuer les améliorations demandées par la Ligue. (Cité par Mme Jean Brunhes. *L'exemple des Américaines*).

corsets, ceintures, jupons, chemises et articles de flanelle, et M. Kelley, chef du département industriel de l'Illinois, fut chargé de mener l'enquête dans les différents Etats et de proposer l'emploi du *label* aux fabricants résolus à se soumettre aux conditions de la Ligue (1). » En 1899, cinq manufactures seulement sont engagées et adoptent le *label*. En 1903, le nombre a plus que décuplé et 53 manufactures avaient donné leur adhésion et reçu en échange le droit d'apposer la marque de la Ligue. Parmi ces fabriques s'en trouvent des plus importantes, c'est ainsi que l'une d'elles située dans l'Etat de New-York confectionne, par jour, 12.000 effets d'habillement marqués du *label*.

Une ligue de consommateurs fut fondée en France, à Paris, le 27 décembre 1902. La femme de grand savoir et de grand dévouement qui en est actuellement secrétaire générale, Mme Henriette Jean Brunhes, a une grande part du mérite de cette fondation. Cette ligue est partie des mêmes principes que les ligues américaines : éducation des consommateurs, action sur les fournisseurs.

L'éducation des consommateurs se poursuit à l'aide d'une active propagande. La ligue publie des tracts courts et bien rédigés ne faisant pas seulement des appels vagues à la sentimentalité des acheteurs, mais leur donnant des conseils pratiques et précis. En veut-on des exemples ? Voici quelles réponses le tract n° 1 fait à cette question :

(1) Mme Jean Brunhes. *Op. cit.*

« Que doit faire un membre de la Ligue sociale d'acheteurs ? »

« 1° Ne jamais faire une commande sans demander si elle ne risque pas d'entraîner le travail de la veillée ou le travail du dimanche.

« 2° Toujours éviter de faire ses commandes au dernier moment, surtout aux époques de presse.

« 3° Refuser toute livraison après 7 heures du soir ou le dimanche, afin de ne pas être indirectement responsable d'une prolongation des heures de travail pour les livreurs, employés ou employées, apprentis ou apprenties.

« 4° Payer ses notes régulièrement et sans retard »

Aux approches de certaines fêtes, comme Noël et le Premier de l'An « période de presse et de surmenage pour tous les vendeurs et vendeuses » les avis de la Ligue sont plus pressants encore :

« **NE FAITES PAS**

vos achats le Samedi **après-midi**.

« **NE FAITES PAS**

vos achats les autres jours de la semaine **après** 5 heures du soir.

« **NE FAITES PAS**

vos emplettes du Jour de l'An au **dernier moment**, c'est-à-dire durant les deux dernières semaines de décembre. » (1)

La Ligue voudrait atténuer la morte-saison et

(1) Tract n° 3, Novembre 1904.

cette note en caractères rouges se détache sur la couverture des bulletins parus en novembre 1904 et 1905 : « Novembre et Décembre, époque de grande presse ; éviter toute commande nouvelle de vêtements.

Après le surmenage, vient le chômage, la douloureuse morte-saison d'hiver ; réservez vos commandes de vêtements pour les mois de janvier et de février. »

La ligue sociale d'acheteurs possède, en effet, un bulletin qui établit un lien entre tous les adhérents, coordonne leurs efforts et fait connaître leurs idées. Ce bulletin permet de plus d'ouvrir des enquêtes entre les membres de la Ligue, d'en faire connaître les résultats, et d'encourager ainsi les femmes qui achètent à s'intéresser à leurs ouvrières, à se rendre compte que souvent elles souffrent pour assurer leur plaisir, à les aimer enfin. (1)

Plusieurs des membres de la Ligue ont édifié de patientes enquêtes qui sont des documents d'une vraie valeur. (2) Mais l'enquête est une étude difficile. Il ne suffit pas de « voir », il faut apprendre à « voir » et à tirer partie de ses observations. Dans ce but, la L. S. A. a ouvert un cours au *Colège libre de sciences sociales* sous la savante direc-

(1) La ligue vient d'éditer une collection de cartes postales illustrées, « expression réaliste et concrète de quelques unes des misères rencontrées aux cours des enquêtes » afin de permettre à ses membres « de révéler par l'image » à ceux qui l'ignorent encore le contre-coup des exigences quotidiennes de l'acheteur.

(2) A noter l'enquête sur les marmitons-pâtisseries, par M^{me} la baronne Georges Brincard, et l'enquête faite sur les blanchisseuses sous la direction de M^{mes} Jean Lerolle et Georges Piot.

tion de M. Pierre du Maroussem. Le premier cours qui était ouvert en novembre 1903 comprenait des leçons théoriques, des discussions pratiques et des visites sociales, et tout son programme se résumait bien dans son titre : « L'éducation de l'acheteur par l'enquête. »

Cette éducation n'est pas toute platonique. Chaque acheteur met d'abord ses principes en pratique chaque fois qu'il agit comme tel. « Ce que nous vous proposons, disaient les fondateurs de la L. S. A., n'est pas une œuvre, c'est une organisation. Nous ne vous disons pas : Achetez davantage, faites quelque chose de nouveau. Nous vous disons : Vous achetez, c'est un fait. Vous achetez tous les jours. Eh bien, surveillez et organisez vos achats. » (1) Comme en Amérique, la Ligue s'adresse aussi directement aux producteurs et leur fait connaître ses desiderata. Les premiers fournisseurs qu'elle alla trouver furent les « ateliers de couture » (robes et manteaux) sans magasin de vente ; elle demanda de s'engager :

« 1° A ne pas faire travailler normalement au-delà de 7 heures du soir, et jamais au-delà de 9 heures du soir, même aux époques de presse.

« 2° A ne pas donner aux ouvrières de travail à terminer chez elles le soir (seconde veillée).

« 3° A ne pas faire travailler le dimanche ».

En échange de leurs engagements, la ligue assure à ces fournisseurs une publicité gratuite particulièrement par la distribution de la *Liste*

(1) Tract. n° 1 Janvier 1903.

blanche. Grâce aux relations de la Ligue, cette réclame est assez étendue. Ses publications étaient en 1904 à l'exposition internationale de Saint-Louis (Etats-Unis), et la *Consumer's League* de New-York a distribué aux riches américaines, qui viennent se faire habiller en France, la *Liste blanche* de la ligue parisienne.

La Ligue n'entend pas s'arrêter en si bonne voie. Elle portera son action là où elle la croira utile. Elle a, du reste, mis à l'ordre du jour de ses travaux, la blanchisserie, la pâtisserie, la boulangerie, etc. Toutes les industries, en effet, peuvent se prêter aux enquêtes des consommateurs. La vraie méthode est celle qui a été suivie et qui consiste à centraliser ses forces au lieu de les disséminer. La jeune Ligue suisse ne pouvait mieux choisir pour sa première enquête qu'une industrie nationale, et elle a circonscrit son travail à une enquête sur les fabriques de chocolat.

Malgré son extension encore relative, la Ligue française jouit déjà d'une autorité qui va en croissant avec son développement progressif. Plusieurs grands ateliers se sont empressés de suivre ses conseils et de lui prêter leur concours. De même, plusieurs grands magasins ont été heureux de lui fournir les renseignements qu'elle croyait devoir leur demander sur leur organisation intérieure (1).

Les résultats cherchés par les Ligues de consommateurs seront lents à se faire sentir. Leurs efforts et leur appui sont cependant indispensables, ils ont

(1) Le *Bulletin* a publié notamment une correspondance avec la Maison Félix Potin et la direction du Gagne-Petit.

en leur pouvoir un des éléments à l'amélioration du sort du producteur, et comme l'a écrit M. Gide ; « Nous touchons au seuil d'une époque nouvelle : l'époque de l'éducation morale du consommateur ». ... Ce chapitre pourrait se terminer sur le vieux proverbe : « Les petits ruisseaux font les grandes rivières ». En effet, « que serait le monde si chacun de nous, à chaque minute, se résolvait à travailler ainsi pratiquement pour la justice ? Le bonheur des hommes ne résultera jamais d'un seul grand effort, mais d'une infinité de petits efforts, indéfiniment continués et renouvelés... » (1).

(1) Jean Brunhes. Rapport présenté à l'assemblée générale de l'Alliance des Sociétés féminines suisses à Winterthur, le 7 octobre 1905. *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs*. 4^e trimestre 1905.

CONCLUSION

La femme remplit un rôle trop élevé et trop précieux dans le monde, elle tient une place trop grande dans la Société pour que sa cause ne soit pas une de celles qui attirent le plus de sympathies, qui éveillent le plus de bonnes volontés, qui suscitent le plus d'efforts. Nous nous sommes appliqué à montrer que les moyens d'améliorer son sort étaient assez nombreux pour que tous ceux qui ont le souci de l'équité puissent participer à cette œuvre importante.

De cette amélioration de la situation de l'ouvrière, le relèvement des salaires est dans bien des cas une condition essentielle. Mais ce résultat, même obtenu au delà de toute espérance ne suffi-

rait pas à lui assurer un bonheur parfait. La question sociale, disions-nous au début de cet ouvrage, n'est pas seulement économique, elle est aussi morale. Les remèdes seraient donc insuffisants qui ne porteraient que sur les institutions et les lois. Il faut encore atteindre les mœurs. Jules Simon l'a dit catégoriquement : « La hausse même des salaires ne mettrait fin au paupérisme qu'à la condition d'être accompagnée d'une réforme profonde dans les mœurs », et n'est-il pas allé jusqu'à déclarer que « c'est l'ordre et le travail plus encore que le bon salaire qui assurent le bien-être. » Les deux réformes — réforme économique, réforme morale — ne peuvent aller l'une sans l'autre. On doit les mener de front.

Mais on ne les fera avancer que par un travail opiniâtre et tenace. La lutte contre l'égoïsme, l'apathie, la désorganisation sociale sera longue et lente, elle demandera une persévérance sans défaillance, une constance sans découragement.

Dans un magnifique discours sur *la Question sociale*, M. le comte de Mun rappelait le fait suivant : Le général Grant, qui fut depuis Président des Etats-Unis d'Amérique, étant depuis longtemps arrêté pendant la guerre de la Sécession, au siège de Wicksburg, fit un jour la rencontre d'une

femme qui lui demanda combien de temps il resterait devant la ville, et il lui répondit simplement : « J'y resterai trente ans, mais je la prendrai ! »

Combien d'années mettra-t-on à résoudre le difficile problème que nous avons soulevé ? Il est impossible de le savoir, mais il est certain que sa solution en sera plus rapprochée si tous ceux dont elle dépend mettent en commun leur activité, unissent leurs forces, ne ménagent pas leur dévouement, se font de réciproques concessions, et travaillent, dans la paix, à la recherche de plus de justice, en s'inspirant de la belle parole de Le Play : « Tout le secret de la science sociale est dans l'application des paroles du Christ : « Aimez-vous les uns les autres ».

Vu :

Le Professeur, Président de la thèse,

ALLIX.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Bibliographie.....	IX
Introduction.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Le Travail et le Salaire des Femmes.....	7
CHAPITRE PREMIER. — Les Ouvrières de l'Usine.....	9
CHAPITRE II. — Les Ouvrières à l'atelier et à domicile..	45
CHAPITRE III. — Les Ouvrières de la Mode, de la Couture et de la Confection.....	66
CHAPITRE IV. — La Femme en dehors de l'Industrie...	86
CHAPITRE V. — Salaire nominal, salaire nécessaire....	95

DEUXIÈME PARTIE

Théorie du salaire féminin. — Causes et conséquences de son infériorité	111
CHAPITRE PREMIER. — Le salaire masculin et le salaire féminin : à travail égal, salaire égal.....	113

TABLE DES MATIÈRES

412

CHAPITRE II. — Causes de l'infériorité du salaire féminin.	138
CHAPITRE III. — Couvents et Prisons.....	158
CHAPITRE IV. — Le Pain amer.....	193

TROISIÈME PARTIE

Les Remèdes.....	211
CHAPITRE PREMIER. — La femme au foyer.....	213
CHAPITRE II. — Quelques moyens de favoriser la reconstitution de la famille.....	243
CHAPITRE III. — Salaire et protection légale..	274
CHAPITRE IV. — Le salaire minimum...	315
CHAPITRE V. — L'Association professionnelle.....	339
CHAPITRE VI. — L'enseignement professionnel, l'apprentissage et le Syndicat.....	361
CHAPITRE VII. — Les Annexes du Syndicat.....	375
CHAPITRE VIII. — Le rôle des Consommateurs	386
Conclusion.....	407

